

PRÉSIDENTIELLE

Lionel Jospin en campagne aux Antilles. Vers un record de candidatures p. 9

UKRAINE

Accusations de fraude aux législatives. L'Europe s'interroge p. 7 et notre éditorial p. 14

CONSOMMATION

Sur le marché français du chocolat, 80 PME résistent aux multinationales p. 15

SPORTS

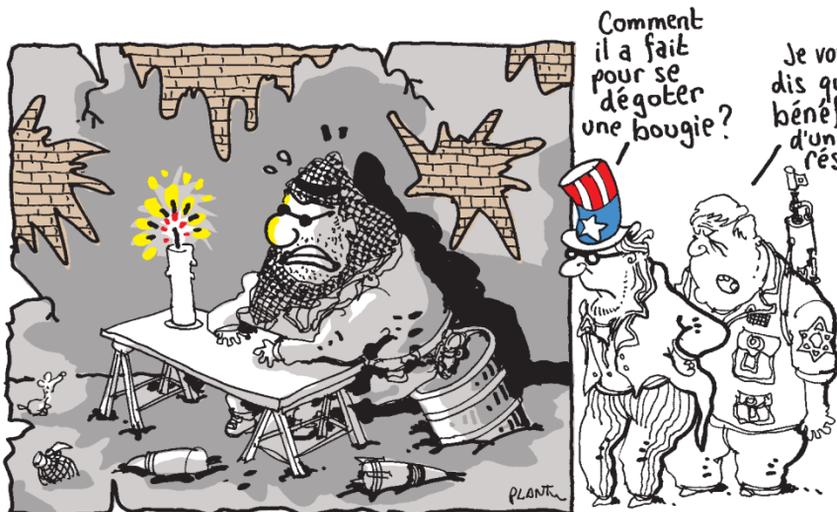
Football : Bastia et Lorient en finale de la Coupe de France. Rugby, formule 1 et les résultats p. 17 à 19

International.....	2	Communication.....	16
France-Société.....	8	Aujourd'hui.....	17
Carnet.....	11	Météorologie.....	20
Abonnements.....	11	Jeux.....	20
Horizons.....	12	Culture.....	21
Entreprises.....	15	Radio-Télévision.....	25

Bush soutient la guerre de Sharon

Ramallah ville fermée à la presse, l'Autorité palestinienne démantelée, l'armée israélienne à l'offensive en Cisjordanie

ASSURÉ du soutien que venait de lui témoigner le président George W. Bush, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a annoncé, dimanche soir 31 mars, « une guerre sans compromis » contre « le terrorisme dirigé par Yasser Arafat ». Alors qu'un nouvel attentat-suicide palestinien venait de faire quinze morts à Haïfa, dans le nord du pays, M. Sharon a promis une intensification des opérations dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie. « L'Etat d'Israël est en guerre » contre un « terrorisme activé, coordonné et dirigé par un homme, le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, ennemi de tout le monde libre », a dit M. Sharon. Quelques heures plus tôt, sur ton détaché, M. Bush, depuis son ranch texan, avait déclaré : « Je comprends parfaitement le besoin pour Israël de se défendre et je le respecte ». Il a cependant ajouté : « Le gouvernement israélien doit garder présente à l'esprit la nécessité, tôt ou tard, d'une solution pacifique ». Lundi matin, M. Arafat était toujours



cerné dans un bâtiment de son QG dévasté de Ramallah. Près de vingt Palestiniens auraient été tués, des centaines d'autres - de 16 à 50 ans - faits prisonniers. Le sort de poli-

ciers palestiniens retrouvés abattus d'une balle dans la nuque soulevait des questions sur le comportement de Tsahal. Des témoignages palestiniens font état d'exécutions som-

maires. Dans le monde arabe, presse et milieux officiels dénoncent les Etats-Unis avec autant de virulence, sinon plus, que le gouvernement Sharon.

- A Jérusalem, Ariel Sharon déclare la guerre à Yasser Arafat, « l'ennemi du monde libre »
- A Ramallah, le témoignage de José Bové pour Le Monde
- A Washington, le soutien affirmé de George Bush à Israël
- En France, l'émotion après de nouveaux actes antisémites

Lire pages 2 à 6

Le salut de la République aux huit de Nanterre

LA MUNICIPALITÉ de Nanterre a appelé la population à participer, mardi 2 avril, au stade Gabriel-Péri, à une cérémonie à la mémoire des huit conseillers tués par Richard Durm, dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 mars, lors d'une réunion du conseil municipal. Le président de la République, le premier ministre et les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat devaient assister à ce moment de recueillement. C'est Jacqueline Fraysse, maire et députée (PCF) (notre photo), qui prononcera un discours à la mémoire de ces élus dont nous avons choisi de raconter la vie à travers les témoi-



gnages de leurs proches. Ces quatre hommes et ces quatre femmes étaient tous engagés dans la vie sociale de cette commune de 84 000 habitants. Mardi, les établis-

sements scolaires et les administrations de la ville seront fermés. Six élus blessés sont encore hospitalisés, dont l'un est toujours dans le coma.

► La municipalité appelle la population à participer à la cérémonie de mardi

► Chirac et Jospin seront présents

► Portraits : les huit élus racontés par leurs proches

Lire page 8

Pour le Quing Ming, l'hommage aux Chinois morts dans la Grande Guerre

AMIENS

de notre correspondant

Un portique stylisant une pagode marque l'entrée du cimetière chinois de Nolette, près de Noyelles-sur-Mer (Somme), aux 825 pierres tombales gravées d'idéogrammes. Habituellement paisibles, les lieux ont connu, samedi 30 mars, une animation inhabituelle. Sur un autel recouvert d'un tissu jaune ont été disposés des mangues, des bâtons d'encens et des tasses en porcelaine remplies de thé. Sept cents personnes, issues de la communauté chinoise de la région parisienne ont fait le déplacement pour, la veille du Quing Ming (la Fête des morts en Chine), rendre un hommage officiel aux 140 000 travailleurs chinois venus en France participer à la Grande Guerre, au plus fort de la bataille de la Somme. Plus de 10 000 d'entre eux sont morts en France pendant la première guerre mondiale. De rares photos témoignent de leur arrivée en

gare de Noyelles au printemps 1916. En bleu de chauffe, jambes ficelées dans des bandelettes entrelacées, petit bonnet rond, ils avaient pierre mine. Leur débarquement après une traversée interminable de Canton au Havre et leur embarquement immédiat pour Noyelles dans des wagons de marchandise les avaient mis dans un état physique épouvantable. Ils devaient occuper l'embryon d'un campement préparé par les Anglais dans ce petit village du Ponthieu et bâtir le reste pour les contingents qui allaient suivre.

Ressortissants de la Chine du Nord, ces coolies étaient affectés aussi bien à la construction des dépôts de munitions de guerre, des hôpitaux, des voies ferrées qu'au nettoyage des champs de bataille, au déminage, à l'exhumation et à l'enfouissement des soldats tués. D'autres creusaient des tranchées pour l'avancement des troupes. Le Conseil pour l'intégration des communautés d'origine chinoise en France

a choisi ce cimetière verdoyant, entretenu par les Britanniques, pour commémorer leur mémoire. L'ambassadeur de Chine en France, Jian Ming Wu, a fait le déplacement, comme Jacques Toubon, conseiller de Paris, qui a lu un message de Jacques Chirac, et Jean-Marie Le Guen, député du 13^e arrondissement, qui a lu un texte de Lionel Jospin.

Des descendants de ces Chinois sont présents, comme Jean-Marc Roux, petit-fils de Lee Wang, rapatrié en Chine en 1920, Lee Wang était revenu en France deux ans plus tard par amour pour une Picarde de Péronne. En 1940, il s'était engagé dans l'armée française, était devenu résistant et avait fini dans les Forces françaises de l'intérieur (FFI). Le maire de Noyelles, Michel Letocart, souhaite créer un musée consacré à l'histoire de ces 825 Chinois morts si loin de chez eux.

Jacques Béal

DISPARITION

« Queen Mum », grand-mère favorite du royaume britannique



« QUEEN MUM » (« reine maman ») s'est éteinte, samedi 30 mars, à l'âge de cent un ans. Très populaire depuis qu'elle avait refusé de quitter Londres durant la guerre, la mère d'Elizabeth II séduisait par sa bonne humeur et une solide joie de vivre. Elle symbolisait aussi le dernier lien avec un passé révolu.

Lire page 7 et le portrait page 12

PHOTOGRAPHIE

Le Gray, artiste complet



RÉVÉLÉ il y a une dizaine d'années par ses marines, Gustave Le Gray (1820-1884) est de ces pionniers qui ont fait de la photographie naissante un art. Rétrospective à la Bibliothèque nationale.

Lire page 21

POINT DE VUE

L'énergie nucléaire a-t-elle un avenir ? par Hubert Reeves

DANS son discours du Mont-Saint-Michel, Jacques Chirac s'est prononcé en faveur de l'énergie nucléaire. Elle comporte, a-t-il dit, des avantages indéniables pour notre indépendance et pour la limitation des émissions de gaz à effet de serre. Voyons-y de près. Je vais donner les raisons pour lesquelles je pense que l'énergie nucléaire n'a probablement pas d'avenir.

Il y a près de trente ans, face à la crise du pétrole et au souci de maintenir une indépendance énergétique nationale, l'Etat a choisi la filière nucléaire. Dans les années 1980, la prise de conscience du réchauffement planétaire dû à l'accroissement du CO₂ dégagé par la

combustion du pétrole, du gaz et du charbon, ainsi que l'épuisement progressif de ces combustibles ont apporté un appui supplémentaire à la pertinence de ce choix.

Mais un rapport établi conjointement par l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (AEN) et par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), publié en 1999, affirme que les ressources d'uranium récupérables s'élèvent à 4 millions de tonnes (www.nea.fr www.francencuc.org). En 1998, les besoins annuels mondiaux des centrales nucléaires étaient estimés à environ 60 000 tonnes d'équivalent d'uranium naturel. A ce rythme, l'ura-

nium sera épuisé bien avant la fin de ce siècle.

Aujourd'hui, la puissance nucléaire installée est de 350 gigawatts, soit environ 3 % de l'énergie dégagée dans le monde. Pour réduire de 50 % l'émission de gaz carbonique, il faudrait construire plusieurs milliers de nouveaux réacteurs.

Lire la suite et le point de vue de Noël Mamère page 13

HUBERT REEVES est astrophysicien. Auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation scientifique, ancien directeur de recherche au CNRS, il est président de la Ligue pour la préservation de la faune sauvage.

MENSUEL • N° 352 • AVRIL 2002

Le Monde de l'éducation

Supplément Les arts à l'école

ITALIE Tollé contre Berlusconi

Le primaire découvre la violence

● Livres de jeunesse : LA NOUVELLE VAGUE ALLEMANDE

● TECHNOLOGIE : UNE DISCIPLINE QUI CHERCHE SA PLACE

Les surprises du vote enseignant

- Jospin favori malgré l'épisode Allègre
- Chirac peu crédible sur les questions éducatives
- Chevènement se pose en challenger
- Mamère candidat de l'antimondialisation

VIENT DE PARAÎTRE

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

[CHAPO] L'armée israélienne conduisait, lundi 1^{er} avril, de **NOUVELLES OPÉRATIONS** militaires dans les territoires palestiniens et resserrait encore le siège du quartier général de Yasser Arafat à Ramallah, devenue

« zone militaire fermée » et interdite aux diplomates étrangers et aux journalistes. Israël a décidé « un isolement total » de M. Arafat, de fait prisonnier dans ses bureaux. Samedi, une quarantaine de **MILITANTS**

PACIFISTES avaient pu rencontrer le président de l'Autorité palestinienne, dont le Français José Bové. Cette nouvelle escalade, approuvée à demi-mots, samedi, par le président américain George W. Bush, fait suite à

deux **ATTENTATS-SUICIDES** commis par des Palestiniens, dont l'un a fait quinze mort dans un restaurant de Haïfa. Le monde arabe s'enflamme. Les dirigeants européens appellent à un retrait des troupes israéliennes. [/CHAPO]

Israël étend ses opérations et veut l'« isolement total » d'Arafat

Après un week-end marqué par de sanglants attentats-suicides, Tsahal mène de nouvelles offensives dans les territoires et renforce le siège de Ramallah, « zone militaire fermée ». M. Sharon qualifie le leader palestinien d'« ennemi du monde libre » et se dit « en guerre pour sa patrie »

JÉRUSALEM

de notre correspondante

L'armée israélienne a poursuivi ses incursions dans les zones autonomes palestiniennes, dimanche 31 mars et lundi 1^{er} avril. Après la réoccupation de Ramallah le jeudi 28 mars, Tsahal contrôlait lundi matin la ville de Kalkilya, dans le nord-ouest de la Cisjordanie. Soixante chars ont pris position dans l'agglomération. Des mouvements de chars ont été signalés aussi aux environs de Bethléem, au sud de Jérusalem, tandis que l'encerclement de la ville de Toulkarem a été renforcé, selon les autorités militaires israéliennes.

Ces manœuvres de grandes ampleur, qui ont reçu, samedi, le soutien du président américain George Bush, sont prévues pour durer plusieurs semaines. Elles n'ont pas empêché deux attentats-suicide, commises dimanche à Haïfa, dans le nord d'Israël, et dans la grande colonie d'Efrat, proche de

Bethléem. L'attentat de Haïfa, revendiqué par le Mouvement de résistance islamique (Hamas), a fait seize morts et plusieurs dizaines de blessés ; celui d'Efrat, perpétré dans les locaux de l'équivalent de la Croix rouge israélienne par un adolescent se réclamant des Brigades des martyrs d'al Aqsa, la branche militaire non officielle du Fatah, a blessé sept personnes.

S'exprimant après le premier ministre, Ariel Sharon, qui, lors d'une intervention télévisée dimanche soir, a qualifié le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, de « danger » pour la région, le ministre travailliste des affaires étrangères, Shimon Pérès, a affirmé : « Nous sommes en train de mener une bataille pour notre existence et pour la survie de notre peuple. » Lundi, le ministre travailliste de la défense, Benyamin Ben Eliezer, a confirmé qu'Israël avait l'intention d'« isoler totalement » M. Arafat dans son quartier gé-

ral, précisant qu'il n'était pas question de « l'humilier ». Il a ajouté qu'Israël ne renoncerait pas à arrêter « les Palestiniens recherchés pour terrorisme » qui se sont réfugiés auprès de M. Arafat. Après avoir interdit à l'émissaire européen, Miguel Angel Moratinos, et à l'envoyé spécial des Nations unies, Terje Roed-Larsen, l'accès au

bureau de M. Arafat, Tsahal a empêché une délégation de dignitaires chrétiens de lui remettre « un message de paix et de solidarité ».

Dans la journée de dimanche, des échanges de tirs ont été entendus aux abords immédiats de la Mouqata'a, assiégée par l'armée israélienne. L'invasion de Ramallah par Tsahal a provoqué la mort d'au

moins quatorze personnes. Le ministre palestinien de la coopération internationale, Nabil Chaath, a affirmé dimanche que l'armée israélienne avait « exécuté neuf Palestiniens de sang froid ». Les corps de ces hommes, tués d'une balle dans la tête ou dans la nuque, ont été retrouvés dans des immeubles du centre-ville. L'armée israélienne affirme qu'ils ont péri lors de « combats rapprochés ».

M. Chaath a indiqué que « plusieurs centaines de personnes » arrêtées étaient « détenues en otages » pour obtenir la reddition de Marwan Barghouti, le responsable du Fatah pour la Cisjordanie, considéré par Israël comme l'un des organisateurs de l'actuelle intifada. Plusieurs dizaines de personnes auraient été interpellées dans son village de Kobar. De son côté, Jibril Rajoub, le chef de la sécurité préventive pour la Cisjordanie, a accusé Tsahal d'avoir « assassiné une trentaine de membres des forces de

sécurité dans un bâtiment du centre-ville ». Ramallah a été déclarée « zone militaire fermée » par l'armée israélienne, qui s'est engagée à expulser tous les ressortissants étrangers présents sur place, y compris les journalistes, menaçant de les arrêter et de leur retirer leur accréditation.

Kalkilya est depuis lundi soumise au même régime. Une dizaine de militants pacifistes, dont le Français José Bové, qui étaient parvenus à rencontrer le président de l'Autorité palestinienne, ont été interpellés dimanche. Une quarantaine d'autres ont choisi de demeurer auprès de M. Arafat pour constituer « un bouclier humain ».

[A Paris, l'écrivain Elias Sambar nous déclare avoir reçu plusieurs appels de Ramallah faisant état d'« exécutions sommaires » de policiers palestiniens faits prisonniers par Tsahal.]

S. L.B.

« Nous ne nous rendrons jamais »

Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, confiné dans son quartier général, a déclaré, dimanche 31 mars, dans un entretien avec des journalistes diffusé par CNN : « Le plus important n'est pas ce que j'endure (...), c'est ce que notre peuple endure nuit et jour. Hier, neuf personnes ont été tuées, assassinées. (...) Votre présence a empêché leurs chars et leurs blindés d'entrer dans notre hôpital de Ramallah. » Il a affirmé avoir redemandé, samedi, au secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, « l'envoi d'une force internationale » dans les territoires occupés.

La veille, dans un entretien à Fox TV, le président palestinien avait déclaré : « Nous ne nous rendrons jamais. » A la question de savoir s'il avait un message pour George W. Bush, Arafat a répondu : « Mettre en œuvre immédiatement un cessez-le-feu et commencer l'application des rapports Mitchell et Tenet. » Plus tôt, dans un entretien à CNN, il avait affirmé : « Ils ont complètement détruit sept de nos bâtiments tout autour de mon bureau et tiré sur mon bureau avec toutes leurs armes. (...) C'est le véritable terrorisme de l'occupation. » – (AFP, Reuters.)

Le climat d'union nationale est conforté par les attentats-suicides

Seule une partie de la presse critique la politique du gouvernement de coalition

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, s'est adressé brièvement et solennellement à la nation, dimanche soir 31 mars, quelques heures après le nouvel attentat perpétré par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) à Haïfa, dans le nord du pays. Comme lors des interventions qui avaient suivi les attentats organisés par le Hamas au début du mois de décembre 2001, M. Sharon a concentré son propos sur le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Il l'avait déjà qualifié d'« ennemi d'Israël », au terme de la réunion du cabinet de sécurité, vendredi matin, après l'attentat meurtrier de Netanya. Le premier ministre israélien a réitéré dimanche cette accusation, ajoutant que le chef de l'Autorité palestinienne était également « l'ennemi du monde libre », ainsi qu'une menace pour la stabilité de la région. M. Sharon, qui a établi un parallèle entre les attentats perpétrés en Israël et ceux qui avaient frappé les Etats-Unis le 11 septembre 2001, a estimé que M. Arafat était l'unique responsable de ces opérations.

Le premier ministre israélien a ensuite justifié les opérations menées depuis plusieurs jours dans les territoires palestiniens, en assurant qu'Israël était « en guerre » et que celle-

ci serait « une guerre totale contre le terrorisme ». Il a ajouté que le « terrorisme » avait été la seule réponse que l'Autorité palestinienne avait apportée aux concessions qu'il avait faites, dont l'abandon du préalable de sept jours de calme total, qu'il avait réussi à imposer avant l'application des rapports Tenet et Mitchell pour un cessez-le-feu et un retour aux négociations. La seule réaction palestinienne à cette intervention est venue du négociateur Saëb Erekat, qui se trouve à Jéricho : il a estimé que le premier ministre israélien avait « fermé toutes les portes » du processus de paix et « prouvé au monde qu'il était le premier ennemi de la paix ».

« ÈRE NOUVELLE »

L'attentat de Netanya a été ressenti très profondément en Israël comme un sacrilège en raison du moment choisi, le début de la Pâque juive, qui célèbre la sortie d'Égypte. Le premier ministre sait qu'il peut compter sur le soutien sans faille, au moins à court terme, de l'opinion publique, alors que sa cote de confiance est en chute libre depuis deux mois, et qu'une majorité croissante d'Israéliens jugeait très sévèrement, jusqu'à ces jours derniers, ses résultats en matière de « sécurité », son slogan aux élections du 6 février 2001. La récurrence des attentats

conforte sans doute ce climat d'union nationale.

De fait, l'opposition de gauche qu'incarnent le parti Meretz, ou des personnalités comme Yossi Beilin, est restée jusqu'à présent très discrète. De même, le Parti travailliste n'a pas remis en cause sa participation à la coalition gouvernementale dirigée par M. Sharon. Selon le *Yediot Aharonot* du dimanche 31 mars, la ministre travailliste Dalia Itzik a assuré aux autres ministres de son parti membres du cabinet de sécurité, dans la nuit du 28 au 29 mars, que les électeurs sanctionneraient durement un éventuel départ de la coalition qui pourrait entraîner de nouvelles élections. Mme Itzik est une proche du chef du parti, le ministre de la défense, Benyamin Ben Eliezer, qui a toujours indiqué que sa formation n'abandonnera M. Sharon que pour des raisons liées à la crise économique et sociale que traverse le pays.

Le président de la Knesset, le travailliste Avraham Burg, a cependant estimé dimanche « le gouvernement a besoin de dire pourquoi nous combattons », saisir les armes « ne doit pas devenir le but d'une guerre », a-t-il ajouté. Les opérations militaires engagées par M. Sharon ont également réduit au silence son rival le plus dangereux à droite,

Benyamin Nétanyahou, particulièrement critique, ces dernières semaines, contre la politique du premier ministre, jugée trop accommodante envers une Autorité palestinienne dont M. Nétanyahou souhaite la disparition pure et simple.

Seule une partie de la presse se montre pour l'instant publiquement peu convaincue par les décisions prises par le gouvernement israélien. S'ils accablent de critiques le chef de l'Autorité palestinienne, certains éditorialistes cultivent également le scepticisme. « Une opération militaire ne mettra pas un terme à la confrontation et ne détruira pas le terrorisme. (...) L'usage de la force militaire (...) doit être un élément d'une stratégie. Cette donnée fondamentale est absente de la position israélienne. Jusqu'à présent, le gouvernement Sharon n'a pas formulé de but politique acceptable et réalisable », écrivait ainsi dimanche le quotidien de centre gauche *Haaretz*, alors que Nahum Barnea, le commentateur réputé du *Yediot Aharonot*, truffait son article de dimanche de citations de M. Sharon promettant « la fin de la terreur », ainsi qu'une « ère nouvelle ». Ces propos, parfaitement adaptés aux circonstances, remontaient au siège de Beyrouth, en 1982.

Gilles Paris

A Haïfa, le courage et la détermination de Miki Matza

HAÏFA (nord d'Israël)

de notre envoyé spécial

L'abominable et rituel amas de corps épouvantablement déchirés, de têtes ondulées, de poutres et de

[CHAPO] reportage

Le propriétaire est juif, mais la gérance était à une famille palestinienne d'Israël

tables calcinées, de vitres brisées. Du sang partout.

Une quinzaine de tables étaient occupées dans le restaurant Matza, sur les hauteurs de Haïfa, dimanche 31 mars. En une seconde, Carmit Ron, une Israélienne de 47 ans, a perdu son mari, Aviël, 54 ans, et ses deux enfants de 21 et 17 ans, Ofer et Anat. Plusieurs heures après l'attentat qui, à 14 h 45, a fait 15 morts (dont son auteur) et quelque 30 blessés (plusieurs dans un état grave), des volontaires du Zaka – acronyme hébraïque pour « identification des victimes de catastrophes » –, un organisme religieux, parcouraient encore les lieux à la recherche du moindre bout de membre. Pour le judaïsme orthodoxe, qui, en Israël, a la haute main sur le droit familial, l'âme et le corps ne font qu'un. Aussi est-il essentiel de collecter et, si possible, d'identifier le plus petit morceau de chair.

L'explosion, qui, par miracle, n'a pas mis le feu à la station-service toute proche, a été si intense qu'elle a éventré la toiture du restaurant, dont le nom sonne comme un symbole, en cette Pâque juive, où la plupart des gens ne mangent que du pain azyme – en hébreu, de la matza. Ne reste de la devanture effondrée qu'une pancarte : « Restaurant Matza. Directeur : Ali. Hoummou et plats orientaux ». Juifs comme Arabes de Haïfa venaient souvent en famille dans cet établissement populaire. Le propriétaire est juif, mais la gérance était, depuis plus de vingt ans, entre les mains d'une famille palestinienne d'Israël, les Hadawi, du village voisin de Tour'an. Presque tous les employés sont issus du clan Hadawi. L'un d'eux, Soheil, 30 ans, est au nombre des morts ; sa femme doit accoucher le mois prochain. Quatre autres sont blessés.

« LAISSEZ VAINCRE L'ARMÉE »

Haïfa est une ville où, en 1948, une petite partie de la communauté palestinienne est restée, devenant minoritaire dans cette métropole ouvrière. Elle reste, à ce jour, la seule grande ville encore travailliste. Son maire, le général Amram Mitzna, continue de cultiver la tradition de « fraternité judéo-arabe », même si, pour de nombreux jeunes Palestiniens du cru, citoyens israéliens, celle-ci tient plus du discours convenu que de la réalité. Quant au kamikaze, Shehadé Toubassi, 23 ans, de Jénine (Cisjordanie), il détenait une carte d'identité israélienne, obtenue grâce à son

15 MORTS LORS DE L'ATTENTAT



marriage avec une jeune Arabe d'Israël. Encore ahuri, Miki Matza, le propriétaire, n'en démord pas. « Je ne me laisserai pas intimider. Dans quinze jours, le restaurant rouvrira ses portes. » Avec les mêmes gérants ? « Evidemment ! Cela fait trente-cinq ans que je travaille avec les Arabes ici, et j'ai une absolue confiance en eux. Un jour, il y aura la paix. D'ici là, Juifs, Arabes, musulmans et chrétiens, il faut continuer ensemble. »

A quelques mètres, un groupe de jeunes, accourus vers 20 heures, brandit banderoles et pancartes. « Laissez vaincre l'armée », « Seul Sharon amènera la paix », peut-on lire. Oded Souchard, trente-trois ans, assistant en statistiques à l'université, drapeau israélien en main : « Je suis ici pour

dire non à un Etat palestinien. Il faut détruire l'Autorité palestinienne. » A côté de lui, Moshé, qui se présente comme « chauffeur de rabbin et étudiant », renchérit : « On se fiche de nous. Arafat, aujourd'hui, a encore pu rencontrer des journalistes et des pacifistes. Ça suffit, il faut en finir avec lui. » Yaïr, étudiant, voit les choses sous un autre angle : « Notre problème n'est pas Arafat, ce sont les chahids (les « martyrs » palestiniens). Il n'y a qu'une chose à faire : raser les maisons de leurs familles. Les autres y réfléchiront à deux fois avant de commettre un attentat. »

Encore présent sur les lieux en début de soirée, le maire, Amram Mitzna, ressent « colère et tristesse ». « Preuve est faite, observe-t-il, que le terrorisme ne fait pas de distinction entre ses victimes. » Malgré les slogans des manifestants, il dit ne pas craindre une dégradation des relations judéo-arabes dans sa ville. Il sait aussi qu'« il n'y aura pas d'autre solution que politique » : « Rien n'empêchera, en fin de compte, qu'existent deux Etats pour les deux peuples. » En attendant, « il faut frapper les terroristes et leurs commanditaires sans pitié, et construire une muraille de sécurité autour de la Cisjordanie, comme à Gaza ».

Selon le quotidien *Haaretz*, qui listait lundi matin les douze attentats commis en mars, le nombre des candidats aux actes suicidaires est en forte augmentation parmi les Palestiniens.

Sylvain Cypel

[SURTITRE] VERBATIM [/SURTITRE]

« Pas de compromis »

DANS une brève déclaration télévisée, Ariel Sharon a expliqué ainsi les opérations en cours :

Citoyens d'Israël : L'Etat d'Israël est en guerre, une guerre contre la terreur. Israël est en guerre pour sa patrie. Nous devons combattre ce terrorisme, en menant une guerre sans compromis pour déraciner ces sauvages, démanteler leurs infrastructures parce qu'il n'y a pas de compromis avec les terroristes.

Cette guerre nous a été imposée. Ce terrorisme est activé, coordonné et dirigé par un homme, le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. L'Etat d'Israël se trouve à un tournant de son histoire. La situation n'est pas facile, mais (...) nous l'emporterons.

M. Sharon et le plan saoudien

Tout en estimant que Yasser Arafat était le « principal obstacle à la paix », le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a déclaré, dimanche 31 mars, qu'il accepterait de participer à une rencontre de paix avec des dirigeants arabes qui pourraient organiser les Etats-Unis. « Oui, bien sûr », a répondu M. Sharon à la question d'un journaliste de la chaîne de télévision américaine CBS lui demandant s'il participerait à une rencontre avec des dirigeants arabes qu'organiserait George W. Bush pour discuter de « l'initiative arabe de paix » d'inspiration saoudienne, avalisée par les vingt-deux membres de la Ligue arabe, dont les rois et chefs d'Etat s'étaient réunis au sommet à Beyrouth les 27 et 28 mars. M. Sharon a estimé que cette « initiative de paix » était « importante. Mais maintenant nous devons voir quels en seront les détails », a-t-il dit.

Ladite « initiative » propose à Israël des relations « normales » avec l'ensemble du monde arabe après la conclusion d'un traité de paix tout aussi collectif, à la condition que l'Etat juif restitue la totalité des territoires qu'il a conquis en 1967, qu'il accepte la création d'un Etat palestinien dont Jérusalem-Est serait la capitale et que soit trouvée une solution « juste » au problème des réfugiés. – (Reuters.)

Dans Ramallah, un soldat de Tsahal : « Ici, on est chez nous, on est en Israël... »

Les soldats israéliens ont procédé à des fouilles et à l'arrestation d'hommes âgés de 16 à 50 ans. Une rumeur circule : l'armée israélienne aurait l'intention de rester deux mois dans la ville



JÉRUSALEM

de notre correspondante
« Ils n'ont même pas cherché à savoir s'il y avait des gens dans les appartements ; ils ont commencé à

■ TÉMOIGNAGE

« Les soldats ont commencé à casser les fenêtres, à enlever les grilles »

mitrailler les portes. » Pour parer à l'assaut des soldats israéliens et leur faire part de leur présence avant qu'ils ne parviennent à leur étage, Claude, son mari, sa fille et son ami sont sortis sur le palier, munis d'une bougie. L'électricité avait été coupée. C'était vendredi 29 mars, quelques heures après le début de la réoccupation totale de la ville de Ramallah par l'armée israélienne.

Depuis, les militaires de Tsahal campent dans l'appartement situé au-dessus de celui de cette famille franco-palestinienne. Ils y ont monté leur matériel, leurs armes et installé des sacs de sable ; ils ont occulté les vitres de la cage d'escalier avec des couvertures et réglemment la vie de cet immeuble de trois étages, interdisant même aux habitants l'accès à leur véranda. Pour la deuxième fois en quinze jours, les habitants de Ramallah vivent sous le joug de l'armée israélienne. Cette fois, Tsahal entend agir à huis clos. Dimanche après-midi, elle a ordon-

né aux journalistes de quitter la ville. Les témoignages ont été recueillis par téléphone

« Les soldats nous ont dit en anglais : "on est les maîtres de cette maison, on est ici chez nous, en Israël" », poursuit Claude, outrée de la violence des jeunes soldats. « Au moins, pendant la première Intifada, on avait le temps d'ouvrir les portes », leur a-t-elle lancé. Un peu déstabilisé, un jeune soldat a lâché : « Depuis, on est peut-être devenus des animaux ! ». « En bas de chez moi, les soldats ont commencé à casser les fenêtres, à enlever les grilles, je leur ai dit que je pouvais leur ouvrir. Ils sont entrés partout, ont fouillé tout mon appartement. Ils cherchaient des hommes ou des armes », s'indigne Rima, une sexagénaire qui vit seule.

« Ils ont voulu regrouper tous les habitants de l'immeuble, pour s'installer dans les appartements libérés comme ils en ont pris l'habitude. Mais nous avons parlementé et chacun a pu rester chez soi », témoigne

Claude. Dans l'immeuble de Sari, certains de ses voisins n'ont pas eu ce privilège : une vingtaine de personnes ont été rassemblées dans un seul appartement. Moins prévoyant que la plupart des habitants de la ville, qui, dès jeudi, avaient anticipé l'invasion israélienne, ce jeune célibataire n'a pas fait de provisions. Il se nourrit depuis trois jours de fèves et de lentilles. « Il me reste un kilo de fèves, je peux tenir encore plusieurs jours », assure-t-il en riant doucement. « Le plus important pour moi, c'est l'électricité. Pour regarder la télé et recharger mon portable, car je n'ai pas de ligne fixe. J'en ai été privé pendant plusieurs heures, j'étais coupé du monde ».

CHANTS PATRIOTIQUES

Sari n'a pas mis un pied hors de son appartement depuis trois jours, « par peur des tirs de chars ou de snipers israéliens qui ont pris position sur les toits de la ville ». « Je ne sors même pas sur le palier, les soldats vont et viennent sans arrêt dans les

« Capitale » intellectuelle et politique

La ville de Ramallah et sa jumelle El-Bireh, situées à une dizaine de kilomètres seulement de Jérusalem, constituent depuis longtemps la capitale intellectuelle et politique de la Cisjordanie. Les deux villes contiguës comptent plus de 50 000 habitants, auxquels s'ajoutent plus de 30 000 réfugiés enregistrés par l'UNRWA dans quatre camps créés en 1949. Le gouvernorat de Ramallah compte au total plus de 215 000 habitants selon un recensement effectué en 1997. Siège de nombreuses organisations non gouvernementales internationales, Ramallah est aussi réputée pour son université située à l'extérieur de la ville, à Bir Zeit. Même si le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, avait choisi de résider plus régulièrement à Gaza dans les premières années du processus de paix, le siège du Conseil législatif palestinien désigné lors des élections de 1996 avait en revanche élu domicile à Ramallah qui avait été évacuée le 27 décembre 1995 par l'armée israélienne à la suite des accords de Taba conclus en septembre de la même année.

étages ». La nuit, il ne parvient à dormir que quelques heures. « Le bruit des chars qui se déplacent en permanence est infernal ». Isolé, Sari est suspendu aux nouvelles à la télévision. « Je suis l'évolution de la situation sur Al-Jezira et la BBC », raconte-t-il. La télévision palestinienne, qui émet de Gaza, alterne chants patriotiques et actualités. Une autre chaîne, el Watan (la patrie, en arabe), est désormais aux mains de l'armée israélienne : elle a diffusé samedi des films pornographiques. « Un vrai scandale », s'emporte Sari.

A Ramallah, les soldats se seraient livrés à des actes de vandalisme, détruisant les biens personnels dans les appartements, rapporte une association israélienne pacifiste Gush Shalom. Les rafles d'hommes âgés de 16 à 50 ans se sont multipliées. Dans la journée de dimanche, les soldats israéliens ont procédé à un « porte à porte », fouillant méthodiquement chaque maison. « Par la fenêtre, dans la rue en bas de chez nous, on a vu deux jeunes hommes, mains attachées et yeux bandés, emmenés par les soldats », témoigne Claude. « Ils arrêtent même les policiers ; ils s'attaquent à tous les symboles pour qu'il ne reste plus aucune institution palestinienne. » « Une mère a demandé aux militaires qui venaient d'arrêter son fils où ils l'emmenaient ; ils lui ont répondu "on va lui montrer Allah" », raconte le jeune américano-palestinien.

Une rumeur circulait dimanche à Ramallah : Tsahal aurait l'intention de rester deux mois dans la ville.

Stéphanie Le Bars



A RAMALLAH

Dimanche 31 mars, un Palestinien lève sa chemise pour signifier aux soldats israéliens qu'il ne dissimule aucune ceinture explosive. Tsahal a multiplié les rafles depuis sa réoccupation de la ville.

YASSER ARAFAT

Eclairé à la bougie depuis que l'armée israélienne lui a coupé l'électricité, il s'adresse à la presse dans son quartier général de Ramallah, samedi 30 mars.



HAÏFA

Un kamikaze palestinien a fait exploser une bombe dans un restaurant, dimanche 31 mars. 16 personnes ont été tuées. Le Hamas a revendiqué l'attentat.

JOSÉ BOVÉ

Le leader de la Confédération paysanne a rencontré Yasser Arafat dans son QG.

José Bové, militant antimondialisation, raconte : « En juin, c'était une occupation. Maintenant, c'est une guerre totale »

(...) VENDREDI MATIN, au réveil, on nous dit que les chars se concentrent autour du QG de Yasser Arafat. On entend les tirs d'armes automatiques. Des blindés se

■ RÉCIT

« Est-ce qu'on n'a pas assisté au testament d'Arafat ? »

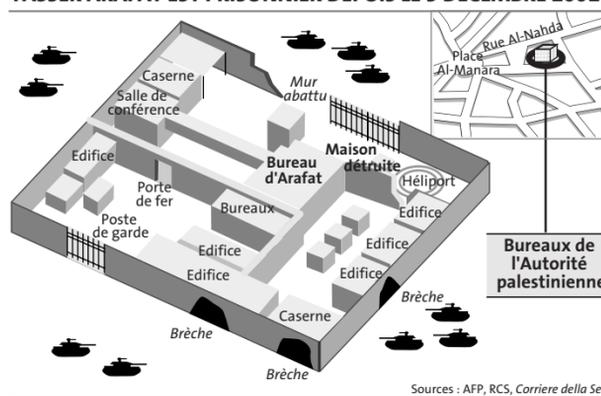
sont postés de part et d'autre de notre rue. Les tirs s'intensifient. On ne peut toujours pas sortir. (...) Agacés par notre présence, les autorités israéliennes ont fait savoir que si on mettait le pied dehors, nous serions considérés comme des terroristes.

De l'hôtel, on entend toute la journée les blindés passer. Je me souviendrai toute ma vie du bruit des chenilles sur le goudron. Cela fait un boucan infernal, très sourd, très inquiétant. (...)

Samedi matin, peu après 7 heures, [des pacifistes italiens] nous ont rejoints. Ils sont une dizaine, avec un député Vert italien. Les tirs ont baissé d'intensité. L'hôpital de Ramallah manque de dons de sang. C'est à 1 kilomètre de l'hôtel. On part à pied, à une soixantaine, en cortège, au milieu de la rue, pour être très visible et avec un mégaphone pour pouvoir parler aux soldats israéliens avant qu'ils ne tirent. On gagne les lieux sans encombre. Devant les bâtiments, des ambulances rentrent et sortent en permanence. Un garde du corps d'Arafat est arrivé la veille. Il n'a pas trente ans et a été blessé par balle à la jambe. « Ceux qui sont dans le QG d'Arafat, nous explique-t-il, n'ont pas d'eau, pas de médicaments, pas d'électricité. Il y a des blessés et pas d'instruments chirurgicaux pour extraire les balles. » On décide d'y aller. Les médecins et le directeur de l'hôpital débattent violemment. Eux veulent s'y rendre avec des ambulances. Lui craint de se retrouver à poil si les soldats israéliens les confisquent.

A 14 h 30, on se met en route. On a pris un sac de médicaments, une boîte en fer avec des pinces, des scalpels, enroulés dans du tis-

YASSER ARAFAT EST PRISONNIER DEPUIS LE 3 DÉCEMBRE 2001



su chirurgical vert. Deux médecins nous accompagnent. Une ambulance nous suit, puis quatre... Le directeur de l'hôpital s'est ravivé. En convoi, on avance vers le centre. C'est la dévastation complète : des traces de mitraillettes partout, des voitures aplatis, écrasées par les chenilles des chars, des gravats, des portes démolies, enfoncées. Sous la pression des tanks, le goudron a cédé partout. Il y a plein de nids de poules que la pluie a gorgés d'eau. Les rues sont totalement désertes. Une copine, Christine, a pris le sac de médicaments dans ses bras. Moi, j'ai la boîte en fer d'instruments chirurgicaux sur le ventre. On marche en silence dans cette avenue déserte, en permanence dépassés par des transports de troupe. Les ambulances avancent tout doucement et ont mis leurs gyrophares. La scène semble irréaliste. A chaque carrefour, l'angoisse monte et on se dit qu'on va être bloqué là.

Le QG d'Arafat est en vue. Des pelleteuses blindées se promènent partout. Deux officiers israéliens, en tenue de camouflage, viennent à notre rencontre. Derrière, des soldats se sont mis en ligne, avec des tireurs équipés de fusils à lunette. On parle. On évoque la convention de Genève. On ne veut pas reculer. On pousse un peu, comme avec les gendarmes mobiles dans les manifestations. On continue à parler, presque nez à nez, on est à 20 cm de visage à visage. Ils contactent leur état-major. Et finalement nous laissent avancer. On se tasse - deux médecins et quatre « internationaux » - dans une

ambulance qui roule au pas de l'homme. On est accroupi dans le véhicule et partout à travers les vitres on voit des blindés. A plusieurs reprises, on doit descendre, réexpliquer tout, attendre que les chars manœuvrent pour nous laisser passer. Arrivés dans la cour, on voit deux grands bâtiments reliés par une passerelle. Celui de droite a été complètement incendié. Il nous reste 20 à 30 mètres. Les militaires israéliens ne veulent pas se mettre à découvert. Ils nous font signe de passer.

FENÊTRES BOUCHÉES

A ce moment-là, un truc me frappe : c'est une guerre de matériel complètement disproportionnée, une guerre entre deux mondes avec d'un côté des armements massifs, hypersophistiqués, des tonnes de blindage et, de l'autre, des moyens dérisoires. C'est un affrontement du faible au fort, qui oppose une société civile et politique se battant pour son Etat à une armée surpuissante qui bénéficie du soutien des Etats-Unis. Lors de mon premier séjour, en juin, c'était une occupation. Maintenant, c'est une guerre totale. Les Israéliens donnent l'impression de vouloir liquider l'Autorité palestinienne et toutes les institutions. Dès vendredi, les sièges d'ONG étaient occupés à Ramallah. C'est absurde. On ne vainc jamais définitivement une société civile et politique.

On est là, devant une porte en bois. On nous ouvre : des soldats en arme sont dans un hall plongé dans l'obscurité. Ils sont plusieurs dizaines. On passe dans une autre

salle, toujours dans le noir, bourrée de monde : des civils, des soldats, des responsables politiques entassés les uns sur les autres, coincés contre une ronéo. Il n'y a ni femmes ni enfants. On donne les médicaments, les provisions. On entrevoit des blessés. On nous conduit dans une toute petite pièce. Quelqu'un vient déposer une bougie sur une table basse. Le maire de Ramallah et l'un des secrétaires d'Arafat nous rejoignent. (...)

On nous conduit dans un escalier très étroit où il faut se faufiler entre des hommes en armes là encore rangés les uns derrière les autres. Partout les fenêtres sont bouchées par crainte des snipers israéliens.

On arrive enfin dans une salle de réunion. Quelques minutes après, Arafat entre avec plusieurs gardes du corps et nous embrasse un par un. Ce qui est infligé à son peuple, c'est du « terrorisme d'Etat », nous explique-t-il, « une violation du droit international et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Il nous dit que sa détermination reste entière, qu'il n'est pas question pour lui de « sortir » ou de « se rendre » et qu'il préfère « plutôt se faire tuer dans ce bâtiment ». Il ajoute que les conditions de vie à l'intérieur sont dures, mais que le moral est bon.

La première chose qui me frappe, c'est qu'il est tout petit ! Il est âgé, mais a une vitalité dans le corps assez étonnante. Il n'a pas ses tremblements qu'on voit de temps en temps à la télévision. Il m'apparaît très calme, pas dans l'urgence ni dans le stress. Claude Léostic, une militante française qui m'accompagne, lui répond : « On est avec vous. » Moi, j'explique qu'il y a des manifestations partout dans le monde. Il nous prend dans ses bras. Et tient à nous raccompagner en bas du bâtiment. Il est ému, nous aussi. Il saisit Claude par la main droite, moi par la main gauche et nous emmène. Il veut nous conduire jusqu'à la porte. Sa sécurité s'interpose. C'est un moment très, très fort. Claude et moi, on se l'est dit après, on pense alors la même chose : « Est-ce qu'on ne va pas être les derniers à l'avoir vu, s'il y a une attaque ? Est-ce qu'on n'a pas assisté au testament d'Arafat ? » Cela m'a travaillé ensuite durant la nuit.

José Bové

La journée de dimanche au Proche-Orient

VOICI la chronologie des événements de la journée de dimanche 31 mars :

- Dans les premières heures de la nuit de samedi à dimanche, le président palestinien, Yasser Arafat, affirme dans un entretien à la chaîne de télévision américaine Fox qu'il ne se rendra pas. Deux Palestiniens, dont un membre du Jihad islamique, sont tués par des tirs de soldats israéliens près de Naplouse.
- En début de journée, un responsable à la présidence du Conseil annonce qu'un cabinet de sécurité israélien présidé par le premier ministre, Ariel Sharon, doit entériner « la prochaine étape des opérations militaires » après la réoccupation, vendredi, de Ramallah en Cisjordanie.
- Des combats éclatent dans le QG d'Arafat. Le ministre palestinien de l'information, Yasser Abed Rabbo, affirme sur la chaîne de télévision qatarote Al-Jazira que des militaires israéliens ont envahi le bureau du président palestinien et le négociateur en chef palestinien, Saëb Erakat, annonce à la télévision égyptienne que la vie de M. Arafat est en danger.
- L'armée israélienne dément avoir pénétré dans les bureaux d'Arafat.
- Brève incursion de l'armée israélienne à Hébron.

- Deux explosions se produisent dans le QG de M. Arafat, à proximité de l'immeuble qui abrite ses bureaux.
- L'artillerie israélienne tire huit obus près du village frontalier de Chebaa au Liban sud, sans faire de victime.
- L'armée israélienne a reçu ordre de « neutraliser » le président Yasser Arafat, mais sans s'attaquer physiquement à lui.
- Les corps de quatre Palestiniens tués par balles sont retrouvés à Ramallah dans un bâtiment précédemment occupé par l'armée israélienne.
- Le Croissant-Rouge palestinien accuse l'armée israélienne d'empêcher l'évacuation des blessés.
- Attentat-suicide dans un restaurant de Haïfa, dans le nord d'Israël : 16 morts, 30 blessés. Il est revendiqué par la branche armée du Hamas.
- Israël occupe le village natal du chef du mouvement Fatah en Cisjordanie, Marouan Barghouti, et arrête 60 hommes.
- Un groupe de pacifistes occidentaux défie les blindés israéliens et va rejoindre Yasser Arafat dans ses bureaux.
- Attentat-suicide dans une colonie de Efrat, au sud de la ville de Bethléem (Cisjordanie). Quatre personnes sont blessées. - (AFP.)

Chez les Palestiniens modérés, les attentats-suicides sont désormais « compris »

Les candidats au « martyr », qui se recruteraient sans difficulté, ne sont pas seulement des militants islamistes endurcis. Ils ne suscitent plus la réprobation exprimée il y a quelques mois

JÉRUSALEM

de nos correspondants

Vendredi 29 mars, une jeune fille s'est précipitée en courant vers l'entrée d'un supermarché de Jérusalem-Ouest. Un garde a tenté de lui interdire le passage. L'adolescente a alors actionné sa ceinture d'explosifs, entraînant dans la mort le vigile et une jeune Israélienne qui s'apprêtait à entrer dans le magasin. L'obus de mortier qu'elle avait dissimulé dans son sac n'a pas explosé.

Ayat Mohammed Ak-Akhras, 18 ans, est la troisième Palestinienne à commettre un attentat-suicide dans l'histoire du conflit israélo-palestinien. Agissant au nom des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, la branche militaire non officielle du Fatah de Yasser Arafat, elle a laissé une vidéo dans laquelle elle dénonce la « passivité des dirigeants arabes » devant le combat des femmes palestiniennes contre l'occupation israélienne.

UNE ARME IMPARABLE

Devenues une arme imparable dans la guerre qui ensanglante la région depuis dix-huit mois, les « bombes humaines » palestiniennes font régner la terreur dans les villes israéliennes.

Initialement perpétrés par des hommes jeunes, issus de mouvements islamistes tels que le Jihad islamique ou le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), les attentats-suicides revêtaient une dimension religieuse, quasi mystique. Une mise en scène élaborée



Ayat Mohammed Ak-Akhras, 18 ans, est morte en actionnant la ceinture d'explosifs qu'elle portait sur elle alors qu'elle tentait d'entrer, vendredi 29 mars, dans un supermarché de Jérusalem-Ouest. Outre celle de la jeune kamikaze, l'attentat a provoqué la mort d'un vigile et d'une jeune Israélienne et fait plus de 20 blessés. Elle est la troisième Palestinienne à commettre un attentat-suicide dans l'histoire du conflit israélo-palestinien.

préparait psychologiquement et matériellement le *chahid* (martyr) au passage à l'acte.

La fréquence de ces attaques – plusieurs dizaines ces dernières semaines – témoigne désormais d'une évolution. Des militants se

revendiquant du Fatah, considéré comme un mouvement laïque, ont rejoint les rangs des kamikazes, mettant en avant des motifs strictement politiques et nationalistes. C'est le cas notamment des trois jeunes filles, dont la participation

aurait été mieux acceptée au sein de ce mouvement que chez les islamistes, partagés sur l'opportunité d'utiliser des femmes dans ce type d'opérations. Confrontés à un horizon politique bouché, frustrés par des années d'occupation et de bouclages israéliens, les candidats au suicide se recruteraient en tout cas sans difficulté.

« Chaque incursion de l'armée israélienne dans les territoires palestiniens fabrique de nouveaux volontaires », juge un jeune universitaire palestinien. Aujourd'hui, même dans les milieux éclairés les plus modérés, ces actions sont comprises et ne suscitent plus la réprobation morale exprimée il y a encore quelques mois.

« PLUS D'ÉTATS D'ÂME »

« Les soldats israéliens tuent des civils palestiniens. Nous n'avons plus d'états d'âme lorsqu'un kamikaze se fait sauter dans un restaurant de Tel-Aviv », juge le chercheur. « Vu nos conditions de vie, je comprends ces jeunes, hommes ou femmes », assure aussi une ancienne militante de la paix. Même les autorités religieuses de l'islam sunnite, par la voix du cheikh Tantaoui, de l'université d'Al-Azhar, en Egypte, légitiment à demi-mot ces actions. La société dans son ensemble en fait des héros : les portraits des kamikazes ornent les murs des villes et des villages dont ils sont originaires.

Stéphanie Le Bars et Gilles Paris

La colère est à son comble dans les pays arabes, où les manifestations se multiplient

L'Egypte s'en prend violemment aux Etats-Unis

LE CAIRE et BEYROUTH

de nos envoyés spéciaux

De l'océan Indien à l'Atlantique, le monde arabe bouillonne d'indignation contre les opérations militaires israéliennes et cette indignation est nourrie par les images que diffusent pratiquement en boucle la quasi-totalité des chaînes de télévisions arabes, montrant les humiliations subies par l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat en tête, et les privations croissantes endurées par la population palestinienne. « Qui-conque voit le malheur des autres peut mieux endurer son propre malheur », pouvait-on entendre dans un café populaire du quartier de Daher, au Caire, où les insultes et les menaces fusaient à la vue des soldats israéliens sur le petit écran.

La colère anti-israélienne n'a rien de bien nouveau en Egypte et dans l'ensemble du monde arabe. En revanche, celle qui vise les Etats-Unis est plus récente. La cote d'impopularité du président George W. Bush a atteint des sommets. « Il faut que quelqu'un dise à Israël : ça suffit, ça suffit ! Je ne peux donc pas imaginer les Américains rester silencieux devant ces actions israéliennes », a déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, Ahmad Maher.

« Nous espérons que les Etats-Unis adopteraient une position forte depuis le début de cette attaque israélienne contre les Palestiniens mais nous n'avons rien vu de cela », a-t-il indiqué. « Evidemment, les Etats-Unis ne peuvent pas ou ne veulent pas exercer une pression sur Israël, mais Israël a besoin de quelqu'un pour le sauver de lui-même », a-t-il ajouté.

Ces critiques ne vont pas sans risques, dans la mesure où les Etats-Unis accordent à l'Egypte 2 milliards de dollars d'aide annuelle, sans compter une rallonge de plusieurs centaines de millions pour 2002. Cette colère, a expliqué M. Maher, est due à « l'agression criminelle inacceptable » d'Israël, qui a lâché « les forces du mal ». Ses déclarations font écho à la colère de l'opinion publique.

SENTIMENT D'IMPUISANCE

Ainsi, les étudiants de l'université du Caire ont saccagé le McDonald's situé devant le campus. Un autre a été attaqué, sans trop de dommages, par des écoliers, dans le quartier de Midan Al-Missaha. Par ailleurs, des accrochages ont eu lieu entre les forces de l'ordre et des manifestants, estimés à une dizaine de milliers. La police a usé de grenades lacrymogènes pour empêcher les étudiants de sortir du campus. Des renforts ont été dépêchés en prévision de nouvelles tentatives de sortie, que les forces de l'ordre ne peuvent tolérer, d'autant que l'ambassade d'Israël est située à quelques centaines de mètres seulement de l'université.

Des manifestations ont eu lieu dans une dizaine d'autres universités égyptiennes, les rassemblements dans la rue étant interdits en vertu de la loi de l'Etat d'urgence. La colère gronde aussi dans les formations politiques et les syndicats. Journalistes et avocats ont tenu au Caire des meetings au cours desquels les Etats-Unis ont été conspués. La confrérie des Frères musulmans a appelé les gouvernements arabes à lancer le Jihad, la guerre sainte, contre Israël.

Le sentiment d'impuissance de l'opinion publique dans les pays arabes se retourne souvent contre les régimes et les gouvernements. Ainsi à Beyrouth, lors d'un rassemblement suivi d'une marche organisée, samedi 30 mars, des manifestants ont-ils scandé, avec un art consommé de la rime – en langue arabe bien sûr – des slogans tels que « Vendez les dirigeants et achetez des armes ! Traîtres de dirigeants, vous avez vendu la Palestine ! », ou encore « Ô Bachar [président syrien], Ô Lahoud [chef de l'Etat libanais], ouvrez les frontières ! ».

Les Nations unies ont également été visées, puisque certains des manifestants, rassemblés devant le siège de l'ONU dans la capitale libanaise, ont accusé cette dernière d'exister « pour défendre Israël ». Des défilés de solidarité avec les habitants de la Cisjordanie et de

Gaza ont également été organisés dans les camps de réfugiés palestiniens du pays.

En cascade, du nord au sud du Liban, tous les responsables politiques de tous les partis et toutes les communautés religieuses ont dénoncé le comportement d'Israël, en particulier du premier ministre Ariel Sharon, dont les Libanais ont gardé un bien douloureux souvenir : l'invasion de leur pays et surtout, le siège de Beyrouth, en 1982, le premier d'une capitale arabe depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948 et les massacres des camps de Sabra et de Chatila.

Le Hezbollah libanais a affirmé qu'il ne pouvait rester indifférent ni étranger à ce qui se passait en Palestine tout en estimant que cela n'avait en tout état de cause rien à voir avec sa détermination à continuer à lutter pour la libération de la partie du territoire libanais qui demeure occupée par l'Etat juif, à savoir, le lieu-dit des Fermes de Chabaa, aux confins des territoires libanais et syrien et dont Beyrouth revendique la souveraineté. Same-

L'OCI dénonce un « terrorisme d'Etat »

Une réunion en Malaisie des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) débat, du lundi 1^{er} au mercredi 3 avril, du terrorisme. Les délégués devraient rejeter tout projet de frappes américaines contre l'Irak et condamner le « terrorisme d'Etat » pratiqué, à leurs yeux, par Israël. Le premier ministre malaisien, Mahathir Mohamad a déclaré, dimanche, que le conflit israélo-palestinien était la « principale cause du terrorisme ». Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, a accusé les Etats-Unis d'autoriser Israël à poursuivre « ses atrocités et le terrorisme contre les Palestiniens ».

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mohammad Zarif, a estimé que l'OCI « devrait faire la différence entre le terrorisme, d'une part, et, de l'autre, la lutte pour l'autodétermination et la libération de l'oppression ». Suspendu après la prise du pouvoir par les talibans en 1996, l'Afghanistan doit être représenté par son ministre des affaires étrangères. – (AFP, AP.)

di, des combattants du Hezbollah ont tiré sur des positions israéliennes dans lesdites Fermes et l'armée israélienne a riposté.

Pour l'éditorialiste du journal koweïtien *Al-Qabas*, « le silence et l'impuissance arabe sont un péché plus grand que toutes les horreurs commises par le gouvernement Sharon ». « Nous espérons que les régimes arabes ne vont pas signer, à la place d'Arafat, un accord humiliant sous couvert de défendre le chef de l'Autorité palestinienne. Arafat n'en a pas besoin car il a repris l'étoffe du héros comme lors du siège de Beyrouth », a écrit de son côté le quotidien saoudien *Al-Hayat* publié à Londres.

Des manifestations rassemblant des milliers de personnes ont également été organisées dans plusieurs capitales arabes pour protester contre Israël et les Etats-Unis. Ainsi en a-t-il été à Bagdad, Damas et Tripoli, par exemple, tandis que les consultations au niveau des dirigeants vont bon train pour discuter d'une attitude commune.

Le prince héritier saoudien, Abdallah Ben Abdel-Aziz, pour qui « le président Bush pourrait faire quelque chose [pour arrêter les opérations israéliennes] s'il comprenait la question palestinienne », s'est rendu, dimanche, de Beyrouth à Damas, où il a rencontré le président syrien Bachar Al-Assad, avant de se rendre au Maroc, dont le roi préside le comité Al-Qods (Jérusalem), de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Le Liban, président pour un an du sommet de la Ligue arabe, a entrepris des contacts aux niveaux arabe et international tout en proclamant sa solidarité avec l'Autorité palestinienne.

Alexandre Buccianti et Mouna Naïm

Tsahal envisage de réoccuper les territoires

L'armée israélienne pourrait étendre l'opération « Mur de protection » à toute la Cisjordanie et à Gaza

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le gouvernement israélien a annoncé, dimanche 31 mars, son intention d'amplifier l'offensive lancée, dans la nuit du 28 au 29 mars, à la suite de l'attentat meurtrier perpétré par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) à Nétanya, quelques instants avant le début de la Pâque juive. L'opération israélienne, baptisée curieusement « Mur de protection », s'était concentrée jusqu'à présent sur la ville de Ramallah, complètement réoccupée, et plus précisément sur la Mouqata'a, le quartier général où est reclus depuis quatre mois le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. La ville de Kalkilya, près de la « ligne verte » qui sépare Israël des territoires palestiniens, a été totalement réoccupée dans la nuit du dimanche 31 mars au lundi 1^{er} avril.

Après l'attentat sanglant de Nétanya, qui a causé la mort de vingt-deux personnes, le cabinet de sécurité, réuni dans la nuit du 28 au 29 mars, s'était prononcé sur le principe de l'opération sans avoir été informé de ses détails ni

de ses implications concrètes. Ce sont ces inconnues qui auraient motivé les abstentions des ministres travaillistes Shimon Pérès et Matan Vilnai, un ancien général.

Au sommet de l'armée, on considère que les opérations lancées depuis le 28 février dans les camps de réfugiés ont été une réussite

Selon la presse israélienne de dimanche, le premier ministre israélien avait décidé, avant de réunir son cabinet de sécurité, de bannir M. Arafat des territoires palestiniens. Il a dû revenir sur cette décision sous la pression des ministres travaillistes et d'un conseiller militaire qui jugeait le chef de l'Autorité

paletinienne plus gênant pour Israël à l'extérieur des territoires. M. Sharon s'est alors contenté officiellement de l'isolement du chef de l'Autorité palestinienne dans un quartier général assiégé, partiellement réoccupé par les soldats et devenu depuis le théâtre d'échanges de tirs, alors que la ville est passée au peigne fin par l'armée, qui y a pris position.

Toujours selon la presse israélienne, le « modèle » de Ramallah devrait être prochainement appliqué à toutes les autres agglomérations palestiniennes de Cisjordanie, et sans doute aussi de la bande de Gaza. Selon le correspondant militaire du *Yedioth Aharonot*, Alex Fishman, Tsahal aurait besoin de trois à quatre semaines pour espérer parvenir à l'objectif qui lui a été fixé par le premier ministre, Ariel Sharon : « La disparition du terrorisme et de ses infrastructures. » Pour y parvenir, l'armée israélienne se propose de rééditer, à l'échelle de tous les territoires palestiniens, occupés ou autonomes, les opérations lancées depuis le 28 février dans les camps de réfugiés de Naplouse et de Jénine et de multiplier les fouilles et les arrestations. Jusqu'à présent, les camps de réfugiés mis à part, seules les villes de Tulkarem et de Ramallah ont été réoccupées entièrement. L'armée n'a effectué que des incursions très partielles dans les villes réputées difficiles que sont Hébron et Naplouse.

Les responsables de haut rang de l'armée considèrent que le « galop d'essai » constitué par les opérations lancées à partir du 28 février a été une réussite : peu de pertes israéliennes, peu de « bavures », et peu de réactions internationales. En dépit des communiqués triomphants, ces opérations n'ont pourtant produit que peu de résultats concrets. L'armée n'a saisi à cette occasion que des armes légères et des roquettes artisanales. Elle a également admis que les activistes qu'elle recherchait lui ont échappé dans la plupart des cas.

Les offensives massives décriées dimanche ne devraient avoir, selon le ministre travailliste de la défense, Benyamin Ben Eliezer, « aucune limite géographique ». Elles ont rendu nécessaire le rappel de plus de 20 000 réservistes, chiffre le plus élevé depuis l'invasion du Liban, en 1982. Cependant, les spécialistes de Tsahal

considèrent qu'Israël peut compter sur environ 400 000 réservistes. Lorsque les opérations seront jugées achevées, l'armée devrait officiellement se retirer des zones autonomes palestiniennes. Dans le cas contraire, elle rétablirait l'administration militaire en vigueur dans ces zones avant l'installation de l'Autorité palestinienne. Cette administration militaire est

Le coût du rappel de 20 000 réservistes

Le rappel d'environ 20 000 réservistes israéliens pour les opérations engagées dans les territoires palestiniens devrait coûter 105 millions de dollars (117 millions d'euros) à Israël, a indiqué, dimanche, le quotidien israélien *Haaretz*. Citant des sources militaires et des responsables, le journal a précisé que cette estimation chiffrée incluait les coûts directs, c'est-à-dire les salaires, et d'autres coûts indirects tels que les équipements, la nourriture et l'hébergement. Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a décidé, vendredi, de considérer le président Yasser Arafat comme « un ennemi », qui doit être « isolé ».

Il a décidé un rappel limité de 20 000 réservistes pour mener à bien cette opération, dont il n'a pas fixé la limite dans le temps. Ces forces sont destinées à renforcer les trois divisions israéliennes (30 000 hommes) actuellement déployées : deux en Cisjordanie et une troisième dans la bande de Gaza, selon des sources militaires. – (AFP.)

d'ailleurs toujours en place dans les zones palestiniennes restées sous le contrôle exclusif des Israéliens, soit la majorité de la Cisjordanie et de Gaza.

Au ministère israélien des affaires étrangères, on estimait, dimanche matin, que la question était de savoir si Israël ne serait pas obligé de mettre prématurément un terme à ses opérations en cas de réactions internationales. Les correspondants militaires israéliens reconnaissent, de leur côté, que tout désormais reposait sur le facteur temps. Plus vite ce coup d'arrêt sera significatif, plus aléatoires seront les résultats escomptés de l'opération « Mur de protection ».

G. P.

Pour la 1^{re} fois
2 MBA américains
dispensés en France
accrédités AACS

>MBA in International Business avec FIU (Florida International University)
>MBA in Technology and E-Management avec NJIT (New Jersey Institute of Technology)
>accès Bac +4/5 (jeunes diplômés ou salariés).

Renseignements : 0 825 021 099

NJIT
FIU

ESCC
ESB
EQUIS
AACSB

Groupe ESC Saint-Etienne
51-53, cours Fasolt - BP 28
42099 Saint-Etienne cedex 2 - France
Tel. 93 93 64 77 49 24 50 - Fax 93 93 64 77 49 24 51
info@esc-saint-etienne.fr - www.esc-saint-etienne.fr

M. Bush assure « comprendre » la volonté d'Ariel Sharon

Demandant en termes vagues au premier ministre israélien de ne pas fermer la porte à une solution politique, le président américain a insisté sur la nécessité de mener la guerre contre le terrorisme mondial

WASHINGTON

de notre correspondant

L'administration Bush subit au Proche-Orient le plus grave échec diplomatique qu'elle ait connu depuis son installation en janvier 2001. Ayant estimé qu'ils devaient au moins tenter de réduire la violence des affrontements entre Israéliens et Palestiniens, en appuyant la proposition saoudienne et en envisageant même de rencontrer Yasser Arafat, le président George W. Bush et son équipe sont obligés de constater aujourd'hui une nouvelle escalade terroriste d'un côté, répressive de l'autre.

Les dirigeants américains sont comme figés entre les deux positions qu'ils ont alternativement défendues depuis six mois. Samedi 30 mars, alors que les Etats-Unis venaient de voter, au Conseil de sécurité de l'ONU, une résolution appelant les Israéliens à se retirer de Ramallah et des territoires palestiniens, M. Bush a déclaré « comprendre » la volonté d'Ariel Sharon de mettre fin aux attentats-suicides et de protéger son territoire.

Il a demandé seulement au premier ministre israélien, une fois de plus et en termes toujours aussi vagues, de ne pas perdre de vue qu'il faudra un jour faire la paix avec les Palestiniens.

La position de l'équipe Bush a été définie, dès le début, en opposition à celle de Bill Clinton. D'une manière générale, le candidat George W. Bush avait fait campagne sur l'idée que les Etats-Unis devaient se recentrer sur leurs intérêts propres, plutôt que de courir aux quatre



George Bush, samedi 30 mars, parlant depuis son ranch de Crawford de la situation au Proche-Orient : « J'ai entendu [Yasser Arafat] dire qu'il est enfermé et dans l'incapacité d'aider à rétablir la sécurité dans la région. Je sais qu'il dispose de nombreuses forces (...). Il doit parler clairement. »

coins du monde pour s'engager dans des entreprises de rétablissement de la paix ou de « construction d'Etats » à l'issue incertaine. Dans le cas du conflit israélo-palestinien, la conviction du candidat républicain et de son entourage était que l'Amérique n'avait aucune chance de pouvoir imposer un accord à des adversaires qui n'en voulaient pas. C'était la première leçon qu'ils retiraient des vains efforts de M. Clinton.

Il y a un mois, le porte-parole de la Maison blanche, Ari Fleischer, avait déclaré, dans une conversation informelle avec les journalistes, que M. Clinton avait une

de responsabilité dans la violence des affrontements d'aujourd'hui. « La tentative pour décrocher la Lune (...), en poussant les deux parties plus loin qu'elles n'étaient prêtes à aller, a fait naître des attentes qui se sont muées en violence », expliquait M. Fleischer.

CONTRESENS

Ses propos ayant été rendus publics, les collaborateurs du président ont assuré qu'ils ne correspondaient pas du tout à l'analyse en cours à la Maison blanche. La conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, avait téléphoné à son prédécesseur de l'équipe Clin-

ton, Sandy Berger, pour l'assurer que M. Fleischer avait fait un contresens.

La vérité est pourtant bien que le gouvernement actuel considère que la tentative de M. Clinton, à la recherche d'un moyen de réhabiliter sa présidence dans l'Histoire après l'affaire Lewinski, ne reposait sur aucune base politique sérieuse et qu'elle a eu des effets pervers. Ni les Israéliens ni les Palestiniens n'étaient disposés à accepter les conditions que la partie adverse mettait à un accord. Ehoud Barak n'avait pas l'appui de la majorité de la population israélienne, et M. Arafat savait que le rapport des forces,

dans le camp palestinien, était défavorable à toute espèce de paix avec Israël.

En outre, M. Bush pense lui-même que les Israéliens ont de bonnes raisons de refuser la paix aux conditions qui y étaient mises alors et qui seraient les mêmes aujourd'hui si, par impossible, les discussions reprenaient.

La deuxième leçon que les dirigeants républicains ont retirée des discussions de l'année 2000, c'est qu'elles avaient déséquilibré la politique américaine en paraissant mettre les Israéliens et M. Arafat sur le même pied, alors que le chef palestinien est, à leurs yeux, peu fiable et dépourvu d'autorité politique réelle.

UN ÉCART MOMENTANÉ

Sur ce dernier point, leur analyse est partagée par une partie au moins des clintoniens, qui ne regrettent pas la tentative de l'ancien président, mais qui jugent sévèrement la réponse de M. Arafat. Ancien négociateur au Proche-Orient, Denis Ross estime ainsi que le dirigeant palestinien a commis « une faute historique » en refusant, non pas les propositions de M. Barak à l'été 2000, mais celles de M. Clinton lui-même, en décembre. Elles comportaient notamment un engagement militaire américain pour l'application des accords et une aide financière considérable pour assurer le « droit au retour » des réfugiés, non pas sur le territoire d'Israël, mais dans le nouvel Etat palestinien.

Après les attentats du 11 septembre 2001, la position de l'administration Bush a évolué dans deux directions opposées. D'un côté, le président, soucieux d'améliorer l'image des Etats-Unis dans le monde arabe et de consolider l'alliance avec l'Arabie saoudite, l'Egypte et la Jordanie, s'est prononcé pour un Etat palestinien.

De l'autre, la guerre contre le terrorisme l'a conduite à désigner plusieurs organisations palestiniennes comme des cibles. L'incapacité de M. Arafat à choisir clairement son camp a achevé de le discréditer auprès d'une équipe qui ne le tenait déjà pas en haute estime, sans que M. Bush accepte pourtant de le déclarer « hors jeu », selon l'expression de M. Sharon.

La visite du vice-président, Richard Cheney, en Europe et au Proche-Orient, du 10 au 21 mars, et ses efforts pour obtenir une attitude publiquement conciliante des alliés arabes des Etats-Unis face à l'Irak ont fait pencher le balancier, pendant quelques jours, en faveur de M. Arafat. Aujourd'hui, cet écart par rapport à la « doctrine Bush » sur le terrorisme – celui « qui protège les terroristes est un terroriste » – vaut à l'administration les critiques des conservateurs.

Certains d'entre eux ont même cru déceler, dans les propos du président après le retour de M. Cheney à Washington, un écart inhabituel entre les deux hommes. « Quoi qu'il en soit, écrit le *Weekly Standard*, hebdomadaire néo-conservateur, les deux dernières semaines auront été la soirée des amateurs de la diplomatie américaine. » Et de plaider pour une réaffirmation forte et claire des principes de la guerre contre le terrorisme et pour le maintien du cap contre l'Irak.

Patrick Jarreau

Henri Tincq

« Le président Arafat doit se lever et, en arabe, condamner ces attaques »

AU COURS d'une rencontre avec la presse, samedi 30 mars, dans son ranch de Crawford (Texas), où il passait le week-end de Pâques, le président George W. Bush a déclaré :

« Nous en sommes là parce qu'on n'a pas fait assez pour combattre le terrorisme. Tous les dirigeants, dans le monde, doivent se dresser contre le terrorisme et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour couper les circuits financiers qui alimentent les organisations terroristes et pour empêcher que celles-ci ne soient en sécurité où que ce soit. Et cela s'applique particulièrement au président Arafat. Je crois qu'il peut faire beaucoup plus pour empêcher ces attaques. (...) Je comprends parfaitement le besoin, pour Israël, de se défendre, et je le respecte. (...) En même temps, je demande avec insistance au gouvernement israélien, tandis qu'il assure la

sécurité de son territoire, de veiller à ce qu'il y ait un chemin vers la paix. Il doit garder présent à l'esprit la nécessité, tôt ou tard, d'une solution pacifique.

Le gouvernement israélien m'a assuré qu'il ne sera fait aucun mal au président Arafat. J'ai entendu celui-ci dire qu'il est enfermé et dans l'incapacité d'aider [les Israéliens] à rétablir la sécurité dans la région. Je sais qu'il dispose de nombreuses forces et que beaucoup de gens l'écourent. Il doit parler clairement et faire en sorte qu'il soit absolument clair que l'Autorité palestinienne ne soutient pas les activités terroristes et que ses forces de sécurité sont employées à prévenir ces actes. (...) Le président Arafat doit se lever et, en arabe, condamner ces attaques. (...) Les Iraniens doivent cesser de patronner le terrorisme. Les Syriens doivent participer [à l'effort général] et M. Arafat peut faire davantage

qu'il ne fait. (...) Tous les pays de la région doivent condamner le terrorisme et parler clairement à ce sujet.

J'apprécie le fait que les Saoudiens ont proposé une perspective de paix. Je pense que [la déclaration de Beyrouth] est très importante ; elle reconnaît le droit d'Israël à l'existence, et c'est essentiel. Le corollaire est que, pour qu'Israël existe, le terrorisme doit cesser. (...) Chaque jour, il y a eu un attentat-suicide, et chaque jour le gouvernement israélien constate des pertes civiles. D'un autre côté, je comprends pourquoi certains Palestiniens ont à ce point le sentiment qu'il n'y a pas d'espoir. Il y a trop de pertes civiles du côté palestinien. Mais les Palestiniens et, particulièrement, ceux qui désirent ardemment une solution pacifique et un Etat indépendant, doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour arrêter le terrorisme. »

Les Européens appellent Israël à stopper l'offensive militaire

Pour Jacques Chirac, Yasser Arafat demeure « aujourd'hui encore le seul interlocuteur possible »

PLUSIEURS dirigeants européens ont exprimé, dimanche 31 mars, leur inquiétude croissante face à la crise au Proche-Orient. Ils ont appelé les autorités israéliennes à lever le siège imposé à Yasser Arafat, qu'ils considèrent toujours comme le seul interlocuteur possible d'un dialogue de paix.

Les dirigeants français ont réitéré leurs appels aux dirigeants israéliens pour qu'ils stoppent l'offensive militaire en cours contre les villes palestiniennes, tout en condamnant de nouveau les attentats-suicides qui ensanglantent Israël. M. Chirac et M. Jospin se sont par ailleurs élevés contre les violences antisémites commises en France pendant le week-end.

Jacques Chirac s'est dit « atterré » par l'évolution de la situation au Proche-Orient. « Je suis atterré, atterré par l'enchaînement des événements et des risques considérables que cela représente pour toute la région, tous ses habitants », a déclaré le président de la République, dimanche, sur TV5. « Israël n'obtiendra pas la sécurité par la force et les Palestiniens n'obtiendront pas la reconnaissance de leurs droits par la terreur », a-t-il poursuivi.

Jacques Chirac a jugé « urgent » de mettre en œuvre la résolution 1402 adoptée, samedi matin, par le Conseil de sécurité des Nations unies – une résolution qu'il a qualifiée de texte « équilibré, de sagesse » et qui appelle notamment au

cessez-le-feu et au retrait israélien des villes palestiniennes.

Quant à Yasser Arafat, le président français a dit vouloir « espérer » que sa vie n'était pas en danger, en évoquant les « garanties » que George W. Bush a dit avoir reçues à ce sujet de la part des autorités israéliennes. Yasser Arafat, a poursuivi Jacques Chirac, « est le seul interlocuteur possible aujourd'hui encore pour Israël. Toute mise en cause physique de ses capacités à négocier serait une grave erreur », a-t-il dit.

M. JOSPIN « SURPRIS »

Le premier ministre, Lionel Jospin, s'est déclaré quant à lui « surpris » qu'Israël concentre ses ripostes sur Yasser Arafat, en estimant « qu'à l'évidence » les attentats sanglants « sont perpétrés par d'autres forces » que celles du président de l'Autorité palestinienne. Lors d'une rencontre avec la presse, au second jour de son périple électoral dans les Antilles françaises, M. Jospin a répété le souhait de la France de voir appliquer la résolution 1402 et que Yasser Arafat « cesse d'être immobilisé dans son QG pour qu'il puisse agir ».

A ses yeux, l'encerclement de Yasser Arafat « montre bien que les attentats effroyables contre Israël et la population israélienne [attentats que M. Jospin « réprovoque de la façon la plus solennelle »] sont perpétrés par d'autres forces ». « Donc, a poursuivi le premier ministre, je suis un peu surpris que

cela soit sur l'Autorité palestinienne que les choses soient concentrées ».

Dans un communiqué publié dimanche, le ministère français des affaires étrangères déclare que « la répétition des attentats-suicides suscite l'écœurement et appelle la condamnation politique et morale la plus rigoureuse ». Il ajoute que « la poursuite des opérations militaires à Ramallah et la recherche de la neutralisation politique et physique du président de l'Autorité palestinienne éloignent de tout apaisement et font peser un risque supplémentaire sur la région ».

L'ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi, a été reçu, dimanche après-midi, au Quai d'Orsay.



« Je suis atterré, atterré par l'enchaînement des événements » JACQUES CHIRAC

« Il lui a été redit, indique le communiqué, que tout devait être fait, de part et d'autre, pour mettre fin aux violences en s'engageant immédiatement et résolument dans la mise en œuvre de la résolution 1402 ». Interrogé par Radio France Internationale (RFI), M. Barnavi a indiqué avoir déclaré au Quai d'Orsay « qu'il était temps que la communauté internationale considère les attentats-suicides comme une forme illégitime de lutte et le dise haut et fort ».

MBA d'E.M.LYON*
Portez un nouveau regard sur votre carrière.
04 78 33 78 65 ou www.em-lyon.com/mba

EMLYON Graduate School of Management

La communauté juive demande des mesures de protection

LES RÉACTIONS se multiplient à la suite des attentats antisémites de Marseille et de Lyon. Se disant « profondément inquiet des attaques répétées contre les synagogues de France », le Consistoire central israélite de France, principal organisme regroupant, depuis deux siècles, la majeure partie des communautés religieuses, a, dans un communiqué du dimanche 31 mars, fait état de sa préoccupation face aux « manifestations pro-palestiniennes qui ont eu lieu dans différentes villes de France, où les cris de "mort aux juifs" et "juifs assassins" ont été proférés à plusieurs reprises. » Il demande « des pouvoirs publics une sévère condamnation » et la « protection à laquelle les lieux de culte et les personnes juives peuvent prétendre ». « Faute de quoi, il se verrait dans l'obligation de considérer que les juifs de France vivent actuellement les prémices d'une nouvelle Nuit de cristal et ce, devant la passivité du gouvernement. »

La Nuit de cristal est le nom donné par le régime national-socialiste à une vague de violence antijuive, déchainée du 9 au 10 novembre 1938, au cours de laquelle 250 synagogues et 7 500 magasins juifs avaient été saccagés en Allemagne et en Autriche et près d'une centaine d'assassinats commis.

L'avocat Théo Klein, qui fut président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) dans les années 1980, se récrie toutefois devant ce genre de comparaison qu'il trouve « un peu stupide ». « La Nuit de cristal a été organisée par un parti politique installé au pouvoir, a-t-il déclaré au Monde, et agissant dans une totale impunité. Dans les attaques présentes de synagogues, le lien avec le Proche-Orient me paraît évident. Or, on ne peut pas dire que les événements actuels qui se déroulent à Ramallah n'ont pas un caractère dramatique. Et l'on sait très bien qui sont les auteurs de ces actes : des jeunes de banlieues qui s'adonnent à une violence qui pourrait s'exercer sur d'autres cibles. »

Interrogé, lundi 1^{er} avril, sur Europe 1, Roger Cukierman, l'actuel président du CRIF, a déploré n'avoir été entendu ni par le premier ministre, ni par le président de la République lorsqu'il a signalé devant Lionel Jospin la recrudescence des incidents antijuifs, à l'occasion du dîner annuel du CRIF (Le Monde du 3 décembre). M. Cukierman a qualifié de « larmes de crocodiles » les actuelles protestations officielles, s'étonnant de l'impunité dont jouissent les auteurs de ces agressions. Il réclame des « châtiments exemplaires » contre les violences « unilatérales » qui sont menées contre les communautés juives. Pour lui, l'opération menée contre la synagogue de Lyon, attaquée à la voiture-bélier relèverait d'une « action de commando ».

Mouloud Aounit, président du Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP), estime qu'« il est inacceptable que la politique criminelle d'Ariel Sharon serve de prétexte à rendre compte l'ensemble de la population juive de France des exactions monstrueuses commises actuellement par l'armée israélienne dans les territoires occupés ». Pour la Ligue des droits de l'homme (LDH), « critiquer et condamner la folie politique du gouvernement d'Israël ne justifie en rien de s'attaquer à des lieux de culte et à des individus en raison de leur origine ». La LDH renouvelle « sa condamnation absolue de tels actes et rappelle que la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ne s'accorde d'aucun compromis ni d'aucune division ».

La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) a demandé « des actes concrets », estimant, par la voix de son président, Patrick Gaubert, que « les déclarations de compassion de circonstance (...) ne suffisent plus ». L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) souhaite « que les responsabilités soient établies et notamment les responsabilités en matière de carences de forces de l'ordre visibles sur les lieux de cultes juifs ».

Nicolas Weill

Deux synagogues attaquées, à Lyon et à Marseille

Deux voitures-béliers ont enfoncé, dans la nuit de vendredi 29 au samedi 30 mars, les portes d'un lieu de culte du quartier de la Duchère, à Lyon. A Marseille, une synagogue a été entièrement détruite par le feu dans la nuit de dimanche à lundi

UNE SÉRIE d'agressions à caractère antisémite ont eu lieu, dans plusieurs grandes villes de France, pendant le week-end de Pâques. En 48 heures, trois synagogues ont été attaquées, à Lyon, Strasbourg et Marseille, alors que des coups de feu étaient tirés sur une boucherie casher de la banlieue de Toulouse.

► **A Lyon, deux voitures-béliers contre la synagogue de la Duchère.** La porte en bois de la synagogue du centre Rav Hida est totalement calcinée. Seule la poignée, en forme d'étoile de David, a conservé son aspect doré. Une épaisse suie noire recouvre le carrelage. A droite, les portes du centre de formation des jeunes sont défoncées, les vitres brisées. Une femme, les mains jointes, secoue la tête, en signe d'incompréhension. Depuis samedi 30 mars au matin, des fidèles de la communauté juive de Lyon se relaient sur le plateau de la Sauvegarde, dans le quartier de la Duchère, pour réaliser les dégâts.

Dans la nuit de vendredi à samedi, vers 1 heure du matin, deux voitures-béliers ont enfoncé le portail avant d'être projetées contre la façade de la synagogue et du centre communautaire, provoquant un début d'incendie. Les pompiers sont parvenus aussitôt sur les lieux, maîtrisant le feu et limitant le sinistre. L'intérieur de la synagogue a été relativement épargné, la salle de prière est intacte, mais pour la communauté « c'est un désastre ». « Il y a un an, grâce au

don d'un bénévole, nous avions tout refait. Nos portes, nos vitres avaient été blindées. Nous sommes équipés de caméras de surveillance », explique un responsable.

L'enquête, confié au service régional de police judiciaire de Lyon, n'a pas encore permis d'identifier les responsables. D'après les témoignages recueillis, notamment auprès d'une locataire qui a assisté de son balcon à toute la scène, une quinzaine de jeunes encagoulés ou masqués par leurs blousons auraient participé au sinistre, à bord de deux voitures volées. Après plusieurs essais, les conducteurs auraient réussi à pousser le portail blindé, avant de défoncer les deux portes d'entrée de la synagogue et du centre des jeunes, d'incendier les véhicules puis de prendre la fuite à pied. Cet incident a créé dans le quartier un climat tendu entre les différentes communautés.

La synagogue Rav Hida, qui fédère quelque 300 familles du quartier, est régulièrement visée, notamment lorsque la situation au Proche-Orient se durcit. Il y a un mois, raconte un fidèle, « les vitres du centre avaient reçu une balle. Nous avions préféré ne rien dire. » Le dernier incident répertorié s'était déroulé le 16 mars 2001, à Vénissieux, où la synagogue avait été incendiée par deux canettes remplies d'essence.

Dès samedi, la communauté juive s'est mobilisée pour protester contre cette nouvelle attaque, qualifiée de « sacrilège » par le grand rabbin de

Lyon, Richard Wertenschlag, et d'« acte de guerre » par Alain Jacobowitz, le président du conseil représentatif des institutions juives (CRIF) Rhône-Alpes. Deux cent personnes ont manifesté devant la préfecture du Rhône. Une délégation, conduite par des responsables religieux, a été reçue par Yves Guillot, le préfet délégué à la sécurité. Peu après, une autre manifestation, orga-

carcasse de préfabriqué est effondrée, calcinée, comme les bancs de l'école juive qui accueillait chaque semaine les enfants : il n'en subsiste que des structures noircies. Devant les restes des livres de la bibliothèque et des rouleaux de la Torah, eux aussi noircis par le feu, deux jeunes hommes prient dans une odeur âcre.

L'attentat, dont on ne connaît rien des auteurs, a eu lieu aux alentours

Deux autres agressions à Toulouse et Strasbourg

Deux autres agressions à caractère antisémite se sont ajoutées, au cours du week-end de Pâques, à l'attaque aux voitures béliers de la synagogue de la Duchère, à Lyon, et à l'incendie d'un lieu de culte juif à Marseille. Dans la banlieue de Toulouse, un inconnu a fait feu à deux reprises, samedi 30 mars, peu avant 21 heures, sur la devanture d'une boucherie casher du quartier de L'Union, avant de prendre la fuite. L'homme a tiré avec un fusil de chasse sur le rideau de fer de l'établissement, dont le gérant se trouvait à l'intérieur pour y passer des commandes. Ni le patron de la boucherie ni les nombreux clients d'une pizzeria située juste à côté n'ont été touchés par les deux décharges.

A Strasbourg, une synagogue du quartier de Cronenbourg a également été victime d'une tentative d'incendie dans la nuit du samedi 30 au dimanche 31 mars. De l'huile répandue sous la porte métallique du lieu de prière a été enflammée sans autre conséquence qu'un dégagement de fumée noire dans le hall d'entrée du bâtiment.

nisée, cette fois, en faveur du peuple palestinien, a réuni près de 7 000 manifestants.

► **A Marseille, le feu a détruit entièrement la synagogue « Or Aviv ».** Installée depuis 1987 au cœur d'un quartier tranquille entre pavillons, terrains vagues et grands immeubles, la petite synagogue « Or Aviv » est entièrement détruite. Sa

de 23 heures, dimanche 31 mars. Les pompiers n'ont rien pu faire pour empêcher l'effondrement total des deux petits bâtiments qui composent ce centre culturel et cultuel, fréquenté par 600 familles. Des enquêteurs de la police judiciaire de Marseille accompagnés d'experts du laboratoire central se sont rendus sur place pour tenter de relever les

Manifestations de soutien aux Palestiniens

Près de 15 000 personnes se sont rassemblées, à Paris et en province



Plus de 1 000 personnes se sont rassemblées, samedi 30 mars à Paris, devant la fontaine des Innocents (1^{er} arrondissement) pour protester contre la « logique de guerre » d'Ariel Sharon (photo ci-dessus). A Marseille (photo ci-contre), le même jour, ce sont 1 600 personnes qui ont manifesté pour « le respect des droits du peuple palestinien ».

ENVIRON 15 000 personnes ont manifesté, samedi 30 mars, à Paris et dans plusieurs villes de province, leur soutien au peuple palestinien et leur opposition à la « logique de guerre » d'Ariel Sharon comme à l'incursion de l'armée israélienne dans les territoires occupés.

Le plus important rassemblement s'est tenu à Lyon, avec 5 500 personnes, selon la police, qui ont traversé la ville aux cris de « Sans justice, pas de paix ! », « Résister pour exister ! », « Halte au massacre des Palestiniens ! » ou encore « Nous sommes tous des Palestiniens ! ».

A Strasbourg, ce sont plus de 2 000 personnes, venues notamment de France, d'Allemagne et de Belgique, qui ont manifesté leur soutien à l'intifada, à l'appel du Parti des musulmans de France (PMF). Aux slogans de « Sharon

assassin, Bush assassin ! », « Libérez la Palestine ! », les manifestants ont défilé derrière un drapeau de 30 mètres de long aux couleurs de la Palestine et une maquette de la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem.

A Marseille, c'est à l'appel du Collectif pour le respect des droits du peuple palestinien, rassemblant notamment le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) et la LCR (Ligue communiste révolutionnaire), ainsi que d'Attac, de la Ligue des droits de l'homme et du PCF, qu'environ 1 600 personnes ont manifesté pour « le respect des droits du peuple palestinien ».

A la même heure, dans la capitale, c'est devant la fontaine des Innocents (1^{er} arrondissement) qu'environ 1 500 personnes ont répondu à l'appel d'associations comme le

MRAP, la Confédération paysanne, la Ligue des droits de l'homme, Droit au logement (DAL), Droits devant ! ou encore le Collectif des femmes en noir. Les manifestants ont déployé plusieurs banderoles proclamant notamment : « Solidarité avec le peuple palestinien ! », « Israël apartheid ! », et scandaient eux aussi « Sharon assassin ! ». Le candidat des Verts à la présidentielle, Noël Mamère, était présent, tout comme des représentants de la LCR et du PCF. A Lille, un millier de manifestants portant une affiche « Nous sommes tous des Palestiniens » ont scandé « Sharon assassin, colons hors des territoires », tandis que des rassemblements plus réduits avaient lieu à Bordeaux, à Toulouse, à Saint-Etienne, à Rouen et au Mans.

Caroline Monnot

Jacques Chirac reconnaît l'existence de « tensions qui sont très dangereuses »

LES ACTES antisémites commis samedi et dimanche ont suscité une condamnation unanime parmi les candidats à l'élection présidentielle. Dans un communiqué, Jacques Chirac a dénoncé, samedi 30 mars, « avec la plus grande fermeté l'attaque brutale, odieuse et inacceptable » intervenue contre un lieu de culte à la Duchère, un quartier du nord-ouest de Lyon. « Les responsables de cet acte intolérable doivent être poursuivis et condamnés sévèrement », a-t-il exigé avant de rappeler que « la liberté de conscience, la liberté religieuse et la liberté de pensée sont des valeurs cardinales de la République ». Le lendemain, sur TV 5, M. Chirac a déclaré que l'antisémitisme « n'est pas un sentiment naturellement partagé par les Français, mais, en revanche, il y a des tensions ici et là qui sont très dangereuses, qui doivent être prises très au sérieux et qui exigent à la fois une prévention et aussi une répression sans réserve. »

En campagne électorale aux Antilles, Lionel Jospin a exprimé, samedi, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) sa « révolte » devant « l'agression préméditée » de la synagogue de la Duchère. « Je condamne solennellement et avec la plus grande fermeté cette attaque lâche et absurde contre un lieu de culte, a-t-il souligné. Au moment où la communauté juive célèbre Pessah, où les catholiques se rassemblent pour Pâques, je tiens à rappeler que la tolérance et le respect des religions sont des principes de notre République. Chacun doit avoir son analyse sur le Proche-Orient mais en aucun cas cela ne justifie des déchirements entre nous. » M. Jospin a donné des instructions au ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, afin de renforcer les « mesures de protection » et de mettre « tout en œuvre pour identifier les auteurs » des agressions. Il a ajouté, enfin, qu'il « n'ac-

cepterait pas que se propagent le racisme et l'antisémitisme » en France.

En déplacement pour sa campagne présidentielle à la Réunion et à Mayotte, François Bayrou (UDF) a condamné « une vague d'antisémitisme en France, probablement nourrie par le drame du Proche-Orient ». Il a mis en demeure le gouvernement de poursuivre les coupables et de les « punir avec la plus grande rigueur » car « il est de sa responsabilité directe de protéger les lieux de culte juifs, les écoles et les endroits sensibles ». Le président du parti centriste a relevé qu'il est de « notre responsabilité collective d'expliquer qu'en France l'antisémitisme n'aura

Les responsables (...) doivent être poursuivis et condamnés sévèrement »

JACQUES CHIRAC

jamais droit de cité et de combattre les propos qui le nourrissent. »

Sur Radio J, Alain Madelin a affirmé, dimanche, que ces « actes d'une extrême gravité » ne correspondaient pas à des agressions « antisémites isolées ». Le candidat libéral à l'élection présidentielle y voit une conséquence d'une « réaction antisémite, anti-américaine primaire de la part d'un certain nombre de jeunes de banlieue issus de l'immigration qui surfent sur leurs frustrations ». M. Madelin a réclamé de la pédagogie et de l'éducation pour « renverser l'état des choses ». « Je suis partisan, non pas de mettre de l'huile sur le feu, mais de déverser des Canadair d'eau froide pour essayer d'éteindre ces débuts d'incendie », a-t-il conclu.

Une réunion de travail, présidée par le préfet de la région Rhône-Alpes, devait se tenir, mardi 2 avril à Lyon, a indiqué M. Vaillant. « D'ores et déjà, une compagnie de CRS a été envoyée pour renforcer le dispositif de surveillance des lieux de culte et de vie dans l'agglomération lyonnaise », a assuré le ministre de l'intérieur, qui a donné des instructions à tous les préfets pour assurer la sécurité des synagogues.

Elie Barth



Le Royaume-Uni se recueille après la mort de la reine mère, « dernier lien avec un passé révolu »

Les obsèques de la « duchesse souriante » auront lieu mardi 9 avril. Ce ne seront pas des funérailles d'Etat. Cette disparition contraint la monarchie à réfléchir de nouveau sur elle-même

LONDRES

de notre correspondant

Elle était parmi eux depuis si longtemps que les Britanniques avaient fini par croire qu'elle serait immortelle. Elle aimait tant la vie qu'ils avaient oublié d'imaginer leur vie sans elle. Elle incarnait la tradition royale avec une telle droiture enjouée qu'elle les avait empêchés de se fâcher un peu plus avec la Couronne.

Elizabeth Bowes-Lyon, aristocrate écossaise, lointaine descendante de Macbeth, devenue Lady Elizabeth, la « duchesse souriante », épouse d'Albert, duc d'York, devenue la reine Elizabeth, épouse du même - promu roi sous le nom de George VI - devenue « Queen Mum » (« reine maman ») depuis cinquante ans, s'est éteinte « dans son sommeil » au château de Windsor, le samedi 30 mars, à 15 h 15 GMT, à l'âge de cent un ans, sept semaines jour pour jour après sa fille cadette, la princesse Margaret. Sa fille aînée, la reine Elizabeth II d'Angleterre, était à ses côtés lorsqu'elle rendit son dernier soupir, emportée par les séquelles d'une toux virale persistante.

La mort de la « grand-mère préférée des Britanniques » les prit donc malgré tout légèrement par surprise, avant qu'ils ne se laissent envahir par l'émotion, la tristesse, et, pour les plus anciens, par le souvenir des heures sombres du Blitz illuminées par son élégante silhouette marchant au milieu des gravats de Londres, et alors que les vagues d'hommages déferlaient bientôt sur le royaume, en l'occurrence plus « uni » que jamais. Tony Blair salua, le premier, « l'élégance, le sens du devoir et l'appétit de vivre » de la défunte. Le prince Charles, rentré d'urgence d'une station de ski des Alpes suisses, se déclara « dévasté ». Les mêmes mots revenaient sans cesse, qu'on retrouvera le lendemain, dans les vibrantes édi-



La foule, dimanche à Londres, devant Clarence House, la résidence officielle de la « grand-mère préférée des Britanniques ». Le cercueil de la reine mère sera conduit, vendredi 5 avril, en procession à Westminster, où le public pourra venir lui rendre hommage.

tions spéciales de la presse britannique : « le courage », « l'humour », « la simplicité » de la reine mère, « le respect », « l'admiration », « la sympathie » qu'elle inspirait.

DÉPOSITAIRE D'UNE LÉGITIMITÉ

« Elle était notre dernier lien avec un passé révolu », constatait dimanche, dans la foule, l'un de ses admirateurs. La reine mère est morte, et ressentent les Britanniques - toute une époque avec elle. Née avec le siècle, morte après lui, elle incarnait mieux que quiconque l'unité nationale. Elle était le symbole de la continuité, la dépositaire d'une légitimité intacte qu'Elizabeth II détient seule désormais.

Après ce deuil, estiment certains commentateurs, et alors que la reine a commencé de célébrer son jubilé dans une atmosphère assombrie par la disparition en moins de deux mois de sa sœur et de sa mère, la monarchie devra à nouveau réfléchir sur elle-même. « La reine mère représentait un monde, un ordre constitutionnel et une culture en voie

d'extinction, souligne l'éditorialiste de l'Observer. La famille royale qu'elle a construite a besoin d'une nouvelle période de créativité si elle veut continuer de jouer un rôle-clé dans la vie nationale. »

En attendant, le royaume se recueille. Les prières pour l'âme de la défunte ont dominé les services religieux du dimanche pascal. Le gros tocsin de la cathédrale Saint Paul a sonné pendant une heure dimanche après-midi. La foule a déposé des bouquets à Windsor et devant les palais de Buckingham et Saint James. A Buckingham, l'Union Jack a été mis en berne. Sur les bâtiments publics, les drapeaux britanniques ont été ramenés à mi-mât et le resteront jusqu'au mardi 9 avril, date des obsèques de la reine mère et terme du deuil national. Ce ne seront pas des funérailles d'Etat, mais elles auront lieu à l'abbaye de Westminster.

Le cercueil de la reine mère a été transporté, dimanche, à la chapelle royale de tous les Saints, dans le parc de Windsor. Le 2 avril, il sera

transféré à Londres, dans la chapelle de la reine, au palais Saint James. Le Parlement, en vacances pour les fêtes de Pâques, a été rappelé et se réunira, mercredi, pour rendre hommage à la défunte. Le 5 avril, le cercueil sera conduit en procession à Westminster, où le public pourra venir se recueillir. Ensuite, la reine mère reposera aux côtés de son mari dans la chapelle Saint George du château de Windsor. Les cendres de la princesse Margaret seront aussi inhumées le 9 avril auprès des corps de ses parents.

La douleur du deuil ne devrait pas faire oublier l'entraîn et la joie de vivre de la défunte, a rappelé samedi, avec quelques autres, l'ancien premier ministre travailliste James Callaghan, à qui la reine mère envoyait chaque année un petit mot d'anniversaire. Trop de tristesse, a-t-il ajouté, risquerait de déplaire à celle qui aimait tant les chiens, les chevaux, les toilettes rose bonbon, le gin-tonic et le Dubonnet.

Jean-Pierre Langellier

Belgrade n'a pas extradé les accusés réclamés par le TPIY

BELGRADE. L'ultimatum lancé par les Etats-Unis a expiré, lundi 1^{er} avril, sans que Belgrade ait extradé d'accusés réclamés par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Le gouvernement serbe de Zoran Djindjic a toutefois assuré que la coopération avec le TPIY allait être intensifiée au cours des « prochains jours ». Des mandats d'arrêts ont été transmis à la police, dimanche, concernant les quatre coaccusés de Slobodan Milosevic pour la guerre du Kosovo : Milan Milutinovic, Nikola Sainovic, Dragoljub Ojdanic et Vlatko Stojiljkovic. Si le transfert des trois derniers aurait été fermement promis au TPIY, le cas du premier accusé, M. Milutinovic, pose problème : il demeure président de Serbie jusqu'aux élections devant avoir lieu à l'automne.

Le président yougoslave, Vojislav Kostunica, a rappelé qu'il est opposé aux extraditions d'accusés serbes. M. Djindjic dénonce « une campagne active » de M. Kostunica contre le TPIY et le gouvernement réclame « un choix clair » du président sur ses orientations en Serbie. - (Corresp.)

Un cessez-le-feu a été conclu en Angola

LUANDA. L'armée gouvernementale et les rebelles de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) ont signé, samedi 30 mars, un accord pour « cesser les hostilités afin de restaurer la paix sur tout le territoire angolais ». Il met fin à une guerre civile quasi ininterrompue de vingt-sept ans, qui a fait un demi-million de morts et chassé de leurs foyers quatre millions d'Angolais.

En présence d'un représentant des Nations unies et des ambassadeurs de la « troïka » (Etats-Unis, Russie, Portugal), la trêve a été paraphée à Luena (province de Mexico) où, le 22 février, le chef de l'Unita, Jonas Savimbi, a été tué par les Forces armées angolaises. Le cessez-le-feu et une amnistie gouvernementale pour les « crimes militaires et d'autres crimes contre la sécurité de l'Etat » doivent être entérinés à Luanda, jeudi. - (AFP, AP, Reuters.)

DÉPÊCHES

■ **TUNISIE : l'opposant Hama Hammami, poursuivi pour appartenance** au Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, interdit), a été condamné à 38 mois de prison ferme, dimanche 31 mars, par la cour d'appel de Tunis. Ses deux coaccusés, Samir Taamallah et Abdeljabar Madouri, se sont vu infliger 21 mois de prison. - (AFP.)

■ **PAKISTAN : l'un des hommes arrêtés** jeudi 28 mars à Faisalabad pourrait être l'un des bras droits d'Oussama Ben Laden, Abou Zoubéida, a déclaré, dimanche, une source officielle américaine à Washington. Le suspect avait été blessé lors des opérations conduites par les services pakistanais avec l'aide d'agents du FBI et de la CIA. - (AFP, Reuters.)

■ **VATICAN : le pape pourrait être opéré au genou droit**, selon des informations émanant de Rome, qui n'ont été ni démenties ni confirmées par le Vatican. Depuis plus d'un mois, Jean Paul II souffre d'une arthrose qui l'a fortement handicapé pour les célébrations de la semaine sainte. Selon le quotidien *Il Messaggero*, l'opération pourrait avoir lieu cette semaine, sous anesthésie locale, et n'aurait pas de caractère de gravité.

Accusations de fraude aux législatives en Ukraine

Un candidat du Parti social-démocrate unifié a été assassiné

MOSCOU

de notre correspondante

Les troisième élections législatives en Ukraine depuis la chute de l'URSS se sont déroulées, dimanche 31 mars, dans un climat d'accusations de fraudes et de pressions sur les médias. La violence a aussi fait irruption dans ce scrutin, avec l'assassinat, la veille du vote, d'un candidat membre du petit Parti social-démocrate unifié, Mikola Chkryblyak, abattu par balles dans la ville d'Ivano Frankivsk (ouest), où il était vice-gouverneur. Fin février, un autre candidat, Vladimir Levstratov, avait également trouvé la mort lors d'une agression, dans cette même localité.

Environ mille observateurs étrangers, placés sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, étaient déployés, une mesure inhabituelle par son ampleur. Les télévisions ukrainiennes ont accordé une place de choix au bloc pro-présidentiel durant la campagne électorale, suscitant des accusations de manipulations médiatiques. Selon Ioulia Tymoshenko, une opposante qui avait organisé plusieurs manifestations en 2001, lors d'un scandale impliquant le président Leonid Kouchma dans l'assassinat du journaliste Georgui Gongadze, des « fraudes » importantes ont eu lieu. « Aujourd'hui, il y a quantités d'âmes défuntes dans toutes les régions d'Ukraine », a-t-elle ironisé, en allusion à la manipulation des chiffres d'habitants telle que la décrit

Gogol dans son célèbre roman du XX^e siècle.

Selon le Comité ukrainien des électeurs, une organisation indépendante, 500 bulletins de vote auraient disparus à Sébastopol, et des bulletins falsifiés ont été retrouvés non loin de Kramatorsk. Selon un représentant du mouvement Notre Ukraine, emmené par l'ancien gouverneur de la banque centrale et ex-premier ministre, Viktor Iouchtchenko, des « falsifications massives » ont eu lieu « dans l'est et le sud du pays ».

« NOUS AVONS GAGNÉ »

Toutefois, le chef de la Commission électorale centrale a déclaré que les éléments disponibles ne remettaient pas en cause le résultat des élections. Le taux de participation s'est établi dimanche à 65,2 %. En 1999, lors du scrutin présidentiel où Leonid Kouchma avait été réélu, de nombreuses irrégularités avaient été dénoncées par les observateurs étrangers.

Les premiers résultats de ces législatives, disponibles lundi matin, étaient partiels et contradictoires, laissant l'impression qu'aucun groupe ne l'emporterait haut la main et que les tractions pour former une coalition pourraient être compliquées. Un sondage de sortie des urnes montrait les réformateurs occidentaux de Viktor Iouchtchenko, réunis au sein du bloc Notre Ukraine, en tête avec 25 % des votes. Ils étaient suivis par le Parti commu-

niste (20,6 %), qui formait depuis 1998 le groupe le plus nombreux au sein du Parlement sortant. Puis venait, dans ce sondage, le bloc présidentiel Pour une Ukraine unie, avec 10,6 %. Ces chiffres devaient être pris avec beaucoup de circonspection, car la moitié des 450 sièges du Parlement sont attribués non pas à la proportionnelle mais au scrutin majoritaire dans les circonscriptions, ce qui en général fournit des résultats favorables aux réseaux pro-présidentiels. L'Ukraine, 49 millions d'habitants, a un régime présidentiel fort où le chef d'Etat nomme les gouverneurs régionaux.

Après dépouillement de 13 % des bulletins, lundi matin, les résultats partiels montraient les trois groupes (Notre Ukraine, les communistes et la coalition pro-Kouchma) sensiblement à égalité, avec autour de 19 % des votes chacun. « Nous avons gagné. J'aimerais voir s'unir les forces politiques souhaitant un Etat ukrainien indépendant et une économie transparente et efficace », a déclaré Viktor Iouchtchenko, satisfait de ce qu'il percevait comme une progression du courant réformateur. Il apparaissait probable en effet que le président Kouchma (élu en 1994) ne pourrait réunir, dans la nouvelle Assemblée, la majorité des deux tiers nécessaires pour modifier la Constitution et s'autoriser un troisième mandat.

Natalie Nougayrède

L'Europe hésite à renforcer sa coopération avec Kiev

BRUXELLES

de notre bureau européen

Il est peu probable que la coopération sourcilieuse que poursuit l'Union européenne (UE) avec l'Ukraine soit renforcée à l'issue des élections législatives. Pour les Quinze, comme pour les Ukrainiens, celles-ci avaient valeur de « test démocratique ». A l'occasion du quatrième sommet entre les dirigeants de Kiev et les responsables de l'Union, qui s'est tenu à Yalta, le 11 septembre 2001, les seconds avaient souligné que le déroulement de ce scrutin aurait une forte influence sur l'avenir des relations bilatérales.

Or le climat passablement délétré de la campagne électorale n'est pas de nature à convaincre les Européens de l'avènement d'un Etat de droit, du respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme en Ukraine. Partenaire incontournable de l'Union, à plus forte raison lorsque celle-ci se sera élargie à une demi-douzaine de pays de l'Est, l'Ukraine, dix ans après la désintégration de l'Union soviétique, semble toujours hésiter entre deux logiques politiques et économiques, estime-t-on à Bruxelles.

Elle ne cesse de réaffirmer son souhait de se rapprocher de l'Europe, mais elle ne prend pas les moyens de mettre en œuvre les réformes qu'impose un tel partenariat. Les Européens, comme les Etats-Unis, ont longtemps choyé l'Ukraine, qui, espéraient-ils, devrait jouer le rôle de tampon

entre Moscou et la future « Grande Europe ». Ils ont été déçus, notamment parce que l'assistance financière soutenue qu'ils lui ont accordée n'a pas permis de jeter les bases d'une économie de marché. L'Union est le plus important donateur international de l'Ukraine (plus de 1 milliard d'euros de 1991 à 2001), alors que 20 % du commerce extérieur ukrainien s'effectue avec l'UE.

Les Quinze ont compris tardivement que, entre l'Europe et la Russie, Kiev n'a pas l'intention de choi-

20 % du commerce extérieur ukrainien s'effectue avec l'Union européenne

sir. A Kiev, c'est cependant avec détermination que l'on envisage le rapprochement avec l'Union : en 2002-2003, l'Ukraine devrait régler tous les problèmes liés à son entrée au sein de l'Organisation mondiale du commerce, considérée comme une étape obligée pour rejoindre les Quinze. Elle mettra ensuite en conformité son régime de commerce avec les standards européens et établira une zone de libre-échange avec l'UE, au plus tard en 2004. Avant 2007, elle devrait créer une Union douanière avec l'Union européenne.

Dans le même délai, Kiev espère obtenir de Bruxelles un statut de membre associé. Bref, selon le premier ministre, Anatoly Kinakh, l'Ukraine se voit membre à part entière de l'Union à l'horizon 2010-2011. Son gouvernement attend donc avec impatience que les Quinze acceptent de transformer l'actuel « accord de partenariat et de coopération » les liant à l'Ukraine (signé en juin 1994, il est entré en vigueur en mars 1998) en un « accord de stabilisation et d'association », à l'image de ce qui se passe pour les pays des Balkans.

Mais les Quinze ne font pas preuve d'un tel empressement. L'affaire Georgui Gongadze, ce journaliste d'opposition assassiné dans des circonstances mettant en cause la responsabilité du chef de l'Etat, les menaces et les mesures d'intimidation envers les partis d'opposition, le rôle prépondérant des mafias, la corruption, notamment dans les milieux politiques, le détournement de l'assistance financière internationale, enfin le climat de la campagne électorale sont autant d'éléments qui encouragent les Quinze à faire preuve de circonspection dans leurs relations avec l'Ukraine.

L'Europe tirera les conclusions du processus électoral lors du sommet euro-ukrainien qui aura lieu en juillet et envisagera alors les prochaines étapes du « partenariat stratégique » conclu avec l'Ukraine lors du sommet d'Helsinki, en 1999.

Laurent Zecchini



FRANCE-SOCIÉTÉ

DEUIL

Le **DERNIER BILAN** de la tragédie de Nanterre faisait état de huit morts. **SIX BLESSÉS** étaient encore **HOSPITALISÉS**, dont un, Philippe Lacroix, un adjoint (PS), était toujours dans le coma. Les huit disparus

étaient tous intégrés dans la **VIE SOCIALE** de cette ville de 84 000 habitants et partageaient parfois des **COMPLICITÉS** par-delà leurs positions partisanes. La municipalité organise, mardi 2 avril, une **CÉRÉMO-**

NIE au stade Gabriel-Péri pour leur rendre hommage, en présence du président de la République, du premier ministre, des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et de nombreux ministres. Ce

jour-là, tous les établissements scolaires de la commune **SERONT FERMÉS**, ainsi que les administrations. Les commerces ont été invités à **BAISSER LEURS RIDEAUX**.

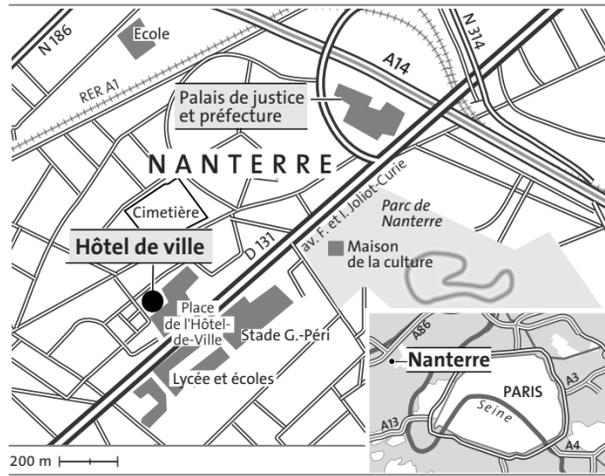
Nanterre va rendre hommage à ses huit élus disparus

La municipalité a appelé la population à participer, mardi 2 avril, à une cérémonie à la mémoire des huit conseillers tués par Richard Durn dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 mars. Le président de la République et le premier ministre devaient y assister

UN ADAGIO funèbre monte d'un vieux phono au pied des immeubles HLM. Ils s'enlacent, des hommes, des femmes, des enfants pleurent. Ce n'est pas une élue qu'ils ont perdue, c'est une « sœur ». Ce vendredi saint, 29 mars, le Petit Nanterre, le quartier le plus populaire de la ville, ancienne base du FLN en France dans les années 1960, bastion communiste de toujours, rend hommage à Valérie Méot, conseillère municipale, présidente de la section locale du PCF, l'une des huit victimes de Richard Durn lors de la tuerie de mercredi 27 mars. Elle était une des leurs. Environ 200 habitants des cités sont rassemblés devant le local du centre social Mieux vivre qu'elle animait. Parmi eux, des femmes coiffées d'un voile, des hommes d'origine nord-africaine dont beaucoup n'ont pas le droit de vote.

Dans son costume de secrétaire d'Etat à la décentralisation culturelle, Michel Duffour a les yeux embués. L'ancien patron de la fédération communiste des Hauts-de-Seine, ancien adjoint à la culture de Nanterre, est redevenu, en cet instant, élu de cette terre de « Nanterre-la-Rouge », membre d'une famille qu'il n'a jamais quittée. Car ce n'est pas un conseil municipal qu'a décimé Richard Durn, c'est une famille. Avec des solidarités, des amitiés, des affinités qui se moquaient parfois aussi des appartenances politiques. « On était d'autant plus soudés entre nous qu'on était à contre-courant des tendances dominantes », raconte Gérard Perreau, président du grou-

LA CÉRÉMONIE EST PRÉVUE AU STADE GABRIEL-PÉRI



pe des élus communistes, blessé au ventre en roulant au corps-à-corps avec le tueur pour lui arracher son arme.

LIEU DE REFONDATION POLITIQUE

Pour être élu communiste, à Nanterre, il fallait être, bien sûr, fidèle au parti, présent aux barbecues entre camarades de la section, à la fête de L'Huma, aux réunions chez les uns, aux dîners chez les autres. Mais il fallait aussi occuper le terrain, animer les conseils de quartier. « Valérie aurait pu quitter le Petit Nanterre pour un pavillon dans le centre. Elle a préféré rester au milieu des déshérités. C'était un lieu de résis-

tance », souligne Michel Duffour.

« Pour nous, communistes, le territoire est devenu un lieu de refondation de la politique », explique Gérard Perreau. Michel Duffour poursuit : « Contrairement à notre génération qui voulait être élue et occuper des postes de permanents du parti, des élus comme Valérie Méot, Christian Bouthier, Jacotte Duplenne, morts tous les trois, voulaient aussi garder un pied dans la vie active. »

Au début des années 1980, quand Jacqueline Fraysse (aujourd'hui maire de la ville et députée PCF) rencontre Jacotte Duplenne, lors d'un déjeuner de militants communistes à Suresnes, la jeune femme est for-

matrice dans un centre pour enfants handicapés. Elle le restera quand elle accepte de rejoindre Jacqueline Fraysse aux élections de 1995, quitte à faire des semaines de 70 heures. Au conseil municipal de Nanterre, les conseillers de base n'ont pas d'indemnités, les adjoints touchent environ 1 500 euros.

AU-DELÀ DES PARTIS

Cet ancrage des élus dans leur métier n'est pas propre aux communistes. Olivier Mazzotti, conseiller (DL) d'opposition, abattu lui aussi par Richard Durn, était prof de collège. « Mon fils de 25 ans le côtoyait, raconte Jacqueline Fraysse. Il l'aimait beaucoup. Il est très touché par sa mort. » « Mon amie Jacotte », « mon Christian » : Jacqueline Fraysse parle avec une affection toute retenue de ses conseillers communistes. Mais elle avait aussi des inclinaisons envers les élus de droite. « Quand je rencontrais M. Mazzotti au marché, je le saluais comme un ami. Il ne partageait pas mes engagements. Mais nous avions en commun des valeurs », confie-t-elle. Idem envers Michel Raoult, élu proche de Christine Boutin, tué lui aussi. « Je ne pouvais pas être d'accord avec lui, se souvient Gérard Perreau. Mais il portait des valeurs. Des gens qui s'engagent, il n'y en a plus beaucoup. »

Les liens entre élus dépassaient les frontières partisanes. Pascal Sternberg, conseiller Vert tombé sous les balles de Richard Durn, et Nathalie Koubbi, élue (DL) sur la liste de droite menée par Pierre Cruzet, entretenaient une complicité

qui laisse la jeune femme éperdue de douleur. « Nous partageons la même haine du communisme », dit-elle. Nathalie Koubbi lui servait de chauffeur pour aller au conseil : Pascal montait dans sa belle voiture de femme de médecin avec ses bouteilles en plastique pour la poubelle du tri sélectif. Il la faisait rire, avec des mots en verlan qu'elle ne comprenait pas. Dans sa grande maison entourée de fleurs, elle relit chaque courriel que Pascal lui avait envoyé

Au sein des Verts aussi, l'amitié et la politique se mêlaient. « C'est moi qui l'ai fait adhérer aux Verts », se souvient Sylvain Demercastel, 31 ans, meilleur « pote » de Pascal Sternberg. « Il était comme mon fils », confesse Christian Demercastel, fondateurs des Verts en 1988 à Nanterre, et père de Sylvain. Je voulais qu'il prenne la relève sur Nanterre. » Et maintenant ? Sur le pas de sa porte, Christian Demercastel ne parvient pas à retenir ses larmes.

Les établissements scolaires seront fermés

Le président de la République, le premier ministre, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que de nombreux ministres devraient être présents à la cérémonie organisée, mardi 2 avril à 9 heures, par la ville de Nanterre, au stade Gabriel-Péri en hommage aux huit élus tués par Richard Durn. Un discours sera prononcé par Jacqueline Fraysse, la maire (PCF). Sur une tribune où seront affichées les photos des victimes, les comédiens du Théâtre national des Amandiers de Nanterre liront les textes envoyés à la mairie ou consignés sur les registres de condoléances. Ecoles, collèges, lycées et université de la ville ainsi que les administrations seront fermés, et les commerces ont été invités à baisser leur rideau. Six personnes sont encore hospitalisées, dont l'une, Philippe Lacroix, adjoint (PS) est toujours dans le coma.

pour préparer les conseils, lui demander son avis sur un dossier.

Comme dans toutes les familles, il y avait aussi des divorces. Depuis un an, Verts et PCF, unis jusqu'en 2001, étaient en guerre au sein du conseil. L'atmosphère était devenue parfois tendue. Mais aujourd'hui, la maire de Nanterre a des mots maternels pour parler du fougueux conseiller écologiste, « un garçon excessif qui aurait mûri avec l'expérience », dit-elle.

« Je n'ai plus envie de continuer », dit-il. « Au contraire, affirme Nadine Garcia, élue communiste, rescapée du drame et amie très proche de Valérie Méot. Il faut résister, pour eux. » Elle répète la phrase de réconfort que lui a glissée l'institutrice de son fils : « Je ne laisserai plus jamais dire que les élus sont tous les mêmes, que la seule chose qui les intéresse, c'est leur propre intérêt. »

B. J.

Quatre hommes et quatre femmes engagés dans la vie sociale



LOUIZA BENAKLI

« Nous avons besoin de la parole de Louiza pour parler aux jeunes », affirme Jacqueline Fraysse, la maire (PCF) de Nanterre. Jeune avocate de 40 ans aux cheveux auburn, élevant seule sa petite fille, Louiza Benakli était élue (app. PCF) depuis 1995, adjointe chargée de la petite enfance. Issue d'une famille kabyle, née à Nanterre en 1961, elle s'était intégrée sans rien renier de ses origines. Elle avait participé à une série d'émissions de télévision sur le droit dans la société berbère. Très engagée dans le combat pour les femmes, elle était membre de l'association Femmes solidaires, proche du PCF. En tant qu'avocate, elle défendait les femmes en détresse et participait à la commission sociale du barreau de Nanterre.



CHRISTIAN BOUTHIER

« J'ai encore la douceur de son grain de peau sur la joue, raconte Catherine Mouret, élue municipale MDC, en parlant de Christian Bouthier. A chaque fois qu'il arrivait, il nous embrassait. » Etudiant, à Besançon, il avait milité à l'UNEF, avant d'être nommé professeur d'histoire et géographie au collègue André-Doucet à Nanterre. Agé de 46 ans, il n'avait pas d'enfants. Il consacrait sa vie à ses élèves et aux jeunes dans le mouvement sportif.

Il les emmenait sur des chantiers d'entraide au Burkina Faso. Entré au conseil en 1998, Christian Bouthier était très actif dans son conseil de quartier. « Il était porteur d'une tradition d'écoute, se souvient Gérard Perreau, président du groupe communiste. Il essayait toujours de trouver du positif chez l'adversaire politique. » Florent Montillot, ex-leader de la droite à Nanterre et aujourd'hui adjoint au maire d'Orléans, confirme : « C'était l'adversaire politique dont je me sentais le plus complice. » Christian Bouthier a été inhumé, samedi 30 mars, à Gaillac (Tarn). Un hommage lui sera rendu, jeudi 4 avril, dans le collège où il enseignait.



JACOTTE DUPLLENNE

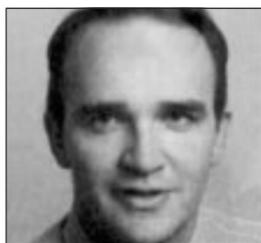
48 ans, pas très grande, mince, élégante, souriante, sensible, aimant l'opéra, Jacotte Duplenne était venue de Toulouse avec son accent du Midi. Militante à la Jeunesse communiste puis au PCF, elle était élue depuis 1995, avait été nommée adjointe à la jeunesse en 1997 puis, depuis 2001, en charge de l'enseignement secondaire et supérieur. « Jacotte ne faisait pas de la politique comme d'habitude, se souvient Jacqueline Fraysse. Elle aimait par-dessus tout le dialogue, la pédagogie. Elle essayait toujours de trouver un terrain d'entente. » En recherche de nouvelles façons de s'adresser aux jeunes, elle s'investissait pour développer les liens entre l'université de Nanterre et la ville. Elle avait obtenu que les jeunes puissent utiliser les équipements de la fac pendant l'été. « Elle luttait beaucoup pour changer l'image brouillonne et délinquante de la jeunesse de Nanterre », témoigne un ancien collaborateur. Elle continuait d'exercer son métier de formatrice de formateurs dans un cen-

tre pour jeunes handicapés moteur à Suresnes. Elle était mère de deux enfants. Plus d'un millier de personnes lui ont rendu hommage, samedi 30 mars, à Nanterre. Elle a été enterrée au cimetière du Mont-Valérien.



MONIQUE LEROY-SAUTER

Nouvelle élue (UDF) sur la liste de droite Nanterre maintenant en mars 2001, Monique Leroy-Sauter se tenait, à 43 ans, un peu en retrait du jeu municipal. « C'était la moins politique de notre mouvement, confie Florent Montillot. Elle n'aimait pas faire des discours, ni se mettre en avant. C'était une femme simple, d'une grande douceur. » Au conseil, elle prenait le micro sur les seules questions financières. Elle avait eu la charge de la gestion de l'association Nanterre maintenant, créée par M. Montillot. « Avant tout, c'était une mère de famille et une professionnelle du chiffre », précise ce dernier. Elle était commissaire aux comptes et mère d'une fille de dix ans.



OLIVIER MAZZOTTI

« C'est quelqu'un que j'aimais beaucoup ; il ne partageait pas mes engagements, mais c'était un homme de dialogue et nous avions les mêmes valeurs », dit Jacqueline Fraysse. 38 ans, petit-fils d'immigrés italiens venus en France dans les

années 1930, Olivier Mazzotti enseignait l'histoire et la géographie dans un collège de Jouy-le-Moutier (Val-d'Oise). De centre gauche, radical-valoisien, agnostique, laïc, membre de la Licra, il avait été directeur de campagne de Florent Montillot, ancien chef de file de la droite à Nanterre de 1983 à 2001. Entré au conseil municipal en 1998 à la suite d'une démission, il avait été élu en 2001 sur la liste Union pour Nanterre. Il s'appropriait à s'installer dans le Sud en y devenant principal de collège et envisageait de donner sa démission du conseil. « Il adorait ses enfants, de 5 et 2 ans, il avait une femme charmante », se désolé Nathalie Koubbi, conseillère municipale (DL).



VALÉRIE MÉOT

A 40 ans, « la louloute », comme l'appelaient son frère Thierry, était « une belle grande fille, costauda, pleine de charisme ». Elève au conservatoire de danse de Genève, elle voulait devenir petit rat de l'Opéra. Mais une blessure à la cuisse avait brisé son rêve à 20 ans. Elle devient institutrice de maternelle. Nommée dans les Hauts-de-Seine, elle s'installe à Nanterre en 1985. A l'époque, elle milite déjà au PCF. « C'est moi qui l'ai fait adhérer », raconte son frère. A l'origine de l'engagement du frère et de la sœur, il y a la guerre du Vietnam. Valérie a vécu jusqu'à 11 ans à Saïgon et a été marquée par le spectacle des atrocités. Ses parents sont enseignants. Son père, de gauche, s'était opposé à la torture en Algérie pendant son service militaire dans les Aurès. Plus tard, rentrée en France, Valérie devient membre du secrétariat national de l'UNEF et du conseil national de la Jeunesse communiste. Elle est élue en 1989 à Nanterre et devient secrétaire de la section

locale du PCF en 1999. Ses derniers mots avant de mourir ont été, selon Jacqueline Fraysse, «...pour défendre les habitants du Cannibout », la cité la plus pauvre du quartier du Petit Nanterre.



MICHEL RAOULT

Michel Raoult, 58 ans, ingénieur à Aérospatiale, présidait depuis mars 2001 l'Association familiale catholique (AFC) de Nanterre. Il aimait aussi la campagne de Christine Boutin dans les Hauts-de-Seine. Président de Choisir la vie, mouvement anti-avortement, il s'était engagé dans ce combat dès les années 1970 au sein de l'association Laissez-les vivre. En 1982, il avait fondé l'Association pour l'objection de conscience à toute participation à l'avortement (AOCPA), devenue, au milieu des années 1990, Choisir la vie. En 1991, il avait été l'un des acteurs de la fondation de TransVIE dont il assura la présidence de 1993 à 1995. En 1994, il avait également été l'un des fondateurs de l'Union pour la vie, avec Christine Boutin et la Confédération nationale des associations familiales catholiques. Au printemps 2001, il s'était engagé dans la politique municipale de Nanterre sur la liste d'opposition pour être élu conseiller municipal. « C'était un inlassable défenseur de la vie et de droits de la personne humaine depuis des dizaines d'années et l'âme du mouvement pour la vie dans notre pays », témoigne Christine Boutin. « C'était un peu le Don Camillo de Nanterre, se souvient Florent Montillot. Il donnait beaucoup de son temps aux autres, avec un côté « toujours prêt » de boy-scout. » Il était père de trois filles de 22, 25 et 26 ans. Ses obsèques seront célébrées mercredi 3 avril en la cathédrale Saint-Georges de Nanterre.



PASCAL STERNBERG

« Pascal et moi, se souvient Sylvain Demercastel, son meilleur ami, on ne voulait pas grandir. Au lycée Richelieu de Rueil, on signait des chèques Karl Marx ou Robespierre pour choquer les « soc-dém » et les cathos modérés. » Titulaire d'un DESS à la fac de Nanterre, Pascal Sternberg adhère aux Verts en 1992. Il est élu conseiller municipal de Suresnes en 1995 sur la liste d'opposition Verts-PS. Militant très actif, « il était profondément écologiste mais pas environnementaliste », nuance Sylvain Demercastel. Il devient chargé de mission au groupe municipal Vert à Nanterre de 1995 à 2001. En mars 2001, « je voulais qu'il soit élu à Nanterre pour qu'il prenne la relève », explique le chef de file écologiste, Sylvain Demercastel. Les Verts sont alors dans la majorité municipale. Mais les discussions Verts-PCF achoppent sur la répartition des sièges. Pascal est numéro trois sur la liste Réinventons Nanterre, animée par les Verts et des socialistes dissidents. Elu, il devient un opposant farouche de Jacqueline Fraysse. Conseiller régional d'Ile-de-France depuis 1998, il était vice-président de la commission sécurité où il s'opposait aux positions, trop musclées à ses yeux, du socialiste Julien Dray. Beau gosse, brillant, drôle, il aimait la fête, les bons vins, pratiquait le tennis et le foot. « Sa vie était un fil extrêmement tendu », se souvient Jean-Félix Bernard, élu régional Vert. Il militait dans l'association des élus locaux contre le sida. Il devait se présenter aux législatives contre Jacqueline Fraysse. Il sera inhumé mardi 2 au cimetière de Bagneux. Il avait trente ans.

Régis Guyotat, Benoît Hopquin et Béatrice Jérôme

M. Jospin aux Antilles : « Donnez-moi une majorité plus forte et je vous donnerai la victoire »

En déplacement en Guadeloupe et à la Martinique, le premier ministre-candidat s'est voulu optimiste. Il dénonce « le grand écart » de Jacques Chirac sur la question du statut des DOM-TOM

POINTE-À-PITRE (Guadeloupe) et FORT-DE-FRANCE (Martinique)

de notre envoyée spéciale

Rien ne manque : ni les fleurs, ni le tapis rouge, déroulé jusque dans la rue, ni le son des tambours traditionnels qui résonne sur la place, ni les dames en madras, qui attendent patiemment, plantées en rang d'oignons, l'arrivée de celui que ses supporters guadeloupéens appellent déjà le « président Jospin ». Rien ne manque, en ce début de week-end de Pâques antillaises, sinon, peut-être, la foule des grands jours. Ils ne seront pas plus de deux cents, ce samedi 30 mars, à se rassembler devant la petite mairie des Abymes, où le candidat, accompagné de son épouse Sylviane Agacinski, prononce les premiers mots de son séjour de campagne. Mais ils sont un peu plus de mille, en fin d'après-midi, pour assister au meeting du futur ex-premier ministre devant la mairie de Pointe-à-Pitre. Dont Bertha, cinquante-huit ans. Pour elle, il n'y a pas à hésiter : « Chirac promet beaucoup. Jospin, lui, il donne », assure cette jeune retraitée de l'enseignement, citant, comme exemples du « bon bilan » du dirigeant socialiste, l'alignement du RMI et la reconnaissance de la langue créole.

En 1995, lors du dernier scrutin présidentiel, une majorité d'électeurs guadeloupéens et martiniquais avaient d'ailleurs, malgré un fort taux d'abstention (36 %), donné la faveur à M. Jospin. « En 1995, j'ai été, si j'ose dire, votre président officieux », rappelle ce dernier, devant les militants des Abymes. « Cette fois-ci, je vous demande de me donner une majorité plus forte et je vous donnerai la victoire. Si vous le voulez, je suis prêt à écrire une nouvelle page de notre histoire commune : je suis à vous et je suis prêt à vous conduire ! », s'enflamme M. Jospin, suscitant une vague d'applaudissements. « J'ai l'impression, poursuit-il, quand je vois les déplacements que je fais (...) que cette fois-ci, c'est bon. »

« UNITÉ DE LA RÉPUBLIQUE »

Même enthousiasme à Pointe-à-Pitre, où le premier ministre vante la « République aux couleurs de l'outre-mer » et où il rappelle ses « différences avec la droite », notamment sur la question statutaire. « Le président sortant a nourri la confusion dans ce débat, en tenant des discours différents selon les lieux, selon les moments, selon les interlocu-



A Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, samedi 30 mars, durant son séjour de campagne aux Antilles, le premier ministre, Lionel Jospin, et son épouse, Sylviane Agacinski, ont été accueillis au son des tambours traditionnels.

teurs », estime M. Jospin. « Entre Cayenne, en novembre 1997, où il déclarait intangible le statut départemental, et Madiana, en Martinique, où il se rallie à l'idée du statut à géométrie variable, quel grand écart ! Par ses contradictions, Jacques Chirac a désorienté beaucoup de nos

tionnelle qui se traduirait par une régression des droits sociaux », martèle M. Jospin, enfin, la consultation des populations demeure « un préalable à toute évolution institutionnelle, à plus forte raison si elle devait entraîner une révision de la Constitution », insiste-t-il, raillant les posi-

tionnelle qui se traduirait par une régression des droits sociaux », martèle M. Jospin, enfin, la consultation des populations demeure « un préalable à toute évolution institutionnelle, à plus forte raison si elle devait entraîner une révision de la Constitution », insiste-t-il, raillant les posi-

tionnelle qui se traduirait par une régression des droits sociaux », martèle M. Jospin, enfin, la consultation des populations demeure « un préalable à toute évolution institutionnelle, à plus forte raison si elle devait entraîner une révision de la Constitution », insiste-t-il, raillant les posi-

tionnelle qui se traduirait par une régression des droits sociaux », martèle M. Jospin, enfin, la consultation des populations demeure « un préalable à toute évolution institutionnelle, à plus forte raison si elle devait entraîner une révision de la Constitution », insiste-t-il, raillant les posi-

tionnelle qui se traduirait par une régression des droits sociaux », martèle M. Jospin, enfin, la consultation des populations demeure « un préalable à toute évolution institutionnelle, à plus forte raison si elle devait entraîner une révision de la Constitution », insiste-t-il, raillant les posi-

Catherine Simon

Jacques Chirac évoque la « fracture sociale »

Interrogé sur RTL, samedi 30 mars, Jacques Chirac a estimé que le thème de la « fracture sociale », dont il avait fait l'un des axes essentiels de sa campagne électorale en 1995, restait « tout à fait d'actualité ». « Malgré quatre années de croissance, a-t-il ajouté, la pauvreté n'a pas régressé en France. » Questionné sur l'objectif affiché par Lionel Jospin de ramener à zéro le nombre de SDF en France d'ici à 2007, le président-candidat a répondu : « Je ne suis pas ici pour polémiquer avec qui que ce soit, mais il ne faut pas méconnaître les réalités. » Au cours de cet entretien, M. Chirac a distingué, d'une part, la « grande pauvreté », qui, selon lui, « touche probablement quatre millions de Français », « relève d'une action politique touchant au travail, à l'emploi, au logement » et « ne diminue pas » ; et, d'autre part, le « phénomène de la grande exclusion », dont il estime qu'elle concerne « peut-être 300 000 [personnes] » et qui relève, pour lui, « d'un soin, d'initiatives, (...) d'une action fondée d'abord sur le respect de l'autre ».

tionnelle qui se traduirait par une régression des droits sociaux », martèle M. Jospin, enfin, la consultation des populations demeure « un préalable à toute évolution institutionnelle, à plus forte raison si elle devait entraîner une révision de la Constitution », insiste-t-il, raillant les posi-

tionnelle qui se traduirait par une régression des droits sociaux », martèle M. Jospin, enfin, la consultation des populations demeure « un préalable à toute évolution institutionnelle, à plus forte raison si elle devait entraîner une révision de la Constitution », insiste-t-il, raillant les posi-

tionnelle qui se traduirait par une régression des droits sociaux », martèle M. Jospin, enfin, la consultation des populations demeure « un préalable à toute évolution institutionnelle, à plus forte raison si elle devait entraîner une révision de la Constitution », insiste-t-il, raillant les posi-

Déjà onze candidats à l'élection présidentielle

Le record de 1974 (12 prétendants) sera battu. M. Le Pen poursuit sa quête de parrainages

LA CHASSE aux signatures va-t-elle déboucher sur un nouveau record de prétendants à une élection présidentielle ? En 1974, 12 personnalités avaient postulé à l'Elysée. Ce total sera, sans doute, dépassé. Au final, les maires ruraux ont cédé devant l'insistance des candidats puisque 16 390 signatures avaient déjà été rassemblées, samedi 30 mars, soit une cinquantaine de moins qu'en 1981. Le Conseil constitutionnel annoncera, jeudi 4 avril, la liste officielle des impétrants qui auront réuni les 500 parrainages d'élus locaux requis avant mardi 2 avril minuit.

Dès à présent, onze candidats ont rempli l'objectif : Lionel Jospin (PS, 3 500 signatures), Jacques Chirac (RPR, 3 000), François Bayrou (UDF, 984), Robert Hue (PCF, 850), Jean Saint-Josse (Chasse, pêche, nature et traditions, 750), Jean-Pierre Chevènement (Pôle républicain, 682), Arlette Laguiller (Lutte ouvrière, 634), Alain Madelin (Démodémocratie libérale, 595), Olivier Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire, 525), Noël Mamère (Verts, 525) et Daniel Gluckstein (Parti des travailleurs, 515).

Pour Christine Boutin (Forum des républicains sociaux), la course d'obstacles relève de la formalité puisqu'il ne lui restait plus, lundi 1^{er} avril, qu'une seule signature à obtenir. Jean-Marie Le Pen a poursuivi la mise en scène de sa quête. Au dernier relevé, il manquait encore au président du Front national 16 parrainages. Carl Lang, membre du bureau politique du FN, a précisé que son parti était « très près du but mais demeurerait très mobilisé ». Avant le sprint final, Bruno Mégret conservait une longueur d'avance

sur M. Le Pen puisque le Mouvement national républicain (MNR) affirmait disposer, dimanche 31, de 491 signatures. « On va continuer nos démarches pour nous constituer une marge de sécurité, assure une proche du MNR. Même si le Conseil constitutionnel invaliderait 50 parrainages, par exemple, il n'y aurait aucun souci pour Bruno Mégret. »

PLUS D'ILLUSIONS

Pas davantage de trêve pascale pour l'entourage de Christine Taubira, candidate du Parti radical de gauche (PRG). La déléguée de Guadeloupe, nantie d'une dizaine de parrainages, a été accueillie avec soulagement mais deux formulaires ont été remplis d'une manière incomplète. Avec 490 signatures en bonne et due forme, M^{me} Taubira est, cependant, toute proche de satisfaire au quota exigé par le Conseil constitutionnel, « qui a fait un effort sans précédent sur la transparence », selon son secrétaire général, Jean-Eric Schoettl, en informant très régulièrement les postulants sur les comptages.

Si l'écologiste Corinne Lepage (Cap 21, 460) et l'ancien ministre de l'intérieur Charles Pasqua (Rassemblement pour la France, 380) sont engagés dans une course indécise, Antoine Waechter (Mouvement écologiste indépendant, moins de 400) ne se fait plus guère d'illusions. Brice Lalonde (Génération écologie, moins de 200) n'y croit plus du tout : « Beaucoup d'élus qui s'étaient engagés à signer en arguant de pressions des amis de M. Chirac », a-t-il déploré.

Elie Barth

ILS ONT DIT

■ **Alain Madelin** (candidat DL) : « Si la droite veut gagner au second tour, elle doit gagner à partir d'un programme de rassemblement. Ce rassemblement ne peut pas se faire à mes yeux autour du programme de Jacques Chirac tel qu'il est aujourd'hui. » (Radio J, 31 mars.)

■ **Robert Hue** (candidat du PCF) : « La majorité plurielle a vécu (...). Nous sommes pour porter des réformes de gauche, et nous allons tout faire pour ancrer à gauche cette politique, mais si on ne nous entendait pas, nous n'en serions pas. » (TF1, 31 mars.)

■ **Lionel Jospin** (candidat du PS) : « Il est normal que la diversité s'exprime [au premier tour] : c'est le cas à gauche, c'est le cas à droite (...). Le second tour est le temps du rassemblement, il est raisonnable de penser que la gauche plurielle s'y reconstituera, sous une forme ou sous une autre. Je l'espère et je le crois. » (Le Journal du dimanche, 31 mars.)

Le président d'Attac fait durer le suspense sur ses intentions

C'EST seulement le 21 mai que le président d'Attac, Bernard Cassen, annoncera s'il entend solliciter un nouveau mandat à la tête de l'association. Alors que le conseil d'administration d'Attac lui avait demandé – à huit voix contre sept – de se déclarer, samedi 30 mars, à l'occasion de la réunion plénière des membres fondateurs, M. Cassen a obtenu de ces derniers un sursis de plusieurs semaines.

« Il n'y a pas le feu, pas d'urgence à se déclarer alors que l'assemblée générale qui doit investir formellement le nouveau président a été repoussée d'un mois et doit désormais se tenir fin novembre », explique M. Cassen, plutôt satisfait. Pour justifier ce délai, le président d'Attac a invoqué un risque de brouillage du message de l'association, alors que sa priorité immédiate doit être de peser sur la campagne présidentielle. « La presse va s'emparer de ce thème au détriment du fond », a-t-il ainsi indiqué aux participants de la réunion de samedi, en insistant sur les risques potentiels pour « l'image » d'Attac. « Si la majorité des fondateurs me le demande aujourd'hui, je ferai connaître mes intentions. J'ai là ma déclaration », a-t-il lancé à l'assistance en brandissant – non pas une enveloppe cachetée – mais une chemise cartonnée rouge.

Il n'y a pas eu de vote : la plupart des intervenants ont suivi M. Cassen et estimé qu'il n'était pas nécessaire de se précipiter. « Seules trois personnes ont plaidé l'inverse », soulignait dimanche soir le président d'Attac, pointant les noms d'Annick Coupé, porte-parole de

l'union syndicale Solidaires-Gruppe des Dix, de Pierre Khalifa, membre du bureau d'Attac, et de Pierre Tartakowsky, le secrétaire général de l'association.

A la sortie, M. Cassen faisait savoir haut et fort que certes il avait pris sa décision – celle consignée dans le fameux dossier rouge – mais qu'au vu du nouveau délai, il pouvait encore changer d'avis, provoquant là des sourires crispés chez ses interlocuteurs. Très en forme, le président d'Attac suggérait de communiquer son intention, le 21 mai, « par fax », sans que personne ne soit en mesure de certifier si cette proposition relevait du trait d'humour ou s'il l'envisageait sérieusement.

« Cela risque de tanguer un peu du côté des comités locaux. D'un côté, on leur a imposé un rythme d'enfer pour les candidatures au conseil d'administration et, de l'autre, le président peut prendre tout son temps », estimait dimanche l'un des piliers de l'association. De l'avis unanime, si Bernard Cassen se représente, l'affaire est réglée, aucun autre candidat ne lui disputera ce mandat. Dans le cas contraire, en revanche, il faudra bien prévoir une procédure d'auditions. M. Cassen, lui, est serein. « Tout cela peut se boucler assez vite. On a largement le temps, si je ne me représente pas, entre le 21 mai et le conseil d'administration de fin juin », souligne-t-il, en estimant que ses remplaçants potentiels ne sont pas si nombreux que cela.

Caroline Monnot



**PINAULT
PRINTEMPS-REDOUTE**

Leader européen de la distribution spécialisée et acteur majeur du luxe

Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire

Les actionnaires de Pinault-Printemps-Redoute sont invités

à participer aux Assemblées Générales qui se tiendront

le mardi 21 mai 2002 à 15h30

au Carrousel du Louvre - 99, rue de Rivoli - 75001 Paris

Dès la publication de l'Avis de convocation au BALO, les actionnaires au porteur pourront se procurer les documents d'information prévus par les textes en vigueur, soit auprès de leur intermédiaire financier, soit en écrivant à :

Pinault-Printemps-Redoute
Service Actionnaires - 18, place Henri Bergson - 75008 Paris.

Les actionnaires nominatifs recevront ces documents directement à leur domicile.

Les Assemblées Générales seront retransmises en différé sur le site Internet :

www.ppractionnaire.com

Information actionnaires : 01 44 90 61 22
18, place Henri Bergson - 75008 Paris
E-mail : actionnaire@pprgroup.com

www.pprfinance.com
www.ppractionnaire.com

Le vice-président du tribunal de grande instance de Nîmes mis en examen pour « trafic d'influence »

Hugues Vérita aurait promis un jugement clément à l'ancien président du conseil général du Gard Gilbert Baumet en échange d'une intervention en sa faveur auprès du fisc

LE VICE-PRÉSIDENT du tribunal de grande instance de Nîmes (Gard), Hugues Vérita, a été mis en examen, samedi 30 mars, pour « trafic d'influence par personne dépositaire de l'autorité publique », et placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de se livrer à toute activité juridictionnelle au tribunal. M. Vérita, soupçonné d'avoir fait miroiter à l'ancien président (div.g.) du conseil général du Gard, Gilbert Baumet, un jugement clément en échange d'une intervention en sa faveur auprès du fisc, avait été placé en garde à vue vendredi, comme l'a révélé *Le Midi libre*. L'avocat de M. Vérita, M^e Jean-Claude Cabanes, a indiqué au *Monde* que son client n'avait « commis aucun acte pénalement répréhensible, mais simplement fait preuve d'imprudence ». Faisant allusion à M. Baumet, M^e Cabanes a ajouté : « M. Vérita n'a rien demandé à personne, on est venu le chercher. »

L'affaire trouve son origine dans une requête en récusation déposée le 26 mars par l'ancien président (de 1979 à 1994) du conseil général du Gard, secrétaire d'Etat à l'artisanat sous François Mitterrand, Gilbert Baumet. Adressée au premier président de la cour d'appel qui l'avait communiquée au parquet, elle avait provoqué l'ouverture d'une enquête préliminaire. L'an-

ciens ministre, qui a comparu le 25 février pour « abus de confiance » - il avait été cité devant le tribunal pour avoir fait prendre en charge par le conseil général des dépenses politiques, notamment un déplacement de Michel Rocard -, avait été approché, le 14 janvier, par un ancien gendarme qui lui aurait annoncé qu'un magistrat souhaitait le rencontrer afin d'évoquer l'audience à venir.

« PROTECTIONS »

« Cet homme m'a dit : "Si vous voulez en savoir plus, venez assister au match de foot Marseille-Sedan, le 30 janvier" », a expliqué M. Baumet au *Monde*. Dans la loge du Stade Vélodrome, M. Baumet découvre M. Vérita, qui lui indique avoir eu connaissance de ses déboires judiciaires. Le 25 février, lors de l'audience, M. Baumet constate que M. Vérita fait partie des trois magistrats chargés d'examiner l'affaire, dont le jugement est mis en délibéré. Gilbert Baumet affirme que, le lendemain, l'ancien gendarme l'aurait recontacté pour lui fixer un rendez-vous avec le magistrat. Les deux hommes se voient le 2 mars, puis le 12 mars. « M. Vérita m'a d'abord assuré que j'étais victime d'un règlement de comptes politique, puis a soutenu pouvoir m'obtenir une relaxe, à condition que j'utilise mes

relations pour arranger ses ennuis avec le fisc », assure l'ancien ministre. Au cours de ce rendez-vous, M. Vérita remet à son interlocuteur la copie d'une « demande d'éclaircissements ou de justification » concernant sa déclaration de revenus pour l'année 2000, datée du 12 février, émanant de la direction générale des impôts.

A la demande de M. Baumet, M. Vérita note de sa main quelques précisions sur une feuille blanche. Saisi par la police, ce document manuscrit, dont *Le Monde* détient une copie, comporte l'annotation : « Espèces : gain Loto - 2,4 millions en 84. Placement à l'étranger. » Choqué par la démarche du magistrat, M. Baumet décide alors de déposer une requête en récusation. « Il est anormal que cet homme, déjà gravement mis en cause dans une autre affaire à Digne, ait pu retrouver un tel poste au tribunal de Nîmes », s'indigne l'ancien ministre, qui s'interroge sur « les protections dont il semble bénéficier dans la magistrature ».

En octobre 2000, M. Vérita avait déjà été mis en examen pour « prise illégale d'intérêts » par un juge parisien qui lui reprochait d'avoir, en qualité de président du tribunal de grande instance de Digne (Alpes-de-Haute-Provence), confié des missions d'expertise à des proches. Au cours de cette enquête qui lui avait

valu d'être poursuivi pour « prise illégale d'intérêts », les policiers ont saisi dans le bureau de M. Vérita, au tribunal de Digne - qu'il a quitté en décembre 2000 pour celui de Nîmes -, des documents de la Grande Loge nationale française (GLNF), une obédience classée à droite, réputée pour son « entrisme » dans certains secteurs sensibles. Le juge d'instruction, Jean-Baptiste Parlos, avait également mené une perquisition à la chancellerie afin de saisir un rapport de l'inspection générale des services judiciaires (IGSJ) concernant M. Vérita, que le ministère avait refusé de lui communiquer.

M. Parlos avait, à cette occasion, découvert que, dès mars 2000, l'IGSJ avait recommandé au garde des sceaux de saisir le Conseil supérieur de la magistrature du cas de M. Vérita, ce que s'étaient refusé à faire Elisabeth Guigou puis Marylise Lebranchu. Interrogé par *Le Monde* (nos éditions du 29 juin 2001) sur les mouvements de fonds alors détectés sur son compte, M. Vérita avait indiqué qu'ils correspondaient à un gain au Loto de 2,4 millions de francs, remontant à « dix ou onze ans ». Cette affirmation avait entraîné l'ouverture d'une enquête fiscale.

Fabrice Lhomme

Jack Lang préconise un apprentissage individualisé pour les surdoués

Un rapport remis au ministre souligne les difficultés d'adaptation rencontrées par ces enfants

LES ENFANTS présentant des facilités intellectuelles ne mènent pas toujours une scolarité exemplaire. C'est pour tenter de remédier à ce paradoxe que le ministère a annoncé, jeudi 28 mars, son intention de mieux les repérer et de mieux les accompagner pendant leurs études. La tâche est d'autant plus délicate que la définition du « surdoué » n'existe pas. Les recherches en la matière sont encore embryonnaires et la notion même est « tout à fait relative », souligne le rapport récemment rédigé sur le sujet par Jean-Pierre Delaubier, inspecteur d'académie du Val-de-Marne, à la demande de Jack Lang. Elle dépend des domaines pris en compte - un enfant n'a jamais un développement uniforme dans tous les domaines -, des outils de mesure et du seuil à partir duquel on est précoce.

En France, le seul outil communément admis est la mesure du quotient intellectuel (QI), qui détermine, à partir d'une batterie de tests, les performances d'un individu par rapport à l'ensemble de la population de son âge. On parle généralement de précocité à partir d'un QI de 130, ce qui concernerait 2,3 % des Français. Selon le rapport Delaubier, ce sont « environ 200 000 élèves de 6 à 16 ans » qui seraient « intellectuellement précoces ». Une majorité connaît une scolarité sereine. Mais une « partie importante » - le rapport fixe la fourchette entre 5 % et 30 %, chiffre avancé par les associations spécialisées - ne s'épanouit pas à l'école. Chez ces élèves, « on constate un déséquilibre

entre les potentialités supérieures à la moyenne dans diverses situations (impliquant la richesse du vocabulaire, la lecture, l'oral, la mémoire, etc.) et des insuffisances marquées dont les plus souvent citées concernent l'écriture, la présentation des cahiers, la capacité à entrer en relation avec l'autre, l'organisation du travail, la maîtrise des gestes et des émotions et les activités physiques », souligne Jean-Pierre Delaubier. Plus largement, l'enfant - ou l'adolescent - se trouve « dans l'incapacité de s'adapter aux situations scolaires », avec ses conséquences que sont l'isolement, l'ennui et, à l'extrême, le refus de l'école.

PRATIQUER LES « SAUTS » DE CLASSE

Pour répondre à cette « détresse » et éviter que des enfants échouent « dans les domaines où ils devraient le plus facilement réussir », le rapport Delaubier préconise une aide fondée sur « une prise en charge personnalisée ». « Il faut se défier de la tentation d'organiser pour les élèves intellectuellement précoces un enseignement spécial », insiste M. Delaubier. « Au moment où un effort sans précédent est fait pour accueillir un maximum d'élèves handicapés ou en très grande difficulté dans les classes ordinaires, il serait peu cohérent de retirer de ces mêmes classes les élèves dotés des plus fortes potentialités. Ces enfants ont besoin de vivre avec les autres et comme les autres », argumente-t-il. C'est cette stratégie de l'accompagnement individualisé en milieu ordinaire qu'a validée le ministre de l'éducation

nationale, repoussant du même coup les demandes de certaines associations de parents d'enfants « surdoués » de créer davantage de structures spéciales. Jack Lang souhaite d'abord que l'on adapte réellement le rythme d'apprentissage aux besoins de chacun, en recourant « plus fréquemment à la réduction d'une année » à l'école primaire, ou même au collège, comme les textes le prévoient : en clair, que l'on fasse « sauter » une classe. Selon le ministre, « on a eu tendance à régresser sur ce dossier », faisant allusion aux positions de l'éducation nationale qui, pendant de longues années, n'a cessé d'inciter les enseignants à refuser ces sauts de classe. Une politique bien suivie : 8,9 % des élèves de CM2 étaient en avance d'au moins une année en 1960 ; ils n'étaient plus que 2,5 % en 1999. Jack Lang souligne par ailleurs que les classes à double ou triple niveau, telles qu'elles existent notamment en milieu rural, permettent un meilleur épanouissement de ces enfants.

Le ministre recommande de tirer partie des dispositifs existants d'enrichissement des parcours scolaires, comme les itinéraires de découverte au collège. Enfin, il a souhaité que, dès la rentrée 2002, dans chaque inspection d'académie, soit mis en place un point d'écoute et d'information à destination des familles concernées et qu'une sensibilisation à ces questions soit organisée dans les Instituts universitaires de formation des maîtres.

Marie-Laure Phélippeau

Les loyers ont plus augmenté en 2001 qu'en 2000

La secrétaire d'Etat au logement veut mettre en place un nouvel indice d'indexation

LES LOYERS augmentent à un rythme de plus en plus soutenu. D'après une étude de l'Insee publiée le 28 mars, ils se sont accrus de 1,7 % en 2001, alors que la progression n'était que de 1,2 %, l'année précédente (*Le Monde* du 21 avril 2001). La hausse reste, certes, inférieure à l'inflation (+ 2,2 % en 2001), mais elle devrait se poursuivre au premier semestre 2002 et, surtout, être plus vive qu'en 2001, d'après l'Insee.

L'accélération a été très nette dans le secteur libre (+ 2,3 % l'an dernier, contre + 1,4 % en 2000). Un tel « rebond », explique l'Insee,

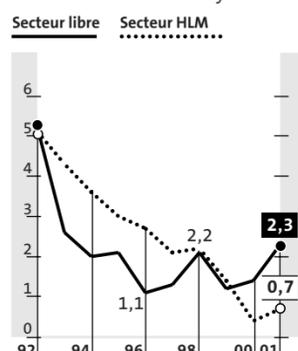
est en grande partie imputable « à la hausse des loyers réévalués en fonction de l'indice du coût de la construction [ICC] ». Pourquoi ? Parce que l'ICC s'est « emballé » en 2001 : + 2,5 %, soit la progression la plus forte en dix ans. Comme cet indice sert de référence aux révisions annuelles de loyer (à condition qu'elles soient prévues par le contrat de location), son augmentation s'est répercutée sur le niveau des quittances. Et le phénomène risque d'aller crescendo, au moins à court terme : la hausse de l'ICC, provoquée par le dynamisme du secteur du bâtiment, s'est en effet accélérée tout au long de l'année 2001 (+ 2,4 % au deuxième trimestre, + 3,9 % au quatrième).

RÉALITÉ DES COÛTS

Du coup, le gouvernement réfléchit, depuis le début de l'année, à « un nouvel indice d'indexation des loyers » pour éviter ces mouvements erratiques. Dans l'esprit de Marie-Noëlle Lienemann, la secrétaire d'Etat au logement, il s'agit aussi de bâtir un référent qui ne varie pas uniquement en fonction des prix pratiqués par les entreprises ou du cours des matières pre-

NET REBOND EN 2001

Evolution de l'indice des loyers



mières : de tels paramètres ne sont, selon elle, pas très pertinents quand ils s'appliquent aux loyers réclamés dans le parc immobilier ancien. M^{me} Lienemann souhaite que ce nouvel indice soit « plus lié à la réalité des coûts pour les

baillleurs et du niveau de vie des locataires ». La Commission nationale de concertation, qui réunit des représentants des bailleurs, des locataires et des professionnels de l'immobilier, conduit actuellement une réflexion sur le sujet et devrait rendre un avis à la fin de l'été. Il faudra ensuite que le Parlement amende la loi du 6 juillet 1989 sur les « rapports locatifs ». Les vœux de M^{me} Lienemann ne sont donc pas près d'être exaucés, surtout en cas d'alternance après les élections législatives en juin.

Bien que sensible, la hausse globale des loyers, l'an passé, est restée contenue grâce au secteur HLM : les quittances n'ont augmenté que de 0,7 % dans le parc social, contre + 0,4 % en 2000. De telles évolutions s'expliquent par l'accord conclu entre l'Etat et l'Union des HLM : en échange d'allègements fiscaux, les bailleurs sociaux étaient invités à geler leurs loyers en 2000 et en 2001. Ce dispositif a désormais pris fin. Du coup, les loyers des HLM devraient, eux aussi, enregistrer « une nette accélération » d'après l'Insee.

Bertrand Bissuel

Quatre mineurs écroués pour avoir torturé un handicapé

QUATRE MINEURS ont été mis en examen et écroués, samedi 30 mars, pour avoir torturé une personne handicapée mentale pendant près de vingt-quatre heures, à Lisieux (Calvados). Une cinquième personne, âgée de 24 ans, soupçonnée d'avoir participé à ces tortures, est recherchée. La victime, un handicapé mental à 70 %, âgé de 32 ans, se serait extasié le 24 mars devant le tatouage d'un des mineurs. A trois, les jeunes auraient alors décidé de le tatouer avec des fourchettes et un couteau à cran d'arrêt chauffés à blanc, sur toute la surface du dos, le brûlant au deuxième degré. Puis, dans un appartement voisin, ils auraient renouvelé les tortures avec deux autres mineurs, livré à un pitt-bull qu'ils excitaient, lui auraient fait boire leur urine avec du sirop de fraise et l'auraient jeté à plusieurs reprises, après l'avoir frappé, dans la rivière qui traverse la ville. La victime n'a pu s'échapper que le lendemain matin et s'est rendue à l'hôpital.

Sondage : MM. Chirac et Jospin tous deux à 20 % au premier tour

LES DEUX FAVORIS pour l'élection présidentielle, Jacques Chirac et Lionel Jospin, seraient à égalité au premier tour, avec 20 % d'intentions de vote chacun, selon un sondage effectué par CSA et publié dans *Libération* et *La Dépêche du Midi* du 1^{er} avril. M. Chirac recule de 3 points, M. Jospin d'un point.

L'enquête, réalisée par téléphone auprès d'un échantillon de 1 003 électeurs les 27 et 28 mars - soit juste après la tuerie de Nanterre -, attribue 12 % à Jean-Marie Le Pen (+1) ; 9 % à Jean-Pierre Chevènement (+2) et Arlette Laguiller (+1) ; 5 % à Robert Hue (-) et Noël Mamère (-1,5). Suivent, avec 4,5 % d'intentions de vote, François Bayrou (+ 0,5) et Jean Saint-Josse (+1), Alain Madelin à 3,5 % (- 0,5) et, avec 1,5 %, Charles Pasqua (-1), Brunot Mégrét (-) et Christine Boutin (+ 0,5). Corinne Lepage et Olivier Besancenot recueillent 1 %. Au second tour, M. Jospin l'emporterait de justesse sur M. Chirac, avec 50,5 % (+ 0,5). Les abstentions, votes blanc et nuls représenteraient 35 % au premier tour et 34 % (+ 1) au second tour.

Alain Juppé accuse les socialistes de manipuler les « affaires »

DANS UN ENTRETEN au *Journal du dimanche* du 31 mars, Alain Juppé accuse les socialistes de « manipulation » à propos des affaires judiciaires qui impliquent le RPR, dénonçant une « campagne ordurière à l'encontre de la personne [de Jacques Chirac] ». L'ancien premier ministre (RPR), qui avait accusé le PS de vouloir « remuer la merde » à l'annonce du retour d'exil de l'ex-conseiller général (RPR) Didier Schuller (*Le Monde* du 5 février), a affirmé que « [sa] conviction » sur ce point s'était « renforcée ». « Un juriste me disait récemment que l'on a rarement vu une personne en cavale depuis sept ans remise en liberté si vite, a-t-il indiqué. La manipulation est évidente. » Incarcéré le 5 février après son retour volontaire de Saint-Domingue, M. Schuller avait été libéré le 1^{er} mars et placé sous contrôle judiciaire.

M. Juppé a aussi accusé le juge Eric Halphen d'avoir « violé le secret professionnel [...] avant d'aller solliciter une investiture pour les élections législatives au PS puis au MDC ». Le magistrat a annoncé son ralliement à Jean-Pierre Chevènement (*Le Monde* du 28 mars).

Le groupe nationaliste sans nom revendique neuf actions en Corse

LES NATIONALISTES du groupe sans nom ont revendiqué, samedi 30 mars, neuf attentats ou tentatives d'attentats, lors d'une conférence de presse clandestine dans la région de Corte (Haute-Corse), au cours de laquelle ils ont demandé aux candidats à l'élection présidentielle de « modifier la Constitution pour donner un pouvoir législatif à la Corse » et ont également appelé à « prononcer une amnistie immédiate pour les patriotes corses ».

Le groupe sans nom, apparu fin octobre 2001 en Corse et qui passe pour une scission du FLNC-canal historique, a revendiqué les deux mitraillages qui ont visé, dans la nuit de vendredi 29 à samedi 30 mars, la sous-préfecture de Corte ainsi que le commissariat de Bastia. Les dix hommes encagoulés et armés ont assuré ne pas être à l'origine de la tentative d'attentat, le week-end dernier, contre le domicile du maire PRG de Bastia, Emile Zuccarelli, tout en ajoutant : « Nous nous en félicitons et encourageons les auteurs ».

DÉPÊCHES

■ FAIT-DIVERS : une à trois rames du TGV Nantes-Paris ont essuyé des tirs, dimanche 31 mars vers 19 heures, à hauteur d'Ecoulant (Maine-et-Loire), près d'Angers, et ont été retardées de plusieurs minutes. Les passagers n'ont pas été blessés.

■ Une vingtaine d'habitants de Marçolpt (Loire) ont été évacués pendant quelques heures, samedi 30 mars, après la découverte d'engins explosifs fabriqués par un jeune de 17 ans à partir d'indications trouvées sur Internet. Ce sont ses parents qui ont donné l'alerte.

■ MONTAGNE : un skieur hors-piste a fait une chute mortelle dimanche 31 mars vers 1 900 m d'altitude dans le massif du Mont-Blanc. Le jeune homme, âgé de 18 ans et originaire de la Haute-Savoie, a chuté d'une trentaine de mètres dans une cascade de glace.

■ ALIMENTATION : la commercialisation dans des conditions contrôlées du thymus des bovins, utilisé en cuisine pour faire les ris de veau, est à nouveau autorisée, selon un arrêté du ministère de l'agriculture publié dimanche 31 mars au *Journal officiel*.

■ ÉDUCATION : les conseillers principaux d'éducation (CPE) et des conseillers d'orientation psychologues (COP) d'Ile-de-France ont voté, vendredi 29 mars en assemblée générale, une grève « illimitée » pour protester contre le projet ministériel d'aménagement du temps de travail. Cette décision a été prise au lendemain d'une grève nationale à l'appel de plusieurs syndicats (SNES-FSU, Sgen-CFDT, SE-UNSA et UNSEN-CGT).

SCIENCES PO
 ► Stages intensifs
 Stage spécial "bac+1" à Pâques
 Stage spécial "bac+0" en été
 ► Classes préparatoires annuelles "pilotes"
 De 35 à 40% d'admis à l'IEP de Paris
 Plus de 70% d'admis aux IEP de Paris et province
IPESUP
 18 rue du Cloître Notre-Dame
 75004 Paris 01 43 25 63 30
 Enseignement supérieur privé www.ipesup.fr

Groupe
SUP de CO Montpellier
 Sup de Co
Executive MBA
 Part Time ou full time
 anglophone ou francophone
 www.supdeco-montpellier.com
 MBA@supco-montpellier.fr
 Tel : 04 67 10 26 26
 C.C.I. de Montpellier

DISPARITION

Guy Cabort-Masson

Défenseur de la souveraineté nationale martiniquaise

PIONNIER de la mouvance indépendantiste martiniquaise, Guy Cabort-Masson s'est éteint dans un hôpital de Fort-de-France, mercredi 27 mars, des suites d'une longue maladie. Il avait 65 ans.

Né en 1937 à Saint-Joseph (Martinique), ce brillant lycéen séduit ses condisciples et ses professeurs par une fausse nonchalance cachant mal un réel goût pour les études et un esprit aussi curieux que rigoureux. Il finit par choisir la carrière des armes après avoir réussi le concours d'entrée à l'École normale d'instituteurs. Breveté de l'École militaire de Saint-Cyr, licencié en sociologie, le jeune lieutenant est mobilisé en Algérie en 1961. Il y découvre l'horreur d'une guerre coloniale. Il date de cet épisode sa révélation pour le fait national martiniquais. Avec d'autres compatriotes antillais (Daniel Blérald, Roland Thésauros, Sonny Rupaire),

il s'enrôle au FLN dans le sillage de son aîné Frantz Fanon. Condamné par contumace pour désertion, Guy Cabort-Masson revient clandestinement en Martinique en 1968 après un passage par Paris. Il n'aura de cesse de prôner l'idéal de la souveraineté nationale. On lui doit le drapeau tricolore rouge, vert et noir dans lequel se reconnaissent les partisans de l'indépendance. Au début des années 1970, il tente en vain de rassembler sous une bannière unique une famille politique éclatée.

Professeur de lettres au lycée fondé par l'équipe municipale d'Alain Césaire, il intègre la langue créole dans son enseignement afin d'offrir une seconde chance aux élèves victimes de l'échec scolaire. Désireux de toucher la grande masse des salariés, il participe à la création de la Centrale syndicale des travailleurs martiniquais en 1976.

Cet infatigable propagandiste publiera plusieurs revues et journaux ainsi qu'une dizaine de romans et d'essais au ton volontiers provocateur. Son œuvre majeure, *Les Puissances d'argent en Martinique*, publiée en 1982, et rééditée à quatre reprises, met au jour les ressorts de la puissance économique des békés, les descendants des colons européens, même au prix de quelques approximations corrigées par la suite. Au terme d'une vie bien remplie, cet homme jovial et disponible aura marqué de son empreinte les générations successives des militants indépendantistes martiniquais.

Jean-Marc Party

■ **LA REINE-MÈRE** Elizabeth d'Angleterre est morte samedi 30 mars à l'âge de 101 ans (*lire pages 7 et 12*).

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde (www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 30 mars sont publiés :

- **Accidents du travail** : un décret fixant le barème des indemnités en capital dues pour les incapacités permanentes inférieures à 10 % consécutives à un accident du travail.
- **Outre-mer** : un décret relatif aux prestations familiales à Mayotte.
- **Agriculture** : un décret relatif à l'organisation de l'assurance des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ; un décret créant une section de l'assurance des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.
- **Environnement** : un décret portant classement de la commune d'Aups (Var) dans le parc naturel régional du Verdon (région Provence-Alpes-Côte d'Azur).

DOCUMENTS OFFICIELS

La Documentation française publie un rapport sur la lutte contre le racisme et la xénophobie en 2001. La première partie du rapport est consacrée à l'évaluation du racisme et de la xénophobie (statistiques des actions racistes et antisémites, bilan de l'action judiciaire, mesures de lutte contre le racisme et la xénophobie menées en 2001...). La deuxième partie est réservée à une étude approfondie de l'asile en France. La troisième partie rappelle les avis adoptés et l'ensemble des sujets traités durant l'année, ainsi que les nombreuses manifestations internationales auxquelles participe la Commission nationale consultative des droits de l'homme. www.ladocumentationfrancaise.fr/brp_pages/

Cacoub, architecte ; Line Renaud, artiste de variétés, comédienne, président d'une association humanitaire ; Rosella Hightower, directrice d'une école de danse ; Michel Colonna, vice-président honoraire du Conseil général du génie rural, des eaux et forêts ; Pierre Hontebeyrie, secrétaire général de l'Assemblée nationale.

Parmi les personnalités promues officiers on relève les noms de Jean-Claude Nancy, journaliste ; Alain Minc, président d'une société de conseil stratégique et financier ; Charles Catteau, premier président de la cour d'appel de Grenoble ; Jean-Marie Coulon, premier président de la cour d'appel de Paris ; la pasteur Thérèse Klipffel, ancienne présidente du conseil syndical de l'Eglise réformée d'Alsace-Lorraine ; Mgr Emile Marcus, archevêque de Toulouse ; Marc Fumaroli, professeur au Collège de France, membre de l'Académie française ; Jean-Cyril Spinetta, président d'Air-France ; Louis Besson, ancien ministre ; Pierre Bénichou, journaliste ; Anne Sylvestre, auteur-compositeur, interprète ; Juliette Gréco, artiste de variétés ; Jean-Claude Colliard, membre du Conseil constitutionnel.

Enfin parmi les personnalités nommées *chevaliers* figurent notamment Breyten Breytenbach, écrivain ; Frédérique Bredin, ancienne ministre ; Lolita Lempicka, créatrice de mode ; Jean-Charles de Castelbajac, créateur de mode ; notre collaborateur Frédéric Edelmann, président d'honneur d'un centre de lutte contre le sida ; Claire Gibault, chef d'orchestre ; Diane de Marguerie, romancière ; Florence Delay, membre de l'Académie française ; Victoria Abril, comédienne espagnole.

★ La liste complète des nominations, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur peut être consultée sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/

LEGION D'HONNEUR

LES NOMINATIONS, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur de Pâques sont parues au Journal officiel du dimanche 31 mars.

Sont élevés à la dignité de *grand officier* :

Jean Denoix de Saint Marc, vice-président du Conseil d'Etat ; Olivier Guichard, ancien ministre ; Jean Leclant, professeur honoraire au Collège de France, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres ; Jacques Servier, président de groupe pharmaceutique.

Sont promus *commandeurs* : Thérèse Guilhem, conseillère honoraire à la Cour de cassation ; Henri Couturier, artiste, sculpteur ; Bertène Juminer, professeur des universités, docteur en médecine ; Pierre Delanoë, auteur, président d'honneur de la société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique ; Jean Longhi, président d'une amicale d'anciens d'un maquis ; Pierre Marleix, conservateur honoraire des hypothèques ; Michel Prada, président de la Commission des opérations de Bourse ; Adrien Bedossa, biologiste, président de l'Union nationale des professions libérales ; Henri Pujol, président d'une association de lutte contre le cancer ; Georges Kiejman, avocat, ancien ministre ; Jean-Pierre Leclerc, président de section au Conseil d'Etat ; Léon Lévy, membre du comité d'honneur national de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme ; Jean-Pierre Kahane et Pierre Lelong, membres de l'Académie des sciences ; Jean-Bernard Ouvrier, ministre plénipotentiaire ; Jacques Goujat, président de l'Union française des associations de combattants et victimes de guerre ; Georges Mercadal, vice-président du Conseil général des ponts et chaussées ; Pierre-Jean Rémy, diplomate, écrivain, ancien président de la Bibliothèque nationale de France, membre de l'Académie française ; Olivier-Clément

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Masataka KUBOTA fait part que sa femme, née Sandrine BOMSEL, est heureusement accouchée d'une petite fille très réussie, nommée

Dahlia, Aurore, Violette, Ai, Céleste, Dalila,

le 22 février dernier, à Montmorency.

La mère et l'enfant se portent bien.

Anniversaires

– Le lycée Paul-Langevin de Suresnes célèbre son soixante-quinzième anniversaire, le 6 avril 2002.

Décès

– Saint-Gaudens. Paris. Pignan.

M^{me} Pierre Esquilat, M. Antoine Esquilat, M. Jacques Vemy et M^{me}, née Esquilat, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Esquilat, Martine, Malaval, Parents et alliés, font part du décès de

Pierre ESQUILAT, ancien président du tribunal de Saint-Gaudens, conseiller honoraire à la cour d'appel de Pau,

survenu le 24 mars 2002, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille à Pampelonne (Tarn), le 27 mars.

– Les personnels, Les élèves et les parents d'élèves, profondément bouleversés par l'assassinat de leur ami,

Olivier MAZZOTTI, professeur au lycée de l'Hautail, à Jouy-le-Moutier,

s'associe pleinement à la douleur de sa famille.

Homme cultivé, rayonnant, serein, il était attentif à chacun et savait partager avec nous tous son humour et son amour de la vie.

Un hommage public lui sera rendu au lycée, le samedi 6 avril 2002, à 14 h 30.

Anniversaires de décès

Madeleine SCHWARTZENBERG (1922-1997).

Cinq années, sur les soixante-dix de notre rencontre en la chère école Buffault... Une amitié indéfectible, les bons moments, les épreuves partagés.

Ton sourire de toute bonté...

Hélène, ton amie et l'affection de Gan.

Avec une pensée pour

Serge,

ton mari,

notre ami, et votre fille

Isabelle,

trop prématurément disparus...

Soutenances de thèse

– Frédéric Bottausci soutiendra sa thèse « Etude expérimentale de la dynamique d'un filament de vorticité isolé », le 4 avril 2002, à 14 h 30, à la faculté d'Orsay.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE TARIFS ANNÉE 2001-2002 - TARIF à la ligne	
DÈCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÈCÈS 22 € - 144,31 FTTC	TARIF ABONNÉS 18,50 € - 121,35 FTTC
NAISSANCES, ANNIV. DE NAISS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS	FORFAIT 10 LIGNES
	120 € - 787,15 F TTC, ligne suppl. 12 € - 78,71 FTTC
TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC	La ligne suppl. : 10 € - 65,60 F TTC
THÈSES - ÉTUDIANTS : 13,35 € - 87,55 FTTC	COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96	Fax : 01.42.17.21.36 e-mail : carnet@mondepub.fr
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.	

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Extrait du programme 2002

Séminaire

Laure Bonnefon-Tort : « Traitements de l'angoisse ».

9 et 30 avril, 14 et 28 mai, 4 juin, amph B, 20 heures-22 heures, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5^e.

Colloques

« Résistances de l'écrit » sous la responsabilité de J.-P. Marcos, J.-M. Rey, J. Rogozinski et A. Soulez.

5 avril, 9 heures-19 h 30, 6 avril, 9 heures-18 heures, amph Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5^e.

7 avril, 9 heures-13 heures, salle des Résistants, Ecole normale supérieure, 45, rue d'Ulm, Paris-5^e.

« Politique et filiation (IV) : la transmission »

sous la responsabilité de T. Grillet, R. Harvey, A. Kaplan et F. Noudelmann.

11 avril, 9 h 30-18 heures, amph Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5^e.

12 avril, 9 h 30-18 heures, le petit auditorium (hall est), Bibliothèque nationale de France, quai François-Mauriac, Paris-13^e.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondre : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80. Consultation du site : www.ci-philo.asso.fr

Ce mois-ci dans Le Monde Initiatives

DOSSIER :

Le nouveau visage de l'immigration

Les mouvements se mondialisent – Les hésitations des nouvelles terres d'accueil – L'emploi précaire des illégaux – Tenter de rester après l'Université – Pas d'invasion venue de l'Est.

DÉBAT :

Les bonnes pratiques ont bon dos

Une façon d'avancer masqué – Pour l'Europe de l'emploi – « S'aligner sur les pratiques dominantes » – Améliorer les soins ou maîtriser les coûts – Il y a aussi de vraies bonnes pratiques.

ÉCLAIRAGE :

Gueules cassées de l'emploi : peut-on éviter le décrochage ?

Des pauvretés entretenues – Lutter contre l'exclusion exigerait de l'audace – « Il s'agit là de sadisme social » (entretien avec Patrick Declerck)

AVRIL 2002



Egalement au sommaire

- ▼ **Événement** : Mobilisation contre Berlusconi.
- ▼ **Initiatives** : Des atouts pour le pays d'Aurillac. – Chicanes au pays de Racan (Indre-et-Loire).
- ▼ **Formation** : L'Alfa entre en turbulence.
- ▼ **Décryptages** : Copier-coller n'est pas (forcément) tricher... – France-Télécom opère sa mue.
- ▼ **International** : Crise en Israël, misère dans les Territoires palestiniens.
- ▼ **Alternatives** : Les hypermarchés et le commerce équitable.
- ▼ **Management** : Fusionner sans friction.
- ▼ **Contrat social** : L'Europe réforme ses retraites.
- ▼ **Eclairage** : Plus petit, plus cher, le Medef déménage.
- ▼ **Tendances** : Pas égoïstes les Français ! (sondage).
- ▼ **Le point sur** : L'autre défi de l'Unedec ; – Du bon côté de Vivendi.
- ▼ **Histoire** : L'armée des bras inertes.

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] Localité : 201MQPAE

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	Organisme créancier : Société Editrice du Monde 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal <i>Le Monde</i> .	TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER	
Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.	Nom Prénom N°rue Code postal [] [] [] [] Ville	
Date :	NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)	
Signature : []	N°rue Code postal [] [] [] [] Ville	
IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.	DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER	
	Code Etablissement	Code Guichet
		N° de compte
		Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

« QUEEN MUM »

LA poignée de main rapide et évasive nous avait frappés lors de cette brève rencontre dans le paddock d'Ascot, avant le Prix du roi George VI et de la reine Elizabeth. Frêle,

d'une taille que n'avaient pas allongée les ans, très voûtée, se déplaçant difficilement avec une canne, la reine mère faisait son devoir, s'adressant à chacun d'une voix assurée. « *Merci... merci* », nous avait-elle dit, cherchant avec agacement notre nom qui se dérobait. Il est toujours fascinant de voir une légende de près. Or la reine mère Elizabeth, décédée le 30 mars à l'âge de 101 ans, incarnait toute l'histoire du Royaume-Uni au XX^e siècle. Sa mort referme un cycle historique qui a vu défilé, dans un décor fastueux, deux souverains, seize premiers ministres, deux guerres mondiales, l'effondrement du plus grand empire de tous les temps, le retour de l'Angleterre en Europe. A sa naissance, à Londres, le 4 août 1900, la reine Victoria régnait depuis plus de soixante ans !

Si elle n'avait pas été membre de la famille royale, quelle merveilleuse mémorialiste elle aurait pu être ! Mais une légende se doit de conserver sa part d'inconnu et, comme les étoiles, elle ne s'était jamais laissé saisir. Sa dernière interview à la radio date de 1922 ! Ses biographes autorisés avaient dû se contenter d'évoquer le regard azuré, l'élégance naturelle, la délicatesse des manières. Ainsi, dans un portrait élogieux, publié à l'occasion de son centième anniversaire, le *Daily Telegraph* avait constaté, laconique, à propos de sa personnalité qui se dérobait à tous : « *Une résolution d'acier, des opinions tranchées, un sens de l'humour espiègle.* »

Quatrième fille du XIV^e comte de Strathmore, petit aristocrate écossais, et d'une mère au sang huguenot, Elizabeth Angela Marguerite Bowes-Lyon était l'avant-dernier enfant d'une famille très unie de dix membres. Son enfance a été celle des petites filles de son milieu social avant la première guerre mondiale : précepteurs, gouvernantes, cours de musique, d'histoire, de maintien et de langue française. Au cours de la première guerre mondiale, le château familial de Glamis est transformé par ses parents en hôpital pour les grands blessés de la

Espiègle, discrète, conservatrice, la reine mère Elizabeth, décédée le 30 mars, était pour tous les Anglais « Queen Mum », la grand-mère favorite du royaume



La reine mère Elizabeth, à Buckingham Palace, en 1948.

OU LA LÉGENDE D'UN SIÈCLE

bataille des Flandres. La jeune fille aide aux travaux et réconforte les soldats. La paix revenue, elle est une brillante débutante du « *Swinging London* », aux côtés des locomotives mondaines, la future duchesse d'Argyll, Diana Cooper ou les sœurs Mitford. Au cours d'un bal, Elizabeth rencontre le prince Albert, duc d'York, second fils du roi George V, qu'elle épouse après bien des hésitations, en 1923.

DE constitution fragile, bégayant, et maladivement timide, le jeune homme, alors simple officier de marine, est totalement éclipsé dans l'affection du public par son frère aîné, le prince de Galles. Ce dernier est tout ce que son jeune frère « Bertie », personnage foncièrement bienveillant, n'est pas : fringant, non conformiste, tombeur de femmes et arbitre des élégances. Romantique, Elizabeth n'en a cure, car, de l'avis de tous, son mariage avec Albert est une union d'amour. Deux filles voient le jour, Elizabeth en 1926 et Margaret, trois ans plus tard. La nouvelle duchesse d'York impose immédiatement sa personnalité chaleureuse à la cour sans animation de l'austère George V. A la mort du roi, en janvier 1936, Edward VIII monte sur le trône. Le 10 décembre 1936, il abdique, après un règne de trois cent vingt-cinq jours, pour pouvoir épouser Wallis Simpson, une Américaine divorcée, et s'exile en France en prenant le titre de duc de Windsor. Le 12 mai 1937, George VI est couronné avec, à ses côtés, la reine Elizabeth, première consort d'origine britannique depuis quatre siècles. Angoissé de nature, le souverain n'est pas préparé à la tâche, lui qui n'a jamais vu de sa vie un « coffret rouge » renfermant les documents officiels. « *La Couronne fut pour nous intolérable* », avait-elle confié quelques années plus tard à Lady

Longford, la biographe d'Elizabeth II, à propos de cette crise d'abdication qu'elle avait toujours refusé d'évoquer.

Sa formidable popularité, la reine mère la devait d'abord à sa conduite exemplaire pendant la deuxième guerre mondiale. Lors du « blitz » de 1940, bravant les dangers, Lady Courage visite sans relâche, pour remonter le moral de la population et galvaniser son peuple assiégé, les quartiers populaires détruits par les bombardements nazis. Quand Buckingham Palace est gravement endommagé le 8 septembre, la reine émet ce commentaire désormais célèbre : « *Je suis contente que nous ayons été bombardés. Je vais pouvoir regarder les gens de l'East End*

adresse à la nation un message d'affection à l'époque peu protocolaire : « *Je vous recommande notre chère fille : accordez-lui loyauté et dévouement.* » Après le couronnement de la nouvelle souveraine commence une nouvelle tranche de vie de la reine mère, qui quitte Buckingham Palace pour Clarence House, afin de poursuivre sans relâche ses fonctions de représentation et ses activités caritatives. Depuis, la popularité auprès des Britanniques, toutes classes confondues, de celle qui incarnait au sens le plus noble la monarchie n'avait jamais faibli. Elle était jugée moins distante que sa fille Elizabeth II, moins lunatique que Margaret, plus classe que ses petits-enfants tombés au rang des Grimaldi. Elle

Mais, également, les Britanniques avaient apprécié le sens du devoir d'une Windsor qui ne s'était jamais départie de la dignité, de l'abnégation ou du maintien qui séient à une famille royale venue du fond des âges. Jamais elle n'avait essayé de jouer un autre rôle que celui de ses fonctions de représentation, souvent ingrates, et auxquelles elle ne s'était jamais dérobée. A ses yeux, la royauté était « *la profession la plus ardue dont les membres ne peuvent échapper à leur destin* ». Gare, dès lors, à ceux qui renâclent contre les charges qui sont la contrepartie de leurs privilèges et refusent les sacrifices attachés ! Pour avoir sacrifié le devoir sur l'autel de l'amour et provoqué la plus grave crise de la dynastie anglaise, l'ex-Edward VIII avait été poursuivi de sa haine inexpiable. En coulisses, elle avait tout fait pour que sa fille refuse d'octroyer à sa belle-sœur détestée, la duchesse de Windsor, le titre tant convoité de HRH (Son Altesse royale). Cette femme de principes avait fait aussi capoter l'idylle entre la princesse Margaret et l'ancien aide de camp du roi, Peter Townsend. Elle qui n'était pas de haut lignage avait refusé que sa fille fraye avec un roturier en instance de divorce, si bon serviteur de la Couronne fût-il. Enfin, si elle fermait les yeux sur l'adultère du prince Charles, son petit-fils chéri, elle avait toujours refusé de rencontrer l'amie de ce dernier, Camilla Parker-Bowles.

Des courtisans indisciplinés ou indiscrets ont bien tenté de répandre des bruits sur son goût pour le rituel *gin and tonic* bien tassé, sa prédilection pour les valets homosexuels, sa langue de vipère. Mais, en un demi-siècle de veuvage, il n'a jamais rien transpiré de sa vie privée. En aurait-elle eu une ? Personne, même les tabloïds les plus antiroyalistes, ne pouvait le dire. La reine douairière avait également fait sienne la célèbre devise de Kipling, l'un de ses auteurs favoris, « *faire*

face au triomphe et au désastre et traiter de la même manière ces deux imposteurs ». Il en avait résulté le refus d'élever ses deux filles dans du coton et le goût de la vie en plein air dans son domaine écossais, le culte des animaux, en particulier les fameux chiens corgis. Sans oublier les chevaux, passion de la reine. Propriétaire d'une écurie de pur-sang, elle ne laissait à personne le soin de choisir les juments, poulains ou yearlings qui lui avaient assuré tant de victoires aux courses de steeple chase. Même à la fin de sa vie, on ne l'avait jamais entendue se plaindre de sa santé.

ENFIN, comme l'attestait son découvert de quatre millions de livres, révélé par la presse en 1998, la reine mère avait un formidable appétit de vivre. La maigrichonne liste royale ne permettait pas à la châtelaine de quatre demeures richement décorées de régler les salaires d'une cinquantaine d'employés de maison, dont trois valets de pied, trois chauffeurs, cinq cuisiniers. Ses dîners, ses fêtes à l'occasion de l'ouverture de la saison de la chasse à la grouse, le Chelsea Flowers Show, le derby d'Ascot, ou la pêche au saumon faisaient rêver. Par rapport au mode de vie étriqué de sa fille, les ors de Clarence House n'en paraissaient que plus étincelants. Même si, au bout du compte, Elizabeth II était contrainte de payer les factures des fournisseurs sur sa caisse personnelle.

« *Une femme qui n'a jamais travaillé dans sa vie, qui a gaspillé l'argent du contribuable, et qui est tout aussi coupée de la réalité que Marie-Antoinette. Et on affirme qu'à elle seule elle a gagné la guerre !* » : sans aller aussi loin que le journaliste Anthony Holden, antimonarchiste de choc, on pouvait certes reprocher à la « Queen Mum » quelques égarements. A commencer par son soutien à la politique d'apaisement de Chamberlain envers Hitler, très populaire dans les années 1930 auprès des classes supérieures. En 1940, la reine avait manigancé en vain pour tenter d'empêcher la désignation de Winston Churchill (à qui elle n'avait jamais pardonné d'avoir été un inconditionnel de son beau-frère lors de la crise d'abdication) au 10, Downing Street, au profit du pro-allemand Lord Halifax. Certains voyaient dans ce penchant pacifiste le souvenir de son frère adoré, Fergus, mort au front, en 1915.

Les mauvaises langues critiquaient aussi la manière cynique dont elle avait imposé, en 1981, la « *nunuche* » Diana au prince Charles, comme elle aurait choisi une pouliche. Son objectif, alors, était moins d'assurer le bonheur du prince que de barrer la route à Lord Mounbatten qu'elle méprisait pour avoir « *perdu les Indes* ». L'ancien vice-roi bataillait auprès de son neveu pour qu'il choisisse sa petite-fille, mieux préparée, à l'entendre, au rôle de future reine.

La conception traditionnelle de la monarchie faisait de surcroît de cette femme conventionnelle l'archétype des valeurs victorienne. Conservatrice dans l'âme, elle s'était opposée à toute modernisation de l'institution dynastique : le paiement de l'impôt par le chef de l'Etat, l'ouverture de Buckingham Palace au public, le tournage de séries télévisées sur le clan Windsor, l'acceptation des minorités raciales au sein des régiments de gardes royaux. Le « *politiquement correct* » n'était pas sa tasse de thé. Les arts non plus, même si son côté philistin allait de pair avec une certaine ouverture d'esprit, comme l'atteste son grand amour de la poésie. Instinctivement, elle se sentait plaindriée avec le Parti conservateur et ses valeurs. Clarence House appréciait les bonnes manières du patricien Alec Douglas Home, tout comme la détermination de la petite bourgeoise Margaret Thatcher. En revanche, elle tenait les travaillistes Attlee, Wilson et Callaghan pour responsables de la perte de l'empire, comme du déclin économique de la Grande-Bretagne. Attachée au maintien des liens avec le Commonwealth, la grande famille d'outre-mer, elle était personnellement opposée, dit-on, à l'adhésion, en 1975, de la Grande-Bretagne au Marché commun.

Mais son euroscepticisme foncier n'empêchait pas la reine mère d'aimer la France profondément. Reçu en audience à Buckingham Palace en 1944, avant son retour en France, de Gaulle lui confiait : « *Madame, le roi et vous avez été les deux seules personnes qui ont su toujours faire preuve de compréhension et d'humanité à mon égard lors de mon exil londonien.* » En souvenir des combats livrés ensemble, elle avait tenu, en 1993, à inaugurer la statue du chef de la France libre, érigée à Carlton Gardens, qui avait été pendant quatre ans son quartier général. Et lors de la finale du Mondial de 1998, la vieille dame avait trinqué à l'annonce de la victoire de la France sur le Brésil, en entonnant *La Marseillaise* !

Marc Roche

« Madame, le roi et vous avez été les deux seules personnes qui ont toujours su faire preuve de compréhension et d'humanité à mon égard lors de mon exil londonien »

CHARLES DE GAULLE

dans les yeux. » Aux pires heures de la bataille d'Angleterre, la reine refuse la demande de Churchill de faire évacuer les enfants royaux au Canada où séjourneront déjà les familles royales parentes de Norvège et du Danemark : « *Les enfants ne peuvent pas partir sans moi, je ne peux pas quitter le roi, et le roi n'abandonnerait jamais le pays.* »

Mais, après la victoire, la santé du roi périclitait. George VI meurt d'un cancer au poumon le 5 février 1952. Dix jours plus tard, en faisant savoir qu'elle veut désormais qu'on l'appelle « reine Elizabeth, reine mère », elle

avait la trempe d'une Thatcher, mais d'un métal plus chaud. Au fil des ans, la « Queen Mum » était devenue la grand-mère favorite du royaume, une figure à la fois maternelle et dure qui s'adressait à quelque chose de profond chez les Anglais. Pétrie de nostalgie, Albion est friande de ce monde de mamies suspendu à une tasse de thé, aux mots croisés du *Times*, aux matous et aux discussions sur la météo. Images indissociables de l'après-guerre, avec ce côté kitsch des films aigres-doux tournés dans les studios d'Ealing.

L'Etat, enjeu central de la présidentielle Pour un référendum sur le nucléaire

par Alain Touraine

On peut analyser une campagne en étudiant les discours des candidats, les résultats des sondages et les demandes présentées par les diverses catégories d'électeurs. Mais on peut aussi procéder de manière inverse, chercher la ou les questions qui se posent au pays et considérer les discours des candidats comme des réponses à ces questions, dites ou écrites nulle part, mais au centre des débats. Cette démarche semble dangereuse car chacun peut désigner ce qu'il estime être la question centrale, alors qu'elle ne l'est pas pour la majorité de la population. Mais il s'agit de trouver la ou les questions centrales qui permettent de faire émerger, du tohu-bohu de la campagne, un débat général cohérent, un enjeu central.

Bon nombre nomment comme central le thème de la nation contre l'Europe et le monde, de la défense de la volonté nationale contre la globalisation. Mais le thème de la souveraineté n'est central que pour, au maximum, 20 % des électeurs, car il n'est pas central pour tous les électeurs de Le Pen, même s'il définit mieux l'électorat de Chevènement. Et, surtout, il ne s'agit pas ici d'un choix réel : qui propose de sortir de l'Union européenne, même partiellement, à l'anglaise ? Qui propose le retour au protectionnisme ? Le thème « souverainiste » est important, mais il reste secondaire dans une économie déjà internationalisée et une Europe déjà construite.

Le thème de l'insécurité et de la criminalité croissantes occupe une place importante dans les préoccupations de tous, mais c'est pour une raison inverse qu'il n'est pas central. Parce que tout le monde y fait appel, et presque dans les mêmes termes. Celui qui ne le mentionnerait pas perdrait ses chances, mais il ne suffit pas à un candidat d'en souligner l'importance pour accroître les siennes. Une troisième fausse hypothèse est celle qui voit dans la campagne l'affrontement de la droite et de la gauche. Simple parce que ce n'est pas une réponse. Nous sentons bien que cette opposition a un sens, mais dites-nous lequel avant que nous puissions en discuter.

Je crois que l'enjeu central de cette campagne présidentielle, comme de toutes les grandes campagnes politiques européennes, est de rejeter les anciens modes d'intervention de l'Etat pour en proposer de nouveaux. A cette question, il y a donc trois et non

pas deux positions possibles : 1) défendre les anciennes formes d'intervention de l'Etat ; 2) adopter un libéralisme qui limite le plus possible le rôle de l'Etat ; 3) refuser à la fois la vieille économie administrée et le libéralisme extrême des formes de contrôle de l'économie par le politique et opter pour la recherche de ce que doivent être les nouvelles formes d'intervention de l'Etat.

Les deux premières réponses sont artificielles. Certes, la défense du « secteur public » au nom du « service public » mobilise encore, car elle correspond aux intérêts de catégories nombreuses. Mais qui croit vraiment que la France doit maintenir dans ses formes actuelles le rôle de l'Etat ? On peut défendre les réussites de la SNCF ou d'EDF, mais il est trop tard pour défendre la plupart des activités qui ont été gérées par l'Etat et qui sont déjà privatisées ou qui cherchent des chemins pour avoir accès aux marchés

Comment concilier le maintien d'une partie des institutions publiques (Sécurité sociale en particulier) avec l'acceptation élargie des lois du marché ?

internationaux. La majorité des électeurs n'envisagent certainement pas de mettre en cause la laïcité ou le rôle central joué par l'école publique dans l'enseignement, mais beaucoup souffrent de l'immobilité du système scolaire, de la mauvaise gestion des hôpitaux et du nombre excessif des administrations territoriales. Ces réponses ambivalentes sont les plus intéressantes, car elles sont probablement les plus nombreuses. Quant au libéralisme extrême, il ne peut être qu'imaginaire dans un pays où l'Etat gère la moitié du produit national et où le candidat qui proposerait le démantèlement de la Sécurité sociale serait immédiatement éliminé.

Essayons donc de définir ce que doivent être les « nouvelles formes d'intervention de l'Etat » et par conséquent de situer précisément le centre de la campagne. Trois principes sont suffisants pour y parvenir :

1) Les interventions publiques doivent diminuer l'inégalité. Demande exigeante qui semble évidente, mais dont nous savons qu'elle ne l'est pas puisque, de

Pierre Bourdieu à François Dubet, des générations de sociologues ont démontré que l'école ne réduisait pas l'inégalité et, au contraire, l'augmentait de bien des manières. Dans le même esprit, il est clair pour tous que l'inégalité des chances entre femmes et hommes et en défaveur des handicapés n'a pas été suffisamment combattue.

2) Les objectifs sociaux et les buts économiques de l'Etat doivent être de plus en plus liés les uns aux autres, au nom de la constatation admise par tous les économistes et le mieux formulée par le Prix Nobel Robert Solow : plus une société est avancée et plus les facteurs non économiques de la croissance économique y sont importants. Ce qui peut être dit concrètement : le problème qui sera central pendant les décennies qui viennent est celui de l'éducation, puisque le niveau d'instruction détermine la quantité et la qualité des choix offerts à chacun. De manière plus générale, toute

re aux questions : que faut-il conserver des anciennes interventions de l'Etat, qui vont de l'impôt progressif sur le revenu à la défense des droits sociaux et culturels ? Quels sont les domaines de la vie collective et individuelle qui ne doivent pas être gérés par le marché ? Quelles sont les nouvelles

ALAIN TOURAINE est sociologue.

priorités à assigner aux interventions publiques ?

Il semble aisé de répondre de telles questions. En revanche, il est difficile de combiner de manière cohérente et réaliste les réponses apportées à chacune des grandes questions posées : comment concilier le maintien d'une partie des institutions publiques (Sécurité sociale en particulier) avec l'acceptation élargie des lois du marché et aussi avec le renforcement des interventions publiques dans de nouveaux domaines ? La démarche proposée ici permet-elle de situer les thèmes centraux de la campagne qui s'ouvre ? Non seulement je le crois, mais je pense que la victoire ne peut pas revenir à un candidat qui se placerait hors de l'espace politique qui vient d'être dessiné.

La question que j'ai formulée se pose à tous les candidats, au moins à tous ceux qui ont une chance de gagner l'élection. Mais il est absurde de penser que toutes les réponses se valent. Elle se pose aussi, je le répète, à tous les pays de l'Union européenne, à Blair comme à Schröder, à Aznar comme à Berlusconi, bien qu'elle ne corresponde au discours d'aucun d'entre eux.

Le propre de la situation française est que, dans cette campagne, il n'existe qu'un discours et qu'une équipe : ceux du PS ; car à droite, autour de Jacques Chirac, c'est encore la nuit et le silence. Mais le PS a tenu dans le passé tant de discours divers ou opposés que rien ne garantit qu'il choisira celui qui répond à la question posée à la France. S'il le choisit, il gouvernera longtemps et bien. S'il tient un autre langage ou plusieurs autres à la fois, c'est Jacques Chirac qu'on écouterait, et peut-être même ses mots seront-ils moins éloignés de la question posée que ceux des socialistes ; mais son discours est encore très éloigné de l'enjeu central. Et si le résultat des élections dépendait de Jean-Pierre Chevènement, qui, par nationalisme, refuse de se poser les questions que toute l'Europe se pose, la France s'enfoncerait dans la confusion politique et la paralysie sociale.

voire de plusieurs siècles. Investir à cette échelle, c'est hypothéquer l'avenir d'une façon égoïste et irresponsable.

De nombreux organismes de recherche et de conseils en énergie ont conclu qu'en tenant compte des frais réels le nucléaire est beaucoup plus coûteux (et hasardeux) que tous les autres modes de production d'électricité (www.mmi.org). Les estimations réalistes du coût du kilowatt-heure (intégrant les frais de démantèlement des réacteurs et de la gestion des déchets) découragent les compagnies privées. De surcroît, les compagnies d'assurances refusent

Tchernobyl et aussi les mensonges des agences officielles (voir www.criirad.com) ont joué un rôle considérable dans la levée de boucliers et la résistance psychologique du public face à un retour du nucléaire. En 1999, une enquête d'opinion Ipsos pour l'hebdomadaire *L'Express* dans les quatre grands Etats membres de l'Union européenne dotés de centrales nucléaires montre que près de la moitié des citoyens s'opposent à tout développement tandis qu'un tiers prônent l'abandon total de cette filière. L'Espagne décrète un moratoire sur le nucléaire en 1984, renouvelé en 1992. L'Autriche abandonne le nucléaire en 1987 et l'Allemagne en 1989. Les Etats-Unis n'ont pas construit de réacteur depuis 1979, même si Bush et Cheney en reparlent du bout des lèvres.

En conclusion, l'énergie nucléaire n'a vraisemblablement pas d'avenir (sauf peut-être du côté de la fusion contrôlée, dont la réalisation semble encore bien hypothétique...). L'internationalisation des groupes énergétiques, l'ouverture à la concurrence et à l'environnement donnent maintenant toutes leurs chances aux énergies renouvelables qui, selon un rapport de l'ONU, pourraient fournir en 2055 plus de 50 % des besoins énergétiques de la planète, sans polluer l'atmosphère de gaz et le sol de déchets nucléaires. Et surtout sans hypothéquer l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.

Hubert Reeves

Pour un référendum sur le nucléaire

par Noël Mamère

U cours du quinquennat à venir, le futur président de la République et sa majorité parlementaire auront la lourde responsabilité de dessiner la stratégie énergétique de la France pour le demi-siècle qui vient. Et pourtant, si je n'avais pas mis les pieds dans le plat, si je n'avais pas posé clairement la question de l'avenir du nucléaire, les rendez-vous électoraux nationaux de cette année auraient pu se dérouler sans que les Français soient informés de cet enjeu majeur. De fait, cette situation ne dérange pas la plupart des candidats. Ils se sont toujours satisfaits de l'opacité qui entoure depuis trente années cette industrie où les décisions sont monopolisées par les techniciens, les industriels et des élus liés au lobby nucléaire ; où les mêmes fonctionnaires mélangent allègrement les fonctions de contrôleur et de contrôlé.

Cette exception française stupéfie nos voisins européens, qui ont fait des grands choix énergétiques l'objet de vrais débats démocratiques. Voilà pourquoi j'ai choisi de placer le débat nucléaire au cœur de la campagne, en proposant qu'un référendum pour une sortie progressive du nucléaire soit organisé au cours du prochain quinquennat. A l'instar des décisions prises récemment par nos voisins allemands et belges. Il est temps de tirer les conséquences de l'impasse où nous a conduits le tout-nucléaire et de dire que cette industrie est dangereuse, incapable de gérer ses propres déchets et coûteuse pour l'économie française.

La plupart des candidats se sont toujours satisfaits de l'opacité qui entoure depuis trente années cette industrie

Le nucléaire est dangereux. Les victimes françaises de l'accident de Tchernobyl viennent de nous le rappeler : le nuage ne s'est pas arrêté aux frontières de la France et le mensonge nucléaire français a laissé sans protection la population désinformée. Certes, le parc français est plus sûr que celui de la défunte Union soviétique, mais il vieillit : les incidents s'accroissent, les transports de matières radioactives se multiplient et la vulnérabilité a été multipliée par cent depuis les événements du 11 septembre. Un avion de ligne s'écrasant sur le site de la Hague provoquerait une effroyable catastrophe équivalente à 80 Tchernobyl. Quelle société peut accepter un tel risque, même pour une hypothétique indépendance énergétique ?

Le nucléaire est incapable de gérer ses déchets. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes d'une technologie dite « de pointe » que de produire depuis trente ans des tonnes de déchets radioactifs sans avoir la moindre solution pour les traiter. Ces déchets s'accumulent et envahissent les sites de stockage. Quand la baignoire déborde, la priorité est de fermer le robinet : la meilleure façon de régler le problème des déchets nucléaires est d'arrêter d'en produire.

Le nucléaire est coûteux pour l'économie française. Le coût officiel du kilowatt-heure fait l'impasse sur le coût de la recherche publique, sur le démantèlement des installations, sur le risque lié à l'éventualité d'un accident majeur et sur la gestion des déchets pendant les centaines de milliers d'années durant lesquelles ils constitueront une menace pour l'humanité. En monopolisant les crédits de recherche, la mono-énergie nucléaire fait prendre à la France un retard considérable sur les énergies d'avenir. La schizophrénie des ministres des

finances, de droite comme de gauche, défenseurs tant du libre marché que du monopole nucléaire à forte capitalisation étatique, constitue un lourd handicap pour l'économie française. Comme jadis l'impasse de la France dans le domaine de la micro-informatique. Les velléités de privatisation d'EDF n'arrange-

NOËL MAMÈRE est le candidat des Verts à la présidence de la République.

raient rien. Parce qu'ils sont attachés au service public, les Verts préconisent au contraire la rénovation d'EDF, en impliquant les usagers à tous les niveaux de décision et en introduisant des clauses sociales et environnementales dans la politique de l'entreprise.

Mais si on abandonne progressivement le nucléaire, par quoi le remplacer ? Non par la bougie, comme le prétendent les idéologues du nucléaire, insultant par là même tous les pays qui s'en passent, mais par une véritable stratégie énergétique, basée sur le scénario le plus écologique. Celui que retiennent Jean-Michel Charpin, le président du Commissariat du Plan, René Pellat, le haut-commissaire à l'énergie atomique, et Benjamin Dessus, le directeur du programme Ecovivax au CNRS, qui combine trois pistes de solutions :

1. La priorité doit aller à la lutte contre le gaspillage énergétique. Isolation thermique, limitation du chauffage électrique, éclairage basse consommation, amélioration des appareils électroménagers... Le potentiel est gigantesque ;

2. La seconde ressource mobilisable est constituée par les énergies propres et renouvelables (éolien, solaire, biomasse, géothermie, etc.). Chez nos voisins scandinaves, allemands, espagnols, il se met en place chaque année l'équivalent de 1 à 2 réacteurs dans la seule énergie éolienne. A coût comparable, en créant 5 à 6 fois plus d'emplois. Faire le choix nucléaire, ce serait renoncer à 100 000 emplois en vingt ans.

3. Enfin, les centrales à cycle combiné au gaz complètent ce scénario énergétique alternatif, qui rend crédible la sortie progressive du nucléaire. Cette démonstration ne serait pas complète sans réponses aux trois principaux lieux communs avancés par les nucléocrates.

Le nucléaire serait la solution à l'effet de serre ? Il n'en est rien. La lutte contre l'accroissement de nos émissions de gaz passe par un transfert massif du transport de personnes et de marchandises de la route (responsable de 40 % des émissions) au rail. C'est la condition nécessaire au respect des engagements internationaux de la France. Le nucléaire n'y a aucune part.

Le nucléaire garantirait l'indépendance énergétique nationale ? Faux. Outre que ce concept est éminemment contestable (l'interdépendance n'est-elle pas le meilleur garant de la solidarité planétaire ?), c'est encore dans le domaine des transports qu'il devrait prioritairement s'appliquer, tant la dépendance pétrolière est considérable. Plutôt que de construire une ligne Maginot nucléaire, investissons massivement contre le gaspillage énergétique et dans la gouvernance mondiale.

Arrêter le nucléaire supprimerait des milliers d'emplois ? Je l'ai dit plus haut : les économies et les énergies renouvelables sont beaucoup plus créatrices d'emplois. Pour autant, le nucléaire ne doit pas être la sidérurgie du XXI^e siècle. La politique de l'autruche pro-nucléaire est suicidaire. C'est pourquoi je propose que soit organisée une vaste table ronde, impliquant les entreprises, les syndicats du nucléaire et les élus locaux des sites nucléaires, afin d'anticiper la reconversion industrielle majeure des vingt prochaines années. Non, les Verts ne sont pas des idéologues. En proposant une sortie programmée du nucléaire, en demandant l'abandon du programme EPR et du retraitement des déchets, ils offrent au contraire à la France l'opportunité d'engager un développement durable et responsable.

L'énergie nucléaire a-t-elle un avenir ?

Suite de la première page

Ceux-ci épuiseraient les réserves mondiales en moins de cinq ans et produiraient annuellement 150 000 tonnes de déchets radioactifs dont 1 500 tonnes de plutonium. Or les Etats-Unis ont déjà d'énormes difficultés à caser leurs quelques milliers de tonnes de déchets.

De plus, ce surcroît de la puissance nucléaire serait largement inutile dans la mesure où environ le quart de la dépense énergétique concerne le transport routier (voitures, camions, autobus), pour lequel la combustion du pétrole est indispensable. Un autre quart sert au chauffage. Ici l'énergie nucléaire est utilisable (« chauffage tout électrique »), mais au prix d'un énorme gaspillage, inacceptable à une époque où les économies d'énergie sont un objectif de haute priorité. En fait, selon les évaluations les plus optimistes, l'énergie nucléaire ne devrait pas fournir plus de 10 % de l'énergie consommée en 2025. Sa contribution à réduire l'effet de serre restera négligeable. De plus, selon un rapport de la Commission européenne, les pays de cette Communauté ne possèdent que 2 % des réserves mondiales. Qui peut parler d'indépendance énergétique ?

L'accumulation des déchets est un problème majeur du nucléaire. Ils s'élèvent à des centaines de milliers

de tonnes déposées dans des lieux où on ne sait pas encore comment les traiter. Une solution possible se profile aujourd'hui : l'irradiation par des flux de protons, à un coût inconnu, mais certainement très élevé. Ce projet ne se réalisera vraisemblablement pas avant plusieurs décennies. Le démantèlement des réacteurs après leur arrêt définitif est à la fois long et coûteux. Il s'étalera sur plusieurs décennies. Le coût total de la

L'internationalisation des groupes énergétiques, l'ouverture à la concurrence et à l'environnement donnent maintenant toutes leurs chances aux énergies renouvelables

mise à l'arrêt définitif de Superphénix est estimé à 2,4 milliards d'euros.

L'Argentine est passée d'un état de prospérité enviable au début du XX^e siècle à une catastrophe financière aujourd'hui. Imaginons que, comme la France, ce pays ait la gestion de plusieurs dizaines de réacteurs nucléaires... Où trouverait-il l'argent pour les démanteler ? Aucun pays ne peut être assuré d'une stabilité financière de plusieurs décennies,

d'assurer les réacteurs. D'où un fait hautement significatif : partout où existe un marché compétitif de l'énergie, aucun pays n'investit dans le nucléaire. Seuls les pays à monopole (la France, le Japon et quelques autres) continuent dans cette voie. Résultat : l'énergie totale émise par les réacteurs n'a pas augmenté de plus de 6 % pendant les dix dernières années (moins de 1 % par année).

Le Monde
ÉDITORIAL

Le choix de l'Ukraine

LES élections législatives qui viennent de se dérouler en Ukraine, les troisièmes depuis la chute de l'URSS, sont les dernières avant l'élargissement à l'est de l'Union européenne. La frontière de l'Europe se situera bientôt à quelques kilomètres de Lvov. Les Ukrainiens craignent cette coupure, avec toutes les formalités de visas et de contrôles qu'elle impliquera. Ils se sentent liés à Varsovie, par des échanges économiques, mais aussi, pour ces régions de tradition uniate, annexées tardivement par Staline, par le sentiment confus d'une appartenance commune à l'Europe centrale. Ils savent aussi que leur dialogue avec Moscou sera déterminant.

Ceux qui, aux Etats-Unis, prônaient l'idée de consolider l'Ukraine comme contrepoids, comme Etat-tampon bloquant les appétits d'empire russes, ont sans doute perdu leur élan initial. L'Ukraine a déçu. Le président Leonid Kouchma a déçu. Son régime s'est enlisé dans les intimidations d'opposants, les attaques contre la liberté de la presse, la corruption. A ce jour, la lumière n'a toujours pas été faite sur les circonstances de l'assassinat du journaliste Georgui Gongadze, dont le corps décapité a été retrouvé en novembre 2000 dans une forêt au sud de Kiev. D'autres accusations ont surgi contre M. Kouchma : ventes d'armes illégales à l'Irak, complicité avec un ancien premier ministre emprisonné aux Etats-Unis pour blanchiment d'argent.

Dans cette ambiance délétère de régime aux abois, le président Kouchma a trouvé le

salut en la personne de Vladimir Poutine. Jamais sans doute, depuis la fin du régime soviétique, les médias russes n'avaient autant vanté l'amitié éternelle entre les Républiques slaves. Moscou a cessé de menacer de contourner l'Ukraine pour la construction d'une nouvelle branche de son gazoduc reliant l'Ukraine à l'Europe occidentale. L'Ukraine « restera un pays de transit » pour les hydrocarbures russes, s'est réjoui M. Kouchma. Quatre millions et demi d'Ukrainiens vivent en Russie, onze millions de Russes vivent en Ukraine, a pour sa part souligné M. Poutine. Dans l'extraction, la métallurgie, l'énergie, les grandes sociétés russes ont jeté leur dévolu sur l'Ukraine. Un frémissement économique s'est produit : un PIB en croissance, une inflation maîtrisée.

L'étape suivante, pour Vladimir Poutine, sera-t-elle une forme d'union politique ? Une façon d'effacer, par un geste fort, les reculs russes enregistrés ailleurs dans l'ex-URSS, en Asie centrale, en Géorgie ? Le choix de l'Ukraine reste ouvert. Il y a fort à parier que ses dirigeants continuent d'entretenir l'ambiguïté, celle des désirs d'Europe et celle des tropismes russes. En matière de droits de l'homme, M. Kouchma se sent assurément plus à l'aise avec M. Poutine qu'avec des dirigeants occidentaux.

Mais pour les Ukrainiens, pour les frères surtout, il reste une évidence rarement formulée publiquement : tant que l'indépendance perdurera, leurs fils ne seront pas envoyés à la guerre dans un lointain Caucase.

Lionel Jospin a déçu la gauche associative

LE MOMENT serait venu. Après des mois de refus d'endosser une vieille revendication de la gauche, le droit de vote des étrangers aux élections locales, Lionel Jospin s'est laissé convaincre par le PS qu'il y avait urgence à inscrire cette proposition dans son programme présidentiel. A entendre les hiérarques socialistes quelques minutes avant le discours de Lionel Jospin présentant son programme, lundi 18 mars à l'Atelier, son QG de campagne, le candidat socialiste aurait opéré une minirévolution « après une âpre bataille ». « Je proposerai le droit de vote des étrangers, régulièrement installés sur notre sol depuis cinq ans, aux élections locales », expliquait M. Jospin.

L'effort risque de ne pas suffire à amener ceux qu'on a appelés la « gauche morale » à soutenir le candidat socialiste. Cette gauche morale, essentiellement constituée de responsables associatifs, d'artistes, de jeunes cinéastes de la nouvelle vague, s'était mobilisée en 1996 contre la loi Debré, en signant massivement l'« Appel à la désobéissance civile », se retrouvant aux côtés des sans-papiers occupant l'église Saint-Bernard. Les mêmes avaient interpellé les partis de la gauche plurielle dans un appel « Nous sommes la gauche » avant de contribuer largement à sa victoire lors des législatives de juin 1997. Cinq ans plus tard, la plupart des personnalités qui avaient soutenu les sans-papiers boudent le comité de soutien de Lionel Jospin. Les cinéastes de la nouvelle vague en sont même remarquablement absents.

LES SANS-PAPIERS

« Déception » et « désillusion ». Les deux mots résument l'état d'esprit de cette gauche associative investie sur les questions d'immigration. Les uns assument ouvertement un vote radical au premier tour ou une abstention. Les autres disent ne pas savoir et franchement hésiter. « Je me sens tout à fait volé », dit l'anthropologue Emmanuel Terray. « Ça ne passe plus », confirme Stéphane

Maugendre, vice-président du Groupe d'information et de soutien aux immigrés (Gisti). « Ce gouvernement n'a pas fait pire que les autres mais n'a pas changé de cap dans le traitement policier de l'immigration. Au fond, les socialistes sont passés à côté du débat politique permettant d'insuffler une autre logique », résume Michel Tubiana, président de la Ligue des droits de l'homme. Pour ces militants, les renoncements et les silences du gouvernement comme du PS – ou ce qu'ils perçoivent comme tels – ont creusé le fossé qui sépare désormais la gauche morale de la gauche au pouvoir.

Deux grandes questions ont marqué à leurs yeux les reculs de la gauche. La première fut les sans-papiers. Si le candidat Jospin ne s'était jamais engagé à régulariser tous les sans-papiers comme le réclamaient les associations, il s'était prononcé – trop rapidement ? – pour l'« abrogation des lois Pasqua-Debré » lors d'un meeting des jeunes socialistes au Zénith le 15 mai 1997. Plus tard, il parlera d'« une solution juste et humaine » pour ces clandestins. « On s'est dit que peut-être on allait arriver à quelque chose. Même si le gouvernement n'allait pas régulariser tous les sans-papiers, il allait faire un gros effort en reprenant les critères mis en avant par tous les collectifs », se souvient Stéphane Maugendre. Puis vint le temps de la régularisation et du vote de la loi Chevènement, en mai 1998, qui marqua le début de la casure avec les associations. La loi Chevènement a assoupli certains critères mais a maintenu le cadre général de la loi Pasqua.

L'incompréhension est alors totale. Pour le gouvernement et le PS, pas de doute : la régularisation de près de 85 000 étrangers en situation irrégulière et l'application de la loi Chevènement ont apaisé les polémiques. Les associations parlent, elles, d'une « usine à gaz ingérable » et d'une « nouvelle fabrique de sans-papiers ». Des chiffres sont brandis : près de 70 000 sans-papiers vivent dans la clandestinité. Pire, en rechignant à appli-

quer les textes, les préfetures en créeraient chaque jour de nouveaux. « Il n'y a pas eu de volonté politique de faire appliquer la loi », constate Gérard Tcholakian du Syndicat des avocats de France (SAF). Les fonctionnaires des préfetures, pour la plupart en poste depuis des années, ont été formés dans une logique de suspicion et de fermeture : les quelques ouvertures contenues dans la loi, comme la disposition qui reconnaît un droit au séjour après dix ans de présence, ne sont que très peu appliquées, selon les pointages des associations. Le stock des sans-papiers s'est donc reconstitué. Pour Lionel Jospin, comme il l'avait vertement rappelé à Dominique Voynet en 1998, le dossier est classé.

LA DOUBLE PEINE

C'est ensuite la double peine qui prend le relais des déceptions. *Histoires de vies brisées*, le film de Bertrand Tavernier, ancien signataire contre la loi Debré, est venu remobiliser les soutiens de la gauche associative. Un peu partout en France, les soirées de projection font salle comble depuis des mois. Avec ces simples témoignages d'étrangers durablement installés et menacés d'une expulsion à la suite d'une condamnation pénale, le réalisateur montre comment des dizaines de milliers de familles sont percutées par ce bannissement. Quelque dix-sept mille peines complémentaires d'interdiction du territoire français (ITF) sont prononcées chaque année par les tribunaux.

Pourtant, en 1998, le cabinet d'Elisabeth Guigou, alors garde des sceaux, avait réuni les associations et les syndicats pour tenter de trouver une solution au dossier. La magistrate Christine Chanut, mandatée par la ministre, avait préconisé « l'interdiction absolue » des interdictions du territoire à l'encontre des étrangers ayant vécu et ayant été scolarisés en France depuis au moins l'âge de six ans. Un an plus tard, c'est dans le même esprit que la ministre envoyait une circulaire aux parquetiers. Le texte est resté lettre morte : selon le SAF, les parquets continuent de requérir autant d'ITF contre les étrangers qu'auparavant. Quant à la réforme législative pour supprimer la double peine, le Parti socialiste l'a bien inscrite dans son programme, mais le candidat Jospin ne l'a pas reprise dans ses propositions. « Il suffirait d'un peu de courage politique », admet Malek Boutih de SOS-Racisme. « Les uns après les autres, les responsables du PS m'appellent pour me dire qu'ils sont contre la double peine et qu'ils vont en parler à Lionel », remarque Bertrand Tavernier.

Reste la revendication du droit de vote. Paradoxalement, sa reprise aujourd'hui par le candidat socialiste inspire plus de méfiance que d'espoir. Voilà vingt ans que la gauche le promet, rappelle en chœur les associations. A leurs yeux, le gouvernement a eu tout le loisir de faire voter la proposition de loi des Verts ; mais en refusant de l'inscrire à l'ordre du jour du Sénat, Lionel Jospin n'a pas voulu endosser une telle réforme. « Pour les socialistes, ce n'est jamais le moment. Et ses avancées sont toujours timides et très calculées », remarque Nabil Azouz, du collectif Un(e) résident(e), une voix. Adeline Azan, secrétaire nationale aux questions de société, reconnaît que, sur cette question, « ça achoppe ». Du coup, Jean-Christophe Cambadélis a fixé, pour le PS, rendez-vous avec la gauche associative. Comme il l'avait fait en 1997. Mais avec des partenaires qui, cette fois, ne veulent plus s'en laisser conter.

Sylvia Zappi

Caricature ? PAR PANCHO



L'Amérique tentée par le protectionnisme

ET si la puissance commerciale américaine refermait ses portes, qui en souffrirait le plus : les Etats-Unis ou l'Europe ? Un tel scénario est peu probable, mais l'addition d'un président s'intéressant peu à l'économie internationale, d'une population devenue très nationaliste et d'un climat économique incertain fait que la question mérite d'être posée.

Globalement, les Etats-Unis sont bien moins dépendants du commerce international que ne l'est l'Europe : celui-ci contribue pour 10 % à peine au revenu américain, alors que les exportations apportent en gros la moitié de la production annuelle de pays comme la Belgique, l'Irlande, les Pays-Bas, la Suède, l'Irlande, le tiers de celle de l'Allemagne, le quart de celles de la Grande-Bretagne et de la France.

Mais un regain de protectionnisme, sous forme de quotas ou de taxes à l'entrée prohibitives, pourrait beaucoup nuire aux Etats-Unis. D'abord parce que le déficit de sa balance des paiements courants, qui inclut les échanges de marchandises, n'a jamais été aussi élevé (450 milliards de dollars). Tant que le reste du monde accepte de le financer, par le biais des marchés financiers et des investissements directs dans le pays, Washington peut se permettre d'en ignorer le poids. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui anticipent une baisse prononcée du dollar, actuellement jugé surévalué. Le potentiel de hausse de l'euro, annoncé de longue date par les autorités monétai-

res européennes, finirait enfin par se réaliser – et, peut-être, par orienter le flux des capitaux dans l'autre sens... Le taux d'épargne des ménages américains est actuellement négatif, pour la première fois depuis les années 1930. Or si les étrangers non plus n'apportent plus de fonds, les Américains eux-mêmes devront le faire. Leur consommation diminuera, phénomène tant redouté depuis le 11 septembre, qui pourrait compromettre la reprise économique aujourd'hui perceptible. Moins sollicitées, les entreprises réduiraient leur offre, contractant ainsi la production américaine.

COMME LA FRANCE

Les Etats-Unis sont aussi engagés dans leur propre zone commerciale, l'Aléna, avec le Canada et le Mexique, et promettent de former d'ici à 2005 un grand marché des Amériques reliant les deux hémisphères. Si la piste protectionniste était suivie, ce serait presque sûrement en violation de ces accords. Les taxes sur l'acier récemment décidées par la Maison Blanche nuisent déjà grandement au Brésil, pourtant partie prenante de l'unification commerciale du continent. Ailleurs, plusieurs pays émergents ont déjà protesté contre les mesures sur l'acier, dont la Russie et la Chine. Leurs ventes à l'étranger, composées pour plus de moitié par le textile et les produits agricoles, sont nettement moins diversifiées que celles de l'Europe.

« Les Etats-Unis sont actuellement

le marché le plus ouvert du monde », rappelle légitimement Joe Quilman, économiste de la firme américaine Morgan Stanley. Selon lui, l'épisode de l'acier restera isolé et un regain de protectionnisme ne réduirait pas les déficits commerciaux, parce qu'une diminution des importations provoquerait aussi une contraction des ventes à l'étranger. Pour Antoine Boué, spécialiste du commerce international au Cepii, les Etats-Unis ont toujours été protectionnistes, tout comme d'autres pays, y compris la France. D'ordinaire, ils préfèrent durcir les normes fixées sur les produits importés plutôt que d'alourdir les droits de douane, contournant ainsi, sans les violer, les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Grande-Bretagne, en revanche, prône ardemment le libre-échange, et le célèbre magazine *The Economist* abonde, dans son édition du 2 mars, d'adjectifs négatifs pour qualifier l'« idée pourrie », le « désastre » de l'action américaine sur l'acier.

S'il devait confirmer son repli sur soi, l'Etat américain ne s'effondrerait pas : ses ressources matérielles et financières sont de loin suffisantes pour lui éviter une faillite « à l'Argentine ». Il devrait « juste » se satisfaire d'une économie « normale » – celle qui doit corriger ses déséquilibres financiers si elle ne veut pas voir s'appauvrir sa population, donc diminuer sa puissance interne et internationale. Mais, à terme, toutes les parties seraient perdantes. La valeur des échanges

commerciaux internationaux est déjà telle, plus de 12 000 milliards de dollars (10 200 milliards d'euros), qu'un participant aussi important que les Etats-Unis ne pourrait se retirer sans déstabiliser les autres. Vers qui s'orienteraient par exemple les productions du monde en développement ? Les pays d'Asie, qui exportent toujours plus qu'ils n'importent, chercheraient tout naturellement à écouler ailleurs ce qu'ils ne peuvent plus vendre aux Etats-Unis. Il n'est pas sûr que les frontières relativement nouvelles de l'Union européenne résisteraient au choc.

Américains, Européens, tous dénoncent donc les risques du jeu « loose-loose » (perdant-perdant) issu d'un regain de protectionnisme. A court terme, si plusieurs autres mesures de protection étaient décidées, Washington pourrait gagner sur l'Europe et les pays en développement ; avec des droits d'importation plus élevés, la production intérieure de l'Amérique serait dopée. Mais les entreprises américaines protesteraient vite, comme les constructeurs automobiles devant payer plus cher l'acier *made in USA*. A plus long terme, les mesures de rétorsion, sous forme de taxations européennes renchériées, seraient nuisibles à tous, souligne Michel Didier, directeur de l'institut de conjoncture Rexecode. Et d'ajouter que le « vainqueur », en pareil cas, serait peut-être le moins désorganisé, donc les Etats-Unis.

François Lazare

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Housard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

1 Cohabitation : la confusion des pouvoirs.

2 Laïcité : une passion française.

3 Les Clés de l'info. Toute l'actualité du mois.

Numéro d'avril - 16 pages - 2 €

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedexLe Monde
SOCIÉTÉ EDITRICE DU MONDEPrésident-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corne21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

ENTREPRISES

CONSOMMATION

Pour 60 % des Français de 18 à 60 ans, **PÂQUES ÉVOQUE LE CHOCOLAT** plus que la fête religieuse, indique la Sofres. Pour les **PME** du secteur chocolatier, comme l'entreprise Jacquot de Troyes, le chiffre d'affaires

de l'année se joue à cette occasion. Les **MULTINATIONALES** sont moins sensibles aux fêtes de Pâques ou de Noël grâce à la vente permanente de barres chocolatées, à grand renfort de publicité. Toutes s'effor-

cent de se positionner sur des produits haut de gamme pour augmenter leur marge, face à une consommation qui stagne. Avant l'entrée en vigueur d'une **DIRECTIVE EUROPÉENNE** qui permettra d'in-

troire **JUSQU'À 5 % DE GRAISSE VÉGÉTALE** à la place du traditionnel beurre de cacao, à partir d'août 2003, les industriels assurent qu'ils ne privilégieront pas la baisse de qualité au profit de la rentabilité.

Sur un marché français saturé, les chocolatiers diversifient leur offre

Les multinationales qui dominent le secteur et les quelque 80 PME françaises qui résistent jouent sur le marketing, le luxe et l'exportation pour vendre des produits à plus forte marge. Elles veulent maintenir la qualité de leur production, même avec des normes européennes plus souples

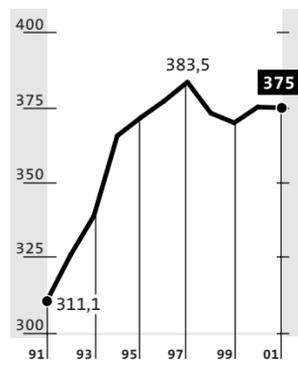
LES FRANÇAIS seraient-ils au bord de la crise de foie ? Depuis cinq ans, la consommation de chocolat n'augmente plus. Sept kilos par personne et par an. A plusieurs tablettes des Allemands, champions du monde avec plus de 9 kilos. Signe qui ne trompe pas : les ventes de décembre, traditionnellement les plus importantes de l'année, ont chuté de 3 % en 2001 dans la grande distribution. Le chocolat, consommé chaque jour par 17 millions de Français, perdrait-il de son attrait face à une offre de biscuits et de bonbons de plus en plus concurrentielle ?

Première certitude, les Français ne devraient jamais rattraper leurs voisins nordiques. « *En Europe du Nord, le chocolat est considéré comme un aliment de consommation courante, tandis qu'en France il reste un aliment de fête* », explique Sylvain Margoud, secrétaire national de la Chambre syndicale nationale de la chocolaterie (CSNC). Un aliment festif à tel point que, selon un sondage publié vendredi 29 mars par la Sofres, pour 60 % des 18-60 ans, la période de Pâques évoque moins une fête religieuse que celle du chocolat.

« *La demande est stable mais en termes de qualité de nouveaux créneaux sont nés* », constate Maurice Delaporte, directeur des affaires

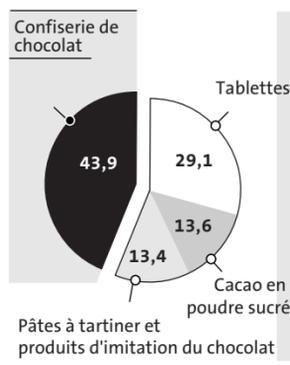
LES FRANÇAIS, CONSOMMATEURS MOYENS

Production des fabricants français en milliers de tonnes

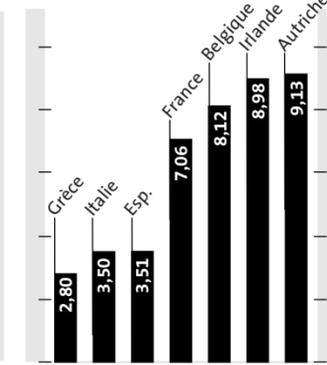


Source : Alliance 7/Chambre syndicale nationale des chocolatiers

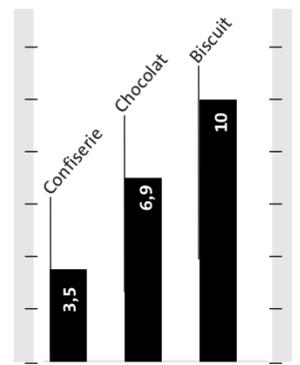
Répartition du tonnage en 2000 en %



Consommation de chocolat par habitant/an en 2000, en kilogrammes



Consommation annuelle des Français en kilogrammes



économiques à la CSNC. *Faute de volume, les chocolatiers s'efforcent de vendre des produits à meilleures marges, plus haut de gamme.* Dans un marché où le prix au kilo varie de 1 à 100 entre les premiers choix et les chocolats de luxe, l'enjeu est de taille.

Pour cela, ils sont à l'affût de tous les changements dans les modes d'alimentation. A l'heure où quatre Français sur cinq mangent entre les repas, les grands gagnants

sont les fabricants de barres, billes chocolatées et autres tablettes petit format. Souvent produits par les groupes américains, ils accaparent l'essentiel de la croissance des ventes. A grand renfort de publicité, certaines multinationales tentent d'imposer des produits différents en fonction des heures de la journée.

MOINS ET PLUS CHER

« *Dans la chocolaterie, la tendance est à la complexification des produits* », confirme M. Margoud. Fini le simple chocolat au lait. L'heure est au fondant, au fourré, au craquant, aux éclats de fève et au « pur origine » (du Venezuela, du Nicaragua, de Java...), à 80 %, 90 % ou même 99 % de cacao. Et, quand il n'est pas « pur origine », le chocolat se décline en aliments biologique, amincissant ou même antistress. Les quantités consommées sont stables mais leur valeur ajoutée augmente.

« *Les Français mangent désormais du chocolat haut de gamme, plus élaboré, à forte teneur en cacao* », se félicite Jean-Marc Saubade, directeur général de Cadbury France,

numéro 2 des bonbons de chocolat et numéro 4 des tablettes. « *Le consommateur en mange moins mais mieux* », explique Philippe Jacquot, industriel du chocolat dans l'Aube. Mieux et surtout plus cher : en dix

ans, la demande de chocolat a augmenté deux fois plus vite en valeur qu'en volume, selon une étude de marché de l'institut Xerfi de 2001.

Les cours du cacao se reprennent

Le cacao semble sortir de la crise. A la Bourse de New York, les cours ont atteint en mars leur plus haut niveau depuis janvier 1998, à plus de 1 500 dollars la tonne, contre 790 dollars en moyenne en 2000. Après des années de surproduction et de désorganisation de la filière, les retards et la réduction de la production en Côte d'Ivoire et en Indonésie ont permis de resserrer l'offre mondiale. Selon l'Organisation internationale du cacao (ICCO), le déficit de production pourrait même atteindre 160 000 tonnes en 2002, pour une production annuelle de 2,8 millions de tonnes.

Cette hausse des cours est capitale, entre autres, pour la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial avec 1 million de tonnes par an. Selon l'Agence française pour le développement, citée dans *La Tribune* du vendredi 29 mars, « *la reprise des cours devrait réinjecter entre 200 milliards et 250 milliards de francs CFA dans l'économie ivoirienne (300 millions à 380 millions d'euros)* ». Alors que les cours du cacao se sont effondrés de plus de 50 % entre 1998 et 2000, le prix de vente industriel du chocolat a, lui, augmenté en moyenne de 7,4 %.

ans, la demande de chocolat a augmenté deux fois plus vite en valeur qu'en volume, selon une étude de marché de l'institut Xerfi de 2001.

Comme le reste du secteur agroalimentaire, le chocolat met en con-

tiers du marché des ventes grand public grâce à des unités de production réparties dans toute l'Europe. Kraft Foods fabrique en France ses produits Suchard, mais en Suisse ses Toblerone et en Belgique son

chocolat Côte-d'Or. De même l'anglais Cadbury joue la carte « *made in France* » avec ses produits Poulain. Dans ce jeu inégal, les quelque 80 PME restantes ramassent les miettes et s'efforcent de miser sur des niches : le chocolat saisonnier de Noël, de Pâques ou encore le marché très haut de gamme à l'export, jusqu'alors dominé par les chocolatiers belges et suisses.

Ces deux pays « *ont eu leur heure de gloire ; désormais, dans le chocolat, le monde du luxe se tourne vers la France* », affirme Serge Guglielmi, responsable des ventes chez Weiss Margainne. Misant sur l'image gastronomique de la France, cette PME stéphanoise de 100 employés et 7 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2001 se lance sur le marché du luxe avec une gamme spéciale pour les grands hôtels, les grands restaurants et les grandes épiceries parisiennes. Dernière innovation : un partenariat avec certains grands vins, une confiture de chocolat, et des variétés aux fruits exotiques pour le marché asiatique. Depuis deux ans, les ventes de Weiss explosent. En 2000 et en 2001, + 100 %, et des croissances à deux chiffres sur les marchés américain et surtout japonais, où Weiss réalise aujourd'hui 8 % de son chiffre d'affaires.

Toutes les papilles attendent dorénavant la date fatidique : août 2003. L'entrée en vigueur de la directive européenne sur le chocolat permettra d'introduire jusqu'à 5 % de graisse végétale dans les recettes à la place du traditionnel beurre de cacao. Dans un marché saturé où le coût de revient de 1 kilo de matière grasse végétale est cinq fois inférieur à celui de 1 kilo de beurre de cacao, les promesses de industriels résisteront-elles longtemps à une baisse facile des coûts de production ? Les PME comme les grands groupes affirment aujourd'hui vouloir privilégier la qualité.

Nicolas Fertin

Une industrie dominée par les multinationales

- **Effectifs.** 12 000 salariés
- **Chiffre d'affaires annuel.** 2,88 milliards d'euros hors taxes en 2001
- **Nombre d'entreprises.** 94
- **Principaux groupes présents sur le marché français.**
 - Nestlé (Suisse) : Lion, Smarties, KitKat, Nesquik, Lanvin, After Eight...
 - Philipp Morris Kraft Foods (Etats-Unis) : Milka, Côte d'Or, Suchard, Toblerone, Daim
 - Masterfoods (Etats-Unis) : Mars, Snickers, Milky-way, Bounty, M & Ms, Célébration...

- Cadbury (Royaume-Uni) : Poulain, Bouquet d'Or, 1848
- Ferrero (Italie) : Raffaello, Mon Chéri, Kinder, Rocher, Nutella
- CSM (Pays-Bas) : Lamy Lutti
- Lindt & Sprüngli (Suisse) : Lindt
- Cémoi (France) : Cémoi, Chocolaterie d'Aquitaine, Confiserie Saint-Siffrein, Cantalou, Aiguebelle, Dolis, Chocolat Real, Phoscao, Chocolat de l'abbaye, Chocolaterie Moulin-d'Or (sources : Xerfi, Alliance 7-Chambre syndicale nationale des chocolatiers)

Jacquot, discret numéro un des œufs et lapins de Pâques

TROYES

de notre envoyé spécial

Dans la zone industrielle d'Ecrevolles, au nord-est de Troyes (Aube), des camions-citernes

REPORTAGE

De l'extérieur, aucune odeur, aucune fumée ne trahit l'activité de ce site aubois

approvisionnement régulièrement l'entreprise Jacquot en un curieux combustible. Un mélange onctueux à la recette tenue secrète. De l'extérieur, aucune fumée, aucune odeur ne trahit l'activité des lieux. Les bâtiments de 35 000 m² pourraient aussi bien abriter les chaînes de montage d'une usine automobile que des ateliers de construction aéronautique. Il faut entrer pour comprendre.

Dans les camions-citernes, ni

fuel ni essence mais un liquide conservé à 55 degrés : du chocolat. La zone industrielle d'Ecrevolles, c'est le cœur de l'activité de Jacquot, le site principal du numéro un français du chocolat de Pâques. Au coude à coude avec le géant italien Ferrero, Jacquot produit près de la moitié du chocolat moulé - œufs, lapins et poules en tout genre - consommé pendant les fêtes pascales.

SPÉCIALISATIONS ET RACHATS

Leader sur un marché difficile, Jacquot se veut discret. « *Ici, quand on parle d'une usine, ce n'est généralement pas pour en dire du bien. Alors moins on parle de nous, mieux c'est* », estime Philippe Jacquot, codirecteur de Jacquot SA avec ses deux cousins, Paul et Pierre-Pascal. Livrant exclusivement à la grande distribution, le chocolatier affiche sans honte un budget de communication : « *Zéro euro en 2001*. » Face aux 18 millions d'euros investis par Ferrero rien que pour la promotion des produits de Noël, l'entreprise familiale n'a ni les moyens

ni l'envie de s'acheter une notoriété.

De la petite boulangerie familiale de Bar-sur-Aube aux cinq usines réparties aujourd'hui dans toute la France, l'histoire de Jacquot est une suite de spécialisations et de rachats, de « *fuite vers des niches* », comme l'explique Philippe. Dans les années 1920, la boulangerie se convertit en biscuiterie-chocolaterie et s'installe dans les faubourgs sud de Troyes. En 1950, elle abandonne le biscuit et finit par se consacrer au chocolat saisonnier, seul segment épargné à l'époque par la concurrence des Nestlé et autres grands groupes agroalimentaires.

« *Nous ne pouvions plus tenir les délais pour la grande distribution en faisant à la fois des tablettes de chocolat et des œufs de Pâques* », se souvient Philippe. Seule contrainte de ce marché très ciblé : être capable d'écouler une production annuelle de 25 000 tonnes en quelques semaines. « *Tout est question de gestion du calendrier*. » Un calendrier digne d'un exploitant agricole, avec ses temps morts, ses semailles et

ses récoltes. De juillet à février, certaines semaines, les effectifs de l'usine doublent. « *On produit en aveugle jusqu'aux premières commandes fermes de juillet. Ensuite on s'adapte*. » Aujourd'hui, les immenses moules commencent d'ailleurs à cracher leurs premiers... pères Noël.

DANS 80 PAYS

Cette stratégie porte ses fruits : en 1984, le groupe s'offre son concurrent alsacien Mosser puis, en 1994, l'usine des Roches-Blanches, dans l'Isère. A la veille du week-end, les œufs Jacquot trônent sur les étalages des supermarchés de 80 pays. Chiffre d'affaires prévu pour Pâques 2002 : 51 millions d'euros, dont 9 à l'exportation (pour un total annuel de 113 millions). « *Tout se joue en ce moment* », explique le chocolatier.

Exception dans un secteur composé de petites entreprises ou de grands groupes, Jacquot n'échappe pas au resserrement du marché national. Son résultat net est passé de 1,22 million d'euros en 1998 à 460 000 euros en 2001. Le groupe tente d'adapter son offre. « *Notre stratégie de développement en volume est terminée. Nous voulons maintenant produire autant mais plus cher* », précise Philippe. Les personnages de dessins animés ont donc remplacé les poules, et les lapins ont été rhabillés en joueur de football marqué du numéro de Zinedine Zidane, le 10... Sur le marché adulte, l'industriel a lancé un partenariat avec un artisan chocolatier pour de nouvelles variétés, investissant 2 millions d'euros. Un pas nécessaire alors que commencent déjà les négociations avec la grande distribution pour Pâques 2003.

N. F.

CORRESPONDANCE

Une lettre du PDG de Fitch

DANS *Le Monde* du jeudi 28 mars, nous avons consacré plusieurs articles aux trois principales agences mondiales de notation. Dans l'un d'entre eux, nous relevons certaines pratiques discutables et nous rapportons en particulier que Fitch avait « *récemment* » rencontré « *les dirigeants de CDC Ixis*, menaçant, d'après un témoignage interne de cette banque, de donner une note spontanée de deux crans inférieure à celle des autres agences si le groupe financier ne se faisait pas

noter chez elle ». Nous indiquions également que Fitch démentait « *formellement* » cette affirmation.

A la suite de cet article, nous avons reçu du PDG de Fitch, Bernard de Lattre, la correspondance suivante : « *Tout d'abord, je tiens à vous faire savoir que nous notons CDC Ixis depuis le 5 décembre 2000 et qu'il ne saurait donc y avoir un "récemment" de rencontre avec cet établissement dans le but de commencer à le noter. D'autre part, Fitch dément absolument avoir jamais*

menacé CDC Ixis d'une quelconque pression d'aucune sorte. »

M. de Lattre en veut pour preuve une lettre que lui a adressée le directeur financier de CDC Ixis, Antoine Lissowski, dans laquelle on lit en particulier ceci : « *Je tiens à souligner que CDC Ixis n'a jamais émis aucun doute ni réserve sur le professionnalisme de vos équipes et je vous donne par ailleurs acte que mon établissement n'a jamais subi de pression commerciale de la part de votre agence.* »

Appel à la grève à Air Lib dans un climat de confusion

LE MOT D'ORDRE de grève lancé pour le lundi 1^{er} avril par des syndicats d'Air Lib devrait être très peu suivi, selon la direction de la compagnie aérienne. Celle-ci a affirmé, dimanche soir, que « *100 % du courrier domestique et les vols sur l'Algérie seraient assurés, ainsi que ceux à destination de la Réunion* ». Le « *courrier domestique* » couvre le programme « *bas prix* » Air Lib Express, inauguré dimanche pour relancer la compagnie, avec des liaisons quotidiennes entre Paris et plusieurs villes de province. Pour les Antilles, « *les vols en code partagé avec Air France seront protégés* », a-t-elle ajouté. L'appel à la grève intervient alors que les syndicats apparaissent divisés. Samedi, un délégué du Syndicat des pilotes de l'aviation civile (SPAC), Claude Meynié, a signé seul un moratoire proposé par la direction, qui prévoit, en l'échange de la suspension de tout mouvement social, l'ouverture de négociations, début avril, sur toutes les questions posées par les pilotes. Le secrétaire général du SPAC, Didier Petit, ainsi que la CFTC et la CGT ont réagi en affirmant que cette signature n'engageait que M. Meynié, tout en maintenant le mot d'ordre de grève. M. Meynié a rétorqué que « *le préavis de grève avait été déposé sans consultation du personnel par assemblée générale* ». - (AFP.)

DÉPÊCHES

■ **FIAT : le groupe de Turin a annoncé, vendredi 29 mars, la vente de six immeubles à Morgan Stanley Real Estate Funds associé à la branche immobilière de Pirelli, pour 240 millions d'euros.** - (Reuters.)

■ **DEUTSCHE BÖRSE : la Bourse de Francfort aurait de nouvelles visées sur le London Stock Exchange, affirme le Sunday Telegraph du dimanche 30 mars.** Ce projet, précise le journal, a été évoqué par le directeur général de Deutsche Börse, Werner Seifert, auprès de plusieurs actionnaires. L'idée serait de créer une centrale européenne de transaction et de règlements. - (AFP.)

■ **MIZUHO : la banque de détail japonaise Mizuho Bank et la banque d'affaires Mizuho Corporate Bank, officiellement nées le 1^{er} avril, se sont vu attribuer la note à long terme A3 par l'agence de notation Moody's et BBB par Standard and Poor's.** Ces banques ont été formées par la fusion des banques Dai-ichi Kangyo, Fuji Bank et Industrial Bank of Japan. Les notes « *reflètent un problème persistant de qualité de leurs actifs, leurs maigres revenus et la mauvaise qualité du capital* », écrit Standard and Poor's.



LE MONDE diplomatique

DOSSIER

LE PROCÈS MILOSEVIC

- L'histoire yougoslave jugée
- Du bon usage du Tribunal pénal international
- Fiasco à La Haye
- Prisonniers sans droits de Guantanamo

Par Catherine Samary,
Xavier Bougarel et Olivier Audeoud

PROCHE-ORIENT

Pour apprendre à vivre ensemble
Par Yasser Abed Rabbo et Yossi Beilin

Le devoir du plus fort
Par Axel Kahn

La paix maintenant
Par Ignacio Ramonet

Etat de siège

Un poème inédit de Mahmoud Darwich

Dans l'enfer blanc de l'amiante
Comment l'Union européenne confisque
la souveraineté populaire
L'abstention gagne les classes moyennes

ITALIE

Restructuration accélérée du capitalisme
Ces intellectuels sans courage

Le chaos des chemins de fer britanniques
Mayotte assiégée par les gueux
Anticastroisme primaire

FMI, la preuve par l'Ethiopie
Par Joseph E. Stiglitz

Ultimes tractations à Chypre avant
l'adhésion à l'Union européenne
Quand le Nord débauche les médecins du Sud

Aux origines du néolibéralisme chinois
Par Wang Hui

Fonds de pension à la québécoise

NUMÉRO D'AVRIL 2002

En vente chez
votre marchand de journaux
3,80 €

En Russie, la mise au pas des médias se poursuit sous Vladimir Poutine

La chaîne de télévision TV6 a été de nouveau autorisée à transmettre le 27 mars, à la condition d'accepter une tutelle du Kremlin. Les pressions sur la presse écrite se multiplient

MOSCOU
de notre correspondante
« Ce n'est pas une bonne période pour les partisans de la liberté d'information, mais j'ai l'espoir que les choses changeront un jour. Je veux rester un professionnel. C'est pourquoi, en dépit de tout, je continue de travailler », commente un journaliste russe de la chaîne de télévision TV6, deux années après l'élection de Vladimir Poutine. Éliminée des écrans par le pouvoir fin janvier pour ses liens avec un opposant en vue, TV6 a été rétablie dans ses droits de transmission le 27 mars, à condition d'accepter une tutelle du Kremlin.

Plusieurs informations ont encore alourdi l'atmosphère. Le corps sans vie, battu et étranglé d'un journaliste de la publication *Moskovskie Novosti*, Valeri Batouev, trente-trois ans, qui avait effectué plusieurs reportages en Tchétchénie, a été retrouvé dimanche 31 mars dans un appartement à Moscou. Le 11 mars, un journaliste de Rostov-sur-le-Don, Natalia Skryl, était retrouvée morte après avoir enquêté sur des grandes entreprises de la région. On a appris par ailleurs que le rédacteur en chef d'un quotidien critique à l'égard du pouvoir, *Nezavisimaïa*

Gazeta, contrôlé par le financier exilé Boris Berezovski, était convoqué lundi 1^{er} avril par le parquet de Moscou pour « interrogatoire », sans autre précision.

Selon Alexei Simonov, le directeur de l'organisation non gouvernementale (ONG) Fonds pour la défense de la *glasnost* (terme faisant référence à la relative libéralisation de l'information en URSS à l'époque Gorbatchev), « les autorités continuent à purger le secteur de l'information de tout ce qu'elles considèrent comme représentant une opposition ». Les récents incidents ont pour effet, dit-il, « de rappeler à tous qu'il s'agit de réfléchir très soigneusement avant de dire ou d'écrire quelque chose ».

Fin février, l'hebdomadaire *Novaïa Gazeta*, qui se distingue à la fois par la faiblesse de son tirage et la virulence de ses critiques contre la corruption officielle et la guerre en Tchétchénie, a été frappé d'amendes sans précédent, d'un montant total de 1,5 million de dollars. Le journal a été condamné à Moscou pour diffamation, après la publication d'un article exposant les revenus illicites d'un juge de la région de Krasnodar, et pour avoir mentionné la banque Mezhprom-

bank, liée à un homme d'affaires proche de M. Poutine, dans un scandale de blanchiment d'argent. « Il est devenu évident que les tribunaux mettent à exécution des ordres officiels pour éliminer la presse indépendante », estime-t-on au Fonds pour la défense de la *glasnost*.

Anna Politkovskaïa, journaliste primée en France en 2000 pour un livre sur le conflit en Tchétchénie

« Les tribunaux mettent à exécution des ordres officiels », estime-t-on au Fonds pour la défense de la *glasnost*

(*Voyage en Enfer*, Laffont, 216 p.) raconte qu'elle a subi des intimidations de la part de responsables militaires russes. Au point d'avoir fait le choix de quitter la Russie, à l'automne 2001, pour se réfugier en Autriche, où un institut lui offrait une bourse d'étude. A l'occasion de son retour à Moscou pour les fêtes du Nouvel An, son passeport a été saisi par la police et le ministère russe de l'intérieur lui a affecté une garde rapprochée. « Cela revient à me surveiller en permanence, a-t-elle raconté au Monde. Je ne peux plus avoir de discussion avec une source sans qu'ils [les services russes] en soient informés. Je ne peux sortir de chez moi sans être suivie. »

Selon le commentateur russe Pavel Felgenhauer, M. Poutine a mis en place dans le pays une « machine de propagande ». Elle vise, selon lui, à masquer les difficultés en Tchétchénie, mais aussi à attirer régulièrement dans l'opinion des bouffées de nationalisme permettant au président russe de se

présenter, au yeux de l'Occident, comme un élément modérateur.

La mise sous tutelle des chaînes de télévision nationales a été achevée par le transfert de TV6 à un groupe d'une douzaine d'« oligarques » (patrons de groupes industriels et énergétiques russes), coiffés par l'ancien premier ministre Evgueni Primakov. TV6, comme de nombreux médias subissant les pressions du pouvoir, était la propriété du financier Boris Berezovski, qui a dénoncé une dérive « totalitaire » en Russie. En 2001, Vladimir Goussinski, rangé dans l'opposition au Kremlin, avait passé trois jours en prison avant d'être dépossédé de sa chaîne de télévision, NTV, fragilisée par ses emprunts à des structures étatiques.

La faiblesse des médias face au pouvoir, depuis dix ans, est liée aux insuffisances du marché publicitaire en Russie. Incapables d'autofinancement, journaux et télévisions sont tombés dans l'escarcelle d'« oligarques », qui ont été contraints soit à la fidélité politique à M. Poutine, soit à l'exil. La population russe, à en croire les sondages, ne considère pas la liberté d'expression comme le principal acquis depuis la chute de l'URSS, mettant plutôt l'accent sur l'accès aux biens de consommation. Les journalistes en Russie sont souvent critiqués pour leur corruption. « Lorsque je lance une campagne publicitaire, je prends mon carnet d'adresses : je sais combien coûte tel journaliste, combien coûte tel article », raconte une responsable de société de communication.

« La liberté d'expression, au sens politique, n'existe plus » en Russie, dénonce le chef d'un petit parti démocrate, Grigori Iavlinski. Quant à Boris Nemtsov, considéré comme « libéral » défenseur des libertés publiques, il parle de « purge » dans le milieu de la télévision.

Natalie Nougayrède

De multiples tentatives d'étouffement

● **Février 2000.** Enlèvement en Tchétchénie, puis mise au secret pendant un mois, par les services spéciaux russes, du journaliste Andreï Babitski, de la radio Liberté.

● **Septembre.** Le président Poutine approuve une « doctrine de l'information » qui vise à placer les médias sous surveillance, afin de préserver les « valeurs morales ».

● **Avril 2001.** La chaîne privée NTV est placée sous le contrôle du groupe Gazprom, contrôlé par l'Etat. Une nouvelle direction est installée, avec intervention de la police.

● **Avril.** Fermeture du quotidien

Sevodka, du groupe Media-Most, que le Kremlin cherche à démanteler. La rédaction de l'hebdomadaire *Itogi*, du même groupe, est limogée.

● **Nuit du 21 au 22 janvier 2002.** La dernière chaîne d'opposition, TV6, appartenant au magnat Boris Berezovski (en exil), est coupée des écrans. Une cour d'arbitrage de Moscou l'avait auparavant déclarée en liquidation.

● **Février 2002.** Alexei Venediktov, le directeur de la radio Ekho de Moscou, dénonce une tentative de prise de contrôle par les autorités russes.

Les ambiguïtés d'Evgueni Kisselev, vedette des écrans de télévision

MOSCOU
de notre correspondante
Evgueni Kisselev tient sa revanche, mais la victoire est amère. A 45 ans, ce grand moustachu au par-

■ PORTRAIT

L'homme symbolise les relations opaques entre journalisme, politique et argent

ler lent, avec ses questions interminables et sa façon si théâtrale de présenter les nouvelles, est assuré de revenir sur les écrans de télévision russes. En une dizaine d'années, Evgueni Kisselev est devenu le symbole des relations opaques entre le journalisme, la politique et l'argent dans la Russie postsoviétique. Il vient de remporter, avec son équipe de journalistes, soutenu par une douzaine de patrons d'industries russes et un ancien chef des services de renseignement, la licence de diffusion pour la chaîne de télévision TV6, celle-là même d'où il avait été éjecté fin janvier par une décision des autorités nationales.

COMMENTATEUR POLITIQUE

C'est un retour, mais dans des conditions difficiles, pour ce commentateur politique au parcours sinueux, qui a toujours voulu se présenter comme un défenseur de la liberté d'information. A l'approche de l'élection de Vladimir Poutine, en mars 2000, Evgueni Kisselev mettait en garde : « L'élimination de NTV (la chaîne de télévision pour laquelle il travaillait alors et qui appartenait à un homme d'affaires critique du pouvoir) ne se produira que si un régime de nature dictatoriale est mis en place en Russie. Un tel développement est exclu. Le rôle de la bureaucratie va sans doute s'accroître, mais personne ne s'apprête à étouffer la liberté de la presse », déclarait-il.

Un an plus tard, la chaîne NTV passait sous les fourches Caudines du Kremlin, son propriétaire était exilé à l'étranger, et Evgueni Kisselev se réfugiait, à la tête d'un groupe de journalistes, sur une petite télévision, moins connue, TV6, appartenant à un autre magnat fâché avec le Kremlin, Boris Berezovski.

L'humiliation, pour Evgueni Kisselev, consiste aujourd'hui à payer son temps d'antenne, sa possibilité de travailler, d'une association directe avec des groupes financiers et des responsables administratifs ayant partie liée avec Vladimir Poutine. Le journalisme aujourd'hui en Russie, a-t-il commenté, c'est comme « la politique, c'est-à-dire l'art du possible ». Un jour de mars, dans la salle de restaurant d'un hôtel de luxe de Moscou, Evgueni Kisselev s'est efforcé d'expliquer cette tournure des événements à quelques journalistes étrangers. « Mon équipe et moi avons été placés devant un choix : travailler avec Evgueni Primakov (ancien ministre et ex-chef des services de renseignement, désigné par le Kremlin pour parrainer la nouvelle version de TV6), ou bien ne pas travailler du tout », confie-t-il.

Le Kremlin, poursuit-il, voulait avant tout éliminer « les ressources médiatiques » dont disposait le financier et opposant Boris Berezovski. Des forces « conservatrices », liées aux « tchékistes de Saint-Petersbourg », ces membres des services secrets dont M. Poutine s'est entouré, s'opposaient au retour de l'équipe Kisselev sur TV6. D'autres, dans l'entourage du président, des « libéraux » associés aux patrons de grandes entreprises, arguaient que le retour des journalistes expulsés permettrait de neutraliser les critiques des Occidentaux contre les tendances autoritaires du régime de Vladimir Poutine.

Figure du journalisme russe, ancien enseignant de persan dans un institut du KGB, Evgueni Kisselev ne fait pas l'unanimité, loin de là, aux yeux des démocrates. Il a lui-



même décrit comme une « erreur » son ralliement appuyé à la campagne pour la réélection de Boris Eltsine en 1996. D'un seul élan, ayant reçu les consignes des « oligarques » qui les tenaient, la plupart des médias russes s'étaient alors mobilisés pour bloquer la route au candidat communiste, Guennadi Ziouganov, au nom de la « sauvegarde de la démocratie ».

GRAND TRAIN DE VIE

Ces compromissions allaient coûter cher, en termes de réputation, à NTV, la chaîne de M. Kisselev, qui avait pourtant été à la pointe du reportage pendant la première guerre de Tchétchénie (1994-1996). Au lendemain de la réélection de Boris Eltsine, NTV était récompensée : le pouvoir lui accordait le droit de diffuser sur tout le territoire russe.

C'est à cette époque qu'Evgueni Kisselev a commencé à mener grand train de vie, avec voitures de luxe, vacances sur la Côte d'Azur, comptes en banque fournis. En 1999, NTV tombait cependant en disgrâce en soutenant, lors des législatives, des forces politiques que le Kremlin cherchait à réduire. « Nous verrons à l'usage comment se passe notre association avec M. Primakov, dit aujourd'hui Evgueni Kisselev, nous allons essayer de travailler honnêtement. »

N. No.

Vivendi négocie toujours la vente de sa presse professionnelle

LA VENTE par Vivendi Universal Publishing (VUP) de son pôle de presse professionnelle et de santé a été une nouvelle fois repoussée, affirme *Le Figaro* dans son édition du lundi 1^{er} avril. Depuis le choix, annoncé le 27 août 2001, de l'acheteur - le fonds d'investissement britannique Cinven -, VUP a dû reporter à plusieurs reprises la vente effective de ce pôle, rebaptisé Aprovia. « Alors que la cession devait aboutir à la fin du mois de mars, voilà qu'elle est repoussée de trois semaines », précise *Le Figaro*. Selon lui, les négociations, après avoir porté sur le prix de vente (ramené à 1,1 milliard d'euros), concernent désormais l'un des actifs cédés, le groupe Tests.

Celui-ci serait considéré par Cinven comme le moins rentable et le plus exposé aux variations de conjoncture. L'acheteur aurait donc exigé de VUP qu'il lance un plan social qui, selon *Le Figaro*, porterait sur « près d'une centaine de salariés ». VUP refuserait de payer ce plan social.

DÉPÊCHES

■ **LIBERTÉ DE LA PRESSE : un tribunal de Harare a ordonné, dimanche 31 mars, la libération de Peta Thornycroft, la correspondante au Zimbabwe du quotidien britannique Daily Telegraph.** Elle avait été arrêtée le 27 mars, alors qu'elle effectuait un reportage sur la violence politique.

■ **Reporters sans frontières (RSF), organisation non gouvernementale défendant la liberté de la presse, a dénoncé, deux jours avant les législatives ukrainiennes du dimanche 31 mars, « l'aggravation continue des violences envers la presse » dans cette ex-République soviétique.** Depuis 1998, dix journalistes ont été tués dans des circonstances non élucidées et 41 sérieusement blessés dans ce pays, selon RSF.

AUJOURD'HUI

SPORTS

La **PREMIÈRE JOURNÉE DU TOP 8**, la phase finale du championnat de France de rugby, jouée samedi 30 et dimanche 31 mars, n'a pas (trop) pénalisé le XV de France, en lice pour le **GRAND CHELEM** du

Tournoi des six nations. Seul **THIBAUT PRIVAT (BÉZIERS)**, blessé lors du match contre Toulouse (12-6), a été contraint au **FORFAIT**. Nicolas Brusque (Pau), Serge Betsen (Biarritz) et Imanol Harinordoquy

(Pau) ont été, eux, légèrement touchés mais restent disponibles en vue du match **FRANCE-IRLANDE** du 6 avril au Stade de France. Toutefois, cette journée de championnat malencontreusement placée avant

une échéance capitale pour la sélection relance le débat sur **L'ORGANISATION DU CALENDRIER** des compétitions nationales. Mais tous les dirigeants de club n'entendent pas sacrifier leurs intérêts.

Le championnat de France est à la recherche de sa bonne formule

Rugby • A une semaine du match contre l'Irlande, décisif pour le grand chelem dans le Tournoi des six nations, la première journée du Top 8 aura privé le XV de France d'un de ses membres, le Biterrois Thibaut Privat, blessé. Le championnat idéal reste à organiser

SERGE BLANCO peut être souligné. Le président de la Ligue nationale de rugby (LNR) ne sera pas pris à partie par les détracteurs de l'organisation du championnat de France de rugby au lendemain de la première journée des play-off, qui a eu lieu samedi 30 et dimanche 31 mars. Dimanche soir, à l'heure du rassemblement du XV de France au château La Voisine, à Clairefontaine (Yvelines), pour préparer son dernier rendez-vous du Tournoi des six nations, face à l'Irlande, samedi 6 avril, un seul joueur manquait : Thibaut Privat, le deuxième-ligne de Béziers, s'est donné une entorse au genou lors de la défaite de son équipe face au Stade toulousain (16-26). Il a été contraint de déclarer forfait.

LÉGÈRES BLESSURES

Thibaut Privat ne rejoindra pas les vingt-cinq autres internationaux retenus par Bernard Laporte et Jo Maso pour disputer la rencontre qui pourrait apporter au rugby français le premier grand chelem de la jeune histoire du Tournoi des six nations. De légères blessures sont toutefois à déplorer au sein du groupe France : l'arrière palois Nicolas Brusque a une épaule douloureuse, les troisièmes-lignes Serge Betsen (Biarritz) et Imanol Harinordoquy (Pau) souffrent, l'un d'un coup au péroné, l'autre d'un hématome au genou. Ils ont gagné un ou deux jours entiers voués à la récupération. Au programme : hydratation, sommeil, diététique et massages. Ils ne devraient pas être les seuls à mériter ce bref repos, tant de nombreux joueurs se sentaient « machés », à l'image du demi d'ouverture agénais François Gelez, à l'issue de la première journée des play-off.

Un seul forfait, qui plus est à un poste de deuxième-ligne où le XV



RAYMOND ROIG/AP

Malgré les efforts de Julio Garcia (ici plaqué par Selborne Boome), les Perpignanais ne sont pas parvenus à vaincre Montferrand, dimanche 31 mars, comme ils l'avaient fait le 9 mars (29-21). A l'occasion de la première journée du Top 8, ils se sont inclinés (21-27) sur leur pelouse du stade Aimé-Giral.

de France n'est pas démuné, avec Olivier Brouzet (Northampton), Fabien Pelous (Toulouse) et David Auradou (Stade français) : le staff de l'équipe de France ne pouvait guère espérer mieux. Au lendemain de la victoire du XV de France en Ecosse (22-10), samedi 23 mars, les responsables du rugby français avaient tenté, en vain, de repousser la journée de championnat intercalée entre les deux matches du Tournoi (*Le Monde* du 26 mars). Mais Serge Blanco et Bernard Lapasset, président de la Fédération française de rugby (FFR), avaient buté sur l'hostilité

des dirigeants de club, pas disposés à revoir l'organisation des matches avec un délai de cinq ou six jours.

Quelques entraîneurs, à l'image de John Connolly (Stade français), avaient néanmoins accepté de faire le jeu de l'équipe de France en laissant au repos quelques-uns de leurs meilleurs joueurs : le pilier Pieter De Villiers, de retour de blessure, ne figurait pas sur la feuille de match opposant le Stade français à Bourgoïn-Jallieu, samedi, à Paris ; Fabien Galthié, le capitaine des Bleus, était sur le banc des remplaçants. En l'absence de ces deux

éléments majeurs, les Parisiens ont longtemps déjoué face aux Berjalliens. La rentrée de Fabien Galthié, à l'heure de jeu, n'a pas suffi à renverser le cours d'un match bien mal engagé pour le Stade français.

Après la défaite des siens (34-36), John Connolly a assuré qu'il ne regrettrait en rien son choix. « Fabien Galthié était blessé à un doigt », a indiqué l'Australien, par ailleurs « très déçu » par le comportement de ses joueurs. Son geste de loyauté à l'égard de l'équipe de France n'a pas réussi à l'ancien club de Bernard Laporte, très

mal parti dans la course finale au titre de champion de France.

Ces tracas du calendrier sont une tradition du rugby français, toujours à la recherche de la bonne formule pour son élite. Elle est introuvable. Pour des questions de « lisibilité », les partenaires des clubs et de la LNR militent pour la mise au point d'une poule unique, avec quatorze clubs, contre seize actuellement. Avantage : les clubs disputeraient un surcroît de rencontres à domicile, et leurs trésoreries pourraient compter sur davantage de recettes. Inconvénient majeur : la saison des joueurs inter-

nationaux s'allongerait dangereusement. Entre les matches du XV de France, du championnat de France et de la Coupe d'Europe, ils pourraient être amenés à jouer 48 fois chaque année. Inconcevable.

Alors, que faire ? Limiter l'accès de la première division à douze clubs, comme en Angleterre ? Serge Blanco et le comité directeur de la LNR y sont radicalement opposés, de peur de ramener leur championnat à une compétition régionale. Demander aux internationaux de faire l'impasse sur certaines rencontres du championnat ? Injouable. « Comment pourrions-nous valoriser et vendre un championnat dans lequel les internationaux ne joueraient pas toujours ? », interroge Arnaud Dagorne, directeur général de la LNR.

A moins d'un bouleversement de dernière minute, la saison 2002-2003 devrait se dérouler selon un schéma identique à celui de l'année en cours. Les dirigeants des clubs et de la LNR doivent se retrouver le 17 avril pour envisager d'éventuelles modifications pour les années à venir. Pour ne rien arranger, un énorme cassette-pointe à l'horizon. A l'automne 2003, trente joueurs français vont disparaître aux antipodes, en Australie, pour disputer la Coupe du monde. S'ils atteignent la finale, ils ne pourront rejoindre leurs clubs avant le mois de décembre. « Comment un sport en plein développement pourrait-il se permettre d'être absent de la scène pendant six mois ? », poursuit Arnaud Dagorne, pour qui les décisions concernant l'organisation de cette année de Coupe du monde devront impérativement être prises avant la finale du championnat 2001-2002, le 25 mai.

Eric Collier

Supériorité des « assémistes » sur les « usapistes » dans le Top 8

Les Catalans se sont inclinés (21-27), à domicile, face à Montferrand

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Décidément, il n'y a qu'une vedette à l'USA Perpignan. On ne pense pas à son ouvrier, Thierry Lacroix, 35 ans et 35 capes, qui consulte sur France 2, mais à son public, aux 10 000 fidèles du stade Aimé-Giral. Il n'est pas commun en effet qu'une clameur se lève pour féliciter son équipe vaincue, comme ce fut le cas, dimanche 31 mars, à l'issue du premier tour des play-off qui opposait le club catalan à Montferrand (21-27).

Une façon de saluer le parcours admirable des Sang et Or durant les phases préliminaires de ce Top 16, qui ont terminé largement en tête de leur poule, qualifiés d'office pour la prochaine Coupe d'Europe. Jusque-là, l'USAP pouvait aussi se targuer, contrairement à toutes les équipes de l'élite, d'avoir préservé son invincibilité à domicile. Alors, ces applaudissements qui

ont transformé un simple dégrasseur d'après-match en tour d'honneur, les joueurs y sont particulièrement attentifs. « Le public est le premier à nous dire que cet échec ne doit pas tarir nos ambitions. Nous devons continuer à pratiquer le jeu de mouvement qui fait notre force et rester humbles. La séance que nous avons infligée, il y a trois semaines, aux Montferrandais nous est montée à la tête », dit Ludovic Loustau, le demi de mêlée de Perpignan et de France A.

« L'ENVIE NE SUFFIT PLUS »

Il évoque ici le sombre après-midi que son pack a fait subir à celui de Montferrand (29-21), le 9 mars. Les avants auvergnats, indignes de leurs ancêtres du monstre à seize pattes, s'étaient fait dépouiller de 19 ballons : 10 en mêlées, 9 en touches. La débâcle avait coûté sa place à Steve Nance, entraîneur australien jugé « psychorigide » du côté de Clermont, mais n'avait, miraculeusement, pas entravé la route des play-off pour l'ASM. « C'était la première fois qu'une disproportion était aussi visible devant », soulignait Renaud Peillard, pilier gauche de Perpignan, qui forme avec Michel Koneick et Stéphane De Besombes (blessé) la plus indocile des premières lignes françaises. Ou, comme en ce dimanche de Pâques, la plus cloche.

« On a une demi-heure de conneries. Nous sommes retombés dans des travers que je croyais disparus depuis belle lurette », déplore Olivier Saisset, l'entraîneur catalan, en relevant ses lunettes en goutte d'eau dont le modèle - Circa 70 - fut popularisé par deux motards d'une série télévisée (Chips). Menés 10-0 dès la 13^e minute de jeu, après un dérapage non contrôlé de l'ailier néo-zélandais Robbie MacDonald, qui profite à Olivier Magne, auteur du premier

des cinq essais de cette rencontre, les Perpignanais s'échauffent : cartons jaunes pour Rimas Alvarez-Kairelis (27^e) et Michel Koneick (36^e).

Peu abondantes, les offensives « assémistes » n'en sont pas moins efficaces. A preuve, l'essai en débordement de Sébastien Viars (41^e), parfait remplaçant de l'ailier international David Bory, en délicatesse avec sa cheville gauche et préservé à six jours de France-Irlande. Excepté ses faiblesses en mêlée, l'ASM semble enfin décomplexée. Efficace en touche (3 ballons déterminants volés dans les ultimes minutes de jeu), elle s'appuie sur une défense hermétique (78 plaquages réussis contre 27 seulement pour l'USAP). Les Catalans ne peuvent enchaîner dans l'axe derrière leur capitaine, Bernard Goutta. Et les essais de Thierry Lacroix (46^e) et Marc Dal Maso (61^e) ne rachètent pas la fébrilité des « usapistes », qui, à l'image de Renaud Peillard, dont la passe est interceptée par Tony Marsh (essai,

50^e), rendent les ballons pour se faire battre.

« Il faut oublier le train-train des phases préliminaires ; dans cette nouvelle compétition, l'envie ne suffit plus. Maintenant, il ne nous reste plus qu'un seul joker », annonçait Olivier Saisset, inquiet, à l'issue de cette rencontre. Il craignait de ne pas avoir sous la main « de vrais joueurs de phase finale, des mecs qui ne se laissent pas piéger dans ces matches si spéciaux ». La complémentarité des trentenaires, Koneick, Meya, De Besombes, finalistes 1998, racornis par plus de douze ans de poussée commune, et l'expérience des Bellot, Dal Maso et Lacroix ne semblent pas complètement rassurer l'entraîneur languedocien, qui conclut, fataliste : « On bâtit avec ce que l'on a. Moi je n'ai jamais affirmé que l'on était une grande équipe. Je préfère dire que nous sommes une bonne équipe moyenne. » Avec un public reconnaissant.

François Aubel

PERPIGNAN-MONTFERRAND 21-27

Top 8 - Poule B - 1^{re} journée

Au stade Aimé-Giral, à Perpignan, bon Terrain ; Temps chaud ; 12 000 spectateurs ; Arbitre : M. Pruvot (Provence).

LES POINTS

PERPIGNAN : 2 essais Lacroix (45^e), Dal Maso (61^e), 1 transformation Bellot (45^e), 3 pénalités Lacroix (32^e, 35^e, 40^e).
MONTFERRAND : 3 essais Magne (12^e) Viars (40^e) Marsh (51^e), 3 transformations Merceron (12^e 40^e, 51^e), 2 pénalités Merceron (7^e, 29^e).

EXCLUSIONS TEMPORAIRES

PERPIGNAN : Alvarez-Kairelis (26^e), Koneick (35^e), Thion (38^e).
MONTFERRAND : Lecomte (38^e), Castola (40^e).

LES ÉQUIPES

PERPIGNAN (entraîneur : O. Saisset) : Gillingham • McDonald (Plana, 72^e), Couttet, Giordani, Sid • Lacroix (Bellot, 45^e), Loustau (Basset, 72^e) • Le Corvec (Deroeux, 69^e), Murphy, Goutta (cap.) • Thion, Alvarez-Kairelis (Olibeau, 69^e) • Peillard, Koneick (Dal Maso, 57^e), Garcia (Meillat, 46^e).
MONTFERRAND (entraîneur : I. Jones et L. Travers) : Marlu • Rougerie, Ngauamo • Marsh, Viars • Merceron, Troncon • Magne, Boome, Audebert • Jacques, Lecomte (cap.) (Barrier, 77^e) • Galasso (Siepielski, 65^e), Castola, Tolofua.

Près de la moitié des Français intéressés par le ballon ovale

PEUT-ÊTRE est-ce en raison de son esprit d'équipe et de sa combativité qui rassure, mais nos concitoyens s'intéressent au rugby. L'agence de conseil média Optimum Média Direction (OMD), filiale du groupe américain Omnicom et troisième plus gros acheteur d'espace publicitaire en France, avec 1,7 milliard d'euros, vient de réaliser une étude exclusive sur les Français, la consommation et le sport.

Réalisés entre le 26 novembre 2001 et le 10 janvier 2002 auprès d'un échantillon statistiquement fiable », selon OMD, ces travaux dressent le tableau d'une France qui vit au rythme des compétitions sportives. Qu'apprend-on à propos du rugby ? Que ses soutiens se recrutent partout, mais sur des terres essentiellement masculines.

Près de la moitié des Français (48 %) se disent « très intéressés » ou « assez intéressés » par l'actualité du rugby. Ces supporteurs habitent indifféremment dans les communes rurales, mais aussi dans des villes de taille moyenne et des grandes villes, comme au sein de l'agglomération parisienne. Il s'agit, en général, d'« actifs » appartenant à des catégories socioprofessionnelles élevées.

Nettement moins attirées par un sport aux règles complexes et au calendrier décousu, les Françaises sont à peine un quart (23 %), en revanche, à exprimer de l'intérêt pour le rugby. Même si 7 % d'entre elles disent suivre ce sport avec enthousiasme. L'étude d'OMD indique, par ailleurs, que le rugby fédère une population plutôt âgée, car les plus de 50 ans seraient les plus accros. Un tiers des jeunes disent également suivre l'actualité dybystique, sans distinction entre ceux âgés de 15 à 24 ans et ceux de 25 à 34 ans.

En termes d'image, le rugby n'est pas perçu comme « moderne » et reste très ancré dans les univers liés

à la « tradition », même s'il peut être qualifié de « populaire » (à 77 %) et « convivial » (63 %). Ce sont sans doute les affres de la mêlée qui continuent de lui attribuer les valeurs d'un sport caractérisé par son « esprit d'équipe » (91 %) et sa « combativité » (86 %).

Ces qualités sont plutôt vécues par procuration. Le rugby, comme les autres principaux sports, se consomme principalement assis devant son poste de télévision. Le premier intérêt arrive avec les compétitions retransmises en direct (72 %), mais aussi, et c'est plus surprenant, par les rubriques sportives des journaux télévisés, qu'il s'agisse d'éditions nationales ou régionales. Il y a quelques mois, le 25 octobre

« Le rugby reste très ancré dans les univers liés à la tradition »

2001, la lettre professionnelle *Sport Finance et Marketing* - reprenant l'étude API qui mesure la place du sport dans les journaux de TF1, France 2 et France 3 - indiquait qu'en 2001 le rugby avait été le 5^e sport le plus évoqué dans les « JT », loin derrière le temps d'antenne consacré au football, au cyclisme, à la voile et au tennis.

Les performances du XV de France sont surtout relatées dans les tranches d'informations de France 2 (1 heure et 51 minutes). Et on sait désormais que les journaux télévisés sont d'influents vitrines sportives - qui servent aussi à « vendre » les exclusivités -, parce qu'elles contribuent activement à la généralisation de l'intérêt pour un sport.

Florence Amalou

Les frères Schumacher ne partagent pas le succès

Formule 1 • Michael Schumacher (Ferrari) a remporté le Grand Prix du Brésil devant son frère cadet Ralf (BMW-Williams). Les deux hommes occupent les deux premières places du championnat du monde des pilotes

UN DÉPART dominateur, une stratégie de course parfaite et une résistance finale aux assauts de Ralf, son frère cadet : une fois de plus, l'Allemand Michael Schumacher a montré qu'il était intouchable. Alors qu'il étreignait la nouvelle Ferrari F2002 que lui seul avait le privilège de piloter durant le weekend, il s'est offert l'une des victoires les plus probantes de sa carrière au Grand Prix du Brésil, sur le circuit d'Interlagos, dans la banlieue de Sao Paulo.

A un peu plus de 200 km/h de moyenne, il a été le premier à boucler les soixante et onze tours du circuit et à franchir le drapeau à damiers que le roi Pelé, invité d'honneur pour la circonstance et apparemment dépassé par le vacarme ambiant, avait oublié d'agiter au passage du quadruple champion du monde. Qu'importe, les chiffres sont indifférents à l'émotion et le champion allemand engrangeait, sous le soleil brésilien, la cinquante-cinquième

victoire de sa carrière. «*Evidement, je suis un peu plus optimiste pour les circuits où nous avons été dominateurs l'an dernier, explique le quadruple champion du monde à propos de sa nouvelle voiture, dont on ne savait pas grand-chose sinon qu'elle avait tout de même parcouru quelque 5 000 kilomètres en séances d'essais. Nous ne sommes probablement pas encore complètement prêts, mais nous ne sommes plus très loin de là où nous étions l'an passé, ce qui est dû à la nouvelle voiture, au développement des pneus et aux améliorations apportées par Bridgestone.*»

Rubens Barrichello, son coéquipier de chez Ferrari qui courait de surcroît à domicile, a eu juste le temps de faire illusion en prenant la tête de la course au quatorzième tour, sa F2001 ayant emporté moins d'essence que celle de son partenaire d'écurie. Trois tours plus tard, le Paulista devait abandonner sur problème hydraulique : depuis 1994, alors qu'il était chez Jordan, Rubinho n'a jamais terminé un Grand Prix du Brésil, à son grand désespoir et à celui de son public.

Si le Brésilien n'a jamais représenté une menace pour Michael Schumacher, il n'en est pas de même pour un autre bouillant sud-américain : Juan Pablo Montoya sur BMW-Williams avait démontré une fois de plus son extrême combativité lors des séances de qualification en s'octroyant la pole position. On s'attendait à un combat sans merci dans les premiers mètres, et ce fut le cas.

«*J'ai perdu un peu de puissance, et du coup j'ai donné de l'espace à Michael*», avouait le Colombien à propos de son départ raté, dont profitait sans attendre l'Allemand. «*Je pense que Montoya aurait dû essayer d'empêcher Michael Schumacher de passer dans les premiers virages*, expliquait, déçu, Gerhard Berger, le directeur sportif de BMW. Quand on laisse la moindre petite chance à Michael, il la saisit toujours.»

La BMW-Williams essaiera en vain de repasser la Ferrari nouvelle. Elle perdra, dans ce duel, son aileron avant. «*Je n'ai senti aucun contact. Il a dit avoir perdu son aileron avant, mais je n'ai rien senti, et je ne sais pas ce qui a pu en être la*

Lorsque est arrivée la mi-course, les espoirs de rebondissement se sont éteints

cause, expliquait innocemment et non sans perfidie Michael Schumacher. Non, moi, je n'ai rien remarqué. Il n'y a eu aucun problème sur l'ensemble de la voiture.»

Juan Pablo Montoya était alors obligé d'effectuer un arrêt à son

une menace, alors que l'on s'approche du premier tiers de la course et que chacun, à Interlagos, avait parié sur une stratégie à deux arrêts de la Scuderia : les Ferrari sont réputées gourmandes et peu capables de tenir sur de très longs runs ; ce qui a parfois pu arranger les affaires de la concurrence.

Lorsque est arrivée la mi-course et que la rutilante F2002, chaussée de pneus Bridgestone à l'insoignée santé, poursuivait son cavalier seul, les espoirs de rebondissement se sont éteints. Sauf coup de théâtre, l'issue du Grand Prix a paru dès lors scellée sous la griffe italienne, malgré la pression imposée par Ralf Schumacher sur son frère aîné dans les derniers tours de course.

Michael Schumacher a su parfaitement gérer la pression de son concurrent de frère au volant

Le sourire de Renault

«*Un grand merci à toute l'écurie. C'est magnifique de terminer la course devant une Williams.*» Dimanche 31 mars, à l'issue du Grand Prix du Brésil, qui s'était couru sur le circuit d'Interlagos, près de Sao Paulo, Jenson Button, le pilote vedette de Renault, savourait sa quatrième place devant le Colombien Juan-Pablo Montoya. Pour sa troisième course au volant de la RS 202, le Britannique est une nouvelle fois entré dans les points. Le 17 mars, il avait déjà pris la quatrième place du Grand Prix de Malaisie. Et le voilà 4^e au classement du championnat du monde des pilotes, tandis que son écurie figure au même rang chez les constructeurs. L'abandon de son coéquipier, Jarno Trulli (moteur, 61^e tour), est venu tempérer la joie de l'équipe française. «*C'est une grosse déception, a déclaré l'Italien. J'ai pris un très bon départ. J'ai tenu un bon rythme, mais mon moteur a cassé. Que dire ? Le bilan est très positif pour la course, mais le résultat est décevant.*»

stand afin de changer le museau de sa BMW-Williams. Il partait en queue de peloton et perdait tout espoir de victoire. Une fois de plus, il était confronté à l'obligation de batailler pour s'approcher des points et obtenait, maigre consolation, le meilleur temps en course.

En tête de la course dès le 17^e tour, Michael Schumacher et sa F2002 manifestent des signes évidents de bonne santé. Seul Ralf, le frère cadet, représente

d'une BMW-Williams dotée d'une vitesse de pointe pourtant supérieure. «*Le seul dépassement que vous pouvez effectuer ici est au virage numéro un*, explique l'aîné des Allemands, et je m'assurais qu'il ne puisse pas le faire. Cela signifie freiner très tard dans le dernier virage, sortir avec une bonne accélération.» Michael Schumacher n'avait plus dès lors qu'à contrôler son frère dans les rétroviseurs.

Jean-Jacques Larroche

FORMULE 1 - GRAND PRIX DU BRÉSIL

3^e manche

Dimanche 31 mars • Circuit d'Interlagos à Sao Paulo • 71 tours de 4,309 km (305,909 km) Temps chaud • Température piste : 40°C • 80 000 spectateurs •



Classement	Ecuries	Temps
1	Michael Schumacher (Ferrari (Ita))	1 h 31' 43" 663
2	Ralf Schumacher (Williams-BMW (All))	à 0 s 588
3	D. Coulthard (McLaren-Mercedes (GB))	à 59 s 109
4	J. Button (Renault (GB))	à 1 min 6 s 883
5	J. P. Montoya (Williams-BMW (Col))	à 1 min 7 s 563
6	M. Salo (Toyota (Fin))	à 1 tour

7. E. Irvine Jaguar-Cosworth (GB) à un tour. 8. P. De La Rosa Jaguar-Cosworth (ESP) à un tour
Principaux abandons : Rubens Barrichello (hydraulique, 17^e tour) ; Heinz-Harald Frentzen (bielle de suspension arrière, 26^e tour) ; Olivier Panis (boîte de vitesses, 26^e tour) ; J. Villeneuve (moteur, 68^e tour).

Pole position

J-P. Montoya
Williams-BMW (Col)

Meilleur tour

J-P. Montoya
en 1 min 16 s 079 (203,898 km/h), 60^e t.

Les faits marquants

1. Quelques dizaines de mètres après le départ, M. Schumacher, parti en 2^e position, profite du mauvais freinage de J-P. Montoya pour le dépasser et s'installe en tête. En voulant revenir sur le champion du monde, le colombien casse son aileron sur la Ferrari, mais repart au tour suivant. Sur un problème hydraulique, le Brésilien Rubens Barrichello est une nouvelle fois contraint à l'abandon devant son public. (17^e tour).



Classements des championnats

Pilotes : 1. M. Schumacher, 24 pts. 2. R. Schumacher, 16. 3. J-P. Montoya, 14. 4. J. Button, 6. 5. K. Raikkonen et D. Coulthard, 4. 6. E. Irvine, 3. 7. M. Webber, 2, etc.
Constructeurs : 1. Williams-BMW, 30 pts. 2. Ferrari, 24. 3. McLaren-Mercedes, 8, etc.

Le fils du colonel Kadhafi investit corps et biens dans la Juventus Turin

Football • El Saadi Kadhafi rêve de détenir 20 % du capital du club italien et de porter le maillot de la sélection libyenne

ROME

correspondance

Il y a vingt-six ans, un « mariage d'intérêt » porta les Libyens dans le capital de Fiat. Cet argent frais providentiel avait permis à la célèbre firme turinoise de surmonter un passage difficile. Pour le colonel Kadhafi, ce fut à la fois une bonne affaire et une occasion pour sortir son pays de l'isolement. Aujourd'hui, c'est un « coup de cœur » qui pousse El Saadi Kadhafi, le fils préféré du leader libyen, âgé de vingt-neuf ans, homme d'affaires à ses heures, à investir dans la Juventus Turin, le club de football de la famille Agnelli, une équipe dont il est tifosi depuis toujours.

En janvier, la Lafico (Libyan Arab Foreign Investment Company) a acheté 6,4 millions d'actions de la Juve, soit 5,31 % du capital. Mais l'objectif déclaré de cet ingénieur, colonel comme son père, est de détenir bientôt 20 % du capital du club et, pourquoi pas, d'obtenir une place dans son conseil d'administration. En attendant, il se contente de s'entraîner avec ses idoles, comme il l'a fait, en février, après une rencontre d'affaires avec l'avvocato Gianni Agnelli.

Cette opération ne concerne pas seulement le côté business. «*La Juve avec nous sera plus forte, mais notre présence dans l'équipe la plus chouchoutée d'Italie servira également à rapprocher nos deux peuples*», a confié El Saadi à la *Gazzetta dello sport*.

ARRIÈRE-PENSÉES

Au passage, assure-t-il, cette coopération devrait permettre de lever un peu de méfiance envers les Libyens et de mettre un terme définitif aux quelques incompréhensions de type post-colonial qui existent encore entre les deux pays. L'idéal, à ses yeux, serait d'organiser en Libye quelques matches

amicaux avec la Juventus, qui pourrait, pourquoi pas, découvrir quelques talents locaux.

En fait, derrière cet engouement se cache peut-être autre chose, souligne avec une pointe d'ironie la presse italienne. A la fois patron et milieu de terrain d'El Itihad, l'équipe de Tripoli, le jeune Kadhafi ne rêve que de pouvoir endosser le maillot national libyen lors de la Coupe du monde de 2006, en Allemagne. D'où son investissement en Italie.

Après avoir acheté une part importante de la Juve, il s'est assuré aussi les services de Franco Scoglio, un entraîneur italien qui a obtenu de bons résultats en tant que sélectionneur de l'équipe nationale de Tunisie. On dit que celui-ci serait prêt à trouver une place de titulaire en sélection au fils Kadhafi.

Ensuite, El Saadi Kadhafi se verrait bien poursuivre sa carrière de joueur en Italie. On raconte qu'il ne voyage jamais sans moins d'une quinzaine de gardes du corps, interprètes, assistants et autres, et qu'il ne se sépare jamais de deux cassettes, la tentative à échouer.

Les deux cassettes, selon le portrait dressé par l'hebdomadaire italien *L'Espresso*, montrent quelqu'un de particulièrement attiré par le dribbling et qu'on laisse faire pour «*évidentes raisons d'Etat*». Cet échec ne semble pas l'avoir affecté excessivement. El Saadi se montre désormais très à l'aise avec sa nouvelle casquette d'important actionnaire de la Juve.

Au cours d'une émission télévisée à laquelle participait Christian Vieri, l'avant-centre de la Squadra azzurra et de l'Inter Milan, il a

déclaré qu'il le verrait bien dans «*sa*» Juventus. Du côté de l'équipe turinoise, on semble réagir plutôt favorablement.

Au lendemain de l'entrée de Lafico dans le capital, on avait souligné que c'était la preuve que le plan industriel était apprécié. Quant à l'éventualité d'une participation plus importante, Gianni Agnelli, le grand patron de Fiat, s'est lui-même chargé de dire qu'il n'y voyait aucun inconvénient. Au contraire.

Après avoir noué des accords avec le Japon, le club qui compte le plus de tifosi en Europe – 17 millions – ne peut que se réjouir de cet intérêt soulevé en Libye. Cela cadre avec les objectifs du club de se positionner comme une *entertainment company* au niveau mondial, sur le style des clubs anglais de Manchester United ou de Chelsea.

Le « coup de cœur » du fils du dirigeant libyen n'a pas vraiment apporté, pour l'instant, de bénéfices

en Bourse, où la cote de l'action Juventus Turin est toujours à la traîne. Il n'a pas davantage influencé le parcours sportif du grand club turinois, récemment éliminé de la Ligue des champions, à l'issue de la deuxième phase, et distancé par l'Inter Milan et l'AS Rome dans la course au titre de champion d'Italie après son match nul (1-1) concédé face à la Lazio Rome, samedi 30 mars.

Salvatore Aloise



Un 51^e trophée pour Andre Agassi

ANDRE AGASSI aime le tournoi de Key Biscayne (Etats-Unis). Il l'a prouvé en y remportant son cinquième titre, dimanche 31 mars, battant en finale le Suisse Roger Federer (6-3, 6-3, 3-6, 6-4). A 31 ans, l'Américain, qui disputait sa septième finale en 16 apparitions,

a égalé le record de son épouse, Steffi Graf, cinq fois victorieuse à Key Biscayne.

Grâce à ce 700^e match remporté sur le circuit, il a brandi le 51^e trophée de sa carrière, empochant au passage un chèque de 456 000 dollars.

Football : les autorités soupçonnent l'utilisation de l'EPO

LE PRÉSIDENT de la commission médicale de la Fédération internationale de football (FIFA), Michel d'Hooghe, ne serait pas étonné que des joueurs de haut niveau aient recours à l'érythropoïétine (EPO) pour améliorer leurs performances. «*L'EPO est aujourd'hui si couramment utilisée dans d'autres sports que je ne peux imaginer qu'elle soit tenue à l'écart du monde du football*», a-t-il déclaré à l'hebdomadaire anglais *The Observer*. «*Des spécialistes du dopage, des gens qui l'ont pratiqué dans le cyclisme ou le ski de fond, sont soudainement apparus dans l'entourage de certains clubs*», a-t-il ajouté.

Le directeur exécutif de l'Association des joueurs professionnels anglais, Gordon Taylor, a confirmé ces propos : «*Les joueurs de haut niveau jouent plus de matches qu'ils n'en ont jamais joué, trop de matches, et vous vous demandez comment ils font pour rester performants ? (...) Il serait naïf de croire que le football échappe au dopage. Le monde du football n'est pas une oasis.*» «*Lorsqu'un joueur qui doit jouer tous ces matches se sent très fatigué, ce peut être une solution que de lui faire prendre une substance pour améliorer sa condition et lui donner l'impression qu'il peut courir pendant 90 minutes, a-t-il poursuivi. Ce peut être de l'EPO, des stéroïdes anabolisants ou des amphétamines. L'entraînement, la diététique et le reste, cela ne suffit pas.*» Lors de la phase finale de la Coupe du monde 2002 (31 mai-30 juin), il est prévu qu'après chaque rencontre deux joueurs de chaque équipe fourniront un échantillon sanguin et urinaire, dans le but notamment de détecter une éventuelle présence d'EPO.

DÉPÊCHES

■ **DOPAGE : de plus en plus de joueurs du championnat nord-américain de base-ball** utilisent des produits dopants en toute impunité, a révélé une enquête du *New York Times*, dimanche 31 mars. «*Je pense que l'on en trouve [des produits dopants] dans toute notre industrie. Et avec tout l'argent qui circule, c'est une pratique qui devient de plus en plus courante*», a confié au quotidien new-yorkais Randy Smith, le directeur général de l'équipe des Detroit Tigers. «*Des joueurs essayent d'améliorer leurs performances pour décrocher un contrat, a-t-il ajouté. Vous voyez des batteurs moyens qui tout d'un coup deviennent de bons joueurs avec un énorme potentiel au niveau puissance.*»

Les secrétaires généraux des équipes professionnelles affirment tous que «*la tendance est à la hausse*». La Major League Baseball ne prévoit aucun contrôle antidopage. L'Union des joueurs s'y oppose aussi, arguant que des tests inopinés et rigoureux porteraient atteinte aux libertés individuelles.

■ **VOILE : Bruno Peyron et ses douze marins** embarqués à bord du catamaran *Orange* pour tenter de battre le Trophée Jules-Verne ont franchi la longitude du cap Leeuwin (pointe sud-ouest de l'Australie), dimanche à 14 h 58 GMT, établissant un nouveau record sur la distance Bonne-Espérance - Leeuwin en 29 j 7 h 22 min.

■ **LOTO : résultats des tirages n° 26 effectués samedi 30 mars.** Premier tirage : 13, 16, 24, 25, 40, 48 ; numéro complémentaire : 4. Rapports pour 6 numéros : 988 960 € ; 5 numéros et le complémentaire : 20 405,10 € ; 5 numéros : 1 265,90 € ; 4 numéros et le complémentaire : 44,60 € ; 4 numéros : 22,30 € ; 3 numéros et le complémentaire : 4,60 € ; 3 numéros : 2,30 €.

Second tirage : 1, 2, 4, 9, 10, 36 ; numéro complémentaire : 22. Rapports pour 6 numéros : 537 033 € ; 5 numéros et le complémentaire : 4 741,20 € ; 5 numéros : 356,10 € ; 4 numéros et le complémentaire : 20,60 € ; 4 numéros : 10,30 € ; 3 numéros et le complémentaire : 2,80 € ; 3 numéros : 1,40 €.

Non sans mal, Bastia et Lorient parviennent au sommet de la Coupe de France

Football ● Dans un match rempli d'émotion, le club corse a peiné pour se qualifier face à Sedan (1-0), tandis que Lorient a péniblement dominé Nîmes (1-0). La finale se jouera le 11 mai

UN CI SCURDEREMU MAI (« *Nous n'oublierons jamais.* ») Au pied de la tribune nord, sur la stèle érigée en mémoire des victimes, ces mots ont été gravés dans la pierre. Le 5 mai 1992, l'effondrement de la tribune du stade de Furiani avait fait 17 morts et plus de 2 300 blessés. Samedi 30 mars face à Sedan, le stade Armand-Cesari et ses 11 500 spectateurs n'avaient rien oublié du drame. Parce que c'était il y a 10 ans. Parce que, depuis, Bastia n'avait plus disputé d'autre demi-finale de Coupe de France. Surtout, parce que la douleur était encore vive.

« *Ce soir, je pense beaucoup à tous ceux qui ne pourront plus jamais assister à un match de football*, a déclaré François Nicolaï, président du SC Bastia, après la victoire de son club (1-0 a.p.). *J'espère que cette finale permettra un jour de se réconcilier avec tous ces blessés. Cette victoire de Bastia a un peu exorcisé le cauchemar vécu.* »

Henri Stambouli, entraîneur de Sedan, a également eu une pensée pour ceux qui ont été touchés par la catastrophe : « *Ma seule satisfaction, c'est que la qualification de Bastia servira à honorer ceux qui sont tombés ici le 5 mai 1992. Ce match me fait dire qu'il y a peut-être une justice divine.* »

Sur le terrain, la rencontre a été crispante et la victoire a hésité avant de choisir son camp. On

retiendra que, malgré l'enjeu et le contexte, elle s'est déroulée dans un bon état d'esprit, notamment grâce à l'arbitrage de Stéphane Bré. Après bon nombre d'occasions franches, qui ont permis aux gardiens Ali Boumnijel et Patrick Régnault de s'illustrer, il fallut attendre la prolongation pour voir un but.

A la 94^e minute, Tony Vairelles, bien servi par Mickaël Essien, et déjà auteur du but de la qualification au tour précédent face à Libourne Saint-Seurin (0-1 a.p.), a marqué du pied gauche le but que

Le portrait des finalistes

● **Bastia, qui compte 35 points, occupe la 11^e place** du championnat de France de division 1. Avant de battre Sedan (1-0 a.p.), le club a éliminé : Libourne Saint-Seurin (0-1 a.p.), Nancy (2-0), Sochaux (2-1) et Nantes (3-1). Bastia a déjà gagné la Coupe de France en 1981, mais l'a perdue en 1972.

● **Lorient, avec 28 points, est classé à la dernière place** du championnat de D1 et lutte pour se maintenir. Avant de battre Nîmes (0-1), Lorient avait éliminé : le Paris-SG (0-1), Louhans (2-2, 4 t.à.b. à 5), Rennes (1-2) et Douai (1-3). Lorient n'a jamais remporté de trophée. Depuis 1998 et le match entre le

la Corse attendait. Le coup de siffler final a alors sonné comme une libération pour les insulaires. Dans les yeux de tous, il y avait bien plus que la victoire d'un match de football.

TROISIÈME FINALE

Des longs cortèges de supporters, place Saint-Nicolas de Bastia et sur le cours Paoli de Corte, aux salves d'honneur à Tallone et déjà auteur du but de la Castagniccia et du Fium' Orbo, l'île de Beauté tout entière a fêté la troisième participation de Bastia à une

Paris-SG et Lens, cette finale sera la première entre deux clubs de D1. Lorient jouera la finale de la Coupe de la Ligue contre Bordeaux le 20 avril au Stade de France. Le vainqueur de ces deux coupes disputera la Coupe de l'UEFA.

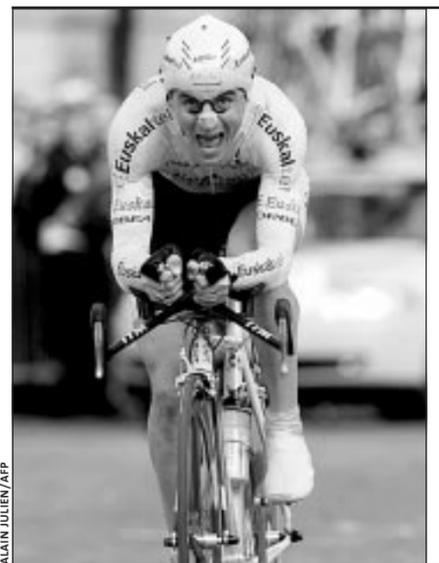
● **Yvon Pouliquen, entraîneur des Merlus**, va tenter de conserver la Coupe, qu'il a déjà gagnée en 2001 avec Strasbourg. Il est arrivé en cours de saison en Bretagne. Robert Nouzaret, lui, est à Bastia depuis le début de la saison. Outre leurs deux affrontements en championnat (3-1 pour Bastia en Corse et 0-0 au retour), Lorient a éliminé Bastia en quarts de finale de la Coupe de la Ligue.



FRANÇOIS ANARDINI/AFP

FOOTBALL

Pris en tenaille par les défenseurs sedanais, le milieu de terrain bastiais Damian Manso (de face), son équipe parviendra malgré tout en finale de la Coupe de France.



ALAIN JULIEN/AFP

CYCLISME

L'Espagnol Alberto Martínez (Euskaltel) (ci-contre) aura signé ce week-end la plus belle victoire de sa carrière en remportant le Critérium international.

FOOTBALL

Entorse de la cheville droite pour Zinedine Zidane au cours du match Real Madrid-FC Séville (ci-dessous).



MARCELLO DEL POZZO/REUTERS

RÉSULTATS

FOOTBALL

France

DIVISION 2 (Match en retard)
(23^e journée)
SAMEDI

Nancy-Martignes	1-1
Classement : 1. Ajaccio, 63 pts ; 2. Le Havre, 58 ; 3. Nice, 56 ; 4. Beauvais, 55 ; 5. Strasbourg, 52 ; 6. Le Mans, 52 ; 7. Châteauroux, 47 ; 8. Laval, 47 ; 9. Caen, 46 ; 10. Nancy, 45 ; 11. Gueugnon, 43 ; 12. Amiens, 42 ; 13. Wasquehal, 42 ; 14. Niort, 41 ; 15. Saint-Etienne, 40 ; 16. Grenoble, 39 ; 17. Istres, 37 ; 18. Créteil, 32 ; 19. Martignes, 31 ; 20. Nîmes, 26.	
National (31^e journée)	
VENDREDI	
Sète-Racing CP	1-0
Toulouse-Calais	4-0
SAMEDI	
Dijon-Brest	0-1
Besançon-Valence	1-1
Boulogne-sur-Mer - Louhans-Cuiseaux	0-0
Lusitanos - Noisy-le-Sec	0-2
Angoulême-Cannes	0-0
Reims-Clermont Foot	2-0
Pau-Alès	0-0
La Roche-sur-Yon - Angers	1-2
Classement : 1. Toulouse, 65 pts ; 2. Clermont Foot, 3. Reims, 60 ; 4. Angoulême, 59 ; 5. Valence, 57 ; 6. Cannes, 56 ; 7. Louhans-Cuiseaux, 42 ; 8. Alès, 41 ; 9. Racing CP, 40 ; 10. Boulogne-sur-Mer, 40 ; 11. Sète, 40 ; 12. Angers, 38 ; 13. Besançon, 38 ; 14. La Roche-sur-Yon, 37 ; 15. Brest, 33 ; 16. Lusitanos, 29 ; 17. Dijon, 29 ; 18. Noisy-le-Sec, 28 ; 19. Pau, 26 ; 20. Calais, 14.	

Allemagne	
BUNDESLIGA (29^e journée)	
SAMEDI	
Munich 1860-Sankt Pauli	4-2
VFB Stuttgart-Borussia Dortmund	3-2
Energie Cottbus-Fribourg	2-0
Nuremberg-VfL Wolfsburg	3-0
Hambourg SV-Bayern Munich	0-0
Kaiserslautern-Bayer Leverkusen	2-4
Moenchengladbach-Hertha Berlin	3-1
DIMANCHE	
Werder Brême-Hansa Rostock	4-3
Cologne-Schalke 04	1-1
Classement : 1. Bayer Leverkusen, 62 pts ; 2. Borussia Dortmund, 58 ; 3. Bayern Munich, 55 ; 4. Schalke 04, 55 ; 5. Hertha Berlin, 52 ; 6. Kaiserslautern, 49 ; 7. Werder Brême, 46 ; 8. Munich 1860, 42 ; 9. VfB Stuttgart, 41 ; 10. VfL Wolfsburg, 37 ; 11. Hambourg, 36 ; 12. Moenchengladbach, 36 ; 13. Energie Cottbus, 32 ; 14. Hansa Rostock, 30 ; 15. Nuremberg, 28 ; 16. Fribourg, 24 ; 17. Sankt Pauli, 21 ; 18. Cologne, 20.	

Angleterre	
PREMIER LEAGUE (32^e journée)	
VENDREDI	
Newcastle-Everton	6-2
SAMEDI	
Leeds-Manchester United	3-4
Liverpool-Charlton	2-0
Arsenal-Sunderland	3-0
Bolton-Aston Villa	3-2
Chelsea-Derby	2-1
Leicester-Blackburn	2-1
West Ham-Ipswich	3-1
Southampton-Fulham	1-1
Middlesbrough-Tottenham	1-1
Classement : 1. Liverpool, 68 pts ; 2. Manchester United, 67 ; 3. Arsenal, 66 ; 4. Newcastle, 59 ; 5. Chelsea, 56 ; 6. Leeds, 54 ; 7. Aston Villa, 42 ; 8. Tottenham, 42 ; 9. Charlton, 41 ; 10. West Ham, 40 ; 11. Middlesbrough, 39 ; 12. Southampton, 38 ; 13. Fulham, 36 ; 14. Everton, 36 ; 15. Bolton, 36 ; 16. Sunderland, 35 ; 17. Blackburn, 32 ; 18. Ipswich, 32 ; 19. Derby, 29 ; 20. Leicester, 22.	
Italie	
SERIE A (29^e journée)	
Atalanta Bergame-Plaisance	1-1
Fiorentina-Inter Milan	0-1
Lecce-Venise	2-1
Milan AC-Parme	3-1
Pérouse-Chievo Vérone	2-2
AS Rome-Bologne	3-1
Udinese-Brescia	3-2
Hellas Vérone-Torino	0-1
Juventus Turin-Lazio Rome	1-1

Classement : 1. Inter Milan, 62 pts ; 2. AS Rome, 59 ; 3. Juventus, 56 ; 4. Bologne, 48 ; 5. Milan AC, 47 ; 6. Chievo Vérone, 46 ; 7. Lazio Rome, 41 ; 8. Torino, 39 ; 9. Pérouse, 37 ; 10. Atalanta Bergame, 37 ; 11. Hellas Vérone, 35 ; 12. Parme, 34 ; 13. Udinese, 34 ; 14. Plaisance, 33 ; 15. Brescia, 33 ; 29 16. Lecce, 27 ; 17. Fiorentina, 22 ; 18. Venise, 16.	
---	--

Espagne	
LIGA (32^e journée)	
SAMEDI	
FC Séville-Real Madrid	0-1
Real Sociedad Saint Sébastien-Deportivo La Corogne	1-1
FC Barcelone-Las Palmas	1-1
Celta Vigo-Alaves Vitoria	3-1
Tenerife-Valence	0-1
DIMANCHE	
Osasuna Pampelune-Malaga	0-2
Villarreal-Athletic Bilbao	5-2
Majorque-Espanyol Barcelone	2-1
Saragosse-Valladolid	0-0
Rayo Vallecano Madrid-Betis Séville	0-0
Classement : 1. Real Madrid, 59 pts ; 2. Valence, 59 ; 3. Deportivo La Corogne, 55 ; 4. Celta Vigo, 54 ; 5. Betis Séville, 52 ; 6. FC Barcelone, 51 ; 7. Athletic Bilbao, 48 ; 8. Malaga, 45 ; 9. Alaves, 45 ; 10. Espanyol Barcelone, 41 ; 11. Valladolid, 41 ; 12. FC Séville, 39 ; 13. Villarreal, 37 ; 14. Real Sociedad Saint Sébastien, 37 ; 15. Majorque, 37 ; 16. Las Palmas, 37 ; 17. Rayo Vallecano Madrid, 34 ; 18. Osasuna Pampelune, 34 ; 19. Saragosse, 34 ; 20. Tenerife, 32.	

RUGBY	
Super 12 (6^e journée)	
VENDREDI	
Auckland Blues (Nzl)-New South Wales Waratahs (Aus)	22-20
SAMEDI	
Wellington Hurricanes (Nzl)-Queensland Reds (Aus)	22-18
Otago Highlanders (Nzl)-Waikato Chiefs (Nzl)	24-29
DIMANCHE	
Canterbury Crusaders (Nzl)-ACT Brumbies (Aus)	33-32
Exempts : Coastal Sharks, Golden Cats, Western Stormers et Northern Bulls (tous AFS)	
Classement : 1. ACT Brumbies, 26 pts ; 2. NSW Waratahs, 25 ; 3. Otago Highlanders, 21 ; 4. Canterbury Crusaders, 21 ; 5. Wellington Hurricanes, 18 ; 6. Auckland Blues, 14 ; 7. Western Stormers, 11 ; 8. Queensland Reds, 11 ; 9. Waikato Chiefs, 8 ; 10. Golden Cats, 5 ; 11. Northern Bulls, 1 ; 12. Coastal Sharks, 1. (NDLR : 4 points pour une victoire, 2 pour un nul, 1 point de bonus pour 4 essais ou plus marqués, ainsi que pour une défaite avec un écart inférieur ou égal à 7 points.)	

BASKET-BALL	
PRO B (23^e journée)	
SAMEDI	
Rueil-Mulhouse	94-74
Evreux-Beauvais	96-82
Golbey Epinal-Reims	68-64
Vichy-Besançon	76-66
Saint-Etienne-Brest	94-78
Châlons-en-Champagne-Nantes	78-69
Saint-Quentin-Maurienne	95-80
Roanne-Bondy	95-98
Classement : 1. Vichy, 42 pts ; 2. Roanne, 39 ; 3. Golbey Epinal, Rueil, 38 ; 5. Saint-Quentin, Besançon, 36 ; 7. Reims, Evreux, Beauvais, 35 ; 10. Châlons-en-Champagne, 34 ; 11. Mulhouse, Saint-Etienne, 32 ; 13. Maurienne, 31 ; 14. Brest, Nantes, 30 ; 16. Bondy, 29.	
HANDBALL	
DIVISION 1 (22^e journée)	
VENDREDI	
Montpellier-Nancy	33-23
Toulouse-Paris-SG	28-20
SAMEDI	
Nîmes-Bordeaux	23-22
ACBB-Angers	24-23
Livry-Gargan-Chambéry	20-27
DIMANCHE	
Créteil-Dunkerque	18-19
(Mercredi 3 avril : Ivry - Sélestat)	
Exempt : Istres	
Classement : 1. Montpellier, 61 pts ; 2. Dunkerque, 51 ; 3. Chambéry, 51 ; 4. Paris-SG, 47 ; 5. Créteil, 45 ; 6. Ivry, 43 ; 7. Istres, 43 ; 8. Toulouse, 42 ; 9. Nîmes, 37 ; 10. Nancy, 35 ; 11. ACBB, 33 ; 12. Angers, 32 ; 13. Livry-Gargan, 32 ; 14. Sélestat, 30 ; 15. Bordeaux, 26.	

VOLLEY-BALL

Coupe de France messieurs (Poitiers)
Finale : Poitiers-Tourcoing 3-2

CYCLISME
CRITÉRIUM INTERNATIONAL, CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Classement de la troisième et dernière étape, un contre-la-montre de 8,5 km couru, dimanche après-midi, à Charleville-Mézières : 1. Jens Voigt (All/Crédit agricole), les 8,5 km en 10 min 23 s (moyenne : 49,117 km/h) ; 2. Alberto Martínez (Esp), à 07 s ; 3. Lance Armstrong (USA), 08 s ; 4. Rik Verbrugghe (Bel), 12 s ; 5. Brad McGee (Aus), 12 s ; ... 7. Didier Rous (Fra), 14 s ; 8. Sylvain Chavanel (Fra), 15 s.
Classement général final : 1. Alberto Martínez (Esp/Euskaltel), 7 h 33 min 03 s ; 2. Lance Armstrong (USA), à 01 s ; 3. David Moncoutié (Fra), 12 s ; 4. Jens Voigt (All), 17 s ; 5. Laurent Brochard (Fra), 19 s ; 6. Aitor Gonzalez (Esp), 21 s ; 7. Inigo Cuesta (Esp), 25 s ; 8. Mario Aerts (Bel), 27 s ; 9. Rik Verbrugghe (Bel), 31 s ; 10. Brad McGee (Aus), 31 s ; 12. Didier Rous (Fra), 33 s ; 13. Sylvain Chavanel (Fra), 34 s ; ... 18. Sandy Casar (Fra), 43 s ; ... 35. Patrice Halgand (Fra), 59 s ; ... 52. Richard Virenque (Fra), 1 min 21 s 65 ; ... 90. Christophe Moreau (Fra), 6 min 01 s ; ... 105. Florent Brard (Fra), 11 min 31 s.
FLÈCHE BRABANÇONNE, 198 KM, ALSEMBERG (BELGIQUE)
DIMANCHE
Classement : 1. Fabien De Waele (Bel/Mapei), les 198 km en 3 h 25 min 15 s ; 2. Erwin Thijs (Bel/Pal) ; 3. Chris Peers (Bel/Cof), m.t.

GOLF
OPEN DE RANCHO MIRAGE, CIRCUIT AMÉRICAIN FEMMES (CALIFORNIE, USA)
Classement à l'issue du 3^e tour : 1. Liselotte Neumann (Sue), 212 (69-70-73), Karrie Webb (Aus), 212 (75-70-67), Annika Sorenstam (Sue), 212 (70-71-71) ; 4. Rosie Jones (USA), 213 (72-69-72), Becky Iversen (USA), 213 (71-74-68) ; 6. Dorothy Delasin (USA), 214 (72-69-69), Cristie Kerr (USA), 214 (74-70-70) ; 8. Vicki Goetzig-Ackerman (USA), 215 (74-73-68), Lorena Ochoa (Mex), 215 (75-69-71), Lorie Kane (Can), 215 (73-72-70) ; 11. Beth Daniel (USA), 216 (71-70-75), Se Ri Pak (Cds), 216 (74-71-71), Kris Tschetter (USA), 216 (74-69-73), Leta Lindley (USA), 216 (72-72-72).
OPEN DE HOUSTON, CIRCUIT AMÉRICAIN MASCULIN (USA)
Classement à l'issue du 3^e tour : 1. Vijay Singh (Fij), 198 (67-65-66) ; 2. Darren Clarke (Aus), 201 (69-65-67) ; 3. José María Olazabal (Esp), 203 (71-68-64) ; 4. Shigeiki Maruyama (Jap), 205 (68-71-66), Brandt Jobe (USA), 205 (70-66-69) ; 6. Rory Sabbatini (Afs), 206 (69-71-66), Paul Stankowski (USA), 206 (72-68-66), Adam Scott (Aus), 206 (72-67-67), Jim Carter (USA), 206 (65-73-68), Jay Haas (USA), 206 (67-70-69), Greg Norman (Aus), 206 (70-68-68), J.P. Hayes (USA), 206 (67-68-71) ; ... 16. David Toms (USA), 208 (69-72-67), Nick Price (Zim), 208 (68-71-69).

AUTOMOBILISME
FORMULE 3000, GRAND PRIX DU BRÉSIL, SAO PAULO
SAMEDI
Classement : 1. Rodrigo Sperafico (Bré/Durango Formula), les 150,785 km en 53 min 24 s 481 (moyenne : 169,395 km/h) ; 2. Mario Haberfeld (Bré/Astromega), à 0 s 739 ; 3. Ricardo Mauricio (Bré/Red Bull Junior), 3 s 901 ; 4. Antonio Pizzonia (Bré/Petrobras Junior), 5 s 220 ; 5. Bjorn Wirdheim (Suè/Arden Team Russia), 5 s 431 ; 6. Enrico Toccacelo (Ita/Coloni), 6 s 544 ; 7. Ricardo Sperafico (Bré/Petrobras Junior), 6 s 775 ; 8. Giorgio Pantano (Ita/Coloni), 7 s 666 ; 9. Tiago Monteiro (Por/Super Nova), 8 s 934 ; 10. Patrick Friesacher (Aut/Red Bull Junior), 9 s 348.
Classement du championnat : 1. Rodrigo Sperafico (Bre), 10 pts ; 2. M. Haberfeld (Bre), 6 ; 3. R. Mauricio (Bre), 4 ; 4. A. Pizzonia (Bre), 3 ; 5. B. Wirdheim (Sue), 2 ; 6. E. Toccacelo (Ita), 1.

BOXE
CHAMPIONNAT WBA DES WELTERS, À READING (USA)
Ricardo Mayorga (Cos) b. l'Américain Andrew Lewis (USA) par arrêt de l'arbitre à la 5^e reprise, samedi soir. Il remporte le titre de champion WBA des poids welters en boxe.

TENNIS

TOURNOI DE KEY BISCAYNE, FLORIDE (USA)
DAMES
Demi-finales : Serena Williams (Usa) b. Venus Williams (Usa) 6-2, 6-2
Jennifer Capriati (Usa) b. Monica Seles (Usa) 4-6, 6-3, 7-6 (7/4)
Finale : S. Williams b. Capriati 7-5, 7-6 (7/4)
HOMMES
Demi-finales : Roger Federer (Sui) b. Lleyton Hewitt (Aus) 6-3, 6-4
Andre Agassi (Usa) bat Marcelo Rios (Chi) 6-7 (7/9), 6-4 abandon
Finale : Agassi b. Federer 6-3, 6-3, 3-6, 6-4.

CALENDRIER

LUNDI 1^{ER} AVRIL

FOOTBALL
Championnat de France de D1 (28^e journée, match à rejouer) : Marseille-Auxerre (**Canal+**, 18 h 45).
Championnat de France de D2 (21^e journée, match en retard) : Strasbourg-Istres.

TENNIS
Tournois WTA de Porto (Por) et Sarasota (USA), jusqu'au 7 avril.

MARDI 2 AVRIL

BASKET-BALL
Coupe de France messieurs (quarts de finale).

CYCLISME
Coupe de France messieurs : Paris-Camembert. Trois jours de La Panne (Bel), jusqu'au 4 avril.

FOOTBALL
Ligue des champions (quarts de finale aller) : Bayern Munich (All)-Real Madrid (Esp) (**Canal+**, 20 h 05), Deportivo La Corogne (Esp)-Manchester United (Angl).

MERCREDI 3 AVRIL

FOOTBALL
Ligue des champions (quarts de finale aller) : Liverpool (Ang)-Bayer Leverkusen (All) (**TF1**, 20 h 35), Panathinaïkos (Grè)-Barcelone (Esp).

NATATION
Championnats du monde en petit bassin à Moscou, jusqu'au 7 avril.

Avec le Monde de l'éducation d'avril

SUPPLÉMENT GRATUIT

Les arts
à l'école



Le Monde
de l'éducation



GAP
www.gap.fr

Nuages à l'ouest, soleil ailleurs

MARDI 02 AVRIL
Lever du soleil à Paris : 7 h 28
Coucher du soleil à Paris : 20 h 21

L'anticyclone russe s'étend sur une grande partie de l'Europe. Les dépressions qui s'approchent de la Bretagne et qui remontent de Méditerranée apportent des nuages sur ces deux groupes de régions.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. La Bretagne et le Cotentin connaissent un ciel assez gris et quelques ondées, notamment sur le Finistère. De l'est des pays de Loire au Calvados, après dissipation des brumes, le soleil fait quelques apparitions mais à travers une voile nuageuse. Il fait de 14 à 17 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Après dissipation de quelques bancs de brouillard, le soleil brille généralement de l'Ile-de-France à la frontière belge. De la Haute-Normandie à la Touraine et au Berry, son éclat est atténué par les filaments nuageux d'altitude. Il fait de 17 à 20 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Quelques brumes puis beaucoup de soleil. Il fait très doux en journée, de 18 à 21 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Temps agréable même si le soleil est souvent voilé. Portés par un vent d'autan à 60 km/h, quelques nuages gris touchent l'est de Midi-Pyrénées en matinée. Il fait de 18 à 22 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Soleil dans un ciel bleu de l'Auvergne aux Alpes, dans un ciel plus laiteux en Limousin. Quelques nuages venant de Méditerranée vers le Bas-Dauphiné en matinée. Il fait de 18 à 21 degrés.

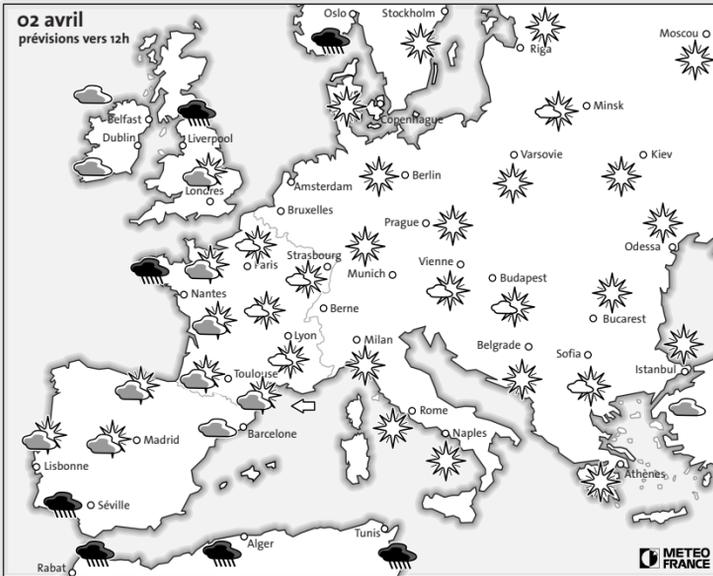
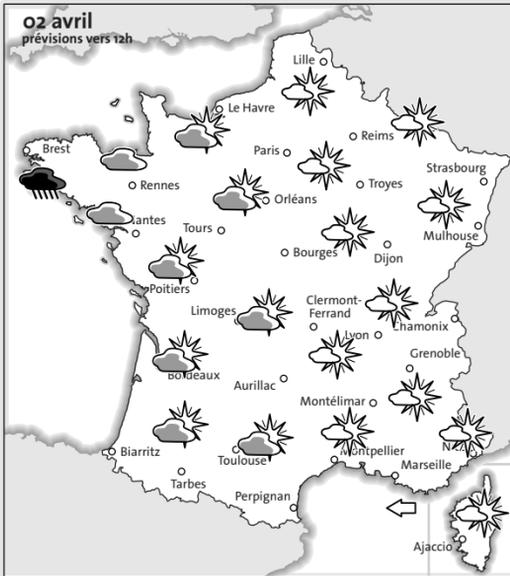
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Des grilles, surtout en Languedoc, le matin. Le soleil fait de belles apparitions l'après-midi de la Provence à la Corse, plus timides en Languedoc-Roussillon. Il fait de 15 à 19 degrés.

02 AVR. 2002 PRÉVISIONS

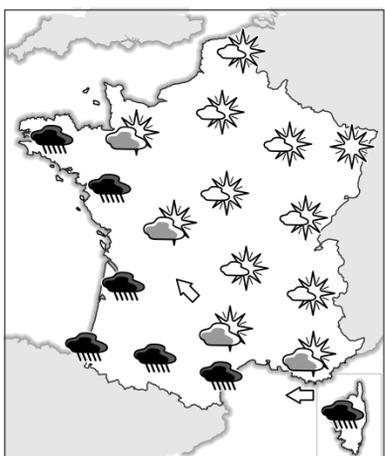
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Table with 3 columns: City, Temperature (min/max), and Weather conditions for various French cities.

Table with 3 columns: City, Temperature (min/max), and Weather conditions for cities in other regions and abroad.



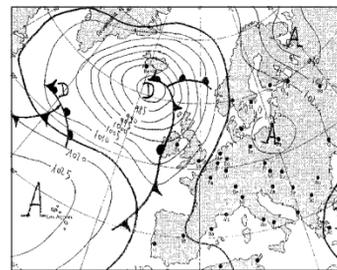
- Weather icons: Soleil, Peu nuageux, Couvert, Brèves éclaircies, Averses, Pluie, Orage, Neige, Brouillard, Vent fort.



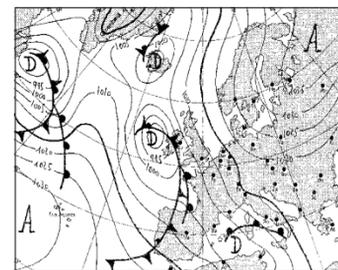
PRÉVISIONS POUR LE 3 AVRIL

AIR FRANCE logo and slogan: faire du ciel le plus bel endroit de la terre.

Mercredi 3 avril Temps pluvieux de la Bretagne au Sud-Ouest et au Languedoc, pluies plus abondantes près des Pyrénées Orientales. Le soleil brille près des frontières belge, allemande, suisse et italienne. Températures en baisse sur la moitié ouest.



SITUATION LE 1er AVRIL À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 3 AVRIL À 0 HEURE TU

Ciel d'avril

ASTRONOMIE Tous les lundis datés mardi, la vie des astres

« DU PAIN sur les genoux/Les étoiles au loin, très loin./ Je mange du pain en regardant les étoiles./ Je suis si absorbé, ô oui, tellement/Que parfois je me trompe, au lieu de pain/Je mange des étoiles. » S'inspirant de ce poème d'Ekmekele Yildizlar, extrait du recueil de poètes turcs Entre les murailles et la mer (éd. La Découverte), les gourmands de ciel auront en avril de quoi se rassasier. Plusieurs phénomènes astronomiques rares se sont en effet concen-

trés en un mois. Cela commencera le 8 vers 2 heures du matin, mais le courage des plus motivés, capables de veiller par amour des astres, ne suffira pas : il faudra se munir d'un bon instrument pour observer un spectacle en clair-obscur prenant pour toile de fond le rond de Jupiter. Cette nuit-là, deux de ses satellites, Io et Callisto, projeteront conjointement leur ombre sur la surface de la planète géante. Pendant ce phénomène, Io, la plus proche des quatre principales lunes de Jupiter, passera également devant le disque jovien.

Parmi les habituels rendez-vous que la Lune donne au cours du mois avec les planètes visibles (Vénus le soir du 14, Mars le 15 en début de nuit, Jupiter le 19 vers 1 heure du matin), il en est un qui vaudra le coup d'œil. Le 16 avril, aux alentours de 22 heures, le croissant de notre satellite s'approchera « dangereusement » de Saturne. Au nord de l'Europe, le seigneur des anneaux sera occulté, au sud non. Dans la bande de démarcation, qui

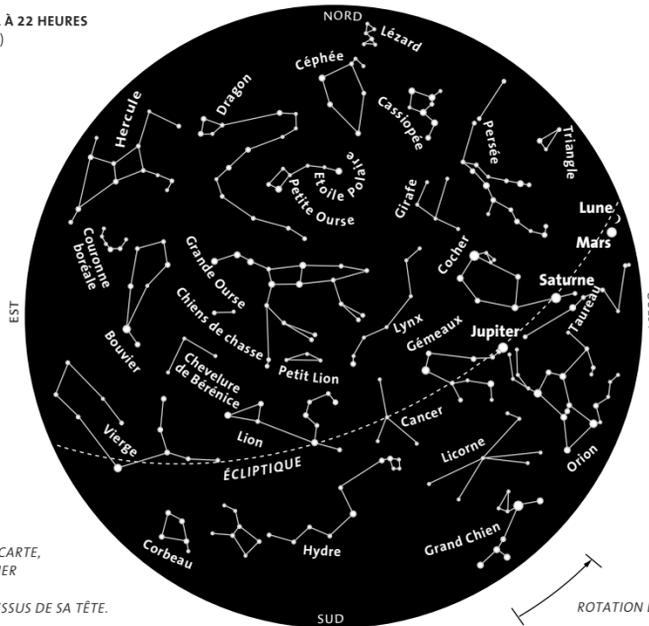
traversera notre pays selon un axe Cherbourg-Besançon, on assistera à une occultation rasante. Au gré des montagnes et des cratères dentelant le limbe de la Lune, Saturne et ses anneaux apparaîtront et disparaîtront dans un amusant jeu de cache-cache auquel on ne pourra participer qu'avec l'aide, là encore, d'un instrument. Nul doute que, comme c'est le cas lors d'une éclipse totale de Soleil visible seulement dans un corridor bien délimité, les passionnés prendront la route pour se poster dans la zone critique.

Pour ceux qui n'ont que leurs yeux pour manger, un menu céleste est prévu en avril. La comète Ikeya-Zhang (Le Monde du 4 mars) sera encore visible, à l'ouest, dès les derniers rayons du Soleil, tout d'abord dans la constellation d'Andromède, puis dans celle de Cassiopée et de Céphée. Disons adieu à cette belle voyageuse car, d'après les calculs, elle mettra trois siècles et demi à revenir.

Pierre Barthélémy

UN CROISSANT DE LUNE AU CONTACT DE MARS

CIEL DU 15 AVRIL À 22 HEURES (HEURE DE PARIS)



POUR LIRE CETTE CARTE, IL FAUT SE TOURNER VERS LE SUD ET LA METTRE AU-DESSUS DE SA TÊTE.

ROTATION DU CIEL EN 1 HEURE : 15°

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 079

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

Crossword grid with 10 rows and 12 columns.

HORIZONTELEMENT

I. Pour gagner de la place et du temps. - II. Fait des plis dans la chute. Refuse la vérité. - III. Taper sur l'autre. Passivité chinoise. - IV. Rouges et frétilants. Son coup atteint brutalement les oreilles. - V. Règlements de comptes. Arrivé en se faisant remarquer. - VI. Article. Ferme la porte ou maintient l'ouverture. Sorti. - VII. Les plus gros attirent

l'œil. L'anglais n'est pas plate. - VIII. Installé sur son siège. Son entrée dans Paris fut triomphale. - IX. Pousse très loin tout ce qu'il touche. Eau des Pyrénées. Affirmation du Nord. - X. Que l'on pourra donc ressortir un jour.

VERTICALEMENT

1. Quand il aime, il le fait savoir. - 2. Fait savoir avec beaucoup de difficultés. - 3. Au bout

du port. Habille les étoiles. - 4. Joindre les deux bouts. En retour. - 5. Fournisseur de soie. Découpai les mots. - 6. Mise sous pression. Mis à nu. - 7. Paresseux. Mélange bourguignon. Tranquille comme avant. - 8. Semblable. Vignoble bourguignon. - 9. Assure son ravitaillement en vol. - 10. Belle pierre. Sobre mais en mauvais état. - 11. Faisons les innocents. Garniture en façade. - 12. Laisse traîner ses filets. Article.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 078

Horizontalement

I. Détournement. - II. Eternues. Poe. - III. Lace. Bonjour. - IV. Pl. Api. Ou. Ir. - V. Haddock. Râla. - VI. Igné. Oise. Ls. - VII. Nia. Onde. Ces. - VIII. Is. Cid. CSA. - IX. Utile. Otarie. - X. Ménestrel. Or.

Verticalement

1. Delphinium. - 2. Etalagiste. - 3. TEC. DNA. In. - 4. Oréade. Clé. - 5. Un. Pô. Oies. - 6. Rubicond. - 7. Néo. Kid. Or. - 8. ESNO. Secte. - 9. Juré. Sal (las). - 10. EPO. Car. - 11. Nouille. Io. - 12. Terrassier.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 268

Elections dans l'archipel

DANS L'ARCHIPEL Désaccord, la population est divisée en deux tribus, les Duvrai (qui disent toujours la vérité) et les Dufaux (qui mentent toujours). L'élection présidentielle prochaine s'annonce très serrée, car il y a peu d'écart entre les deux populations, et les candidats en présence sont un Duvrai (qui recueillera les suffrages de tous les Duvrai) et un Dufaux (pour lequel voteront tous les Dufaux).

Un journaliste étranger se met en tête d'interroger les 2002 électeurs. Il leur pose la question suivante : « Combien y a-t-il de Dufaux dans l'archipel ? » Il obtient les réponses suivantes :
Habitant 1 : « Il y a au moins 1 Dufaux dans l'archipel. »
Habitant 2 : « Il y a au moins 2 Dufaux dans l'archipel. »
Habitant 3 : « Il y a au moins 3 Dufaux dans l'archipel. »
... et ainsi de suite jusqu'à :

Habitant 2001 : « Il y a au moins 2001 Dufaux sur l'archipel. »
Quant au dernier interrogé, il répond : « Il y a 2002 Dufaux sur l'archipel. »
Lequel des deux candidats sera élu ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 2002

Solution dans Le Monde du 9 avril.

Solution du jeu n°267 paru dans Le Monde du 26 mars. L'écart minimum entre le cheval le plus lourd et le cheval le plus léger est environ de 97,07 kg. Appelons f le poids du jockey de Fox-trot, m celui du jockey de Monty et r celui du jockey de Régalo. f + m + r = 181

Si on enlève de la tonne cinq fois ce poids, il ne reste plus que f + m/2 = 95. On déduit aisément que f = r + 9. Il reste à comprendre que Régalo est forcément plus léger que Fox-trot, et que l'écart minimum entre le cheval le plus lourd et le plus léger est obtenu quand Monty et

Fox-trot ont le même poids. Le système s'écrit :
4,5 m = 5 f
f + m/2 = 95.
Il s'ensuit m = 475/7 ≈ 67,86 kg, et les autres valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous.

Table with 5 columns: Jockey, Cheval, Total, and sub-columns for Monty, Fox-trot, Régalo.

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

La Bibliothèque nationale de France accueille la deuxième rétrospective consacrée au photographe Gustave Le Gray (1820-1884), dont les marines battent des records dans les salles de ventes. L'exposition s'attarde sur sa vie et néglige son apport fondamental à un art naissant

Le génie de Le Gray éclipsé par ses biographes

IL Y A quinze ans, Gustave Le Gray (1820-1884) était un parfait inconnu. Quelques spécialistes et de rares collectionneurs admiraient ce « primitif de la photographie » qui exerça ses talents de la II^e République au début de la III^e. Il bénéficie aujourd'hui d'un énorme engouement, premier photographe du XIX^e à avoir connu deux rétrospectives. La première, en 1987, fut américaine – Chicago, New York, puis Paris au Musée d'Orsay dans une version réduite. La seconde est française. Elle a lieu actuellement dans les deux galeries de la Bibliothèque nationale de France (BNF), rue de Richelieu. Le photographe était également un des héros de l'exposition consacrée à la Mission héliographique, présentée à la Maison européenne de la photographie (*Le Monde* du 2 février). Sa renommée tient aussi à la force de ses marines et au fait que Le Gray est devenu le photographe le plus cher, tous genres et époques confondus : sa *Grande vague* (1857) a été vendue 791 000 euros lors de la dispersion de la première partie de la collection Jammes, à Londres en 1999.

Cette notoriété aiguillonne les chercheurs. Dans le monde anglo-saxon, d'abord. C'est aux États-Unis que la redécouverte de Le Gray a eu lieu. On la doit aux travaux de Nils Walter Ramstedt, de l'université de

Santa Barbara (Californie), qui, dès 1977, consacre une importante thèse à l'œuvre du Français. Eugenia Parry Janis reprend ces travaux dans le catalogue de la première exposition Le Gray. Aujourd'hui, l'Anglais Ken Jacobson étudie, dans *The Lovely Sea-View*, la longue série de ses marines. Il précise d'abord la chronologie et la géographie – controversées – de certaines prises de vue. Surtout, il émet l'hypothèse que certaines des plus célèbres marines ont été exécutées par d'autres praticiens, dont les frères Macaire, Le Gray se contentant de diffuser les images par l'intermédiaire de sa firme ! La thèse est intéressante. Elle pose le problème, toujours mal élucidé, des photographes-diffuseurs au XIX^e siècle. Mais elle est contestée par Sylvie Aubenas, Anne de Mondenard et Marc Pagneux, selon lesquels les marines de Le Gray s'inscrivent parfaitement dans la suite de ses travaux précédents.

Sylvie Aubenas, conservatrice à la Bibliothèque nationale où elle est chargée de la photographie du XIX^e siècle, est la commissaire de l'exposition Le Gray. Anne de Mondenard travaille à la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine. Elle est à l'origine de la découverte de nombreuses pièces de Le Gray dispersées dans des fonds publics non explorés ; elle est l'organisatrice de



« Nu féminin allongé sur un canapé Récamier », de Gustave Le Gray, vers 1856.

l'exposition sur la Mission héliographique. Marc Pagneux, marchand, expert à l'œil exceptionnel, a une connaissance approfondie d'un grand nombre de fonds privés. Sylvie Aubenas a fait appel à ces deux spécialistes pour monter l'exposition de la BNF. Pendant deux ans, le trio a écumé la France, inspecté des fonds à l'étranger, exploré les archives, sondé les collectionneurs. Il s'est dissous moins d'un an avant l'ouverture de l'exposition. Classique problème de personnes, mais aussi problème de fond qui transparaît dans l'accrochage de la rue de Richelieu comme dans le copieux catalogue.

« LA RESSEMBLANCE INTIME »
Le parcours de l'exposition s'articule autour de la chronologie de Gustave Le Gray et plus de la moitié du catalogue est consacré à sa pointilleuse biographie. Nous n'ignorons rien des frasques conjugales du photographe, de ses déplacements, de sa brouille avec Alexandre Dumas, de sa fuite en Égypte. Bibliothécaire, chartiste de formation, Sylvie Aubenas entend privilégier l'archive. « Les études monographiques sont aujourd'hui d'autant plus indispensables pour donner un socle de faits à l'histoire de la photographie », écrit-elle dans la préface du catalogue.

Elle va donc recueillir les témoignages de ceux qui l'ont connu, Nadar, Maxime Du Camp, Léon Maufras, auteur d'un long plaidoyer en faveur du photographe ; puis passer au crible toute une série de documents dont certains figurent dans l'exposition de la rue de Richelieu. « Sans prétendre livrer un portrait défini, les auteurs espèrent avoir permis de mieux prendre de lui, entre l'ombre et la lumière, selon le mot bien connu de Nadar, « la ressemblance la plus familière et la plus favorable, la ressemblance intime ».

Mais « ressemblance intime » de quoi, de qui ? Du « mauvais père » qui abandonne sa famille ou du photographe qui s'acharne à composer avec les vagues ou les nuages ?

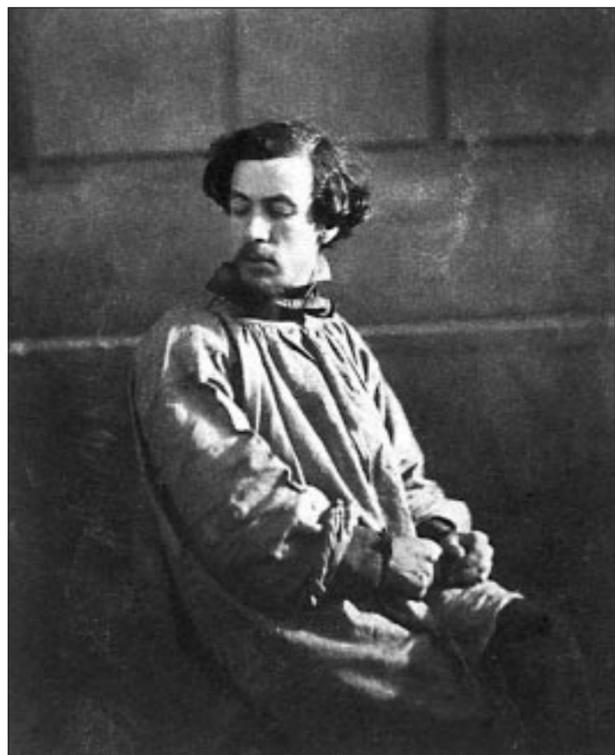
Sylvie Aubenas semble avoir voulu appliquer ici la fameuse méthode Sainte-Beuve : pour analyser l'œuvre d'un artiste, il faut d'abord se livrer à une enquête minutieuse sur sa personnalité, son entourage, ses goûts et ses moyens d'existence.

Dans un texte célèbre, connu sous le titre apocryphe de *Contre Sainte-Beuve*, Proust s'éleva violemment contre ce procédé. L'homme qui crée n'est pas l'homme qui vit, disait-il en substance. Le processus de création excède largement la trame anecdotique dont est tissée la biographie d'un auteur, même si les circonstances de sa vie ont nécessairement une influence sur son œuvre. Mais c'est en s'attachant d'abord à cette dernière que l'on peut entrer dans le

processus de la création qui fait qu'une œuvre est une œuvre et non pas un collage de « moments » mis en scène avec plus ou moins de talent.

S'agissant d'un pionnier de la photographie, praticien mais aussi inventeur, qui intervient dans ces années 1850 décisives, quand cette technique s'affirme comme un art, il fallait sans doute insister sur quelques images fortes autour desquelles aurait pu s'articuler l'exposition : son travail sur l'ombre et les lignes, ses étranges premiers plans vides qui annoncent l'abandon du sujet, son goût de la série, l'infinie variation des tirages... Sylvie Aubenas a choisi le saupoudrage. La chronologie d'une vie, somme toute banale, est ponctuée d'illustrations pêchées dans l'ensemble d'une production, où l'excellent est amoindri par le moins bon. Sans doute en fin d'exposition, avons-nous droit à un espace trop restreint où l'œuvre de Le Gray est reprise sous un angle plus thématique – l'indice et le détail, les héritiers de Le Gray... Même imparfaite, cette exposition est à voir. Car il faudra attendre dix ou quinze ans avant qu'une troisième rétrospective ne mette en avant la singularité de l'art de Le Gray.

Emmanuel de Roux



Autoportrait (?) devant son atelier, vers 1851-1854.

Pour en savoir plus

A VOIR

● « Gustave Le Gray », Bibliothèque nationale de France, galeries Mansart et Mazarine, 58, rue de Richelieu, Paris-2^e. Tél. : 01-53-79-59-59. Du mardi au samedi, de 10 heures à 19 heures ; dimanche, de 12 heures à 19 heures. De 5 € à 4 €.
● « Gustave Le Gray, un pionnier de la photographie », Musée Condé, Chantilly (60). Tél. : 03-44-62-62-64. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 juin. De 3 € à 7,5 €.
● « Vérifications expérimentales de Gustave Le Gray », galerie Marc Pagneux-La Photographie de collection, 4, rue Drouot Paris-9^e. Tél. : 01-42-46-84-04. Du mardi au samedi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 avril. Entrée libre.

A LIRE

● *Gustave Le Gray, sous la direction de Sylvie Aubenas*, Gallimard/BNF, 416 p., 350 ill., 59,95 € jusqu'au 17 juin, 69,95 € ensuite.
● *Gustave Le Gray, l'œil d'or de la photographie*, de Sylvie Aubenas, Gallimard, hors série de la coll. « Découvertes », 48 p., 7,50 €.
● *The Lovely Sea-View*, de Ken Jacobson, éd. Ken et Jenny Jacobson, Southcotts, Petches Bridge, Great Bardfield Essex CM7 4QN England, 64 p., 37 ill., 47 €.
● *Le Gray inventeur de la photographie, sur les pas de ses découvertes*, de Martin Becka, éd. chez l'auteur, disponible à la galerie Marc Pagneux, 64 p., 15 €.
● *La Mission héliographique, cinq photographes parcourent la France en 1851*, d'Anne de Mondenard, Monum, éd. du Patrimoine, 320 p., 350 ill., 69 €.

LA CARRIÈRE professionnelle de Gustave Le Gray est longue. Elle commence vers 1848, avec les portraits de son ami Henri Le Secq et s'achève avec son séjour en Égypte où il mourra en 1884. Le corpus de son œuvre, patiemment traqué depuis une vingtaine d'années, est encore loin d'être rassemblé. La préparation de l'exposition de la Bibliothèque nationale a permis de retrouver de nombreux inédits. Notamment au Musée de Troyes, où des marines et des images du Camp de Châlons, inconnues, ont pu être repérées. Ou au Musée des beaux-arts de Rouen, qui a livré de rares daguerréotypes. A la Bibliothèque historique de la Ville de Paris où des négatifs sur verre ont été trouvés.

Mais les experts pensent que l'exploration systématique des fonds publics, notamment en régions, fera ressurgir d'autres tirages du photographe. Ses préoccupations – malgré sa formation de peintre – ne sont en rien picturales : à partir de techniques qu'il met au point, il élabore

une esthétique proprement photographique.

Son œuvre s'articule autour de cinq temps forts. La Mission héliographique est le premier. Pendant l'année 1851, Le Gray part en compagnie de Mestral sur les routes de la vallée de la Loire et du grand Sud-Ouest. Il en ramène une riche moisson d'œuvres, en dépit des instructions précises qu'il a reçues – rapporter des témoignages architecturaux –, le photographe privilégie souvent des points de vue décalés, comme le porche de l'église Saint-Seurin à Bordeaux où la grille du premier plan joue un rôle considérable dans la composition de l'image.

LUMIÈRES SAVANTES

En 1852 survient l'épisode de Fontainebleau. La forêt et ses environs sont connus du milieu artistique parisien depuis les peintres de l'école de Barbizon. Le Gray sacrifie à la mode. Mais, au lieu de s'enfoncer dans les chemins perdus pour y traquer le pittoresque, il res-

te au bord des routes et compose des images où les fûts des grands arbres entrecroisent leurs lignes, où la lumière se diffuse savamment à travers les branches.

Entre 1856 et 1858, Le Gray enregistre sur les grèves méditerranéennes ou sur les côtes normandes les jeux de vagues, de ciels et de lumières qui auront très vite un énorme succès. On s'arrache, jusqu'en Angleterre, ces marines produites en grande quantité, qui semblent prises sous l'effet d'un soleil noir. Pour aboutir à un résultat satisfaisant, Le Gray associe, pour une image, deux, sinon trois, négatifs.

Simultanément, en septembre 1857, Napoléon III lui commande un reportage sur l'inauguration du champ de manœuvres de Châlons-sur-Marne. Il en ramène quelques images fameuses. Comme celle de cette ligne de la garde dont seuls les bonnets dépassent d'une levée de terre tandis que sort de la brume une rangée de cavaliers. Un immense premier plan et un grand

ciel vide encadrent cette « tranche de vie » à peine perceptible. On est ici aussi loin du constat que de la peinture.

Il y a l'Égypte, enfin, où Le Gray s'exile près d'un quart de siècle. Il y gagne sa vie en enseignant le dessin, semble-t-il. Sans oublier pourtant la photographie. Il réalise des images où l'on retrouve ses préoccupations de toujours : contrastes lumineux et grandes verticales scandent ses compositions. A retenir, cet obélisque qui se détache à peine d'un sol caillouteux creusé d'ombre.

On découvre enfin que Le Gray fut aussi un excellent portraitiste, en témoigne l'effigie d'Alexandre Dumas prise vers 1866. On lui doit enfin un très petit nombre de nus. L'auteur des marines montre qu'il domine parfaitement cet exercice ô combien académique. Son nu allongé sur un canapé Récamier est un pur chef-d'œuvre.

E. de R.

Depuis sa création en 1995, le rendez-vous annuel de La Ménagerie de verre, à Paris, offre une programmation atypique de chorégraphes contemporains rebelles aux règles établies

Les Inaccoutumés, le festival de danse curieux cherche à se développer

MARIE-THÉRÈSE ALLIER a du flair et du courage. Fatiguée, et déçue, dans les années 1990 de voir les chorégraphes se lancer dans des productions formatées et sans surprise, elle crée en 1995 la manifestation Les Inaccoutumés, qui cristallise autour d'elle tous les artistes qui, en réaction au courant dominant, remettent en question la notion d'œuvre et sa représentation. Après sept ans d'étonnement et d'effervescence autour de La Ménagerie de verre, lieu qu'elle dirige dans le 11^e arrondissement, à Paris, ces Inaccoutumés conservent-ils encore leur fonction d'électrochoc, leur force théorique ?

« Depuis trois ans, on voit l'institution jouer la marge, consciente qu'elle s'étouffait dans des programmations uniformes et répétitives, explique-t-elle. La Ménagerie a servi de vivier. La question qu'il faut poser est plutôt de savoir comment ce courant rebelle va évoluer. Car les personnalités qui animent ce mouvement ont créé des pièces uniques, sans descendance. C'est un état d'esprit qu'ils ont apporté, un regard pur et dur porté sur l'art. Certains ont abouti au non-spectacle, un état dans lequel ils ne peuvent pas rester, à moins de disparaître. »

Jérôme Bel, une des têtes de file du mouvement, s'il a débuté au Théâtre de la Bastille, a lié son nom à celui de La Ménagerie. En quatre pièces, il a sans discussion possible, presque à son insu, ébranlé les certitudes obligées à regarder de plus près le sens même de la danse et, au-delà, du spectacle. Parmi les artistes français dans un courant qui a touché toute la jeune danse occidentale, citons Xavier Le Roy, Alain Buffard, Claudia Triozzi, Rachid Ouramdane, Boris Charmatz ou encore Emmanuelle Huynh...

« Pour cette 13^e édition, Jérôme Bel revient, explique Marie-Thérèse Allier, mais en guest chez la chorégraphe Susan Linke, icône de l'expressionnisme allemand. Emmanuelle Huynh est aussi de retour. Elle présen-



Une des performances étranges de l'Allemande Maren Strak, nouvelle venue de la manifestation.

tera sa création à la Conciergerie, car les Monuments historiques – une opération décidée avant la démission de Jacques Renard – lui ont offert des conditions de travail qui ne se refusent pas. L'évolution des Inaccoutumés pourrait aussi se faire à travers une extension à d'autres lieux qui seraient coproducteurs. » La directrice a également invité des nouveaux venus, telle la compagnie Skalen, « découverte à Châteauevallon », et attend beaucoup de la performance de l'Allemande Maren Strak, « qui fait des choses étranges, comme de se pendre par les cheveux ».

UN NOUVEAU PUBLIC

Philippe Riera et Krakos, du collectif Superamas, des habitués, apportent leur nouvelle création *Auto-mobilité*, inspirée de *Modernité et crise d'identité viennoise*, de Jacques Le Rider (PUF, 2000). Dimitri Chamblas et Aldo Lee présenteront le film *Horace-Benedict*, qui témoigne de l'expérience menée en juin 2000 dans les alpes savoyards par le chorégraphe Boris Charmatz, qui, pour l'occasion, avait convié la fine

fleur du mouvement autour de leur grand aîné Steve Paxton, figure de référence incontestée pour sa résistance à tous les systèmes artistiques.

En sept ans, un lien très fort s'est instauré entre Marie-Thérèse Allier et les chorégraphes, au point qu'elle les programme sans nécessairement avoir vu leurs créations. Il peut ainsi y avoir des ratés. Elle en convient. C'est le jeu de la confiance. L'avantage d'appartenir au « club » des Inaccoutumés. « Notre public change, constate Marie-Thérèse Allier. S'il concerne toujours autant les initiés, à savoir le cœur du métier, qui sait combien ce genre de recherche fait avancer la danse, on voit poindre depuis deux ans la curiosité d'un public plus large. »

En 2001, alors que plus personne ne songeait à contester le rôle d'oxygénation, certes fragile, apporté par Les Inaccoutumés, Marie-Thérèse Allier voyait en tout illogisme son financement réduit, l'obligeant à annuler une partie de sa manifestation. Immédiatement, le milieu chorégraphique se mobilisait. Christo-

phe Girard, chargé des affaires culturelles à la Ville de Paris, réagira le premier, débloquent une enveloppe de 155 000 euros dès septembre 2001. La direction des affaires culturelles d'Ile-de-France devrait signer prochainement avec La Ménagerie de verre une convention qui porterait sur un montant équivalent à celui de la ville.

Marie-Thérèse Allier voit plus loin. Elle veut continuer à aménager ce lieu-laboratoire dans le but d'accueillir des artistes en résidence. « Paris manque cruellement de ce genre de structures. La Ménagerie, par la manière même dont elle s'est inscrite ces vingt dernières années dans l'histoire de la danse, représente aujourd'hui une base de développement d'œuvres expérimentales. » Un projet qui nécessiterait 460 000 euros supplémentaires.

Dominique Frétard

Les Inaccoutumés, jusqu'au 21 avril. Ménagerie de Verre, 12-14, rue Léchère, Paris-11^e. 20 heures. Tél. : 01-43-38-33-44. De 10 € à 13 €.

Culture Espace s'est engagé à investir 1,5 million d'euros, dont 80 % dans les deux ans

La gestion du Théâtre antique d'Orange confiée à une société privée

ORANGE

de notre correspondante

Le Théâtre antique d'Orange (Vaucluse), classé patrimoine mondial de l'humanité, sera désormais géré par la société Culture Espace, filiale de la Lyonnaise des eaux. Une convention de 15 ans a été signée, jeudi 28 mars, entre le maire, Jacques Bompard (FN), et le PDG de Culture Espace, Bruno Monnier. La société Culture Espace s'est engagée à investir 1,5 million d'euros hors taxes, dont 80 % dans les deux ans. Un restaurant-salon de thé sera aménagé et des audioguides en 6 langues seront proposés aux visiteurs. Ils sont actuellement 180 000 par an, la société estime pouvoir augmenter la fréquentation à 300 000. Selon le PDG de Culture Espace, « s'ils restent plus longtemps dans le monument, ils resteront plus longtemps dans la ville, consommeront et pourquoi pas passeront la nuit sur place. »

La société va installer une librairie-boutique à la sortie du monument. Une nouvelle signalétique, des espaces d'exposition permanents vont aussi être créés, les collections romaines du musée mises en valeur. La scène du Théâtre antique et les gradins de bois utilisés par les Chorégies, le festival international d'art lyrique, seront remplacés. Raymond Duffaut, le directeur des Chorégies d'Orange, a rencontré Bruno Monnier en début de semaine. Cela a permis de répondre à certaines inquiétudes concernant l'utilisation des lieux. Ainsi, les dates de réservation du Théâtre antique pour les Chorégies sont arrêtées pour les trois ans à venir.

Le PDG de Culture Espace s'est engagé à ne pas utiliser la terrasse du restaurant pendant la durée du festival d'art lyrique. Par ailleurs, le cahier des charges prévoit qu'il n'y aura pas d'autres spectacles pendant l'été. En termes de promotion, Culture Espace fera bénéficier les sites orangeois de sa politi-

que de communication : publicité, démarchage des tour-opérateurs, dépliant, campagne d'affichage. La ville reste propriétaire des lieux et la société devra lui verser une redevance annuelle de 457 847 euros. Comme c'est le cas actuellement, un billet d'entrée pour le théâtre permettra aussi de visiter le musée. Mais le prix du billet passe de 5 à 7 euros.

PREMIER COUP À AVIGNON

Culture Espace a enregistré en l'an 2000 un chiffre d'affaires d'environ 12 millions d'euros. Elle gère entre autres : le château des Baux-de-Provence, le château de Valançay, le Musée Jacquemart-André à Paris, la villa Ephrussi de Rothschild et la villa Kerylos à Beaulieu sur la Côte d'Azur et le Musée de l'automobile de Mulhouse. La société avait fait ses premières armes en 1991 avec le Palais des papes à Avignon en signant une convention avec le maire socialiste Guy Ravier, convention cassée la même année par le tribunal administratif de Marseille. Un deuxième contrat avait été signé par la suite. La Lyonnaise des eaux avait fait un don de 3 millions de francs à la ville – don présenté comme une opération de mécénat. Cela avait permis à la société de la Régie municipale de gestion (RMG) d'alors de combler son déficit. En échange, la Régie donnait la gestion du Palais à la filiale Culture Espace jusqu'en 1995. A cette date, Marie-José Roig (RPR), nouvellement élue maire, a redonné à la municipalité la gestion du Palais des papes.

Selon l'actuel directeur de RMG, Didier Auzet, « la privatisation de la gestion d'un monument historique permet de booster immédiatement la fréquentation du lieu tout en évitant à la collectivité de faire l'avance du financement des travaux d'aménagement ». Puis, à terme, c'est le gestionnaire privé qui engrange de gros bénéfices.

Monique Glasberg

2003, année de l'Algérie et des polémiques

DÈS QU'ON ÉVOQUE l'Année de l'Algérie en France, prévue en 2003, chacun marche sur des œufs. Décidée conjointement par les présidents des Républiques française et algérienne en 2000, l'initiative soulève controverses et espoirs : on estime que, en France, environ six millions de personnes ont un lien étroit avec l'Algérie.

En Algérie comme en France, plusieurs responsables ont déjà jeté l'éponge. Dominique Wallon, le commissaire français, a démissionné en décembre 2001, pour protester contre l'insuffisance du budget alloué par la France (*Le Monde* du 21 décembre 2001). Il a été remplacé par Françoise Allaire, haut-fonctionnaire des affaires étrangères à la retraite, qui a été huit ans en poste à Alger. De l'autre côté de la Méditerranée, les artistes arabophones se sentent écartés au profit des francophones, et personne ne semble croire à l'indépendance du commissariat général de l'Année mis en place par le gouvernement. Le commissaire général algérien, Hocine Snoussi, a été limogé en février. Son successeur, Mohammed Raouroua, actuel président de la Fédération algérienne de football, ancien directeur de la télévision d'Etat, s'est, jusqu'à présent, peu exprimé. L'adjoint de Hocine Snoussi, Mustapha Orif, galeriste à Alger, vient de démissionner à son tour.

Plusieurs opposants algériens présents en France dénoncent « l'année des généraux ». François Gèze, directeur des éditions La Découverte, qui a publié des ouvrages marquants d'auteurs algériens soulignant la responsabilité du pouvoir dans les exactions des dernières années, estime que « le gouvernement algérien prend la culture en otage pour reconstruire l'image d'un régime terni à juste titre ».

Président du comité français d'organisation de l'Année, Hervé Bourges, ancien président de TF1, préfère chanter « le temps des vraies retrouvailles franco-algériennes, au-delà des régimes et des généraux ». De même, il souligne « l'engagement » réel en France du tissu associatif, des milieux culturels et des collectivités locales, mais il glisse sur la « frilosité » d'un certain nombre d'hommes politiques qui craignent des « dérapages ». « Cette année sera un recommencement après de multiples rendez-vous manqués, de multiples malentendus et des années de silence, d'oubli ou de douleur [entre] deux pays culturellement et intellectuellement liés, qu'un affrontement fratricide a opposés et qui se sont tourné le dos. » Françoise Allaire assure que cette Année veut « changer le regard sur l'Algérie, susciter davantage de considération pour ce pays et pour la communauté immigrée en France ».

DÉJÀ DES RENDEZ-VOUS FIXÉS

Parallèlement à ces interrogations et ces critiques, une programmation se met néanmoins en place, du fait de la volonté politique des deux Etats, mais aussi de l'intérêt profond rencontré par l'initiative dans les milieux français et algériens de la culture. En France, tous les artistes et les institutions qui ont cherché à maintenir des liens avec les créateurs et les intellectuels algériens ces dernières années sont actuellement mobilisés sur des projets pour 2003.

Plusieurs rendez-vous sont d'ores et déjà fixés. Une grande fête devrait inaugurer l'Année dès la fin 2002 à Paris et à Marseille. Des expositions sont prévues : le Sahara, au Muséum d'histoire naturelle de Paris; l'Algérie antique, au Musée de l'Arles antique ; les pho-

tographies de la guerre d'Algérie, une manifestation dont l'historien Benjamin Stora est le commissaire. Des pièces de Kateb Yacine entrent au répertoire de la Comédie-Française. Le comique Fellag monte *L'Opéra Casbah*, une adaptation de *L'Opéra de quat' sous*, avec Jérôme Savary.

Les grandes manifestations culturelles françaises s'ouvrent à la création algérienne – Festival d'automne, Fête de la musique, les Francofolies de La Rochelle, Paris Quartier d'été... Pour le livre, une présence importante de l'édition algérienne est prévue au Salon de Paris, en plus de la saison des Belles étrangères.

Les débats autour de la mémoire sont programmés dès janvier 2003, avec les photos de la guerre d'Algérie, une exposition à l'Institut du monde arabe sur « Bourdieu et l'Algérie », et, plus tard, un colloque sur l'accès aux archives au Centre Pompidou. Le site créé par le Commissariat français (www.djazair2003.org) recense les dizaines d'événements déjà fixés et propose une intéressante revue de la presse algérienne consacrée à l'Année de l'Algérie en France. On y trouve aussi un appel à projets. Ceux qui seront retenus recevront le label de l'Année de l'Algérie et quelques aides. En plus de ces initiatives, de nombreux lieux culturels ont déjà lancé leurs propres coopérations directes avec des artistes algériens. Nasroulah Youss, qui est aussi plasticien, ouvrira un site Internet en avril (www.dz-ac.org) afin de donner la parole aux artistes algériens et à ceux pour qui « la culture ne peut pas être séparée des droits de l'homme ».

Catherine Bédarida

A l'école de Francis Cabrel

ASTAFFORT (Lot-et-Garonne)

de notre envoyé spécial

Pas de « loft » ni de « château », mais une ancienne école sur les bords de laquelle un chanteur célèbre, Francis Cabrel, a usé ses fonds de culotte avant de devenir, pendant douze ans, conseiller municipal de son village et initiateur des Rencontres d'Astaffort. Deux fois par an, dix-huit aspirants auteurs, compositeurs et interprètes se retrouvent neuf jours durant dans cette jolie bâtisse blanche à potasser en équipe l'art complexe de la chanson, loin des paillettes de la Star Academy et de sa culture de l'élimination.

Le créateur de *Je l'aime à mourir* avait lancé le projet en 1994. « J'avais deux motivations : animer mon village et rendre à la chanson ce qu'elle m'avait donné. » Le chanteur activera les leviers nécessaires au financement de l'équipement d'une école désaffectée, d'une halle aux grains transformée en salle de spectacle et de l'organisation d'un stage par une association, Voix du Sud, qui dispose aujourd'hui d'un budget d'environ 200 000 euros.

Du 22 au 30 mars, une nouvelle sélection d'interprètes et *songwriters* est venue chercher l'âme sœur en Lot-et-Garonne. Diversité de régions, de pays, d'âge (de 19 à 40 ans) et de parcours, mais souvent en commun l'envie de défendre les mots de la chanson francophone. Dans le réfectoire, quel qu'un a accroché le texte adressé par Noir Désir au « camarade » Jean-Marie Messier, « commandeur des communicants », lors des Victoires de la musique. Au cours des débats suscités pendant le stage par les interventions de professionnels de l'écriture, de la voix ou de la production, on perçoit

l'inquiétude des artistes face aux machineries du marketing. « Quel avenir pour nous quand on éduque le public à consommer de la merde ? », s'angoisse Philippe.

Les Rencontres se nourrissent surtout de l'urgence. Le premier jour, des thèmes informels d'écriture sont lancés qui déterminent des groupes de travail. Interprètes, auteurs, compositeurs (beaucoup de guitaristes et quelques pianistes) commencent un intense travail d'échange dans quatre salles

« J'avais deux motivations : animer mon village et rendre à la chanson ce qu'elle m'avait donné »

équipées d'instruments et de sonorisation. Francis Cabrel et Jean-François Delfour (dit Papou), en charge de la direction artistique, prodiguent leurs conseils. « Francis et Papou montrent les impasses et donnent des pistes, apprécie Nathalie, originaire du Mans, mais ce ne sont pas eux qui composent nos chansons. »

En à peine cinq jours, trente-cinq titres sont composés. Le mercredi soir, l'ensemble est présenté à Cabrel et à son équipe qui sélectionneront dix-sept morceaux, décorés le lendemain par Gérard Bikialo, l'arrangeur du chanteur, avant de faire l'objet, samedi soir, d'un spectacle de clôture, en première partie d'une vedette invitée (cette année Axel Bauer). Si la plupart des chansons « tiennent

debut », peu brillent pour l'intensité par leur originalité.

Dans ce bilan artistique moyen se distinguent pourtant de petites perles : la délicatesse suspendue d'*Un jour pour rien*, écrite par Thibaut Calvet, composée et chantée d'une voix de tête par Stéphane Mondino ; les mélodies arabisantes de *Ceux qui restent là*, composées par Thierry Gaubert pour la présence rayonnante de Myriam Ben Ali qui dynamisera aussi, avec Nathalie, Vanessa et Hélène, une entraînant parodie des L5 de Pop stars : *4 L*. Seul talent hors norme : Michal Kwiatkowski, chanteur et pianiste polonais de 19 ans, qui époustouffla l'équipe Cabrel.

Karine, une auteure venue de Marseille, faisait part de sa frustration. « Mon impression est mitigée. J'ai apprécié les interventions des professionnels, le travail en commun, mais je trouve dommage que, chez quelqu'un comme Cabrel, on ne soit pas plus exigeant envers les textes. » En général, l'enthousiasme était pourtant de mise. Thierry parlait d'« émulation exceptionnelle », Stéphane, épuisé mais extatique, comparait même l'expérience à un « orgasme continu ».

Huit ans après les débuts des Rencontres, Francis Cabrel aimerait parfois que l'un de ses stagiaires triomphe auprès du grand public. Mais il sait aussi qu'au-delà d'une improbable « starification », compte avant tout le fait qu'au dernier sondage, 73 % des 300 stagiaires passés à Astaffort continuaient de travailler ensemble.

Stéphane Davet

Voix du Sud organise le 24 juin, à Paris, au Déjazet, un concert des lauréats de la 17^e session des Rencontres d'Astaffort.

Festival Des films à tous les rayons



PARIS Il se répand dans la ville, s'écarte des seuls Champs-Élysées pour s'encailler sur les bords du canal de l'Ourcq, au Quartier latin ou place Clichy. Il multiplie les programmations par sections comme les grands (une pour le prestige, une pour le public, une pour la critique) et va chercher ses films de plus en plus loin. D'année en année, le Festival du film de Paris essaie un peu plus fort d'être un vrai festival dans une ville qui est, toute l'année (mis à part quelques week-ends d'août), un festival de cinéma permanent.

Cette 17^e édition se propose, du 1^{er} au 9 avril, d'acclimater sur les berges de la Seine le cinéma espagnol. Elle commence par les choses faci-

les en présentant, pour sa soirée d'ouverture, *Parle avec elle*, le nouveau film de Pedro Almodovar, qui sort le 10 avril. On pourra également se tourner vers le passé avec une rétrospective qui égrènera les classiques, de Buñuel à Almodovar, en passant par des cinéastes dont la renommée est aussi grande que leurs films sont rarement montrés, en salles ou à la télévision : Bardem, Berlanga, Victor Erice ou Mario Camus. Avec en plus une large part réservée à Carlos Saura et, parmi les talents plus récemment découverts, à Julio Medem, Fernando Trueba ou Alex de la Iglesia. Enfin, une sélection de films récents et inédits en France complète ce panorama espagnol.

La compétition est faite de films glanés dans les festivals du monde entier, de Sundance à Berlin en passant par Saint-Sébastien. Parmi les neuf titres annoncés, *In the Bedroom*, sensation 2001 du cinéma américain indépendant, l'occasion de retrouver Sissy Spacek, nommée à l'Oscar pour ce film ; *Take Care of My Cat (notre photo)*, comédie adolescente coréenne remarquée à Berlin, et le désormais inévitable représentant de la nouvelle vague argentine, ici *Taxi, un encuentro*, de Gabriela David.

Cette brève compétition est solidement encadrée de sélections destinées l'une au public, l'autre à la presse. Dans la première, *L'Echine du diable*, incursion du cinéaste fantastique mexicain Guillermo del Toro en Espagne (une production El Deseo, la firme des frères Almodovar), ou la comédie tunisienne *Satin rouge*, de Raja Amari. Dans la seconde, une promenade dans les cinématographies devenues les habituels fournisseurs des festivals de haut vol : Iran, Chine, Argentine encore.

Comme on est à Paris, les programmeurs ne se sont pas arrêtés en si bon chemin. A la

manière des grands magasins des Grands Boulevards, ils ont rempli tous les rayons. Pour les enfants, une hotte remplie de choses qui font plaisir à tous les coups (*E.T., L'Argent de poche, Les Aventures de Robin des bois*), mais aussi de cadeaux plus originaux (*The Princess Bride*, de Rob Reiner, charmante parodie de films de chevalier, ou *La Môme singe*, de Xiao-Yen Wang, récit d'enfances sous la révolution culturelle). On pourra rattraper quelques coupables omissions grâce à la programmation de films français récemment sortis et trop vite évanouis (*Trois huit*, de Philippe Le Guay, *Amour d'enfance*, d'Yves Caumon, *Samia*, de Philippe Faucon). On rencontrera des artistes : Ariane Ascaride présentera *A la vie, à la mort*, de Robert Guédiguian, Karin Viard, *Je ne vois pas ce qu'on me trouve*, de Christian Vincent. Enfin, puisque Paris a des prétentions intellectuelles, trois colloques seront organisés. Le dernier, le 7 avril, mettra les candidats à la présidence de la République face aux gens de cinéma. Pour cette rencontre, organisée au Cinéma des cinéastes, place Clichy, Lionel Jospin, François Bayrou, Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement seront face à Robert Guédiguian, Coline Serreau, Laurent Heynemann. C'est Isabelle Adjani, présidente d'honneur du Festival – dont le jury sera présidé par Geraldine Chaplin –, qui devrait ouvrir le débat.

Thomas Sotinel

Dans les salles Gaumont Marignan, MK2 Quai de Seine, Saint-Germain-des-Prés, Cinéma des cinéastes, Studio des cinéastes. Pass donnant accès à toutes les projections : 7 €. Réservations : 0-892-707-307. Du 1^{er} au 9 avril. www.festivaldufilmdeparis.com
(Crédit photo : D.R.)

THÉÂTRE

« Turcaret » ou la farce en grande pompe



Jean-Paul Muel et Audrey Fleurot, aristocrates odieux, dans « Turcaret », mis en scène par Gérard Desarthe.

« **NOUS PLUMONS** une coquette, la coquette mange un homme d'affaires, l'homme d'affaires en pille un autre : cela fait un ricochet de fourberies le plus plaisant du monde. » Le résumé de l'action est de Frontin, serviteur qui pense tenir le dernier mot, en arrachant à l'affairiste Turcaret son capital de départ dans la vie bourgeoise. Nous voici quelque part entre 1709 et 2002. Turcaret, fermier général et usurier, balance entre Bercy et Elf. L'odeur de l'argent plane sur une époque où l'entretien des cocottes prime encore la collection d'objets d'art.

Forte de son actualité feuilletonnesque, *Turcaret* de Lesage n'en est pas moins rarement jouée. Ses enchaînements sont pourtant impeccables, ses personnages attachants. La faiblesse est dans la langue. Il ne suffit pas de citer *Le Bourgeois gentilhomme* et *Tartuffe*, une quarantaine d'années après, pour retrouver les accents de Molière. Sa musique. Lesage dessine de jolis types mais dialogue plat. En 1961, pour la seule véritable renaissance de *Turcaret*, Vilar avait fait appel à Duke Ellington. Une idée neuve. Le Duke s'était amusé à écrire un thème musical pour chaque personnage. Il avait particulièrement soigné Turcaret. Son entrée en scène, en grande pompe cuivrée, est de haute mémoire.

Gérard Desarthe s'inscrit dans la filiation des thèmes. Une entrée, il sert un jazz allongé lounge, piano-clarinette. De l'atmosphère. Décor de business-club, tiré par un curieux effet de cinémascope, qui

solemnise les entrées et sorties des acteurs, alourdit leurs déplacements, malgré un hublot rigolo. Pour souligner comme il faut, le metteur en scène a coupé le monde en deux familles. D'une part, les empâtés de bouffonnerie, issus du jardin de France. D'autre part, les allégés de la lèvres pointue qui sied aux gens en cour.

Turcaret, sa femme, sa sœur et son valet sont au service de la farce. Turcaret pourrait être odieux, il sera ridicule. Les aristocrates pourraient être ridicules, ils seront odieux. Sur le plan théâtral, les Turcaret (Jean-Paul Muel, Maryvonne Schiltz, Catherine Hérolde) battent à leur service le dénommé Flamand. L'olibrius a la fâcheuse habitude d'envoyer son patois d'un recoin de la scène. Avec une évidence, dans la discrétion, qui capte tous les regards. En deux gestes et une poignée de mots, un personnage s'impose. Sous le benêt, il est vrai, se cache Gérard Desarthe.

Jean-Louis Perrier

★ *Turcaret*, d'Alain René Lesage. Mise en scène : Gérard Desarthe. Avec Eva Green, Jean-Paul Muel, Valentine Varela, Gilles Gaston-Dreyfus, Maryvonne Schiltz, Catherine Hérolde...

MC 93, 1, boulevard Lénine, Bobigny (93). M^o Bobigny-Pablo-Picasso. Tél. : 01-41-60-72-72. De 8 € à 22 €. Durée : 1 h 45. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 h 30. Jusqu'au 14 avril.

Danse

PARIS Existencia

Pour le chorégraphe portugais Joao Fiadero, la plus « grande » des tragédies, c'est l'« existence en soi ». Et de préciser : « Quand nous lui retirons quelques couches de peau, il s'en faut de peu pour qu'explose dans nos mains un geste qui nous fait comprendre que nous sommes plus sensibles que d'habitude, la chair à vif comme on dit. » Le fondateur de la compagnie R&S. Alternativa (R.E.A.L.), installé au Portugal depuis 1972, a choisi Paris pour présenter sa nouvelle création, *Existencia*. Ce spectacle s'inscrit dans la continuité d'*Aicnêsixe*, chorégraphie créée à Porto, en 2001.

Centre Georges-Pompidou, rue Saint-Martin, Paris-4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. Du 3 avril au 7 juin, salles cinéma 1 et 2, les mercredis et vendredis, à 17 heures, 20 heures et 20 h 30. 2 € et 3 €.

(1998), évoque « tous les moments où, sans s'en rendre compte, les patrons abusent de leur secrétaire, exigent sur un ton quelquefois incorrect » ; *Le Grand Nettoyage*, d'Eusebio Serrano (1999), montre l'affrontement entre petit et gros patron ; *Paroles de Bibs*, de Jocelyne Lemaire Darnaud (2001), révèle la colère, longtemps tue, des ouvriers de Michelin contre l'empereur du pneumatique ; *Face à la crise, des patrons parlent*, de Robert Bober (1974), donne la parole aux PDG... Les séances seront suivies, pour certaines, de débats (« Le monde des affaires et la politique », « Les patrons dans le cinéma français... ») parfois en présence du (ou des) réalisateur(s).

Centre Georges-Pompidou, rue Saint-Martin, Paris-4^e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. Du 3 avril au 7 juin, salles cinéma 1 et 2, les mercredis et vendredis, à 17 heures, 20 heures et 20 h 30. 2 € et 3 €.

Exposition

RODEZ Les labyrinthes de France de Ranchin

Depuis trente ans, France de Ranchin fabrique des labyrinthes : des grands, des petits, en deux ou trois dimensions, sur du papier, du verre, des tissus, du métal, de la pierre, avec des végétaux, de la

peinture, des crayons, de l'encre, en noir et blanc ou en couleurs. Certains ont été publiés dans la presse, d'autres ont été réalisés sur plusieurs hectares. Les moins réussis sont des transpositions de tableaux connus ; les plus beaux sont des peintures dont l'espace géométrique est rendu actif par le parcours hasardeux toujours présent. En face de cette « faiseuse de labyrinthe », le musée a accroché une collection de tissus du Kasai (République démocratique du Congo), broderies végétales géométriques, traditionnellement fabriquées par les femmes de cette province de l'ex-Zaïre. Un dialogue épatant.

Musée Denys-Puech, place Clemenceau, Rodez (Aveyron). Tél. : 05-65-77-89-60. Du mercredi au samedi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; le dimanche, de 14 heures à 18 heures, et le lundi, de 14 heures à 19 heures, jusqu'au 20 mai. De 1,5 € à 2,5 €, gratuit le lundi. Catalogue, 36 pages, 20 €.

Chanson

PARIS Angélique Ionatos

On ne change pas une recette qui gagne. Après le Café de la Danse en 2001 et le Théâtre de la Ville en 2000, Angélique Ionatos reprend une nouvelle fois sa dernière création, *D'un bleu très noir*. Des histoires où défilent des cœurs en

souffrance, des îles sans ciel, des pêcheurs aux filets vides, des naufrages, des oiseaux perdus. D'une voix pleine et forte, la chanteuse développe une certaine idée du blues, entourée de ses musiciens (Henri Agnel, cordes pincées et percussions ; César Strosio, bandonéon ; Michael Nick, violon), épatants de délicatesse, de densité expressive. La principale nouveauté de cette relecture sera la présence d'un invité différent chaque soir : Misia le 3, Lambert Wilson le 4, Sonia Wieder Atherton le 5, Juliette le 6.

Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris-11^e. M^o Oberkampf. Tél. : 01-43-14-35-35. Du 3 au 6 avril, à 20 heures. 27, 40 € et 32, 90 €.

Musiques

PARIS Ba Cissoko Trio

Dans une formule originale (trio de koras), trois jeunes griots de la même famille (Ba Cissoko et ses deux cousins), originaires de Guinée-Conakry, développent une musique jouant sur les contrastes entre douceur et énergie, tissent des liens entre hier (la tradition) et demain (jeu de cordes très novateur).

Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris-11^e. M^o : Oberkampf. Tél. : 01-44-00-48-87, les 3 et 4 avril, à 20 h 30. 8 €.

ARTS

Visite en Arbonie, l'univers de Jephon de Villiers

DE TEMPS à autre, Jephon de Villiers s'enfonc dans la forêt de Soignes, en Belgique, près de laquelle il vit, avec une de ses sculptures. Il la dépose dans l'humus, en offrande, et s'en retourne à l'atelier : « Je prends à la nature pour faire mes sculptures », explique-t-il. Il est juste que je lui rende. » Derrière ce geste qui rappelle les excuses que présentaient les anciens chasseurs aux bêtes qu'ils allaient tuer, il y a le regard très particulier que Jephon de Villiers porte sur la forêt de Belgique où il a posé ses pénates.

Il y recueille des plumes, des écorces, des champignons, des feuilles et des branchages. Il les assemble en petits personnages au visage lunaire, façonné dans de la mie de pain ou de la plastiline. De grands yeux tout ronds, une bouche ouverte. « Ils ont peur », dit un enfant en visite. « Ils peuvent aussi être étonnés », répond doucement de Villiers. Étonnés, par exemple, de découvrir de grands humains béats qui les contemplant. Béats parce que le monde révéle par de Villiers, l'Arbonie, et ses habitants parlent au plus profond à ceux qui n'ont pas étouffé le souvenir des histoires merveilleuses de jadis. Un monde arboricole peuplé d'elfes et de farfadets, d'humanoïdes prisonniers d'étranges chrysalides, de fées déployant des ailes de papillons et couronnées de champignons.

Un monde avec son écriture, ses rites, ses processions, ses chamanes et ses idoles. Un monde placé

depuis 1996 sous la protection d'un troupeau d'ours sculptés dans la boue surgis du limon. Un monde qui ne s'est pas cantonné dans une seule forêt belge : de Villiers lui sert en effet d'ambassadeur dans d'autres pays, avec la complicité d'amateurs inconditionnels, parmi lesquels Tchang Tchong-jen, dont Hergé avait fait, au travers des aventures de Tintin, le symbole de l'amitié.

En 1999, l'Arbonie a même pris pied en terre américaine, grâce à Roseline Koener, qui tient une galerie à Westhampton Beach, près de New York. On pouvait craindre cette transplantation d'un rêve végétal au pays du cauchemar climatisé. Or, de Villiers a trouvé, en arpétant les plages new-yorkaises, des cousins de sa tribu belge. Des cousins marins, composés de carapaces de limules, un animal sorti tout droit de la préhistoire pour venir pondre et mourir sur les grèves de Long Island.

Un nouveau bestiaire pour un nouveau monde, baptisé « Limunie ». Aujourd'hui, Arbonie et Limunie ont envoyé leurs ambassadeurs à Paris. Ils sont logés à la Halle Saint-Pierre dans une architecture inventive de la scénographe Françoise Vouez. Et ils méritent une visite.

Harry Bellet

★ Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard, Paris 18^e. Tél. : 01-42-58-72-89. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 juillet.

Cinéma

PARIS Les patrons

Le Centre Pompidou a rassemblé près de quarante documentaires et fictions sur le thème des patrons. Parmi les films présentés : *Femmes de l'ombre*, de Stephan Moszkowicz

Sélection Revues

Les Inrockuptibles



Changement de formule pour l'hebdomadaire *Les Inrockuptibles*. Sur la forme, en gagnant 2,5 cm en hauteur et une trentaine de pages. La maquette a été aérée (nombreux blancs, à-plats colorés pour les encadrés, typographie bâton), bien que l'accumulation de petits sujets (chroniques raccourcies, micro-portraits) vienne en annuler l'effet. Sur le fond, l'hebdomadaire abandonne sa dénomination « l'hebo musique, cinéma, livres, etc. » pour « l'hebo culture, télé, société », confirmant nettement un virage opéré depuis plusieurs semaines hors du champ majoritaire de l'actualité culturelle pour mordre sur le lectorat de *Télérama*.

Ainsi les nouvelles pages sont entièrement dédiées à la télévision, avec les grilles jour par jour des programmes des principales chaînes hertziennes, du câble et du satellite et une sélection commentée d'émissions ou films. Le dossier du n° 331 de l'hebdomadaire est consacré à l'animateur

Karl Zéro et à son émission « Le Vrai Journal ». — S. Si.

Les Inrockuptibles, n° 331, du 27 mars au 2 avril, parution hebdomadaire le mercredi, 130 p., 2,90 €.

Jazz Hot

Le plus ancien magazine français consacré au jazz, fondé en 1935 par Charles Delaunay, met Gerri Allen en couverture de son n° 589 pour une thématique sur le piano. L'artiste américaine revient sur son parcours (notamment avec des chanteuses), ses relations avec le collectif M-Base, de Steve Coleman, au cours d'un long entretien. Une forme rédactionnelle privilégiée dans ce numéro qui publie les échanges de ses rédacteurs avec treize autres pianistes comme Aaron Goldberg, Bojan Zulfikarpasic, Pierre-Alain Goualch, Baptiste Trotignon, Herbie Hancock, Chick Corea ou Eric Watson, dont le discours sur la place du jazz et de la musique dans la société se révèle passionnant. Autour de ce copieux dossier, qui permet d'appréhender le large éventail des styles et des problématiques du piano moderne dans le jazz, les rubriques habituelles de *Jazz Hot* (scènes, livres, chroniques de disques tou-

jours un peu en retard par rapport à la présence des disques dans les bacs) et un éditorial du rédacteur en chef Yves Sportis sur la distribution de la presse en France et la situation des petits éditeurs. *Jazz Hot* est le seul magazine de jazz ne dépendant pas d'un groupe de presse en France. — S. Si.

Jazz Hot, n° 589, avril 2002, 50 p., 5,50 €.

Score

Présenté comme un « mensuel urbain de divertissement pour les 15/25 ans », *Score* fera son entrée dans les kiosques le 2 avril. Au sommaire, beaucoup de hip-hop (Arse-nik, Bubba Sparxxx, Eminem, Djimi Finger, MC Janik, Pit Baccardi...), de sports, en rapport avec le genre (boxe, grosses voitures...), du cinéma essentiellement américain et de multiples chroniques pour des jeux vidéo, DVD, disques. Petit format pratique (18 cm x 25,5 cm) et mise en page dynamique. La rédaction semble toutefois considérer comme acquis que son lectorat potentiel n'a pas plus de quelques centaines de mots de vocabulaire à sa disposition, et les titres, sous-titres et textes abusent des clichés, anglicismes et expressions supposées « jeunes ».

Domage pour le divertissement culturel, encore une fois considéré avec mépris. — S. Si.

Score, n° 1, avril 2002, 134 p., 3 €.

Beaux-Arts

Le mensuel *Beaux-Arts* réclame un peu plus de culture et d'utopie dans la campagne présidentielle. Un dossier de vingt pages accompagné d'un sondage réalisé avec France-Inter et l'institut BVA, du 22 au 23 février auprès d'un échantillon de 1 009 personnes, démontre que, si la culture est au cœur des préoccupations des Français, elle est loin de celles de leurs représentants politiques. Plus d'un quart des sondés ne font confiance à aucun candidat à l'élection présidentielle pour « mettre en œuvre une politique culturelle forte et innovatrice ». Leurs propositions en la matière sont passées au crible, et notées avec impertinence. Seuls deux d'entre eux ont la moyenne, et pas nécessairement le duo auquel on pense. Par ailleurs, le dossier critique sévèrement la politique du ministère de la culture depuis Jack Lang. — Ha. B.

Beaux-Arts, dossier « La crise politique de la culture », n° 215, avril 2002, 5,95 €.

Mamoru Oshii, entre chien et loup

Nourri aux mangas et aux jeux vidéos, le réalisateur japonais de « Ghost in the Shell » est de retour en France avec « Avalon »

MAMORU OSHII fait partie de ces « otakus » – des jeunes Japonais qui passent leur temps devant leur ordinateur – émancipés qui ont fait de leur passion du virtuel un métier et un art. A 51 ans, le réalisateur d'*Avalon* est un créateur des plus originaux de la galaxie dessins animés jeux vidéo, habile aussi à dépasser les frontières entre les genres. C'est à son enfance que remonte, dit-il, cette propension à s'enfermer dans son imaginaire, quand sa mère le laissait seul à la maison pour partir au travail. Mamoru Oshii en a gardé une certaine méfiance pour le monde extérieur, qu'il affronte souvent vêtu d'un T-shirt de chien – ou de loup, quand il se sent plus résolument solitaire. C'est sa prise de terre, ce qui le rapproche à l'univers réel. Pas étonnant donc qu'*Avalon*, fable guerrière et mélancolique sur cet entre-deux qui sépare le réel du virtuel, soit truffé d'images de chiens : « Le chien est pour moi le symbole de la réalité, c'est un être vivant qui a besoin de vous et vous attend dans la réalité. S'il n'est plus là, c'est que la réalité a lâché prise », dit-il.

Mamoru Oshii a réalisé pas moins de quatre fictions avant *Avalon*. La première, *Akai Megane* (les lunettes rouges), date de 1987. Ses combattants aux lunettes à infrarouge préfigurent ceux de *Jin-Roh*, un dessin animé dont il a écrit le scénario en 1999 mais dont la réalisation sera finalement confiée à Hiroyuki Okiura – qui sera l'animateur-clé de *Ghost in the Shell*, le long-métrage d'animation culte d'Oshii. Mamoru Oshii est familier de ces transferts incessants d'une œuvre à l'autre, dictés à la fois par les contraintes de l'industrie et son propre désir obstiné de décliner jusqu'à satiété les idées qui lui tiennent à cœur. En plus de vingt ans de carrière, Oshii a ainsi instillé ses angoisses et ses obsessions dans des dessins animés de tout format et de tous budgets (télévision, vidéo et cinéma), des scénarios, des bandes dessinées, des jeux vidéo, des romans et des films. Nombre de ces « productions » apparaissent rétrospectivement comme autant d'ébauches à des créations plus abouties et plus ambitieuses, comme le long-métrage d'animation *Ghost in the Shell* ou *Avalon*.

Né en 1951 à Tokyo, diplômé de la faculté des beaux-arts en 1976, Mamoru Oshii réalise son premier dessin animé pour la télévision l'année suivante. Il a 25 ans et est déjà employé aux studios Tatsunoko. Il les quitte en 1980 pour les Studios Pierrot et ce sera le dessin animé *Urusei yatsura*, dont il produit d'abord une version télé en 1983, qui le fera connaître. Dans la foulée, il en tire deux longs-métrages d'animation pour

BIOGRAPHIE

► **1951** Naissance à Tokyo.

► **1977** Réalise ses premiers dessins animés.

► **1987** Produit sa première fiction, « Akai Megane » (Les lunettes rouges).

► **1995** « Ghost in the Shell », dessin animé devenu culte au Japon.

► **2002** « Avalon » sort en France.

le cinéma. Le dernier, *Urusei yatsura*, *Beautiful Dream*, le confirme comme un réalisateur des plus prometteurs. En 1984, il réalise la série animée *Dallos* et décide de travailler en indépendant. Le réalisateur Hayao Miyazaki le présente aux éditions Tokuma Shoten, qui produiront le dessin animé *Tenshi no tamago* (L'œuf de l'ange). Le film est un échec, et Mamoru Oshii, qui se retrouve sans commande importante pendant deux ans, se réfugie dans le jeu vidéo.

« GAGNER DE L'ARGENT EN JOUANT »

C'est lors de ce passage à vide que naît l'idée d'*Avalon* : « Je passais des heures à jouer au jeu vidéo Wizardry. Ça me prenait tellement de temps et c'était tellement difficile que je trouvais que c'était comme un travail où l'on n'est pas payé. Alors, je me suis mis à penser à un monde où on pourrait gagner de l'argent en jouant à un jeu vidéo. Avalon devait se passer au Japon. J'ai montré le projet à plusieurs personnes, mais ça ne plaisait pas. » Il mettra plus de dix ans avant de convaincre un producteur. Entre-temps, Mamoru Oshii multiplie les expérimentations et les détours. Comme ce film de fiction tourné à Taïwan, *Kerberos Panzer Cops* : *Stray Dog*, en 1991. Il mène aussi à bien quantité de projets, dont les multiples versions de *Patlabor*, déclinés sur tous les supports (film d'animation,

série télé, jeu vidéo, manga).

En 1995 sort *Ghost in the Shell*, tiré d'un manga de Masamune Shiro, qui devient vite culte et l'impose comme un maître du dessin animé de science-fiction. Depuis *Patlabor*, la plupart de ses films sont réalisés dans les studios de Production I.G., un studio d'animation fondé par un ancien directeur de Tatsunoko et l'un des leaders de la nouvelle vague d'animation nipponne. Ils sont coproduits par Bandai Visual. C'est aussi dans *Ghost in the Shell* que Mamoru Oshii incorpore aux méthodes traditionnelles d'animation un important travail avec des images de synthèse. Quelques années plus tard en 2000, Mamoru Oshii produit *Blood*, *the Last Vampire*, réalisé par Hiroyuki Kitakubo, pour Production I.G. Le film est entièrement réalisé en images de synthèse.

Tout ce savoir-faire se retrouve dans *Avalon*. « Si j'avais réalisé *Avalon* il y quinze ans, jamais je n'aurais pu arriver au résultat que je cherchais », dit Mamoru Oshii. Le réalisateur a ainsi retravaillé en détail les données visuelles issues du tournage en Pologne, jusqu'à façonner selon ses désirs le visage de Ash, son héroïne. « Le but n'était pas de changer l'expression naturelle de l'actrice, mais d'apporter des modifications subtiles, dans les ombres, la texture de la peau, les yeux. Dans un dessin animé, on crée des personnages imaginaires. Là, je pars de données réelles, que je

retravaille, ce qui pour moi revient au même », dit-il. Autre source d'inspiration : les films polonais des années 1970, auxquels il vouait enfant une véritable passion, un univers auquel il rend hommage dans son film.

Dans *Avalon*, comme dans la plupart de ses créations, de *Patlabor* à *Ghost in the Shell*, en passant par le scénario de *Jin-Roh* et de *Blood*, Mamoru Oshii met en scène la lutte d'irréductibles contre un pouvoir policier ou une force d'occupation étrangère. Il s'attache aux sentiments de doutes, d'aliénation, de schizophrénie que peuvent ressentir ces personnages plongés dans un univers idéologiquement et physiquement sous occupation.

Cette fascination pour un certain esprit de résistance – symbolisé par le loup – date, dit-il, des mouvements de protestation étudiants de sa jeunesse : « Cette période est restée incrustée très fort en moi. Chaque fois que je tourne un film, je me retrouve à cette époque. Je ne crois pas que ce soit un hasard. Quand j'étais au lycée, je me disais alors qu'une guerre civile allait probablement éclater. Ou, plutôt, je voulais qu'une guerre civile éclate. Mais bon, il n'y a pas eu de guerre. Donc c'est peut-être pour ça que je fais ce genre de film. Peut-être qu'au fond de moi je ne suis pas très pacifique ! »

Brice Pedroletti



WILLIAM LAYTON/CORBIS OUTLINE

LES GENS DU MONDE

■ Le guitariste et chanteur **Nils Lofgren** a confirmé à son tour, après le saxophoniste **Clarence Clemons**, que **The E Street Band** était bien entré en studio à New York et Atlanta avec **Bruce Springsteen** pour des séances d'enregistrement. Nils Lofgren était interrogé sur l'une des stations de radio du réseau nord-américain ESPN Radio. Ces séances pourraient, toujours selon le musicien, conduire à la parution d'un nouvel album du groupe avec son ancien patron, le premier en studio depuis le disque *Born in the USA* en 1984. Springsteen et The E Street Band s'étaient séparés en novembre 1989, à l'issue d'une gigantesque tournée mondiale, avaient enregistré quelques chansons en 1995 pour compléter une compilation des meilleurs titres du groupe et avaient repris le chemin des grands stades en 2000-2001.

■ La chanteuse **Madonna** a annulé une partie de ses engagements au Wyndham's Theatre de Londres, salle située dans le quartier du West End à Charing Cross et fondée en 1899. Madonna ne participera pas aux représentations en matinée de la comédie *Ups and Grabs*, de **David Williamson**, mise en scène par **Laurence Boswell** afin de donner la priorité aux séances d'enregistrement d'un nouvel album. Cette annonce, faite par un porte-parole de la chanteuse, a entraîné l'annulation des représentations. Madonna sera cependant sur la scène du théâtre en soirée pour interpréter une marchande d'art ambitieuse et manipulatrice. La pièce devrait débiter le 23 mai.

■ Le site Internet officiel de **Halle Berry**, première Afro-Américaine à obtenir l'Oscar de la meilleure actrice (*Le Monde* du 26 mars) a été piraté par un fan de **Nicole Kidman**, qui était donnée grande favorite pour cet Oscar. Pour montrer son mécontentement à l'égard de l'actrice d'*A l'ombre de la haine*, il a introduit dans le site une photo de l'actrice portant moustache et barbichette. Une controverse entre internautes s'en est suivie : « Le taré qui a fait ça, dit l'un d'eux, la fait ressembler à un des Trois Mousquetaires. C'est affreux ! »

■ Dans *The Majestic*, de **Frank Darabont**, qui sort en France le 8 mai, **Jim Carrey** tient un rôle très à l'opposé de son image de grande figure du burlesque américain contemporain. Dans ce film, dont l'action se situe en 1951, Jim Carrey incarne Peter Appleton, un talentueux réalisateur d'Hollywood, accusé de tort d'être communiste, en plein maccarthysme. Il fuit vers une autre ville et devient amnésique à la suite d'un accident de voiture. Il décide ensuite de restaurer un vieux cinéma avec un homme qui croit reconnaître en lui son fils.

RADIO

MARDI 2 AVRIL

► **Tous à l'Elysée** 7 h 40 et 19 h 20, *Le Mouvement* Leur premier disque, leur première adhésion à un parti, leurs fantasmes. La radio destinée aux jeunes se mêle à sa manière du débat présidentiel et interroge chaque jour les candidats, du lundi au vendredi, à partir du 2 avril, à 7 h 40 et 19 h 20. L'intégralité de ces entretiens sur www.lemouve.com.

► **Hommage à Louiza Benakli** 20 h 00, BRTV Cette avocate, adjointe au maire de Nanterre, chargée de l'enfance, a été tuée dans la tragédie du 27 mars. Très impliquée dans la promotion du droit, Louiza Benakli, d'origine kabyle, était en train de travailler sur une série d'émissions pédagogiques pour aider les parents dans leur rôle éducatif. La Radio-Télévision berbère (installée à Paris) consacre deux émissions spéciales à cette humaniste : lundi, sur le réseau TV (21 h 00), et mardi sur sa radio (20 h 00).

► **France Europe Express** 22 h 45, France Info Jacques Chirac (mardi) et Lionel Jospin (mercredi) sont invités à répondre aux questions des internautes de France Info (france-info.com et franceuropeexpress@france3.fr).

DOMINIQUE DHOMBRES

Images de Pâques

YASSER ARAFAT s'éclairait à la bougie pour lancer un appel au secours à la communauté internationale, Ariel Sharon proclamant à la télévision israélienne que le même Arafat est « l'ennemi du monde libre », un nouvel attentat-suicide dans un restaurant faisant seize morts à Haïfa, une synagogue attaquée à la voiture bélier à Lyon, une boucherie casher essayant des coups de feu près de Toulouse, ce sont quelques-unes des images de ce week-end de Pâques. Elles ne sont pas rassurantes. Les responsables politiques français répètent depuis des semaines qu'il ne faut surtout pas importer en France le conflit du Proche-Orient. Pendant ce temps, les actes antisémites se multiplient.

Le président de l'Autorité palestinienne, ou de ce qu'il en reste, à la lèvres inférieure qui tremble lorsqu'il est filmé, retranché dans son bureau sans eau ni électricité, à la lueur des bougies. Ce sont des images volées, car l'armée israélienne a déclaré Ramallah « zone militaire fermée » et en interdit l'accès aux journalistes. « J'en appelle à toute la communauté internationale pour qu'elle intervienne et pour que s'arrête cette agression contre

notre peuple, cette escalade militaire nuit et jour, ces tueries », déclare Arafat. Ces images ont fait le tour du monde, et aussi ceux des banlieues françaises.

Le correspondant de France 2 à Jérusalem, Charles Enderlin, explique dimanche soir que les dirigeants de mouvements islamistes tels que le Hamas et le Djihad invitent Arafat à commettre le martyre, « ce qui est une manière de se débarrasser d'un adversaire politique ». Sur France 2, encore, on peut voir José Bové brandissant un drapeau blanc à proximité du QG d'Arafat, au milieu d'un groupe de pacifistes européens. Le leader de la Confédération paysanne trébuché et s'empêtre dans son drapeau blanc lorsqu'éclate un tir d'intimidation des soldats israéliens. Sur LCI, José Bové affirme qu'Arafat est prêt à « mourir martyr » mais qu'il est pour lui « hors de question » de se rendre ou de « négocier avec ce terrorisme d'Etat ». Les images d'archives de la reine mère Elizabeth d'Angleterre, rediffusées à l'occasion de sa mort, avec ses incroyables chapeaux, ses robes rose bonbon, bleu turquoise ou jaune canari faisaient presque figure, ce week-end pascal, de frivolités.

TÉLÉVISION

« Le Vrai Journal » quotidien

C'est une des premières décisions de Dominique Farrugia, nommé en janvier à la direction de l'antenne de Canal + : pour la présidentielle, « Le Vrai Journal » de Karl Zéro abandonne son rythme hebdomadaire pour une programmation quotidienne. A partir du mardi 2 avril et jusqu'au 3 mai, avant-veille du second tour de l'élection, Zéro et sa bande prendront l'antenne tous les jours de 19 h 40 à 19 h 55. Déclinaison, en version courte et en direct, du magazine dominical, « Le Vrai Journal des présidentielles » aura le même ton, mêlant le sérieux, la satire et la dérision. Entouré de son équipe habituelle, Karl Zéro recevra chaque jour une tête de liste ou l'un de ses représentants pour une interview de cinq minutes. Lionel Jospin, candidat du PS, qui avait décommandé un rendez-vous prévu pour le 31 mars en raison de la tuerie de Nanterre, devrait être l'un des premiers invités cette semaine. Le journaliste John-Paul Lepers livrera un feuilleton de la campagne vue des coulisses ; des reportages, réalisés par les rédactions de i-télévision et Capa, feront un suivi « plus formel » des événements. Au chapitre gaudriole, Karl Zéro annonce un téléachat animé par Pierre Bellemare, des sondages « sur les rumeurs les plus absurdes », et les retours des ex-loffeurs de M6 Steevie, Kenza et Jean-Edouard pour « La question du Loft »... – S. Ke.

« Le Vrai Journal des présidentielles », du lundi au vendredi, 19 h 40, Canal +.

MARDI 2 AVRIL

► **Génération E.T.** 10 h 10, Canal+ Après l'entretien avec Steven Spielberg et le making of du nouvel *E.T.* (lundi 1^{er} avril, 15 h 00), rencontre avec les spécialistes des effets spéciaux qui ont créé des images sur ordinateur ou réalisé des androïdes de synthèse au studio ILM (fondé par George Lucas

pour sa *Guerre des étoiles*). ► **La Montagne magique** 15 h 05, France 5 Prétex de ce documentaire, suivre une randonnée estivale sur le sentier battu du tour du Mont-Blanc. Six jours de marche, de Chamonix à Chamonix, en passant par les versants italien et suisse. Le spectacle est grandiose mais ce sont les rencontres qui font l'essentiel de ce document. Guides, bergers, paysans, artisans,

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 1^{er} AVRIL

TF1

15.25 Quand les enfants s'en mêlent Téléfilm. Mark Griffiths (EU, 1999) 16.55 Croc-Blanc Film. Randal Kleiser. Avec K. Maria Brandauer. *Aventures* (EU, 1991) 18.55 Le Bigdil 19.55 Météo, Journal, Météo.



20.55 PLEIN LES YEUX Spéciale paparazzi. Magazine présenté par Carole Rousseau et Jacques Legros. 1660975

23.10 Y'A PAS PHOTO ! Magazine présenté par Pascal Bataille et Laurent Fontaine. 3816352
0.45 Football Ligue des champions. Présentation des quarts de finale aller 1.20 F1 magazine

2.00 Reportages Les locataires de la mer 2.25 Mode en France [5/6] 3.25 Enquêtes à l'italienne Série 4.15 Musique 4.50 Le Droit de savoir Voyou génération 2000 : Enquête sur la nouvelle délinquance (65 min).

CÂBLE ET SATELLITE

20.40 Annie Hall ■■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1977, 95 min) ○ Festival
20.45 La Terrasse ■■■ Ettore Scola (France - Italie, 1979, 155 min) ○ CinéFaz
20.45 Les Maraudeurs attaquent ■■ Samuel Fuller (Etats-Unis, 1962, 95 min). TCM
20.45 L'Honneur des Winslow ■■ David Mamet (Etats-Unis, 1999, 105 min) ○ TPS Star
20.45 L'Affaire Nina B. ■■■ Robert Siodmak (France, 1961, N., 105 min) ○ CineClassics
21.00 Le Genou de Claire ■■ Eric Rohmer (France, 1970, 105 min) ○ Cinétoile
21.00 Affliction ■■ Paul Schrader (Etats-Unis, 1997, v.o., 110 min) ○ Cinéstar 2
22.15 Le Colonel Chabert ■■ Yves Angelo (France, 1994, 105 min) ○ TV 5
22.30 La Duchesse de Langeais ■■ Jacques de Baroncelli (France, 1941, N., 90 min) ○ CineClassics
22.35 Les Arnaqueurs ■■■ Stephen Frears (Etats-Unis, 1990, 110 min) ○ RTL 9
22.55 L'Arnaqueur ■■■ Robert Rossen (Etats-Unis, 1961, N., v.o., 135 min) ○ Paris Première
0.00 Le Grand Jeu ■■■ Jacques Feyder (France, 1934, N., 115 min) ○ CineClassics
0.15 Le Hussard sur le toit ■■ Jean-Paul Rappeneau (France, 1995, 130 min) ○ TPS Star

FRANCE 2

13.45 The Postman Film. Kevin Costner. *Aventures* (EU, 1997) ○ 16.40 Rio Bravo ■■■ Film. Cecil B. DeMille. *Aventures* (EU, 1949) ○ 16.35 TO3 17.50 C'est pas sorcier 18.20 Questions pour un champion 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo 20.10 Tout le sport 20.20 Foot 3.



20.55 LA SEIZIÈME NUIT DES MOLIERES Spectacle au Théâtre Mogador. Présidé par Jean Piat. 77611062
Lors de cette 16^e nuit, deux Molières d'honneur seront attribués à Annie Girardot et au couple Jean Desailly et Simone Valère ; un hommage sera rendu à Jean Danet.

23.35 MOI, MAIS EN MIEUX Pièce de Jean-Noël Fenwick. Mise en scène par Jean-Claude Idée. Avec Martin Lamotte, Grace de Capitani, Patrick Zard, Arnaud Arbessier, Gérard Caillaud. 5650420

1.35 Francis Poulenc *Gloria et Stabat Mater*. Inva Mula (soprano) 2.35 On aura tout lu ! 3.30 Info 3.55 Contre-courant L'instant parfait, illusion ou réalité 4.55 Portraits d'artistes contemporains Louis Cane, artiste peintre (30 min).

FRANCE 3

14.30 Samson et Dalila ■■■ Film. Cecil B. DeMille. *Aventures* (EU, 1949) ○ 16.35 TO3 17.50 C'est pas sorcier 18.20 Questions pour un champion 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo 20.10 Tout le sport 20.20 Foot 3.



20.55 LES DIX COMMANDEMENTS ■■■ Film. Cecil B. DeMille. Avec Charlton Heston, Yul Brynner, Anne Baxter, Edward G. Robinson, Yvonne De Carlo. *Aventures* (Etats-Unis, 1956) ○. 61196826
L'histoire de la captivité et de l'exode du Peuple juif mené par Moïse. Il faut redécouvrir Cecil B. DeMille. 0.30 Météo 0.35 Soir 3.

1.05 STRIP-TEASE Magazine proposé par Marco Lamensch et Jean Libon. Au sommaire : Nous deux ; Le blues du businessman. 9744840

2.05 Ombre et lumière Invité : Marcel Desailly 1300395 2.35 Soir 3 3.00 France Europe express Spéciale élections 2002. Jean-Pierre Chevènement et Alain Madelin. 6919192 4.15 Soldat Documentaire (75 min) ○

CANAL+

18.15 Gladiator Le making of ▶ En clair jusqu'à 19.00 18.45 Football Championnat de France D1 (28^e journée, match en retard). Marseille - Auxerre. 19.00 Coup d'envoi en direct du stade de Velodrome.



21.00 C'EST BON DE RIRE PARFOIS - LA TOUR MONTPARNASSE INFERNALE ■ Film. Charles Nèmes. Avec Eric Judor, Ramzy Bedja, Marina Fois, Serge Riaboukine, Michel Pouterflam. *Comédie* (France, 2001) ○. 24420
Parodie déchaînée des films d'action hollywoodiens.

22.30 H Une histoire de dentiste ○ Une histoire de preuves ○ 471284. Série 23.25 En aparté 23.55 Henri Salvador Performance ! 0.55 Les Saisons de l'amour Film. G. Campiotti. *Drame* (Fr. - It., 1999, v.o.) ○ 98467918.

2.45 Samia ■■ Film. Philippe Faucon. Avec Lynda Benahouda. *Drame* (Fr., 2000) ○ 5294666 3.55 Félix et Lola Film. Patrice Leconte. Avec Charlotte Gainsbourg. *Comédie dramatique* (Fr., 2000, 90 min) ○ 2974918.

FRANCE 5 / ARTE

16.05 Les Sept Merveilles du monde 17.05 Gaïa Les déchets gris 17.35 100 % question 18.05 C dans l'air 19.00 Nature 19.45 Arte info, Météo 20.15 360°, le reportage GEO Comment rouler un bon havane ?



20.45 LES 400 COUPS ■■■ Film. François Truffaut. Avec Jean-Pierre Léaud, Claire Maurier, Albert Rémy, Guy Decomble. *Drame* (France, 1959, N.) ○. 393739
Le portrait d'un jeune garçon indocile et malheureux. Une nouvelle conception du réalisme et de la psychologie. Un des films fondateurs de la nouvelle vague.

22.20 GRAND FORMAT - DOULAYE, UNE SAISON DES PLUIES Film. Henri-François Imbert. Avec Doulaye Danioko, Aminata Ba. *Documentaire* (Fr., 1999). 8034772
23.40 Court-circuit (le magazine) Magazine.

0.30 Le Passe-Montagne ■■■ Film. Jean-François Stévenin. Avec Jean-François Stévenin, Jacques Villeret. *Comédie dramatique* (France, 1978) 7487956 2.20 Folk Songs Ballet de Heinz Spoerli (25 min) 6592598.

M 6

17.00 Les Nouveaux Professionnels Série 17.55 La Guerre de Troie ■ Film. Giorgio Ferroni. *Aventures* (It. - Fr., 1962) ○ 19.45 et 20.40 Caméra Café Série 19.54 Le Six Minutes, Météo 20.05 Notre belle famille Série.



20.50 ATTIRANCE FATALE : QUI A TUÉ ANNE-MARIE F. ? Téléfilm. Peter Levin. Avec Mark Harmon, Kathryn Morris (EU, 2001) [1 et 2/2] ○. 485710 - 36888
Lorsqu'une jeune femme disparaît, la police fait rapidement le lien avec son amant, un célèbre avocat ; mais en l'absence du corps de la victime, impossible de prouver qu'il l'a tuée.

0.00 LOS ANGELES HEAT Tentation à double tranchant ○. Série. Avec Wolf Larson, Steven Williams. 88685

0.50 Jazz 6 La grande époque du « Cotton Club ». Spectacle enregistré lors du festival Jazz à Vienne 99 8944289 1.50 M6 Music Emission musicale (30 min) 87005821.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Décibels. Invitées : Angélique Ionatos ; Esther Lamandier.
22.00 Journal.
22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par l'Orchestre de la Radio de Stuttgart, dir. Roger Norrington, Fazil Say, piano : Œuvres de Beethoven.
22.00 En attendant la nuit.
23.00 Jazz, suivez le thème.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Chabrier, Poulenc. 20.40 Le pianiste Maurizio Pollini. *Allegretto* D 915, de Schubert ; *Concerto* n° 2, de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado ; Œuvres de Brahms, R. Schumann, R. Strauss, Mozart, Chopin.
23.05 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Berlioz.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

DÉBATS

16.10 Le Monde des idées. Thème : L'âme d'Israël. Invité : Michel Warszawski. LCI
18.30 Le Grand Jury RTL - Le Monde - LCI. Invité : Robert Hue. LCI

MAGAZINES

14.10 ET 20.10 Musiques. Myung Whun Chung et l'Orchestre philharmonique de Radio France en Corée. LCI
16.10 ET 0.10 i comme idées. Invitée : Catherine Fruchon-Toussaint. i télévision
16.55 Les Lumières du music-hall. Richard Anthony. Alain Chamfort. Paris Première
17.10 ET 21.10 i politique. Jean-Louis Borloo. i télévision
18.55 « J'y étais ». Frank Dubosc. Match TV
21.05 Le Point. Vivre sans elle. Les danseuses de Shiva. Le thuya géant. Les bernaches : une bien belle peste. TV 5
23.20 La Route. Invitées : Véronique Sanson ; Mireille Dumas. Canal Jimmy
0.10 Pendant la pub. Invité : Yves Lecoq. Monte-Carlo TMC

DOCUMENTAIRES

19.00 Pilot Guides. Londres. Voyage
19.00 Biographie. Pol Pot. La Chaîne Histoire
19.00 Croco chroniques. National Geographic
19.05 Hep taxi ! London. Odyssee

19.15 Caza. Planète
20.00 Angleterre, Londres royale. Voyage
20.25 Les citées cachées des Etrusques. La Chaîne Histoire
21.00 Australie. A la découverte du Kimberley. Voyage
21.00 Iman. Téva
21.15 Bourguiba, le combattant suprême. La Chaîne Histoire
21.45 Rugby, palombes et chocolat. Planète
22.00 Un autre regard. Bénin, Espagne et Turquie. Voyage
22.45 10 h 17, Toulouse. Odyssee
22.45 Du rugby et des hommes. [3/5]. Planète
22.50 Californie Visions. Canal Jimmy
23.00 Danger Réel. Quai des Orfèvres. 13^{ème} RUE
23.05 Pilot Guides. La Hongrie et la Roumanie. Voyage
23.35 Les Survivants de l'Holocauste. Histoire
23.40 Ligne de tir. Stalingrad. La Chaîne Histoire
23.45 Marc Minkowski, les sentiers de la gloire. Mezzo
23.50 Les Talents de Greg. Planète
0.00 Harold Singer. A Long Journey. Muzik
0.00 Les Oasis de l'Arctique. Voyage
0.15 Balade en vidéo mineure. [5/8]. Planète
0.45 Ma vie pour les animaux. [4/13]. Marion et les hyènes. Planète

SPORTS EN DIRECT

14.15 Automobileisme. Super série FFSA. Coupe de Pâques. A Nogaro (Gers). Pathe Sport

MUSIQUE

21.00 Les Noces de Figaro. Opéra de Mozart. Par l'Orchestre de chambre de l'Opéra d'Etat hongrois et l'ensemble Mille E. Tre, dir. Jérôme Pillement. Muzik
21.00 Paillasse. Opéra de Leoncavallo. Par l'Orchestre et le Chœur de la Scala de Milan, dir. H. von Karajan. Mezzo
22.30 Cavalleria rusticana. Opéra de Pietro Mascagni. Mise en scène de Giorgio Strehler. Par l'Orchestre et le Chœur de la Scala de Milan, dir. H. von Karajan. Mezzo

THÉÂTRE

18.00 Ordo Virtutum. Pièce de Hildegarde. Muzik

TÉLÉFILMS

20.50 Chasseurs de frissons. Mario Azzopardi ○ TF 6
22.15 Avanti. Jacques Besnard. Festival
22.40 Passé sous silence. I. Niddam ○ Monte-Carlo TMC
0.20 Poker de charme. Bruno Troisihô ○ TF 6
18.35 Homicide. Requiem pour Adena ○ Série Club
19.55 Le Caméléon. [1/2]. Donoterase ○ Série Club
22.05 Frasier. Le nouvel ami ○ Série Club
22.55 Son of the Beach. Area 69 (v.o.). Série Club
0.05 Les Soprano. Retour aux sources (v.o.) ○ Canal Jimmy
0.05 New York District. Le soleil couchant ○. 13^{ème} RUE

MARDI 2 AVRIL

TF1

12.05 Attention à la marche ! 12.50 A vrai dire 13.00 Journal, Météo 13.55 Les Feux de l'amour Feuilleté. 14.45 La Justice d'une mère Téléfilm. Julian Chojnacki. Avec Kate Jackson, Chad Allen (Etats-Unis, 2000) ○ 16.30 Exclusif 17.05 Melrose Place Le massacre de la Saint-Valentin. Série 17.55 7 à la maison La meilleure amie. Série 18.55 Le Bigdil 19.55 Météo, Journal, Météo.



20.55 LE PROFESSEUR FOLDINGUE ■ Film. Tom Shadyac. Avec Eddie Murphy, Jada Pinkett, James Coburn, Larry Miller. *Comédie* (Etats-Unis, 1996). 2552444
Un savant obèse (Eddie Murphy) découvre une formule qui le transforme en séducteur cynique. Un remake du Docteur Jerry and Mister Love de Jerry Lewis.

22.45 VIS MA VIE Magazine présenté par Laurence Ferrari. 4563005

0.35 Vol de nuit Etonnants voyageurs. Magazine. Invités : Nicolas Vanier, Sabrina Michaud, Roland Michaud, Christophe de Ponfilly, Nicolas Hulot, Michel Le Bris, Mélanie Le Bris, Gilles Lapouge 836622.

1.40 Football Ligue des champions 2.15 Exclusif 2.45 Reportages Carnets de bals 3.15 Mode en France Prêt-à-porter automne-hiver 2002-2003 4.15 Enquêtes à l'italienne Le mystère de la femme à barbe. Série (50 min).

CÂBLE ET SATELLITE

18.25 La Duchesse de Langeais ■■ Jacques de Baroncelli (France, 1941, N., 90 min) ○ CineClassics
19.10 Soleil vert ■■ Richard Fleischer (Etats-Unis, 1973, v.m., 95 min) ○ CineClassics
19.15 L'Honneur des Winslow ■■ David Mamet (Etats-Unis, 1999, v.o., 105 min) ○ Cinéstar 2
19.25 La Chaîne ■■ Stanley Kramer (Etats-Unis, 1958, N., v.o., 95 min) ○ Cinétoile
19.30 Par cœur ■■ Benoît Jacquot (France, 1998, 75 min) ○ Cinéfaz
20.45 Planète interdite ■■ Fred M. Wilcox. Avec Walter Pidgeon, Anne Francis (Etats-Unis, 1956, v.o., 95 min) ○ CineClassics
21.00 L'Homme de Rio ■■ Philippe de Broca (France - Italie, 1964, 115 min) ○ Cinétoile
22.15 Freejack ■■ Geoff Murphy (Etats-Unis, 1992, 110 min) ○ 13^{ème} RUE
22.30 Le Hussard sur le toit ■■ Jean-Paul Rappeneau (France, 1995, 125 min) ○ Cinéstar 1
22.55 Histoire de détective ■■ William Wyler (Etats-Unis, 1951, N., 100 min) ○ Cinétoile
23.45 L'Ange rouge ■■ Yasuzo Masumara (Japon, 1966, N., v.o., 95 min) ○ CineClassics
23.45 Vanya, 42^e rue ■■ Louis Malle (Etats-Unis, 1994, 120 min) ○ Cinéfaz
0.00 Le Grand Embouteillage ■■ Luigi Comencini (Italie, 1978, v.o., 110 min) ○ Canal Jimmy
0.15 L'Ennemi public n°1 ■■ W.S. Van Dyke (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 95 min). TCM

FRANCE 2

12.20 Pyramide 12.55 Météo, Journal, Météo 13.50 Inspecteur Derrick Lena. Série 14.55 Un cas pour deux le gagnant. Série 16.00 En quête de preuves Qui a tué Anastasia ? Série 16.55 Des chiffres et des lettres 17.25 Qui est qui ? 18.05 JAG Pour quelques minutes de plus. Série 18.55 On a tout essayé 19.50 Un gars, une fille Série 20.00 Journal, Météo.



20.55 AMOUR ET MENSONGES Film. Lasse Hallström. Avec Julia Roberts, Robert Duvall, Dennis Quaid, Gena Rowlands, Kyra Sedgwick. *Comédie dramatique* (Etats-Unis, 1995). 2583314
Une femme découvre que son mari la trompe et retourne dans sa famille. Bouillie de clichés sociologiques et féministes.

22.45 FALLAIT Y PENSER ! Magazine présenté par Frédéric Lopez. 506173

0.50 Journal de la nuit, Météo 1.12 Cinéclub : Cycle Peinture et cinéma Rembrandt Film. Charles Matton. Avec Klaus Maria Brandauer, Romane Bohringer. *Drame* (All. - Fr. - PB, 1999, v.o.) ○ 1340390.

2.55 Pari sur l'inconnu Documentaire 9190796 3.15 Initiation à la vidéo Documentaire ○ 3.45 Turquie, les troglodytes du XX^e siècle 6311715 3.55 24 heures d'info 4.10 Double-Je Magazine (105 min).

DÉBATS

21.00 Débat Valéry Giscard d'Estaing - François Mitterrand, 1981. Histoire

MAGAZINES

15.55 Courts particuliers. Invités : Vincent Ravalec et Yann Moix. Paris Première
16.55 Les Lumières du music-hall. Alain Souchon. Paris Première
18.10 ET 0.10 i comme idées. Invités : Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli. i télévision
18.55 « J'y étais ». Invités : Jean-Michel Jarre ; Professeur Dubernard. Match TV
19.00 Explorer. Sunset Boulevard. La légende du dauphin rose. L'autre guerre du Cambodge. National Geographic
19.45 Le Vrai Journal des présidentielles. Invité : Dominique Strauss Kahn. i télévision
20.45 Carnets de jour. Invités : Jean-Pierre Elkabach ; Isabel Marant. Match TV
21.40 Comme à la télé. Invités : Vincent Perrot ; Jérôme Revon ; Pierre Sled. Match TV
22.15 Ça se discute. Quelle vie de couple pour les handicapés ? TV 5
22.55 Rock Press Club. Les divas. Canal Jimmy
23.10 i cinéma. Milla Jovovich. i télévision

DOCUMENTAIRES

17.05 L'Héritage des Romanov. Histoire
17.30 Voyage pratique. La place Popolo à Rome. Voyage

FRANCE 3

13.50 Keno 13.55 C'est mon choix Magazine 15.00 Madame X Téléfilm. Robert Ellis Miller. Avec Tuesday Weld, Jeremy Brett (Etats-Unis, 1981) 16.35 TO3 17.35 A toi l'actu@ 17.50 C'est pas sorcier 18.15 Un livre, un jour 18.20 Questions pour un champion 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo 20.10 Tout le sport Magazine 20.20 Et 2.50 C'est mon choix... ce soir.



20.55 VIE PRIVÉE, VIE PUBLIQUE Des enfants à tout prix ? Magazine présenté par Mireille Dumas. Invités : le professeur Israël Nisand, Jeanine Salomone, Sandrine Farina, Eric Boulanger, Eric Verdier, Sandrine Renson, Bernard et Christine Lachèse, Franck Petitdemange, Chantal Ramogida, Nicole Avril. 2588869

22.50 FRANCE EUROPE EXPRESS Spécial élections 2002. Invité : Jacques Chirac. Magazine présenté par Christine Ockrent, Gilles Leclerc et Serge July. 6098444

23.35 Météo 23.40 Soir 3 0.05 Préparez vos mouchoirs ■■ Film. Bertrand Blier. Avec Gérard Depardieu, Patrick Dewaere, Carole Laure, Ripon Liebman, Michel Serrault. *Comédie dramatique* (France, 1978) ○ 5604241.

1.50 Libre court L'ère chair 2.25 Ombre et lumière Magazine. Invité : Jacques Grange 3.15 Soir 3 4.45 Strip-tease Magazine 4.40 Azalai, la caravane de l'or blanc. Documentaire (Fr., 55 min).

CANAL+

14.00 L'Homme sans ombre ■ Film. Paul Verhoeven. *Fantastique* (EU, 2000, DD) ○ 15.50 Israël-Palestine, paroles d'enfants 17.15 Nicky, détective de choc Téléfilm. Peter Bloomfield (Aust., 2001) ○ ▶ En clair jusqu'à 20.45 18.40 Futurama Série 19.05 Le Journal 19.25 + de sport 19.30 Le Zapping 19.40 Le Vrai Journal des présidentielles Invité : Dominique Strauss-Kahn 19.55 Les Guignols.



20.05 FOOTBALL Ligue des champions. Quart de finale. Match aller. Bayern Munich (All.) - Real Madrid (Esp.). 20.45 Coup d'envoi en direct. 301111

22.45 Football Ligue des champions. Résumé du match : Deportivo La Corogne (Esp.) - Manchester United (GB). 6020043

23.30 AMERICAN PSYCHO Film. Mary Harron. Avec Christian Bale, Willem Dafoe, Jared Leto, Reese Witherspoon, Samantha Mathis. *Suspense* (EU, 2000, v.o.) ○. 7853258
Portrait d'un jeune cadre new-yorkais devenu un tueur sadique. Adaptation ratée du roman de Bret Easton Ellis. 1.10 La Coupe d'or ■■ Film. James Ivory. Avec Uma Thurman, Jeremy Northam. *Drame* (Fr. - EU, 2000, v.o.) ○ 95406203.

3.15 Il était une fois James Dean Téléfilm. Mark Rydell. Avec James Franco (EU, 2000) ○ 6955154 4.50 Mon chien Skip Film. Jay Russell. Avec Frankie Muniz, Diane Lane. *Comédie* (EU, 2000, v.o., DD, 90 min) ○ 8531703.

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé Magazine 14.10 Derniers paradis sur terre [2/12]. Namib : les vagues de sable 15.05 Autour du Mont-Blanc 16.05 Les Chevaliers d'Ivoire 17.05 Photographes ! [2/2]. Le Club de la Chenille 17.35 100 % question 18.05 C dans l'air 19.00 Archimède 19.45 Arte info, Météo 20.15 360°, le reportage GEO Le Train de Dieu.



20.45 THEMA - PÉRIL EN MER MAREE NOIRE. Documentaire. Thorsten Niemann (Allemagne, 2000). 103835734

21.45 Thema - Epaves flottantes Documentaire. Elke Besuden (Allemagne, 2000) 847598
22.15 Thema - Les Pêcheurs de l'enfer arctique Documentaire. Vincent C. Maynard et Thom Beers (EU, 1999) 8723258

23.00 MUSIC PLANET 2NITE Saez et A Camp. Magazine. 435032

0.05 La nuit s'anime Spécial Japon. Rencontre : Japan Connection ; Je me souviens ; Court métrage ; Cinémaniac ; Parents d'élèves 52945 0.35 Cinémaniac Parents d'élèves 1638672.

1.00 L'Examen de minuit ■■ Film. Danièle Dubroux. Avec François Cluzet, Serge Riaboukine. *Comédie* (Fr., 1998) ○ 7433135 2.40 Hibernation Court métrage. Yoon-Chul Jung (Corée du Sud, 1999, 15 min) 1484425.

M 6

13.35 L'Amour en question Téléfilm. David Hugh Jones. Avec Lorraine Bracco (EU, 2000) ○ 15.10 La Famille du bonheur Série 16.05 M6 Music 16.35 Madame est servie Série 17.05 Highlander Chute libre. Série 17.55 Sept jours pour agir Série 18.55 The Sentinel Une si longue attente. Série 19.45 Et 20.40 Caméra Café Série 19.54 Le Six Minutes, Météo 20.05 Notre belle famille Série.



20.50 E = M6 DÉCOUVERTE Ces catastrophes qui nous menacent. Magazine présenté par Caroline Avon. Au sommaire : Istanbul rayée de la carte ? ; Et si Paris coulait ? ; La menace Seveso 1 ; Voyage au cœur du feu ; Cyclones tueurs. 124598

22.45 UN WEEK-END MEURTRIER Téléfilm. Richard Friedmann. Avec Emma Sams, Parker Stevenson, Joan Chen, Michael Easton (Etats-Unis, 1992). 8035753
En week-end au bord de mer, un mannequin et son époux avocat sont victimes d'un piège machiavélique. Leurs ennuis commencent après avoir porté secours à un couple dont le bateau avait subi des avaries.

0.25 Zone interdite Pompiers : l'étoffe des héros. Magazine 8522135 2.15 Culture pub Magazine 6551241 2.40 M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (260 min) 21103048

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 In vivo.
20.30 Perspectives contemporaines.
22.00 Journal.
22.10 Multipistes.
23.00 Surpris par la nuit. Fred Deux.
0.05 Du jour au lendemain. Invitée : Hélène Merlin, pour Avram.

FRANCE-MUSIQUES

19.05 Le Tour d'écoute.
20.00 Un mardi idéal. Invités : Bernard Joyet ; Vandan Mamikonian.
22.00 En attendant la nuit.
23.00 Jazz, suivez le thème.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE</

PIERRE GEORGES

Impuissance

DANS ce tourbillon extrême et chaque jour plus sanglant d'un affrontement sans fin, la voix de la raison reste sans voix précisément. A quoi bon dire, sinon dans la vanité de la bonne conscience, que toutes ces violences, tous ces morts, ces attentats-suicides, ces représailles militaires, ces opérations d'encerclement ou d'occupation, ne feront qu'ajouter un peu plus aux malheurs de deux peuples, qu'appeler davantage à plus de morts encore, à plus de haine et de chagrin toujours ?

A quoi bon dire ce qui semble devenu totalement inaudible dans le bruit et la fureur quotidienne, que tout ce sang versé appelle à plus de sang encore et toujours ? A quoi bon disserter, en témoin horrifié et impuissant, sur le fait que le chemin choisi aussi bien que subi par les protagonistes est celui de la déraison et de la folie sans autre issue visible et prévisible qu'une escalade chaque jour plus aveugle ?

Oui, à quoi bon ? Chacun pourra bien, à l'aune de ses convictions, de ses analyses, de ses choix, de ses engagements s'essayer au tri des responsabilités, des causes profondes et historiques de ce conflit où la terreur le dispute à la terreur. Chacun pourra bien dire ce qu'il a sur le cœur et dans la tête, opinion qui, au bout du compte, ne changera rien à rien tant désormais la mort semble s'être installée en son jardin proche-oriental.

La mort en effet. Toujours plus de morts, de vies brisées, saccagées. Toujours, plus, chaque soir, chaque jour, des images en provenance de là-bas, insupportables et pourtant répétitives et qui disent la fureur aveugle et la course aux abîmes d'une guerre des désespoirs et

des peuples fratricides. La paix, les espoirs de paix, entretenus il y a deux ans, il y a un siècle, sont moribonds. Kamikaze après kamikaze, char après char, terrorisme, contre-terrorisme, la paix n'est plus qu'un vague souvenir et encore un plus vague espoir, tant les gens qui gouvernent aux destinées de ces deux peuples, tant leurs alliés aussi, semblent n'avoir pas la dimension requise, l'envergure nécessaire pour refuser le pire, pour réussir le plus difficile.

Mais même disant cela, on sait bien que l'on n'énonce là qu'un simple constat d'évidence. Et que cela ne changera rien au fond d'une inextricable situation qui fait que les chancelleries elles-mêmes en sont plus réduites à déplorer qu'à proposer. Le seul espoir, au fond, et l'on ne fait là qu'avancer un bien pauvre élément, c'est que devant tant de violences, de morts, la lassitude et l'effroi finissent par rétablir la raison.

Bien maigre espoir. Bien hypothétique perspective. En attendant, et sans doute parce que nous sentons, tous, ici et là, les risques non pas d'une contagion, mais de conséquences indirectes, de répliques mineures de ce séisme proche-oriental sur la vie du pays, il appartient à ceux qui gouvernent la France d'être excessivement vigilants ces temps-ci. Vigilants, et ils le sont, sur les actes d'antisémitisme ou anti-palestiniens qui peuvent être et sont commis ici et là. Vigilants aussi sur les mots utilisés. A cet égard, la déclaration du Consistoire voyant dans différentes agressions antisémites commises en France « *les prémices d'une possible nuit de Cristal* » semble singulièrement excessive et un peu déraisonnable.

CRÉON (Gironde)

de notre envoyé spécial

« Pour l'instant, on entend tout. Chacun dit sa parole, mais je ne peux pas savoir qui va tenir sa parole. C'est le dernier jour du vote, à la mairie, dans la salle, derrière le rideau, tout seul, que je vais décider » : Hassen Naji, comme sa femme Naïma, va voter pour la première fois en France. Ils sont tous les deux originaires de la région de Meknès. Lui a déjà voté au Maroc, elle, non. Pour le moment, elle est un peu évasive et semble confondre les sondages et le vote : « Moi je ne sais pas. Celui qui gagne, c'est tant mieux. Pour moi, c'est cool », dit-elle, avant de reconnaître n'avoir aucune préférence pour l'instant. Ils parlent parfois politique. « Tu vois la télé, elle est sur la chaîne française. J'ai la parabole. On pourrait regarder le Maroc ou la Tunisie. Non. On est en France. » Evoquent-ils les élections avec leurs enfants ? « Non, très peu. Ce n'est pas la peine. Il y a plein de choses qu'ils comprennent mieux que nous, à cause de l'école », dit Hassen. « Les enfants, c'est le Frigidaire plein et les études. C'est tout », ajoute Naïma.

Hassen, 54 ans, est arrivé avec son père en 1975, après une étape par la Corse. Ils se sont fixés à Créon, à une trentaine de kilomètres à l'est de Bordeaux. Les vignes de l'Entre-Deux-Mers, vieille région viticole du Bordelais, entre Dordogne et Garonne, avaient besoin de bras. Quand il a quitté l'école, Hassen ne savait pas qu'il passerait toute sa vie professionnelle dans la vigne. Entre la taille et le travail des chais, elle l'occupe toute l'année. Il est très fier du Château-de-Sours et du Château Richemont, à Saint-Quentin-de-Baron, où il travaille actuellement. Vous ne repartirez pas de chez lui sans qu'il vous offre une bouteille de ses crus favoris.

Naïma, 42 ans, est aussi venue à Créon avec ses parents. Elle a quitté l'école après la quatrième et fait son apprentissage de couturière. « Puis j'ai rencontré monsieur », dit-elle en montrant son mari et avant de parler de ses cinq

enfants. Nordine, 19 ans, chauffeur dans le BTP ; Akim, 16 ans, lycéen à Bordeaux ; Karim, 14 ans, collégien à Créon ; Brahim, 8 ans, Nadia, 4 ans, sont à l'école primaire et à la maternelle de Créon. Et elle arbore un grand sourire pour dire : « Ils travaillent tous très bien. »

Ils se sont mariés en 1981, mais au Maroc. Et puis la vie a continué. « Nous, on vivait ici. On se considérait comme des Français. Moi je faisais mon travail comme tout le monde. Je payais mes impôts. Il y a trente-trois ans que je vis en France. J'ai construit ma famille et ma maison. Je suis fier de mon pays. J'y retourne tous les ans.



Hassen Naji : « Pour moi, celui qui dirige bien la France, c'est bon ! »

P. CH.

Mais nous nous considérons comme des Français. Là-bas, on nous prend pour des Européens. Quand j'ai acheté ma maison, il y a eu des gens pour s'étonner que ce soit un sale Arabe qui achète la dernière parcelle du lotissement. Personne ne me l'a jamais dit en face, mais ça existe. C'est à cause du racisme que j'ai décidé de demander la nationalité française. Nous, on ne veut pas que cela se passe comme ça. Il faut que tout le monde soit pareil », explique Hassen.

C'était il y a cinq ans. Aujourd'hui, ils habitent le lotissement Bel-Air, près du collège de Créon, depuis quatre ans. Une belle maison avec son jardin, les fleurs et le silence tout autour. « C'est un bonheur d'habiter ici, avec des voisins aussi gentils. Si vous aviez vu comme ils ont été solidaires quand mon fils s'est cassé la jambe devant la maison », dit-il. Les formalités pour obtenir leur nouvelle nationalité ont demandé plus de quatre ans. Leur fils, né en France, a eu sa carte d'identité avant eux. Mais jamais la moindre difficulté, à part des papiers qui manquaient tout le temps.

Enfin, ils ont eu leur carte d'identité le 14 février. « Ils ont été toujours très aimables à la préfecture et, à la fin, ils nous ont bien accueillis, avec un buffet. Pour ça, on n'a rien à dire », dit Hassen. Il ajoute : « Honnêtement, cela ne m'a rien fait tellement je me sentais chez moi. C'était comme si je revenais en France après un séjour au Maroc. Il faut bien comprendre, j'ai passé toute ma vie ici. »

Retour aux élections. « Pour moi, celui qui dirige bien la France, c'est bon ! », tranche Hassen, qui avoue n'avoir encore qu'une opinion assez floue sur la gauche, la droite et le personnel politique, sauf sur Jean-Marie Le Pen : « Je ne dis pas qu'il a tort tout le temps. Il dit des vérités quelquefois. Par exemple quand il parle des immigrés et du RMI. Mais il dit toujours les "immigrés". Qui c'est les immigrés ? Moi, je ne sais pas. Moi je ne me reconnais pas dans ceux dont il parle. »

Pierre Cherruau

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Léonard de Vinci, génie universel

NOUS ALLONS CÉLÉBRER le cinq centième anniversaire de Léonard de Vinci, né le 15 avril 1452. On dira que pour honorer ce vieux maître avec convenance il suffira d'aller au Louvre admirer la *Joconde*, la *Vierge aux rochers*, *Saint Jean-Baptiste* ou la *Ferromnière*, ou feuilleter l'admirable volume consacré dans la galerie de la Pléiade, sous la direction de M. André Malraux, à *Tout l'œuvre peint de Léonard de Vinci*, où des textes choi-

sis de Poussin et de Delacroix, de Goethe, de Michelet, de Stendhal, de Valéry, de Malraux lui-même, accompagnent les reproductions de ce grand peintre. Ce serait laisser de côté une partie considérable de ce génie universel. L'homme véritablement supérieur vaut plus encore que l'artiste et son œuvre immense, d'une qualité si haute et si profonde, mais dont la signification la plus large échapperait si l'on ne consultait l'artiste lui-même sur

les dessous complexes de son art et sur ses intentions secrètes. Léonard de Vinci a été l'un des penseurs les plus volontaires de tous les temps ; un homme de savoir total, qui ne laissait rien au hasard. Aucune de ses toiles, aucun de ses dessins, ne nous fussent-ils parvenus, ses écrits suffiraient encore à le mettre au tout premier rang.

Emile Henriot
(2 avril 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ Des personnages de jeux vidéo en uniforme de SS. L'arrivée de ces jeux sur le marché suscite de nombreuses réactions. Un article à lire sur lemonde.fr, rubrique « Interactif ».

■ Perdre des kilos grâce au soutien d'armes internautes. Le point sur les forums consacrés à la diététique dans la même rubrique « Interactif ».

■ Les archives du Monde en ligne. 700 000 articles disponibles depuis 1987.

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90
Sur Internet : http://abo.lemonde.fr
Par courrier : bulletin p. 11
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : http://finances.lemonde.fr
Site nouvelles technologies : http://interactif.lemonde.fr
Guide culturel : http://aden.lemonde.fr

Marché de l'emploi : http://emploi.lemonde.fr

Site éducation : http://educ.lemonde.fr

Marché de l'immobilier : http://immo.lemonde.fr

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : http://archives.lemonde.fr

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms 03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

■ Tirage du Monde daté dimanche 31 mars - lundi 1^{er} avril 2002 : 569 970 exemplaires. 1 - 3 Nos abonnés France métropolitaine trouveront avec ce numéro le supplément « Campus » ainsi qu'un encart publicitaire « Carte noire ».

Le Monde

SPÉCIAL
PRÉSIDENTIELLE

Emploi, quels leviers pour le futur gouvernement ?

Baisse des charges, 35 heures... Le supplément Economie dresse le bilan Jospin

et met en perspective les pistes ouvertes par les candidats.

Demain dans *Le Monde*